

« Initiatives » pages I à XX

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14673 - 6 F

MERCREDI 1^{er} AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Brésil : les enjeux d'un remaniement

LA démission collective, lundi 30 mars, du gouvernement brésilien, a, dans un premier temps, pris tout le monde par surprise. Mais, rassurés après que les ministres démissionnaires eurent d'emblée proclamé leur « loyauté » à l'égard du président Collor de Mello et leur intention de lui faciliter la tâche, les observateurs n'ont pas tardé à y voir une habile manœuvre d'un président tout juste arrivé à mi-mandat.

En effet, six des douze ministres du cabinet furent rapidement confirmés. En tête, figure M. Merello Marques Moreira, l'artisan d'une nouvelle politique économique qui a commencé à porter ses fruits, quoique les succès enregistrés semblent encore fragiles. La président Collor a clairement signalé aux investisseurs toujours hésitants qu'il ne felleit pas creindre en ce domaine de nouveau revirement. Au contraire, la politique libérale d'ouverture et de modernisation sans précédent du Brésil reste prioritaire. Les Bourses de Sao Paulo et de Rio-de-Janeiro ne s'y sont pas trompées, clôturant lundi leur séance en hausse.

POUR renforcer son crédit, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays, à un moment où seulement un quart de l'électorat déclare approuver sa politique, le chef de l'Etat avait besoin de renouveler une équipe dont l'image s'était bien ternie. A l'étage de graves mécontentements au sein du gouvernement - ou entre ministres et hauts fonctionnaires - se sont ajoutés plusieurs scandales, que la presse n'a cessé d'alimenter.

Même si le départ, en janvier, des deux ministres les plus attaqués et les poursuites intentées ensuite contre eux ont paru apaiser les critiques, le chef de l'Etat n'a pas manqué de réaffirmer son intention - peu manifeste jusqu'à - de combattre la corruption d'une main de fer, conformément à ses promesses électorales. Le remaniement du gouvernement - ou six postes restent à pourvoir - devrait aussi être l'occasion pour M. Fernando Collor de Mello de tenter de dégager la majorité parlementaire qui continue à lui faire défaut.

LES consultations communes avec les gouvernements des principaux Etats et avec les dirigeants des grandes parties, pourraient permettre, si elles sont fructueuses, de faire entrer au gouvernement certains mouvements politiques de centre gauche, jusqu'à maintenant réticents à l'égard d'une équipe qu'ils jugent trop hétéroclite et partiellement corrompue.

Une autre occasion s'offre de rechercher les nouvelles bases d'un consensus. En effet, un référendum, prévu pour dans un an exactement, portera sur l'adoption d'une nouvelle règle du jeu politique. Le président souhaite remplacer le système présidentiel en vigueur par un régime parlementaire. Ses vains efforts, dans le cadre de l'actuelle Constitution, pour réformer le régime de retraite ou pour modifier la répartition des pouvoirs fiscaux entre l'Union et les vingt-sept Etats ou territoires de cet immense pays l'ont convaincu qu'un changement radical était nécessaire. Et ce changement requiert « l'union de toutes les forces de la nation », qu'il ne cesse d'appeler de ses vœux.

Lire page 4 l'article de DENIS HAUTIN-GIRAULT

M0147 - 0401 0 - 6.00 F



Alors qu'une représentante des Verts a été élue à la présidence du Nord-Pas-de-Calais

Un changement de gouvernement est au centre des consultations de M. François Mitterrand

M. Mitterrand a poursuivi ses consultations, mardi 31 mars, sur la formation d'un nouveau gouvernement. Le remplacement de M. Cresson à l'hôtel Matignon était considéré comme acquis, mais le premier ministre, reçu à l'Elysée en fin de matinée, a maintenu un déplacement prévu l'après-midi en Allemagne. Dans le Nord-Pas-de-Calais, c'est une élue des Verts, soutenue par le PS, qui a succédé à la présidence du conseil régional.



Désespérément tranquille

par Alain Rollat

Fidèle à sa légende, celle des jours heureux, M. Mitterrand se veut encore force tranquille. Désespérément tranquille. Comme chaque lundi matin, il est allé jouer au golf. Histoire de montrer qu'il faudrait beaucoup plus qu'un tremblement de terre électoral pour empêcher le président de la République de prendre le temps de la réflexion. Puis, l'après-midi, après s'être entretenu pendant une demi-heure avec le premier ministre, M. Cresson, et avant de recevoir

voilà l'Elysée le président du Conseil constitutionnel, M. Badinter - sans qu'on sache très bien si cette audience était liée à la préparation d'un éventuel changement de gouvernement ou à la perspective du débat national sur la ratification des accords de Maastricht et sur les réformes constitutionnelles qu'ils impliquent - il s'est fait accompagner par le ministre de la culture, M. Lang, au Salon de Mars pour visiter la quatrième édition de cette manifestation rassemblant galeries et antiquaires.

Lire la suite page 13

Les Verts à l'épreuve

par Jean-Louis Saux

C'est une femme, comme les Verts en avaient présentées, au nom de la parité, à la tête de plusieurs régions. C'est le plus jeune des présidents de conseil régional. C'est surtout un « citoyen lambda » qui, pour la première fois, vient d'être élu pour gérer l'une des plus importantes régions françaises. Les Verts du Nord-Pas-de-Calais, qui au premier rang de leurs propositions, souhaitent « rénover la démocratie », ont réussi au-delà de toutes leurs espérances. Voilà déjà

une bonne quinzaine d'années qu'ils ont appris à travailler avec les potentiels socialistes du Nord. Déjà, aux élections municipales de 1977, les listes des écologistes et de l'extrême gauche avaient recueilli près de 13 % des suffrages à Lille. Le maire de la métropole du Nord, M. Mauroy, avait alors pensé les contenir en consacrant à une cinquantaine d'associations une Maison de la nature et de l'environnement.

Lire la suite page 11 et nos informations sur l'élection des présidents de régions pages 11 à 13

Russie : les difficultés de M. Boris Eltsine

Alors que le traité de la Fédération de Russie était signé, non sans difficulté, mardi 31 mars à Moscou, la politique économique et le style de direction du gouvernement russe suscitent un mécontentement croissant dans de larges secteurs de la population, et M. Boris Eltsine devra sans doute faire face à une fronde de nombreux parlementaires lors du Congrès des députés de Russie, le 8 avril.

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE

Carrefour du développement aux assises

Partie civile, M. Christian Nucci s'est livré, devant la cour d'appel de Paris, à un véritable plaidoyer pour se présenter en victime. S'estimant « trahi » par son chef de cabinet, M. Yves Cheller, l'ancien ministre de la coopération, a donné l'image d'un homme brisé.

Lire page 14 les articles de MAURICE PEYROT

Cinq Oscars pour « Le Silence des agneaux »

Le Silence des agneaux a été le grand triomphateur de la soixante-quatrième cérémonie des Oscars, qui s'est déroulée lundi 30 mars à Los Angeles. Le film de Jonathan Demme a reçu les cinq principales récompenses.

Lire page 18 et page 29 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN

Les cent jours de M. Boutros-Ghali

« On attend trop de l'ONU sans lui donner de moyens », nous déclare le secrétaire général

A la veille de la date marquant ses cent jours à la tête du secrétariat général de l'ONU, M. Boutros-Ghali a dressé pour « Le Monde » un premier bilan. Il insiste notamment sur l'urgence de résoudre les difficultés financières de l'Organisation ainsi que sur son souhait de développer l'action humanitaire en liaison avec les organisations non gouvernementales.

NEW-YORK
Nations unies

de nos correspondants

« Après trois mois au secrétariat général, où avez-vous les points forts et les faiblesses de l'ONU ? »

« Le principal point fort, c'est la confiance des Etats dans cette institution. La confirmation m'en a été donnée tant à l'occasion des visites que m'ont faites les ministres des affaires étrangères des nouvelles Républiques

que par les demandes formulées par des responsables africains ou asiatiques de recevoir des observateurs pour les élections ou des médiateurs dans les conflits.

« D'autre part, les membres permanents m'ont tous fait savoir qu'ils voulaient non seulement m'aider dans ma mission, mais aider surtout le système des Nations unies.

Propos recueillis par
AFSANE BASSIR POUR
et SERGE MARTI
Lire la suite page 4

Le Monde
EDITIONS

vient de paraître



EN VENTE EN LIBRAIRIE

Les Vikings débarquent

Le Grand Palais accueille une exposition montée grâce à la collaboration d'une douzaine de pays

par Emmanuel de Roux

Amarré près du pont de la Concorde, un bateau se balance sur la Seine. Les curieux qui se souviennent de la tapisserie de Bayeux, des images de leurs livres d'histoire ou du film dont Kirk Douglas était le héros - les Vikings, de Richard Fleischer - ne peuvent se tromper : l'esquif, avec sa tête de dragon en proue, sa rangée de boucliers sur les plateaux, ne peut être qu'un drakkar. Plus de onze cents ans après leur première apparition devant l'île de la Cité, les « hommes du Nord » sont de retour. Animés cette fois des intentions les plus pacifiques : le navire, venu de Roskilde (Danemark) - par la route, - est là pour promouvoir les multiples expositions qui se tiennent à Rouen, à Caen et à Paris. A commencer par celle du Grand Palais.

« La plus grande exposition jamais consacrée à cette civilisation

méconnue, affirme Jean-Pierre Mohen, son commissaire français. Nous avons reçu des pièces de tous les pays scandinaves, d'Allemagne et d'Angleterre, mais aussi de Finlande, d'Islande, du Groenland, des pays baltes, d'Ukraine, de Russie et même du Canada : quelques objets modestes témoignent du passage des compagnons d'Erik le Rouge sur le continent américain, quatre siècles avant Christophe Colomb.

« Nous avons voulu présenter, précise Jean-Pierre Mohen, non seulement l'art de vivre des Vikings, des échantillons de leur production artistique, mais aussi signaler les influences réciproques dont se sont nourries pendant quatre siècles l'Europe septentrionale, l'Europe occidentale et l'Europe orientale. En privilégiant les œuvres d'art, l'esthétique est le révélateur sensible d'une civilisation.

Lire la suite page 18

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,80 DM; Autriche, 20 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Espagne, 150 PTA; G.B., 95 p.; Grèce, 220 DR; Italie, 1,20 L.; Israël, 2,200 L.; Luxembourg, 42 F.; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 2,15 F.; Portugal, 170 ESC; Suède, 450 F SCA; Suisse, 15 KRS; Thaïlande, 1,20 THB; USA, Canada, 2,50 \$.

مكتبة الشامل

DÉBATS

TRAIT LIBRE



La diplomatie des faux pas

par Olivier Rolin

RAPPEL des faits : France Édition, organisme de promotion internationale du livre français, invite les éditeurs, « avec le soutien actif du ministère des affaires étrangères », à se rendre à la Foire du livre de Téhéran : malgré la condamnation à mort de Salman Rushdie, et en expurgant les catalogues des titres, assez nombreux on imagine, qui contreviennent aux « normes morales » ayatollesques. Un peu d'émotion se manifeste ici et là (d'ailleurs, semble-t-il, à la résistance, à laquelle il faut rendre hommage, d'Évelyne Piser) : le ministère prétend soudain qu'il n'est pour rien dans cette affaire, qu'en aucun cas il ne saurait cautionner, etc.

Les dédations du Quai d'Orsay ne trompent personne (elles doivent bien amuser M. François Schœrer). Elles sont, comme d'habitude, de pitoyables mensonges. Il y a quelque chose de puéril dans la compulsion de nos diplomates à se jeter sempiternellement dans les mêmes manœuvres, qu'à défaut d'intelligence un soupçon, un souvenir de vertu républicaine leur ferait éviter : à ne pas imaginer un instant que leurs bêtises pourraient se retourner contre eux ; puis, pris sur le fait, à nier effrontément, à prétendre que, la confiture répandue par terre, là, c'est le chat qui l'a fait tomber. On ne parlait plus de l'affaire Habbache, les marmottes gourmées du Quai d'Orsay se sentaient un peu tranquilles de nouveau, on ne les observait plus, ils pouvaient retourner jouer au jeu qui plus que tout autre est leur passion, faire ami-ami par-dessus les cadavres avec M. Rafsanjani ; et patatras, voici encore de la vaisselle brisée. Pas de chance, vraiment.

Dans un Etat qui compte autant de marquis des Droits de l'homme (M. Roland Dumas en tête) que celui du roi haïtien Christophe avait de ducs de Limonade ou de comtes de Canne à sucre, cette inépuisable et répétitive inclination pour des dicta-

teurs terroristes pourrait surprendre. L'Iran, surtout, l'Iran des pendaisons, des flagellations, des enlèvements d'otages, l'Iran « pragmatique » des opposants assassinés, des écrivains condamnés à mort, est supérieurement alléchant : quoi qu'il advienne, quel-ques années du Quai y retourneront, messieurs, ce n'est plus si naïf, depuis longtemps. Ce qui domine, c'est le mélange catastrophique (et qui, appliqué à d'autres objets, pourrait être comique), du cynisme, de l'imprévoyance et de l'irresponsabilité. Tout cela en plus dans les débats et les manières majestueuses de la Carrière : quelque chose comme les Pieds Nickelés joués dans le langage de Racine sur la scène du Français.

Trafiquants de lettres

A ce stade, on ne voit plus d'autre solution que celle que je me permets de suggérer ici : puisque le ministère des affaires étrangères, abimé aboyé de tous les grands débats mondains, n'est plus guère qu'une solennelle et coûteuse machine à produire des bévues, des embrouillamini, des patatras, des vantardises, des pages déshonorantes, supprimons-le ; cela fera des économies budgétaires, un pas décisif sera accompli vers l'indépendance européenne, et on pourra installer dans ses (magnifiques) locaux une annexe du Musée d'Orsay.

Reste le problème des éditeurs : plusieurs dizaines, dit-on, seraient accueillis avec bienveillance l'invitation qui leur était faite d'aller exposer leurs livres là où la peine capitale a été prononcée contre la liberté d'écriture. Plusieurs dizaines auraient envisagé (envisagé toujours ?) d'égoutter leur catalogue des titres, publiés sans doute par quelque qui offendent la conception qu'on se

Politique

Conscience tranquille

par Max Gallo

ASSEZ ! Quel citoyen qui a le souci premier des intérêts du pays, du fonctionnement digne et efficace de la République, quel homme de gauche fidèle à ses valeurs n'est pas tenté de crier son inquiétude, son amertume, voire sa honte, son dégoût et sa colère ? Et cependant certains — tels MM. Soisson et Rausch — ont, comme ils disent joliment, « la conscience tranquille ».

Assez ! Car, au-delà des habiles calculs — faire exploser et battre la droite républicaine en utilisant le Front national pour la compromettre ou l'éliminer : subordonner l'élection de MM. Soisson et Rausch, majorité présidentielle — et de ce que sans doute on nous prépare — une proportionnelle masquée, — c'est toute une conception de la politique qui se dévoile : conquérir le pouvoir à n'importe quel prix (le discours marxisant du programme commun) et le garder par n'importe quel moyen (avec l'appoint direct ou indirect des voix du Front national).

Cette conception machiavélique fait de la possession du pouvoir et de sa jouissance le seul ressort de la politique. Tout doit être subordonné à ce but. Le reste est bavardage, on peut jouer avec les mots et l'espoir des hommes. Parler à la fois du vote des immigrés et du droit de tolérance, des droits de l'homme et des chartes, condamner l'argent gagné en dormant et vanter les politiques boursières. Qu'importe puisque le pouvoir est à ce prix. *J'ai la conscience tranquille*.

Pour une nouvelle donne

La gauche, la République, sont aux antipodes de ce pessimisme cynique, de cette solitude souveraine qui implique le mépris des autres. Car un temps cela marche. Les citoyens sont naïfs, ils croient aux mots. Ils veulent espérer. Ils se laissent convaincre par les bonnes raisons qu'on leur donne. Mais tout à coup le charme cesse. Le roi est nu. Nous y sommes.

Chacun a découvert la duperie, le faux-semblant, à son moment. Les uns en 1983, les autres à propos de l'école ; certains ont été révoltés par les scandales ou les coups de ciseaux de la gauche du Golfe ; d'autres ont perçu le mirage en parcourant les friches industrielles et en subissant les 18 % de chômeurs, ou en voyant flotter le drapeau de la gauche sur le yacht de M. Tapie, etc. Pour d'autres, ça n'a été que la boursouflure, la morgue, l'autosatisfaction de tel

ou tel « camarade », l'hypocrisie à propos de l'affaire Habbache, des chartes de La Ciotat ou de La Cinq. Ou bien — et pour finir — la « conscience tranquille » de M. Soisson, grand apôtre de la France unie et ministre modèle.

Assez ! Est-ce que cela peut durer encore trois ans comme le prévoit le calendrier politique ? Oui, bien sûr. Il faut respecter les échéances. On n'a même pas parlé des élections en conseil des ministres qui a suivi le 22 mars. On peut demain, grâce à une réforme du mode de scrutin, obtenir une Assemblée nationale qui ressemblera à l'Assemblée régionale de Bourgogne ou de Lorraine, et l'on trouvera toujours un M. Soisson pour présider un gouvernement. La Constitution sera respectée. Et le pouvoir conservé.

Mais qu'en sera-t-il de la France ? Des valeurs républicaines ? De la gauche ? Quelles solutions de fond des gouvernements-là (de 1992 à 1995) pourront-ils apporter aux problèmes majeurs qui se posent au pays à cette croisée de son histoire ? Europe, chômage, école, défense, ville, santé, retraites, etc.

On dit déjà, à l'instar, que la France est affaiblie. Qu'en sera-t-il demain ? Quelles cartes allons-nous perdre ? Et sans doute grâce à toutes les consciences tranquilles de ce pays le Front national aura-t-il encore progressé ?

Il faut, et vite, une nouvelle donne. Et un changement de gouvernement n'y suffira pas. Chacun sait bien que l'élection présidentielle commande tout. Pourquoi le chef de l'Etat, conscient de la crise politique, n'engagerait-il pas avec tous les groupes républicains une concertation sur une réforme constitutionnelle et législative permettant, devant le pays, un débat clair. La gauche battra-t-elle ? Qui sait ? Mais au moins la vérité des choix. Et l'intérêt du pays passe d'abord.

Utopique d'espérer cela ? Sans doute. Quand on a le pouvoir, on le garde jusqu'au bout n'est-ce pas ? Car le temps passe. La crise politique et les indignations s'apaisent. Chacun calcule son intérêt et rentre dans le rang. Et M. Soisson reste président. Soit. Mais il est une gauche républicaine qui aujourd'hui a une conception plus exigeante de la politique. De Jaurès à Mendès France. Refondons-la. C'est l'intérêt du pays. Et une question de conscience.

► Max Gallo est écrivain, ancien ministre.

Société

La démagogie et la dérision

par Jean-Marie Domenach

Le nihilisme n'est pas le culte du néant, mais la haine du sens, étendue à tous ceux pour qui la vie a un sens qui mérite qu'on se dévoue et éventuellement qu'on se sacrifie pour lui. Tout ce qui porte la marque d'une conviction et d'une espérance est aujourd'hui livré à la dérision. Le malheureux déteste ceux qui sont heureux ; le pervers, ceux qui sont moraux ; l'impuissant, ceux qui réalisent. Cette haine produit de la littérature, ou, du moins, ce que les coteries littéraires proclament tel. On devient un grand écrivain à peu de frais : il suffit de déshabiller un grand homme, vivant ou disparu, et de se moquer de ceux qui crurent en son enseignement. Saprophytes qui se nourrissent de ce qui vit pour propager la mort.

Un coup d'œil à la vitrine des libraires : à côté d'admirables et consciencieux travaux de spécialistes, on ne trouve presque plus

d'œuvres de création, mais prolifère ce qu'on ose encore appeler roman : mignardises érotiques, autobiographies déguisées, reportages indélicats. La fiction exige une vigueur qui semble nous avoir quittés. Le roman et la chronique prospèrent, que relayent des médias assouffis. Balzac disait que le journaliste était à l'écrivain ce que la prostituée est à l'honnête femme. La proposition tend à s'inverser.

Il y a une trentaine d'années que le mal a commencé, lorsqu'est parvenue à l'âge adulte une génération qui n'avait pas connu le désastre de 1940. Au lieu de s'interroger sur ses causes et sur les raisons pour lesquelles tant de Français étaient restés à l'écart du combat pour la liberté, de soit-disant historiens des idées ont entamé une campagne d'épuration contre les survivants. Certes, il est naturel et salubre que chaque génération intellectuelle se

détache des précédentes et les critique. Mais l'apreté, la légèreté et parfois l'infamie de ces règlements de compte sentaient la vengeance, la hargne, le dépit d'être né trop tard pour avoir affronté les racides et les colonialistes.

L'envie grandit sur les figures de la démocratie, car l'égalité est difficilement supportable par tous ceux qui se croient dignes d'appartenir à l'élite. On se cherche alors des rivaux parmi les morts et le déniement des hommes supérieurs console les médiocres. *« Combien de fois faut-il pour manger un lion ? »* Victor Hugo a répondu à ses contempteurs : toi ou tard, le monde les recycle, leurs œuvres et leur pensée ressuscitent. La gravité de l'infamie présente ne tient pas au mal qu'elle fait à quelques-uns mais à la déchéance qu'elle signale et aux dégâts qu'elle cause à la cité.

Nihilisme vulgaire

Le nihilisme — non pas celui de Nietzsche, mais le nihilisme vulgaire — mine les bases de la démocratie et prépare la voie aux régimes terroristes, comme l'enseignement de la théorie du nazisme. Déjà, toute vérité, haïssant tout honneur et toute institution, le nihilisme détruit ce qui pourrait, le moment venu, résister à la violence : la conscience de la dignité humaine, la bonne foi et la foi tout court, la possibilité pour sa communauté, enfin l'espérance d'une vie meilleure et d'une société généreuse. Les coups portés au spirituel, à la patrie, au sacré, avilissent ceux qui les portent, et ceux à qui ils sont portés, et la démagogie de la dérision enfonce peu à peu un peuple dans le dégoût de lui-même.

Le réflexe de défense, nous l'avons déjà vu, est le retour au « fondamental » : l'apologie de l'identité et de la pureté raciale, car aucun peuple ne saurait supporter indéfiniment de vivre dans le sillage de ce qui a fait sa culture et sa grandeur. La haine de soi, la projection sur les autres, et c'est ainsi — l'histoire des années 20 et 30 en témoigne — que, de la décadence des valeurs, on passe à l'escalade de l'ordre, puis à la barbarie. La dégradation du sens, l'absence de la création, la colonisation de l'imagination témoignent d'une corruption bati-

coup plus grave que celle qui a atteint la politique. A vrai dire, les deux maladies n'en font qu'une, car, à quoi bon voter, à quoi bon se mobiliser contre Le Pen s'il est indécis de croire en quoi que ce soit et en quoi que ce soit, et si personne ne croit plus en rien, à commencer par ceux qui nous ont donné à croire qu'ils allaient changer la vie.

Le barrage des grands principes

De braves jeunes gens, et d'autres qui le sont moins, voudraient nous amener à l'assaut des nouveaux fascismes. Ils rêvent de recommencer la guerre d'Espagne et la Résistance. Mais le passé ne se rejoue qu'en comédie. Ce n'est pas le fascisme qu'il faut combattre, mais sa source intellectuelle : le nihilisme qui accompagne, pour son malheur, l'esprit européen dans son interminable effort pour instituer la personne humaine. Injurier Le Pen et ses électeurs est stupide.

Dresser contre la dérision le barrage des grands principes et des souverainetés nationales est dangereux. Ce que nous avons à penser et à faire n'est pas derrière nous, mais devant nous : rendre à une nation déchue la conscience de sa vigueur, lui proposer quelques sommets, lui lancer quelques défis, et d'abord celui de l'Europe : la chance que nous avons d'inventer un modèle politique que nous puissions proposer au monde comme modèle de civilisation.

Précision. — Après la parution, dans « le Monde » Education-Campus » du 30 janvier, d'un article intitulé « Le fief lyonnais en veilleuse », le fils d'Henri Frenay nous prie d'apporter les précisions suivantes. Les statuts de l'Association pluriculturelle Henri-Frenay, dont se sont réclamés des étudiants d'extrême droite affiliés au Cercle national des étudiants de Lyon (CNEL) n'ayant pas été déposés, cette association ne peut prétendre à une existence légale. Par ailleurs, M. Frenay s'élève contre tout rapprochement entre la personne de son père et le CNEL, qui a indûment songé à s'en attribuer le nom.

BONHEURS

Sa part au rêve

par Albert Memmi

LORSQUE Theodor Herzl, le visionnaire de l'Etat juif, s'adressa au sultan ottoman dont la Palestine était une possession, il essaya un refus. La Grande-Bretagne, qui voulait alors peupler sa colonie ougandaise, lui proposa ce pays. Herzl, qui avait la tête politique, accepta.

Mais lorsqu'il présenta cette seconde solution à ses camarades, beaucoup se roulaient dans la poussière en s'arrachant les poils de la barbe : comment pouvait-il faillir à l'entique serment « Si je t'oublie, ô Jérusalem, que ma main droite se désolera » ?

Effaré, Herzl revint au projet initial. Ce faisant il engageait dans le drame le destin du futur Etat : quatre guerres et un terrorisme endémique ; l'hostilité viscérale de tout le monde arabe et une survie en permanence menacée.

Les peuples, comme les individus, ont besoin de rêves. Cette vie complémentaire des dédormages de l'autre, rarement satisfaisante. Nos personnalités sont faites aussi de ces constructions exaltantes ou consolantes. Mais si les mythes nous aident à vivre, ils risquent aussi de nous lécher sur la réalité.

Voulant rebâtir leur être collectif, ces militants juifs n'ont pas su renoncer à la proximité du désert de Judée, au mur des lamentations, lequel est coincé entre des ruines turques et la mosquée d'Omar. L'essentiel était-il de procurer un refuge à leur peuple ou de restaurer le temple de Salomon ? Fallait-il,

pour récupérer ces prestigieux symboles, mettre en péril toute l'entreprise ?

En proie à des problèmes cruciaux de démographie, de croissance et de conversion culturelle, les Arabes n'ont-ils pas mieux à faire que de se battre, au nom de leur gloire passée, pour le moindre parcelle de territoire immenses onquis au huluisme sibyle ? Le mythe de la grande nation arabe mérite-t-il qu'ils y engloutissent leurs énergies, leur argent et leurs chances de progrès ?

Nous ne dissuaderons jamais complètement toutes ces nudes qui flottent sur nos vies. Valéry raconte ses difficultés matinales à sortir des vapeurs de la nuit. L'homme est un producteur obstiné de rêve autant que de travail. Nous devons cependant apprendre à nous diriger dans nos brumes. Les grands inventeurs sont d'abord des traqueurs de mythes ; n'ide aussi son peuple en sacrifiant ses fantômes.

Les Indiens d'Amérique du Nord continuent de vouloir mourir pour récupérer la Terre sacrée donnée aux ancêtres par les dieux. Que font d'autres, sous nos yeux, tant de peuples moins archaïques ? Est-il certain que les dieux nous ont confié de telles missions, exigent de nous de tels sacrifices ?

Jung cite, trop complaisamment, les Indiens Pueblos qui croyaient pouvoir agir sur le soleil ; heureusement, ils savaient aussi labourer et semer, sinon ils auraient disparu.

Composez votre Sicile

LE VOL PARIS-CATANÉ à partir de 1250 F

HOTEL HÉLIOS à partir de 3590 F
Une semaine en pension complète, sports et animation, au bord d'une plage de 1000 m.

SÉJOUR À VULCANO à partir de 3690 F
Une semaine en demi-pension pour savourer la beauté des Etrusques et la Strada.

Et de nombreux autres séjours, des circuits, des formules voyages, en liberté à composer avec nos spécialistes de l'ITALIE.

VOYAGEURS EN ITALIE
12, rue Saint Anne 75001 PARIS

Pour obtenir notre brochure ITALIE / SICILE 92 ou nous consulter appelez le 42 86 16 32

مكتبة الشامل

ÉTRANGER

RUSSIE : la prochaine réunion du Congrès des députés

M. Boris Eltsine se prépare à faire face à une fronde parlementaire

La signature d'un traité de la Fédération de Russie, qui a eu lieu mardi 31 mars, doit être suivie quelques jours plus tard par l'ouverture d'un Congrès des députés de Russie qui sera l'occasion pour les élus d'exprimer un mécontentement tous azimuts.

MOSCOU
de notre correspondant

Le gouvernement de Boris Eltsine entre dans une zone de turbulence, le monde politique moscovite s'agit et les spéculations sur son avenir sont nombreuses. Le traité de la Fédération de Russie, qui a été signé mardi 31 mars, est une étape importante. Mais il ne faut pas se laisser tromper par l'apparence. Le Congrès des députés, qui se réunira dans quelques jours, sera l'occasion pour les élus d'exprimer leur mécontentement. Boris Eltsine, qui a été élu président de la Fédération de Russie, est un homme d'action. Mais il ne faut pas se laisser tromper par l'apparence. Le Congrès des députés, qui se réunira dans quelques jours, sera l'occasion pour les élus d'exprimer leur mécontentement.

de très sévères critiques. Au nom du Mouvement des réformes démocratiques, M. Anatoli Sobtchak, disant de fortes traces de « stalinisme-brejnévisme » dans un texte qu'il juge excessivement « déclamatoire », étendu à des domaines qui, selon lui, dépassent le cadre dévolu à la Constitution d'une démocratie à l'occidentale, et pas assez net, par contre, sur un sujet essentiel que la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire.

Le maire de Saint-Petersbourg, qui est juste - et qui par ailleurs pense et dit beaucoup de mal de l'actuelle équipe gouvernementale, - a proposé un contre-projet, et évoque déjà la possibilité de convoquer une Assemblée constituante. De son côté, le président du Parlement, M. Rousslan Khasboulatov, soulignerait que la Constitution interdit expressément au président d'exercer, comme il le fait actuellement, les fonctions de chef du gouvernement.

Et, pour tout simplifier, M. Boris Eltsine lui-même a fait connaître son peu d'enthousiasme pour un projet pourtant élaboré sous son patronage, mais qu'il juge d'inspiration « socialiste ». En prenant ainsi à l'avance ses distances, le président russe veut apparemment se laisser la possibilité d'apparaître comme un arbitre, après que les différentes parties se seront affrontées. On lui prête même l'intention de garder en réserve l'organisation d'un référendum constitutionnel, et donc d'en appeler au peuple pour mieux s'imposer aux élus, au cas où ces derniers se montreraient trop récalcitrants.

En toute hypothèse, M. Eltsine doit se préparer à faire face à une fronde parlementaire. Au-delà des passes d'armes attendues sur la Constitution, c'est la manière dont le gouvernement conduit (ou ne conduit pas) l'économie qui va se trouver dans la ligne de mire. Certes, les érudits amoncés n'ont toujours pas été, le printemps a succédé à l'hiver, et M. Igor Caldas, le ministre de l'économie, passe son temps à répéter, tout en transpirant à grosses gouttes sous le feu des critiques, que tout ne va pas si mal. Mais le mécontentement, et même le désespoir, reste profond dans de larges secteurs de la population, humiliés par l'effondrement de leur pouvoir d'achat et offensés par le triomphe des nouveaux riches.

Les reproches des économistes

Les économistes écartés de l'équipe actuellement au pouvoir tirent à boulets rouges sur une politique qui a fait un dogme de l'équilibre budgétaire, maintenant pendant les deux premiers mois en dépit de rentrées d'argent très inférieures aux prévisions, mais qui a entraîné un train d'asphyxie des secteurs extérieurs de la vie du pays. Dès à présent, le gouvernement est contraint de rattraper, plus ou moins discrètement, les retards, et a retardé d'au moins un mois la libération des prix de l'énergie, qui, selon certains,

aurait porté le coup de grâce à une activité économique déjà en très forte contraction.

Mais il en faudrait beaucoup plus pour satisfaire tous ceux qui, pour des raisons n'ayant souvent rien à voir avec la politique économique, ne supportent pas le style de direction de l'équipe actuelle, et en particulier celui du premier vice-premier ministre Guennadi Bourboulis, un homme qui ne cache guère son appétit de pouvoir et auquel beaucoup ne pardonnent pas son passé de professeur de philosophie marxiste. A tout cela s'ajoutent les reproches habituels concernant une lutte insuffisante contre la corruption qui sévit un peu partout, la lenteur des privatisations, le maintien de trop nombreux représentants de l'ancienne nomenclature, et plus largement la pagaille générale. Les porte-parole de toutes sortes de mouvements politiques, y compris ceux qui se disent favorables aux réformes économiques, enjoignent M. Eltsine de jeter du lest, de sacrifier certains ministres ou conseillers, y compris M. Bourboulis et M. Gaidar.

Mais le président russe, qui a multiplié ces derniers temps les rencontres avec les organisations politiques, répète à l'envi qu'il « défendra » ce gouvernement dont il est d'ailleurs le chef et, provisoirement, le ministre de la défense. En attendant, M. Eltsine, qui depuis l'automne ne cesse de réclamer la constitution d'un « bloc » parlementaire de soutien au président, a esquissé une stratégie de

soutournement : la convocation d'une « Assemblée des citoyens de la Fédération de Russie », qui, si tout se passe comme prévu et si l'organisation est à la hauteur des intentions, devrait apporter un soutien démonstratif à la politique et plus encore à la personne du président.

« Nous avons gagné toutes nos batailles grâce au soutien de la base », vient de rappeler M. Eltsine, et il est clair que cette Assemblée ad hoc est précisément appelée à représenter la « base ». A l'origine, elle devait se tenir à la veille de l'ouverture du Congrès des députés, et qui plus est au Kremlin. C'était tout de même un peu gros, le président du Parlement, M. Khasboulatov, a piqué une colère contre ce qui lui apparaissait comme un défi ouvert à l'autorité des élus légitimes. Il a obtenu satisfaction partielle, puisque l'Assemblée se tiendra en fin de compte dans une vaste salle de cinéma au nom prédestiné : Rossiya.

JAN KRAUZE

GEORGIE : les partisans de M. Gamsakhouria envisagent une marche sur Tbilissi. - Les partisans du président géorgien déchiré Zviad Gamsakhouria ont opposé une fin de non-recevoir au gouvernement de Tbilissi, qui leur avait ordonné de déposer les armes avant lundi 30 mars à minuit. Ils ont même déclaré qu'ils marcheraient, mardi 31 mars, sur la capitale géorgienne. (Reuters)

ROUMANIE : l'avenir du Front de salut national

Les partisans de M. Iliescu pourraient créer un parti dissident

Au lendemain de la troisième convention nationale du Front de salut national roumain (FSN), au pouvoir depuis décembre 1989, qui s'était soldée par une victoire de M. Petre Roman (le Monde du 31 mars), plusieurs centaines de membres du Front, partisans du président Ion Iliescu, se sont réunis, lundi 30 mars, à Bucarest, dans l'intention de créer un autre parti. Celui-ci devrait porter le nom de « FSN-23 décembre », en référence à la première apparition au grand jour de ce mouvement, en 1989. Lundi également, une dizaine de sénateurs et de députés ont annoncé leur décision de quitter les groupes parlementaires du FSN. Deux députés et deux sénateurs ont même démissionné de ce parti. (AFP)

ALLEMAGNE : le scandale des livraisons d'armes à la Turquie

Le ministre de la défense a démissionné

Le ministre allemand de la défense, M. Gerhard Stoltenberg, a démissionné mardi après-midi 31 mars, en raison du scandale politique créé par la livraison à la Turquie de chars d'occasion, en dépit de l'interdiction du Bundestag.

Agé de soixante-trois ans et ministre des finances de 1982 à 1989, M. Stoltenberg avait été ces derniers mois très critiqué pour la gestion de son ministère. La presse, notamment, avait révélé que quinze chars Leopard I d'occasion avaient été livrés récemment à Ankara. Bonn avait décidé de suspendre son aide militaire à ce pays en raison de la « brutalité » de la répression exercée par les forces armées turques contre les rebelles kurdes dans le Sud-Est anatolien.

Lundi, dans une conférence de presse, M. Stoltenberg, qui a longtemps été considéré comme un « dauphin » du chancelier Kohl, avait revendiqué la « responsabilité politique » de l'affaire tout en refusant de démissionner. Il avait annoncé la mise à la retraite d'office de M. Wolfgang Ruppelt, soixante ans, responsable de la division armement du ministère.

Le Parti social-démocrate (SPD) avait alors immédiatement renouvelé sa demande d'une démission de M. Stoltenberg. L'affaire tombe à point nommé pour le SPD puisque M. Otfried Hennig, qui était le secrétaire d'Etat de M. Stoltenberg, est la tête de liste des chrétiens-démocrates (CDU) de M. Kohl dans l'élection régionale du Schleswig-Holstein, dimanche 5 avril, où il affronte le président du SPD, M. Björn Engholm, ministre-président sortant. (AFP)

ESPAGNE : poursuite des opérations policières contre l'ETA militaire

Le gouvernement n'exclut pas une riposte des séparatistes basques

Les policiers français et espagnols ont procédé, lundi 30 mars, à des interpellations directement liées à celles réalisées la veille à Bidart (Pyrénées-Atlantiques), qui avaient permis l'arrestation des dirigeants présumés de l'organisation séparatiste ETA militaire (le Monde du 31 mars). Quatre Français sympathisants présumés de l'ETA ont ainsi été interpellés dans les Pyrénées-Atlantiques par les enquêteurs français, tandis que cinq personnes soupçonnées d'appartenir à un commando de Biscaïe (province nord de l'Espagne) étaient arrêtées près de Bilbao par leurs homologues espagnols.

« En trois ans, tous les membres du comité exécutif [de l'ETA] ont été arrêtés », a souligné le ministre de l'Intérieur, M. Felipe Marchand, en précisant que vingt-trois membres ou sympathisants de l'ETA avaient été interpellés en France depuis le début de l'année. Quinze se trouvent aujourd'hui sous écrou extraditionnel.

MADRID
de notre correspondant

Les autorités espagnoles se gardent bien de tout triomphalisme après les arrestations, dimanche 29 mars, à Bidart, de trois hauts responsables de l'ETA militaire. Le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, s'est refusé à toute satisfaction « précipitée », n'excluant pas que « ceux qui ne savent pas faire autre chose que tuer n'allaient pas recommencer ». Le ministre de l'Intérieur, M. José Luis Corcuera, a été de son côté parfaitement clair : « Il faut être préparé à souffrir ».

On s'attend donc, au sein du gouvernement socialiste, à une riposte du bras armé de l'organisation séparatiste basque. Le dispositif de sécurité pour l'exposition universelle de Séville et les Jeux olympiques de Barcelone sera non seulement maintenu mais renforcé. Le ministre de la défense, M. Julian Garcia Vargas, a évoqué « la possible réaction désemparée » de l'ETA.

« Une direction toujours régenérée »

Pas question de baisser la garde, d'autant que ces interpellations ont été accueillies avec colère au Pays basque. Des incidents se sont produits dans plusieurs localités, notamment à San-Sebastian et à Ordizia, pays natal de Francisco Mugica Garmendia, dit « Artapalo », le chef présumé de la branche militaire de l'organisation séparatiste. Des groupes de jeunes manifestants ont réclame la libération des leaders emprisonnés.

Dans un communiqué, la coalition Herri Batasuna, l'alle légal de l'ETA, s'est empressée de faire remarquer que « la direction du mouvement s'est toujours régenérée ». De nouveaux noms sont d'ailleurs

cités pour remplacer les hommes qui sont tombés : Miguel Angel Apalategui, par exemple, dit « Apala », considéré comme le probable successeur ; Faustino Villanueva, « Txapin », bras armé présumé de « Artapalo », pourrait également être un possible candidat à la direction du mouvement. « Il est naïf de pouvoir penser que l'ETA n'avait pas prévu ce qui s'est passé à Bidart », a souligné le porte-parole de Herri Batasuna, M. Jon Isgoras. « La situation est la même maintenant qu'il y a quinze jours », a-t-il ajouté.

« Que personne ne se fasse d'illusions. Avec ces démissions, les soldes de janvier ne vont pas commencer », a précisé le dirigeant nationaliste, qui a critiqué l'attitude volontairement française et réclame une nouvelle fois le dialogue avec Madrid afin de trouver une solution politique.

En signe de protestation contre les autorités françaises, les conseillers municipaux de Herri Batasuna à la municipalité de San-Sebastian ont annoncé un boycottage du départ du Tour de France qui doit avoir lieu dans la localité basque, Jarrai, l'or-

ganisation de la jeunesse de Herri Batasuna, a critiqué l'Etat français qui est passé du rang de « collaborateur de la répression à celui de responsable direct », tandis que KAS, branche dure de Herri Batasuna, a appelé à « une réponse foudroyante ».

Au sein de l'opposition, comme dans la plupart des partis politiques, des voix commencent à s'élever pour que les dirigeants de l'ETA soient jugés en Espagne et que les procédures d'extradition soient diligentes. Le ministre des affaires étrangères, M. Francisco Fernandez Ordonez, a demandé la constitution de « dossiers sérieux avec des preuves qui servent de base à la justice française pour pouvoir prendre des décisions ».

Avant toute chose, les trois leaders « écartés » devront répondre des méfaits commis en France, mais pourront-ils également être interrogés par des magistrats espagnols ? Trois juges chargés du terrorisme ont demandé à se rendre en France pour poser des questions aux dirigeants arrêtés.

MICHEL BOLE-RICHARD

GRANDE-BRETAGNE : la campagne électorale des travaillistes

M. Neil Kinnock modèle de pondération

Dans sa campagne en vue des élections générales du 9 avril, le Parti travailliste et son dirigeant, M. Neil Kinnock, tentent avant tout de rassurer les électeurs. Si ceux-ci leur font en majorité confiance, dans les domaines de l'éducation et de la santé, ils restent sceptiques quant à leur capacité à gérer l'économie.

BIRMINGHAM
de notre envoyé spécial

M. Neil Kinnock, longtemps critiqué pour sa verbosité, une certaine emphase de style et de comportement, est devenu un modèle de pondération. Cette transformation, qui vise à promouvoir l'image d'un homme d'Etat, se traduit même sur le plan vestimentaire : costume croisé bleu marine, cravate discrètement rayée sur chemise blanche, bref l'uniforme rassurant des banquiers de la City. Avec moi, semble dire le « nouveau Kinnock », vos intérêts seront bien défendus !

Contrairement aux conservateurs, qui veulent, avant tout, promouvoir l'image d'un homme, M. John Major, les travaillistes proposent une « équipe » de gouvernement, au sein de laquelle le « leader » ne joue, au fond, que le rôle de chef d'orchestre. Ce choix est largement dicté par la chute de popularité personnelle de M. Kinnock, qui reste négative malgré tous ses efforts. L'accueil est donc

mis sur les propositions « modérées » du budget de M. John Smith, le chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme », et sur un slogan : « Il est temps de changer ».

Ce dernier argument porte. D'abord parce que, pour de nombreux Britanniques, il serait tout simplement « raisonnable » que le Labour puisse, à son tour, gouverner. Le bilan de treize années de politique conservatrice provoque, d'autre part, des sentiments pour le moins mitigés. Enfin, les différences entre les deux principaux partis se sont estompées. Le principal succès de M. Kinnock est d'avoir réussi à imposer peu à peu l'idée que donner le pouvoir aux travaillistes ne présente plus beaucoup de « risques » pour la Grande-Bretagne.

M. Major s'efforce donc de détruire cette image « raisonnable » du Parti travailliste. A Birmingham, où, comme M. Kinnock, il s'est rendu, lundi 30 mars, le premier ministre a insisté sur ce thème : « Ne croyez pas une seconde que cela n'a pas d'importance de savoir qui gagnera ». Parlant du « cauchemar » que représenterait l'arrivée de M. Kinnock au 10, Downing Street et du « semi-socialisme » du Labour, il s'est efforcé de convaincre les militants conservateurs qu'ils n'ont pas à se sentir « coupables » de défendre les valeurs incarnées par les Tories.

Ce discours est le fruit d'une nouvelle stratégie. M. Major a été sensible aux critiques émises par plusieurs « barons » du parti, inquiets de voir le débat politique dominé par une polémique stérile avec les travaillistes. Il s'agit désormais de présenter une image positive du bilan de M. Major, de mobiliser l'électorat traditionnel du Parti conservateur et surtout de convaincre les quelque onze millions d'électeurs qui, selon les sondages, n'ont pas encore fait leur choix.

Le premier ministre n'a pas réussi jusqu'à présent à traduire de façon simple cette « vision pour la Grande-Bretagne », qui est le slogan essentiel de la campagne de son parti. M. Major a parfaitement identifié le problème qui se pose aux conservateurs - « les gens ne veulent pas voter travailliste mais ils veulent savoir pourquoi ils devraient voter pour nous » - mais, curieusement, il ne trouve pas les bons arguments pour y répondre.

Les travaillistes, de leur côté, sont conscients que leur image dans l'opinion reste contrastée. Si on leur fait confiance pour mener une meilleure politique dans les domaines de l'éducation et de la santé, ils sont victimes de leur réputation en ce qui concerne l'économie. Deux tiers des Britanniques, selon les sondages, continuent ainsi à penser qu'ils paieront davantage d'impôts avec un gouvernement travailliste.

LAURENT ZECCHINI

POLOGNE : le groupe parlementaire des femmes mobilisé contre la loi anti-avortement

Les femmes parlementaires de gauche ont proposé, lundi 30 mars, l'organisation d'un référendum sur l'avortement, afin de contrecarrer le projet de loi réprimant sévèrement l'interdiction volontaire de grossesse, déposé la semaine dernière par des députés de l'Union chrétienne nationale (ZChN, droite), un des partis de la coalition gouvernementale. (AFP)

GRÈCE : M. Mikis Theodorakis quitte le gouvernement

Le porte-parole du gouvernement conservateur de M. Constantinos Mitsotakis a annoncé, lundi 30 mars, la démission de M. Mikis Theodorakis, ministre sans portefeuille. Le compositeur a déclaré vouloir se consacrer entièrement à sa musique. Député communiste de 1981 à 1986, il avait été réélu sous l'étiquette du Parti conservateur (Nouvelle Démocratie). (AFP)

SERBIE : élections locales avant l'état

Le Parti socialiste de Serbie (PSS, ex-communiste, au pouvoir), a annoncé lors d'une conférence de

presse, lundi 30 mars à Belgrade, la tenue d'élections locales et « fort probablement » d'élections « fédérales » de la « nouvelle Yougoslavie » avant l'état, a indiqué l'agence Tanjug. M. Skundric, secrétaire général du PSS, a toutefois écarté la possibilité d'un référendum en Serbie sur le nouvel Etat « yougoslave » que cette République veut former avec le Monténégro. « Cette consultation n'est pas nécessaire », a-t-il déclaré, car une grande majorité des citoyens de la Serbie ne s'est jamais prononcée en faveur de la sécession. (AFP)

La Macédoine et la Croatie établissent des relations diplomatiques

La Macédoine et la Croatie ont établi officiellement des relations diplomatiques, lundi 30 mars à Skopje, capitale de la Macédoine. Les deux Républiques vont développer des relations respectant les principes de la Charte des Nations unies, des documents de la CSCE (Charte de Paris), selon l'agence Tanjug. La Croatie est la deuxième ex-République yougoslave à établir

des relations diplomatiques avec la Macédoine. La Slovaquie - reconnue par la CEE - l'avait déjà fait, le 17 mars dernier. (AFP)

Dix-neuf Albanais de souche du Kosovo inculpés pour « activités ennemies »

Dix-neuf Albanais de souche du Kosovo ont été inculpés pour « activités ennemies » et pour avoir formé une organisation illégale. Le Front national albanais, par le procureur de Pee (ville du Kosovo située à 300 kilomètres au sud-est de Belgrade), a annoncé, lundi 30 mars, l'agence Tanjug. Selon l'acte d'accusation, les dix-neuf personnes ont formé leur organisation en 1991 dans le but d'obtenir par les armes la sécession du Kosovo de la Serbie. Elles auraient également tenté de transférer les cellules du Front national albanais en formations armées et contacté des experts militaires yougoslaves et étrangers. Les Albanais du Kosovo représentent 90 % de quelque deux millions d'habitants de cette province de la Serbie reprise en main par Belgrade. (AFP)

DIPLOMATIE

Première visite officielle du président polonais à Bonn

M. Walesa entend développer la normalisation des relations entre la Pologne et l'Allemagne

Arrivé dimanche 29 mars à Bonn pour la première visite officielle d'un chef d'Etat polonais depuis la deuxième guerre mondiale, M. Lech Walesa a assisté, lundi, à une séance extraordinaire de la commission des affaires étrangères du Bundestag. Après des entretiens politiques avec le chancelier Kohl et les principaux dirigeants politiques allemands, il se rendra mercredi et jeudi en Bavière, dans le Brandebourg et à Berlin, avant de terminer son séjour dans la villa frontalière de Francfort-sur-Oder.

BERLIN

de notre correspondant

Le soin apporté à la visite de Walesa témoigne de l'importance que l'on accorde à Bonn comme à Varsovie, aux nouvelles relations germano-polonaises. Moins d'un an après la signature (en juin 1991) du « traité de bon voisinage et de coopération amicale » entre la Pologne démocratisée et l'Allemagne réunifiée, l'éclatement de l'URSS rend plus pressante encore une normalisation.

En novembre dernier, la campagne électorale pour les premières élections législatives libres en Pologne avait montré combien restait vive, dans une large partie de l'opinion publique polonaise, la crainte d'une Allemagne trop puissante. M. Walesa lui-même ne passe pas pour un tendre à l'égard des allemands. Son franc-parler a parfois suscité des grognements de dents chez ces derniers, qui avaient accueilli avec une certaine appréhension son élection malgré l'aura que lui vaut ses titres de résistant au régime communiste.

« Chez nous, on ne coupe pas les langues »

Dans les interviews qu'il a accordées avant de venir à Bonn, le président polonais a encore prouvé qu'il n'avait rien perdu de cette « franchise ». Interrogé sur la solidité du processus de démocratisation en Pologne, il a schématisé répliqué que la Pologne n'avait rien à envier à l'Allemagne. « Je prends tous les paris que la Pologne est significativement plus stable que l'ancienne Allemagne de l'Est, et à tous les points de vue : chez nous on ne coupe pas les langues... » Allusion à un grave incident qui a scandalisé la Pologne : un ressortissant polonais a été attaqué, il y a quelques semaines, en plein centre de Berlin, par des skins qui lui ont coupé, au couteau, un morceau de langue. Depuis l'ouverture de la frontière entre les deux pays, nombre de Polonais ont été victimes d'agressions plus ou moins graves sur les routes et dans les villes de l'Est de l'Allemagne.

Ces incidents, dont le président Richard von Weizsäcker a reconnu qu'ils ne servaient pas la cause de l'Allemagne, n'ont pas empêché les dirigeants de Bonn et de Varsovie de mettre les bouchées doubles pour surmonter les difficultés et bâtir des relations d'un type nouveau, depuis la signature du traité. Le modèle est celui de la réconciliation franco-allemande, et le président allemand a souligné, avant la visite, l'intérêt qu'il portait aux efforts des ministres des affaires étrangères de Pologne, de France et d'Allemagne pour travailler ensemble dans une perspective européenne.

Si la Pologne peut éviter, par ce biais, un tête-à-tête exclusif qui l'effraie un peu, elle a un besoin essentiel de l'Allemagne pour son développement économique, mais aussi pour sa sécurité. L'arrivée du président Walesa en Allemagne a été précédée, la semaine dernière,

o Plus de 100 000 Polonais autorisés à travailler en Allemagne en 1992. — Les autorités allemandes ont donné leur accord pour augmenter le contingent de travailleurs polonais autorisés à travailler officiellement en Allemagne cette année. Cité par l'agence polonaise PAP, le président de l'institut fédéral du travail allemand, M. Heinrich Franke, a indiqué que 116 000 Polonais pourront se rendre en RFA en 1992 (contre 98 000 l'année dernière) pour y travailler. — (AFP)

d'un voyage en Pologne du ministre de la défense allemand, M. Gerhard Stoltenberg, accompagné d'officiers supérieurs de la Bundeswehr : une première depuis la guerre. Les Polonais, qui n'ont pas vu d'un bon œil l'association des Républiques de l'ex-URSS au conseil de l'OTAN, sont impatients de resserrer leurs liens avec cette organisation et de rejoindre l'Union de l'Europe occidentale. Dans l'immédiat, ils attendent des Allemands — qui se font tirer l'oreille — de pouvoir disposer d'une partie des stocks militaires de l'ancienne RDA.

« De bonnes affaires »

Sur le plan économique, l'Allemagne est le principal créancier et le plus important fournisseur d'aide à la Pologne. Les échanges avec l'Allemagne représentent 52 % de ceux que les Polonais ont avec l'ensemble de la Communauté européenne. A Varsovie, on se plaint cependant que les investissements allemands se font attendre. Les autorités des deux pays multiplient les initiatives pour développer la coopération entre les régions

frontalières. D'importants projets pour améliorer les infrastructures de part et d'autre de la frontière ont été déjà décidés, et les Polonais s'efforcent même d'amadouer la minorité allemande de Silésie pour manifester leur bonne volonté.

Les investisseurs privés allemands sont assez réticents, s'inquiétant de l'instabilité de la situation politique en Pologne et de la persistance d'obstacles juridiques, notamment pour l'accès à la propriété. Le président Walesa est là pour rassurer. Il a indiqué dans ses récentes interviews que la législation serait bientôt modifiée et a affirmé que la Pologne pouvait être une excellente tête de pont vers les marchés à l'Est. Avec ironie, il a déclaré : « Je vais démontrer qu'on peut faire de bonnes affaires en Pologne et d'en faire de meilleures sur le territoire de l'ancienne URSS, par exemple à Königsberg. Mais le chemin passe par la Pologne. » Enclave russe entre les Pays baltes et la Pologne, Kaliningrad (Königsberg) était la capitale, mythique pour les Allemands, de l'ancienne Prusse-Orientale.

HENRI DE BRESSON

Les cent jours de M. Boutros-Ghali

Suite de la première page

L'autre point positif, à mon point de vue, est la réforme structurelle à laquelle j'ai procédé. Ce n'est qu'un premier pas en attendant de nouvelles réformes qui visent, par exemple, à réorganiser la coopération avec les agences spécialisées. C'est un monde de baronnies où, comme au Moyen Âge, les barons sont parfois plus puissants que le roi.

Le principal problème est financier. Nous passons notre vie à quêdemander. Par exemple, les puissances européennes sont intéressées à la création d'un poste de coordinateur de l'aide humanitaire assorti de la création d'un fonds renouvelable de 50 millions de dollars, ce qui est un petit chiffre. Je ne vais pas créer ce poste avant d'avoir recueilli au moins 40 millions. Eh bien ! il m'a fallu déployer d'énormes efforts, y compris auprès de chefs d'Etat, pour atteindre au bout de trois mois le chiffre de 30 à 35 millions de dollars. On peut imaginer l'ampleur de la tâche quand il s'agit d'envoyer 14 000 « casques bleus » en Yougoslavie. La seule arme dont je dispose, c'est la persuasion.

— Certains critiquent les décisions que vous avez prises à propos du département de développement économique. Ils craignent qu'à terme les fonc-

tions économiques de l'ONU ne soient plus ou moins abandonnées au Fonds monétaire international ou à la Banque mondiale.

— J'ai effectivement décidé de regrouper les activités économiques de l'ONU et de supprimer le poste



de directeur général au développement et à la coopération économique, mais, contrairement à ce qui a été dit, j'ai soumis cette décision à l'Assemblée générale. Mon intention est au contraire de veiller davantage aux problèmes économiques et sociaux. Dans cet esprit, je veux renforcer la coopération avec les agences spécialisées, du type Banque mondiale.

AMÉRIQUES

HAÏTI : six mois après le putsch militaire

Le « gouvernement provisoire » n'entend pas lâcher les rênes du pouvoir

Six mois après le coup d'Etat qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide, les autorités installées par les militaires sont moins disposées que jamais à abandonner le pouvoir en dépit des pressions de la communauté internationale. Par ailleurs, tandis que les Etats-Unis continuent de rapatrier à Port-au-Prince les Haïtiens aux- quels ils refusent l'asile, un premier groupe de 226 réfugiés haïtiens, sur les 1 400 actuellement à Cuba, devait partir lundi 30 mars vers leur pays, malgré le refus des autorités haïtiennes de les recevoir.

SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

Après le « président provisoire » Joseph Nérèste, la Cour de cassation a qualifié d'inconstitutionnel l'accord pour un règlement négocié de la crise signé voici plus d'un mois à Washington sous les auspices de l'Organisation des Etats américains (OEA). Peu après l'arrêt de la Cour, dont plusieurs membres ont été nommés après le coup d'Etat, le

gouvernement a annoncé que les parlementaires qui ne reconnaissent pas cette décision commencent à « grave crime de rébellion ».

Le juriste dont les partisans habillent leurs actes depuis le coup d'Etat ne trompe personne. Les autorités se maintiennent grâce à la répression, l'intimidation et la corruption. Lorsque, le 18 mars dernier, l'Assemblée nationale s'est réunie pour ratifier l'accord de Washington, plusieurs parlementaires ont été agressés par des civils armés. Selon des témoignages concordants, d'autres ont reçu d'importantes sommes d'argent pour s'opposer à la solution négociée, qui prévoit la formation d'un gouvernement d'union nationale dirigé par l'ancien responsable communiste René Théodore et le retour, à terme, du président Aristide.

Plusieurs formations politiques, dont le Bloc socialiste, et le Front national pour le changement et la démocratie (FNCD), qui avaient appuyé la candidature du Père Aristide, ainsi que M. Max Bompoly, un adjoint du premier ministre pressenti, M. Théodore, ont vivement dénoncé l'arrêt de la Cour de cassation et appelé le gouvernement provisoire à se démettre. Les organisations d'industriels et de commerçants, qui ont pris position au cours des dernières semaines en

faveur d'un règlement négocié, s'opposent de plus en plus ouvertement au pouvoir actuel. Selon plusieurs sources, un mot d'ordre de grève générale pourrait être lancé dans les prochains jours.

Grave revers pour l'OEA

Le blocage des négociations a pour conséquence immédiate le maintien des sanctions contre Haïti. Même s'il est loin d'être élanche, notamment le long de la frontière avec la République dominicaine voisine, l'embargo frappe de plus en plus sévèrement la population et les entreprises, dont les stocks sont au plus bas. Les militaires, la poignée d'adhésives et de politiciens corrompus qui se sont emparés du pouvoir, n'ont au contraire pas à se plaindre des sanctions commerciales. Selon un diplomate américain, le trafic de drogue, qui avait été combattu avec succès sous la brève présidence du Père Aristide, a repris de plus belle depuis le coup d'Etat. Les personnages haut placés du régime se répartissent les bénéfices de la contrebande qui s'est substituée au commerce frappé d'embargo.

L'enlèvement de la crise haïtienne est un grave revers pour l'OEA. L'organisation interaméricaine, qui consacre le plus clair de son énergie

à la République caribéenne, a été ouvertement déçue. Il y a cinq jours par les putschistes. Après que son secrétaire général, le Brésilien José Basílio Soares, eut appelé les parlementaires haïtiens à ratifier sans tarder l'accord de Washington, le gouvernement provisoire a lancé une mise en garde « aux diplomates étrangers », leur demandant de ne pas chercher à « changer le cours de l'histoire haïtienne ». « Les signaux contradictoires envoyés par les Etats-Unis depuis le début de la crise ont facilité la tâche des putschistes : tout en appelant au retour à l'ordre constitutionnel, ils ont assoupli l'embargo et refusent d'admettre que le vrai problème est celui de l'armée », affirme un journaliste haïtien.

De son exil itinérant, le Père Aristide continue de se déclarer confiant quant aux résultats des pressions internationales. Lors d'une récente visite à Porto-Rico, il a de nouveau exclu la voie de la résistance armée. M. Gérard Pierre-Charles, qui fut l'un des principaux conseillers du jeune président, considère de son côté que les pressions extérieures ne suffiront pas : « Sur le terrain, affirme-t-il, les gens pensent de plus en plus que le président Aristide ne reviendra pas sans mobilisation populaire. »

JEAN-MICHEL CAROT

BRÉSIL : pour le remanier après deux ans de mandat

Le président Collor de Mello a obtenu la démission collective de son cabinet

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Les ministres et secrétaires d'Etat du gouvernement brésilien ont présenté, lundi 30 mars, leur démission collective au président Fernando Collor de Mello. Dans une lettre rédigée par le secrétaire général de la présidence, M. Marcos Coimbra, ils estiment « qu'à l'issue de deux années de mandat (...) le moment paraissait venu de permettre (au président) de réévaluer la composition de son cabinet ». La lettre précise que les signataires ont en tête, « non seulement le succès personnel (du chef de l'Etat), mais aussi les intérêts supérieurs du pays ».

L'issue de cette annonce faite lors de la réunion nationale du gouvernement à Brasília, le président a confirmé six ministres dans leur fonction. Outre les titulaires des trois portefeuilles militaires

(marine, armée et aéronautique), le ministre de l'économie et des finances, M. Marcellino Marques Moreira, de l'éducation, M. José Goldemberg, et de la santé, M. Adib Jatene, conservent leurs postes. En fin de soirée, lundi, aucune autre nomination n'avait été entérinée pour les six ministères restants, ni pour les vingt-quatre secrétaires d'Etat.

Un nombre croissant de scandales

Après de multiples remaniements, dont le plus important avait eu lieu en mai dernier lors du remplacement de l'équipe économique jusqu'à la démission de M. Zelia Cardoso de Mello, la démission collective des membres du gouvernement était inattendue. Le gouverneur de Rio-de-Janeiro, M. Leonel Brizola, qui entretient de bonnes relations avec M. Collor,

s'est lui aussi déclaré « surpris ». Dans l'entourage présidentiel, on précisait avec insistance que cette mesure avait été suggérée par le ministre de la justice, M. Juracy Fagundes, vraisemblablement avec l'accord du président. M. Passarinho a confirmé son départ définitif, principalement pour cause de mécontentement avec plusieurs secrétaires d'Etat ou hauts fonctionnaires.

Cette démission intervient à un moment où l'équipe au pouvoir remporte quelques succès, principalement dans le domaine économique. La signature d'un accord avec le FMI, puis avec le Club de Paris, sur le rééchelonnement d'une dette extérieure de 120 milliards de dollars, a contribué à un début de retour de la confiance des investisseurs. La hausse du taux d'inflation depuis deux mois, qui se situe tout de même autour de 20 % par mois, constitue un autre

signe encourageant. Pour la première fois depuis de nombreuses années, plusieurs prix de produits ou de services ont baissé ces dernières semaines.

L'équipe gouvernementale sortante était cependant confrontée à un nombre croissant de scandales, réels ou supposés. Deux anciens ministres faisaient déjà l'objet d'une enquête judiciaire (le Monde daté 29 et 30 mars 1992). D'autres hauts responsables de l'Etat étaient sous le coup de dénonciations, comme le directeur de la police fédérale, M. Romen Tuma. Le chef de l'Etat n'avait pas caché, à plusieurs reprises ces dernières semaines, son agacement devant la multiplication de ces rumeurs. Enfin, une méfiance certaine régnait entre plusieurs secrétaires d'Etat et leurs ministres de tutelle.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

» Je souhaite également travailler davantage avec les structures régionales, comme nous l'avons fait en Yougoslavie où la Communauté s'occupe des questions politiques et l'ONU du respect du cessez-le-feu, ou encore en Somalie où les instances régionales participent à la délégation envoyée sur place par les Nations unies.

» Enfin, je veux travailler plus étroitement avec les organisations non gouvernementales qui gèrent un budget humanitaire de près de 3 milliards de dollars. Je peux leur offrir le cadre de l'ONU et servir de clearing house, de centre coordonnateur de la distribution de l'aide humanitaire. J'ai rencontré ces organisations à Genève et je les ai reçues ici.

Certains vous reprochant aussi d'avoir négligé la France dans la distribution des postes-clés et d'avoir favorisé des personnalités proches des milieux conservateurs américains. Qu'en pensez-vous ?

An contraire, la France dispose désormais de deux postes importants : celui de M. Antoine Blanca, directeur général des Nations unies à Genève, et celui de M^{me} Françoise Cestac, sous-secrétaire général chargé des services de conférence à New-York. Pour les Etats-Unis, j'ai nommé M. Dick Thornburgh, l'ancien ministre de la justice, au poste de secrétaire général adjoint pour l'administration et la gestion. Son rôle se limite à ces deux questions. Cette nomination devrait faciliter les réformes administratives à l'ONU et nos relations avec les Etats-Unis.

Comment entrevoyez-vous le rôle futur de l'ONU ?

Cela dépendra des Etats, pas seulement des membres permanents du Conseil mais aussi de ceux qui, comme par le passé la Yougoslavie au titre des non-alignés ou Cuba à un autre titre, ont joué un rôle important dans l'histoire des Nations unies. Cela dépendra aussi de la volonté de certains d'être plus influents sur la scène politique internationale : je pense au Japon.

» J'ai pour ma part la faculté de dialoguer avec les puissances, mais, en dernière analyse, la volonté politique dépend d'elles seules. De même, je ne peux régler un conflit s'il n'existe pas une volonté politique des deux parties de le régler. On attend tout à coup beaucoup trop de l'ONU sans lui en donner les moyens.

Diplomatie préventive

— Le fait d'être issu du monde arabe rend-il plus difficile votre tâche de secrétaire général ?

— Pour moi, non. Cela peut donner lieu à quelques illusions du côté de certains Etats arabes, ou à de fausses interprétations, mais, pour moi, cela ne pose aucun problème. Je refuse d'admettre que le vrai problème est celui de l'armée, affirme un journaliste haïtien.

— Vous appliquez à la Somalie le même traitement qu'à la Yougoslavie, c'est-à-dire qu'il nous faut l'accord des parties pour envoyer des forces de paix. Nous n'en sommes pas là en Somalie. Nous n'avons pas les moyens d'imposer la paix. Mais nous sommes prêts à envoyer dans ce pays autant de « casques bleus » qu'il faudra.

— Quel est votre avis sur le droit à l'ingérence humanitaire ?

— Un bon secrétaire général n'a pas d'opinion sur ce sujet... En revanche, je peux, en invoquant l'article 99, attirer l'attention du Conseil sur une situation particulière qui se dégrade.

— Où en est le rapport que vous avez demandé à M. Petrovsky sur la diplomatie préventive ?

— L'ancien vice-ministre soviétique des affaires étrangères est chargé de tirer des enseignements des conflits survenus ces quarante-cinq dernières années. Ces conflits ont surgi surtout dans le tiers monde et sont étroitement liés à des problèmes de pauvreté, de sous-développement, dans des Etats qui souvent n'étaient pas encore devenus des nations. A la suite de ce rapport, je proposerai des mesures concrètes. Seront-elles acceptées ? C'est une autre question.

— Vous avez pris à bras-le-corps tous les dossiers de l'ONU. Un seul mandat vous suffira-t-il pour les régler ?

— Un seul mandat de cinq ans doit permettre de remettre la machine en ordre avant de la confier à mon successeur. De toute façon, je suis protégé par mon âge. Et ne j'ai pas l'intention de passer le reste de ma vie dans cette maison.

Propos recueillis par AFSANE BASSIR POUR et SERGE MARTI

هنا من الأخبار

ASIE

INDE : un rapport embarrassant pour la « plus grande démocratie du monde »

Amnesty International dénonce l'usage routinier de la torture par la police

« Inde : torture, viols et morts en détention. » Tel est le titre d'un rapport publié, mercredi 25 mars, par Amnesty International. Selon l'organisation humanitaire, les graves manquements en matière de droits de l'homme qu'elle rapporte ont pu prendre toute leur ampleur du fait, notamment, « que les policiers savent qu'ils ne risquent pratiquement pas d'être traduits en justice, même s'ils tuent les victimes et que la vérité est mise à jour ».

« Les gouvernements qui se sont succédé ont toujours formellement nié l'existence de la torture et n'ont rien fait pour mettre un terme à cette pratique. » Selon Amnesty, « les responsables de la police vont souvent jusqu'à encourager le recours à la torture » ; les plaintes « ne font que rarement l'objet d'enquêtes indépendantes et (...) l'obligation légale d'ouvrir une information judiciaire sur les cas de mort en détention n'est prati-

quement jamais respectée. Les investigations sont souvent entravées par la police, qui falsifie les procès-verbaux. »

« La torture est répandue et quotidienne (...) Des centaines, voire des milliers de personnes sont mortes » des suites de mauvais traitements. L'objectif des policiers est certes d'obtenir des aveux ; mais, souvent, des proches de personnes interpellées sont aussi maltraités afin qu'ils fournissent des informations sur des suspects. Appliquée dans les affaires de droit commun, la torture est aussi pratiquée à l'encontre de militants politiques. Coups, chocs électriques, mutilations sont les sévices les plus pratiqués. Mais « le viol est une des formes courantes de la torture ».

Aucun des vingt-cinq Etats de la fédération n'est innocent de ces violations des droits de l'homme, indique Amnesty. Mais elles sont plus fréquentes dans les zones où ont lieu des opérations anti-

« surréactionnelles » en réponse aux actions - elles-mêmes souvent fort violentes - de groupes militants pour l'indépendance ou l'autonomie : Cachemire, Pendjab, Assam, Etats du Nord-Est. Des tentatives visant à « la prévention des activités terroristes et des déstabilisations » y justifient des arrestations prolongées et un élargissement de la définition des délits. Et aussi un usage très répandu de la torture, il est vrai plus souvent dénoncé du fait de son caractère politique.

Les « intouchables », citoyens à risque

Mais le rapport met en avant que, dans l'ordinaire des cas, « presque toutes les victimes de mort en garde à vue appartiennent aux couches défavorisées de la société ». Les dalits (littéralement : « opprimés », connus à l'étranger sous l'appellation d'« intouchables »), risquent plus que les autres Indiens de mourir

en détention, et ce alors que la Constitution leur reconnaît une protection particulière. Parmi les catégories à risque figurent également les odhis (aborigènes), appartenant à des tribus elles aussi protégées.

La torture est alors un procédé d'intimidation envers des hommes (et tant et tant, voire plus encore, des femmes) qui « participent à une résistance à l'exploitation économique dont ils sont victimes ». Enfin, « des informations faisant état de la mort de musulmans en garde à vue continuent à parvenir » à Amnesty ; s'agissant de la principale minorité religieuse du pays, avec 115 millions de membres, il y a là une donnée qui devrait préoccuper les autorités.

L'Inde est fière d'être, avec ses 845 millions d'habitants, « la plus grande démocratie du monde ». Le rapport d'Amnesty, il est vrai, ne rapporte guère de faits non encore publiés par une presse vigoureuse

et vigilante sur le sujet des droits de l'homme. Mais le gouvernement manifeste une grande intolérance envers toute critique. Il « prétend que son système judiciaire, sa presse libre et les organisations de défense des libertés publiques suffisent à empêcher des violations des droits de l'homme ». Estimant, d'ailleurs, qu'il n'en est rien, Amnesty formule in fine dix recommandations « pour lutter contre la torture ».

□ Démission du ministre des affaires étrangères indien. - Le ministre des affaires étrangères indien, M. Madhavsinh Solanki, a démissionné de ses fonctions, a annoncé mardi 31 mars l'agence de presse indienne PTI. Cette démission serait en rapport avec le scandale des pots-de-vin versés à des officiels par le fabricant d'armes suédois Bofors sous le gouvernement de Rajiv Gandhi, assassiné en mai 1991. - (AFP.)

EN BREF

□ CAMBODGE : conférence sur la reconstruction fin juin à Tokyo. - La conférence sur la reconstruction du Cambodge aura lieu les 22 et 23 juin à Tokyo, a annoncé mardi 31 mars le ministère japonais des affaires étrangères à l'issue d'une réunion préparatoire. Trente-deux pays y participeront, ainsi que la Communauté européenne et huit organisations internationales. - (AFP.)

□ CORÉE DU SUD : remaniement ministériel. - Le président sud-coréen Roh Tae-woo a, lundi 30 mars, remanié le gouvernement après l'échec de son parti, le parti libéral démocrate, aux législatives du 24 mars : le PLD avait manqué d'un siège la majorité absolue. Le chef de l'Etat a désigné de nouveaux titulaires pour les ministères de l'intérieur, de l'agriculture et des transports. - (AFP, UPI.)

□ PHILIPPINES : retrait d'un candidat à l'élection présidentielle. - Le sénateur Joseph Estrada, l'un des huit candidats encore en lice pour l'élection présidentielle du 11 mai, a annoncé son retrait le lundi 30 mars. Ancienne vedette de cinéma très populaire aux Philippines, M. Estrada sera candidat à la vice-présidence sur le « ticket » de M. Eduardo Cojuangco, ami, confident et partenaire en affaires de l'industriel Ferdinand Marcos. - (AFP, UPI.)



Extrait de la carte n° 4 de la collection des cartes SFR.

RADIOTÉLÉPHONE LIGNE SFR, UN RÉSEAU NATIONAL.

LES SERVICES LIGNE SFR SONT DISPONIBLES SUR LA MAJEURE PARTIE DU TERRITOIRE MÉTROPOLITAIN, AVEC PLUS DE 500 RELAIS INSTALLÉS. LA COLLECTION DES CARTES DE COUVERTURE SFR, MODÉLISÉES PAR ORDINATEUR, MONTRE PRÉCISEMENT LE CARACTÈRE NATIONAL DU RÉSEAU SFR. LA SFR PROPOSE TROIS TYPES D'ABONNEMENT : NATIONAL 500 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE. NATIONAL 350 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE, AVEC UTILISATION PRÉFÉRENTIELLE DES HEURES



DE FAIBLE TRAFIC. PROVINCE 250 : TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE SAUF L'ÎLE-DE-FRANCE. PRENEZ CONTACT AVEC VOTRE DISTRIBUTEUR DU RÉSEAU + SFR. IL VOUS FERA LA DÉMONSTRATION DE L'APPAREIL DE VOTRE CHOIX, VOUS DONNERA TOUTES LES INDICATIONS SUR LA COUVERTURE, LA TARIFICATION ET L'ABONNEMENT QU'IL VOUS CONSEILLE. IL EFFECTUERA L'INSTALLATION SELON LES RÈGLES DE L'ART ET DANS LES DÉLAIS CONVENUS. IL VOUS ASSURE LA GARANTIE ET LE SERVICE APRÈS VENTE.

Pour tout renseignement sur les services Ligne SFR et l'adresse du distributeur SFR le plus proche, contactez notre service Relations Clientèle au (1) 45.88.90.00 ou consultez le minitel 3615 Code SFR.

ASIE

Afghanistan : le nouveau « grand jeu »

Les pays voisins suivent avec intérêt la poussée des ethnies du Nord contre les Pashtouns de Kaboul

Il existe, bien entendu, un lien entre le très net affaiblissement, ces derniers jours, du président Najibullah et les troubles qui agitent depuis janvier le nord de l'Afghanistan. La « prise en main », les 18 et 19 mars, par des forces composées (militaires et moudjahidins) en négociations serrées, de la deuxième ville du pays, Mazar-i-Sharif, n'en a été que le moment le plus spectaculaire.

Mais ce lien est complexe. Que les partisans du chef de l'Etat lui fassent grief d'avoir mal géré la situation est certain, mais il y a plus : c'est de l'intérieur du régime que des opposants, ou groupe souvent qualifié de « démocrates » par les milieux diplomatiques, défient désormais le « maître de Kaboul ». Ces personnalités jugent que le président est aujourd'hui un obstacle, le principal peut-être, à un règlement politique rapide, dans ce pays en guerre depuis bientôt quatorze ans. Ces opposants estiment aussi que la domination, depuis près de deux cent cinquante ans, de l'ethnie pashtoun sur l'Afghanistan ne peut se perpétuer.

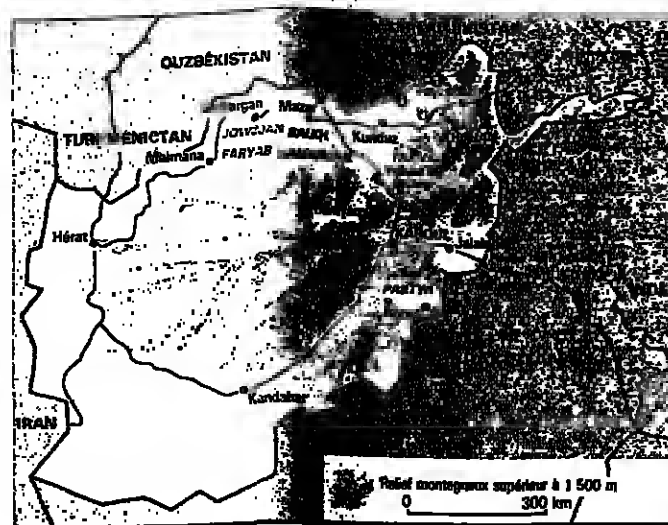
Plusieurs de ces personnalités — comme M. Farid Masdaq, secrétaire à l'organisation du parti Watan (ex-communiste) — sont des Tadjiks, appartenant, donc, à une communauté du Nord. Le mouvement d'insubordination de milices naguère pro-gouvernementales, tadjiks d'abord puis également islamistes, n'est pas sans lien avec cette opposition : il la protège d'une réaction de M. Najibullah et,

en retour, le soulèvement des provinces septentrionales a ainsi trouvé sa « couverture » politique.

Il existe donc une logique dans les événements d'apparence incohérente de ces dernières semaines : elle réside en une « montée » du Nord face à Kaboul, siège du pouvoir des Pashtouns, méridionaux. Cette croissance du poids des populations septentrionales a des raisons objectives. Celle qui est le plus souvent mise en avant est que, face à l'invasion soviétique, des communautés ethniques souvent tenues en lisère, voire méprisées, se sont comportées au feu avec une vaillance ou moins égale à celle des Pashtouns, dont les qualités guerrières avaient jadis fondé la domination.

La montée des Tadjiks

Une autre explication, peu avancée tant elle est explosive, est que les Pashtouns ont cessé d'être une communauté dont le poids écrase les autres. Des 3,2 millions de réfugiés vivent encore au Pakistan, plus de 90 %, en effet, selon des constats convergents, sont des Pashtouns. Même si le démographique est une donnée pipée en Afghanistan, comme souvent dans le tiers-monde, un tel déplacement de populations ne peut qu'être lourd de conséquences. A en croire



un « pré-recensement » de 1978, et en tenant compte des conséquences d'une guerre meurtrière, le pays compte au plus quinze millions d'habitants.

La proportion de Pashtouns, telle qu'elle est admise par les spécialistes reconnus, comme par exemple Louis Dupré, est de 40 %, ce qui ferait aujourd'hui 6 millions. S'il est vrai que trois millions d'entre eux sont au Pakistan, il en reste trois millions au pays — soit à peu près autant que de Tadjiks, pour ne rien dire des Ouzbeks (un million), des Turkmènes,

C'est dire que le Nord, dont les populations ont « préféré » la migration interne à l'exil, est aujourd'hui démographiquement dominant. Cette situation se reflète à Kaboul même, où les Tadjiks sont certainement la première ethnie.

Une autre raison explique la « montée en puissance » du Nord : l'évolution des circuits économiques du fait de la guerre. Le commerce commercial historiquement prépondérant, reliant le Pakistan à Kaboul, est interrompu depuis des années, même si ce manque à

gagner est en partie compensé par une intense contrebande.

En revanche, l'invasion soviétique de 1979 a notamment pour effet de créer un continuum économique avec l'URSS — que prolonge, aujourd'hui, la contiguïté avec les nouvelles Républiques d'Asie centrale — qui a bénéficié d'abord aux provinces septentrionales. C'est ainsi que la ville-frontière de Hayratan, face à Termez, sur l'Amou-Daria, est devenue un grand bazar achalandé et grouillant d'activités. Mazar-i-Sharif, dont la population a quadruplé — pas seulement en raison de déplacements forcés de population — est aujourd'hui sans conteste la deuxième ville du pays.

Iran, Pakistan : le revirement

On peut, enfin, noter que le poids croissant pris par les milices du Nord a, lui aussi, sa logique. Pour mener à bien sa politique de « réconciliation nationale », dont il attendait qu'elle redore une image ternie par sa collaboration avec le KGB au début des années 80, le président Najibullah a quasiment immobilisé ses forces armées (pashtounes) dans la défensive. Pour les offensives qu'il devait parer, il a dû mener, ou pour garder des points stratégiques tel que le tunnel du Salang, il s'est confié à ce fer de

lance qu'étaient devenus les *Jowzjani* de l'Ouzbek Rashid Dostom ou les *Imamians* de Saïd Nadeiri, originaires de la basse vallée du Bamyan.

Les pays voisins ne sont évidemment pas les derniers à s'être aperçus de ce basculement. Le Pakistan, qui a lui aussi ses populations pashtounes, et qui, pendant des lustres, a appuyé, sans réserve les moudjahidins les plus fondamentalistes (tous pashtouns) contre le pouvoir pashtoun de Kaboul, s'est récemment converti à l'idée d'un règlement politique. Or celui-ci suppose que, d'une manière ou d'une autre, les frères en ethnie, ennemis jurés de naguère, ouvrent le « dialogue ».

Quant à l'Iran, qui appuyait Kaboul jusqu'à une date récente, il attaque désormais vivement M. Najibullah, et a sans doute appuyé les forces composées qui ont évincé, à Mazar-i-Sharif et dans plusieurs provinces du nord (Faryab, Jowzjan, Balkh et, pour partie au moins, Samangan et Kunduz), les généraux et gouverneurs pashtouns. Ces faits suggèrent que l'Iran, qui a déjà acquis un poids prépondérant dans le centre du pays où les Hazaras chiites sont constitués désormais en un improbable bastion — o'a pas renoncé à jouer sa partie dans un « grand jeu » bien prêt d'être relancé si les Afghans ne font pas taire leurs querelles ethniques.

JEAN-PIERRE CLERC

A TRAVERS LE MONDE

ALBANIE

L'opposition a remporté les deux tiers des sièges au Parlement

Le Parti démocratique a remporté, dimanche 29 mars, les 11 sièges qui étaient encore en jeu au second tour des élections législatives albanaises et consolidé ainsi sa victoire du premier tour, selon les résultats officiels publiés lundi. Ces sièges étaient le pourcentage des sièges de l'ancien Parti du travail (communiste), qui avait monopolisé la pouvoir pendant plus de quarante ans. Les démocrates, qui avaient été battus par les communistes lors des premières législatives pluralistes en mars 1991, avaient recueilli au premier tour plus de 62 % des voix contre 25 % aux socialistes (ex-communistes).

Si, avec un total de 92 sièges sur 140, le Parti démocratique rate d'un siège la majorité des deux tiers à la nouvelle Assemblée, il pourra aisément atteindre celle-ci en s'alliant avec les sociaux-démocrates (7 sièges) et les républicains (1 siège). Les socialistes auront 38 députés, et un parti représentant la minorité grecque, établie dans l'extrême Sud, 2. — (AFP, Reuters.)

ALGÉRIE

Le chef de l'armée de terre a démissionné

Le commandant des forces terrestres algériennes, le général Mohamed Laman, a été mis à la retraite et remplacé par le commandant de la deuxième région militaire, le général Khalifa Rahim, a annoncé lundi 30 mars le quotidien *El-Djazair* et *Younes*. Considéré comme un « anti-islamiste dur » dans les milieux militaires, le général Laman avait remis sa démission après l'annonce de la libération d'Algérie d'urgence.

Les autorités ont annoncé la libération d'un nombre indéterminé de détenus à l'occasion des fêtes marquant le fin du Ramadan, du 4 avril. Cent cinquante détenus libérés du centre d'internement de Reggane, à 600 kilomètres au sud d'Alger, sont arrivés dimanche à l'aéroport militaire de Boufarik, à proximité d'Alger, a indiqué *El-Djazair* et *Younes*. Plusieurs groupes ont pu quitter les centres d'Algérie et d'in-Salah, selon des témoignages concordants. Jusqu'à présent, aucune libération n'a été annoncée de source officielle.

Dans un rapport préliminaire publié vendredi, Amnesty International s'est inquiétée des violations

des droits de l'homme en Algérie, et notamment des arrestations « arbitraires » et des mauvais traitements infligés aux prisonniers dans les camps d'internement. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

Le milliardaire Ross Perot confirme ses ambitions présidentielles

Envieusement de se présenter comme candidat indépendant à l'élection présidentielle de novembre prochain, le milliardaire texan Ross Perot a confirmé ses ambitions, lundi 30 mars, en désignant son collègue pour la vice-présidence : le vice-amiral James Stockdale, ancien héros de la guerre du Vietnam. Agé de soixante et un ans, M. Perot a annoncé il y a trois semaines qu'il était prêt à se lancer dans la course à la Maison-Blanche, si ces partisans parvenaient à recueillir suffisamment de signatures pour inscrire son nom dans les cinquante États américains. Ancien élève de l'Académie navale américaine, le milliardaire est notamment connu pour avoir fait libérer deux de ses employés retenus en otage en Iran en 1979. Son message populiste s'appuie sur la dénonciation de la classe politique, accusée de ne rien comprendre aux problèmes économiques du pays. — (AFP.)

IRAN

Protestation contre l'absence de l'opposition aux élections

Le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), fondé en 1981 par M. Mehdi Bazargan, qui fut le premier ministre de la République islamique, a déploré l'absence de l'opposition aux élections législatives du 10 avril. Dans un communiqué rendu public lundi 30 mars à Téhéran, le MLI, qui n'est pas autorisé à avoir des activités publiques, affirme que « dans de telles conditions, les élections ne peuvent être libres » et seront le « monopole du pouvoir en place ».

Indiquant que ses « démarches auprès des autorités pour demander sa participation aux élections » n'ont pas abouti, le MLI affirme qu'« les centres de décisions avaient démontré qu'ils n'étaient pas prêts à se soumettre à la Constitution et ne comprennent pas la gravité de la crise que connaît actuellement le pays ». « Ce

qui s'est passé en URSS, en Algérie avec le Front de libération nationale ou encore au Nicaragua, prouve clairement qu'un régime n'a pas de pacte éternel avec le peuple », ajoute le communiqué.

Arrestation d'un ressortissant suisse. — Le parquet militaire de Téhéran a annoncé, lundi 30 mars, l'arrestation d'un ressortissant suisse, M. Hans Buehler, accusé de « relations illégales avec certains membres du personnel des forces armées iraniennes ». Le Département fédéral (ministère) des affaires étrangères de la Confédération suisse a confirmé lundi à Berne l'arrestation de M. Buehler. Il a affirmé n'avoir aucune raison de soupçonner qu'il y ait « un lien quelconque » entre cette disparition et la tension actuelle dans les relations helvético-iraniennes due à la détention en Suisse d'un iranien, dénommé M. Buehler, a demandé l'extradition dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien premier ministre iranien, Chahpour Bakhtiar. — (AFP.)

LIBYE

Des étrangers empêchés de quitter le pays

Les autorités libyennes ont affirmé mardi que la Libye avait empêché au cours des derniers jours, un certain nombre d'étrangers de quitter le pays, en leur refusant l'obtention de visas de sortie. La semaine dernière, les autorités libyennes avaient laissé entendre, au cas où le Conseil de sécurité imposerait à leur pays un embargo aérien, elles pourraient répliquer en fermant les frontières maritimes et terrestres, ce qui empêcherait ainsi les étrangers de quitter la Libye. Plusieurs pays occidentaux avaient auparavant exprimé à leurs ressortissants résidant en Libye de partir.

D'autre part, le Conseil de sécurité a reporté de vingt-quatre heures, lundi 30 mars, sa décision sur l'embargo d'un embargo aérien et militaire contre la Libye, pour des raisons à la fois diplomatiques et religieuses.

« Des chefs d'Etat arabes importants nous ont demandé de retarder de vingt-quatre heures notre décision », a déclaré l'ambassadeur américain à l'ONU, M. Thomas Pickens, alors que son collègue vénézuélien, M. Diego Arria, président en exercice du Conseil, a mis en avant des motifs religieux, la journée de lundi marquant le septième jour du ramadan, marquant la « nuit de la révélation », au cours de laquelle le Prophète a reçu la révélation du Coran.

« Malgré les toutes dernières propositions libyennes, transmises à l'ONU, des sanctions semblent imminentes. Ces propositions consistent à ce que les deux suspects soient mis à la disposition de l'Organisation panarabe, en attendant une décision de la Cour internationale de justice saisie par la Libye. — (AFP, Reuters.)

MADAGASCAR

Un dirigeant de l'opposition a échappé à un attentat

M. Albert Zafy, président de la Haute autorité de l'Etat, première institution de la période de transition à Madagascar, a échappé à un attentat, lundi 30 mars, à Tananarive, lors de sa dernière édition du 31 mars. Un camion de la voirie, chargé de quatre fûts d'essence et de plusieurs bouteilles de gaz, a explosé à proximité de son domicile.

Depuis l'ouverture, le 22 mars, du Forum national, dont les travaux doivent aboutir à la mise en place d'une nouvelle Constitution, les incidents se multiplient entre les Forces vives — le mouvement d'opposition qui a mobilisé la population contre le régime du président Didier Ratsiraka l'an dernier — et les partisans du chef de l'Etat. — (AFP.)

PAKISTAN

Echec d'une marche pour l'indépendance du Cachemire

La deuxième marche pour l'indépendance du Cachemire, convoquée pour le lundi 30 mars par le JKLF (Front de libération du Jammu-Cachemire), est loin d'avoir eu l'ampleur de la précédente, organisée le 12 février, qui avait réuni des dizaines de milliers de participants.

Seuls cinq des quelques centaines de sympathisants du JKLF qui avaient décidé de braver les forces de l'ordre d'Islamabad sont parvenus, selon des sources proches des indépendantistes cachemirais, à passer de la partie pakistanaise à la partie indienne du territoire disputé depuis 45 ans entre les deux pays du sous-continent. New-Delhi, qui avait promis de tirer sur quiconque franchirait la ligne de cessez-le-feu, n'a fait aucun commentaire.

Côté indien, deux mille personnes ont manifesté à Srinagar, la capitale du Cachemire. Le chef du JKLF, M. Javed Mir, avait décidé en extrême d'annuler la marche « symétrique » de ses partisans vers la partie pakistanaise. Cette décision est survenue après que les autorités d'Islamabad, soupçonnées d'être tout nouvellement alliées avec l'Inde, eurent arrêté, le 25 mars, M. Amrullah Khan, leader du mouvement installé à Rawalpindi (Pakistan), ainsi que son état-major. Islamabad avait durement réprimé la marche du 12 février, provoquant la mort de 16 personnes. — (AFP, UPI.)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : visite officielle du ministre ivoirien des affaires étrangères. — M. Amara Essy, ministre ivoirien des affaires étrangères, est arrivé, lundi 30 mars, en Afrique du Sud, pour une visite officielle, la première d'un ministre d'Afrique noire dans ce pays. De nombreuses missions ivoiriennes, y compris ministérielles, se sont tenues en Afrique du Sud au cours des dernières années, mais ce voyage est le premier à être annoncé publiquement. — (AFP, Reuters.)

ANGOLA : Washington demande des explications sur les déplacements de l'Angola (UNITA), des explications sur la disparition de dirigeants de son mouvement. Selon des dissidents de l'UNITA et un dirigeant socialiste portugais, deux représentants du mouvement auraient été exécutés au soir du 28 mars. — (AFP.)

COLOMBIE : nouveaux assassinats pour prétextes d'organes. — La police colombienne a découvert, à la faculté de médecine de l'université de Bogota, le port de la « tête caribée » deux nouveaux corps d'indigents, assassinés pour tirer profit de la vente de leurs organes, a-t-on appris lundi 30 mars. Au total, les restes de vingt-trois personnes ont été découverts dans cette faculté depuis le 1^{er} mars. Seize personnes ont été arrêtées dans cette affaire, dont des vigiles de l'université accusés d'avoir touché jusqu'à l'équivalent de 1 100 francs pour accomplir leur sinistre besogne. — (AFP.)

DJIBOUTI : l'armée française renforce sa présence dans le Sud. — Un escadron blindé de l'armée de terre française a été envoyé vers la région de Yokoh, dans le district de Dikhil (sud-ouest du pays), afin de « veiller au maintien du cessez-le-feu », a indiqué, samedi 28 mars, à Djibouti, le directeur des affaires africaines et malgaches du Quai d'Orsay, M. Paul Dijoud. La veille, les rebelles du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) avaient annoncé la suspension du cessez-le-feu (qu'ils n'avaient démenté unilatéralement, le 28 février) et demandé aux forces françaises de se retirer. M. Dijoud a précisé qu'il allait rencontrer les responsables du FRUD, pour faire le point avec eux et avancer dans la recherche d'une « solution raisonnable ». — (AFP.)

HONGRIE : décès de la veuve de János Kádár. — Maria Kádár, veuve de l'ancien numéro un hongrois, János Kádár, est décédée, lundi 30 mars à Budapest, à l'âge de quatre-vingt ans. Ancien fonctionnaire du Parti communiste, elle avait abandonné ses responsabilités après le mort de son mari, le 16 juillet 1989. János Kádár demeura pendant trente-deux ans à la tête du Parti communiste. — (AFP.)

ISRAËL : libération du pacifiste Abie Nathan. — Accusé d'avoir violé la loi en rencontrant M. Yasser Arafat, le chef de l'O.L.P., M. Abie Nathan, le célèbre militant pacifiste israélien, a été libéré

lundi 30 mars. Le président Chaim Herzog a réduit à six mois (déjà accomplis) la peine de dix-huit mois de prison à laquelle il avait été condamné. M. Nathan a déclaré qu'il se soumettrait pendant les trois prochains mois à la loi qui interdit tout contact avec une organisation « terroriste », mais il a estimé que cette législation sera modifiée après les élections du 23 juin. — (AFP.)

MAROC : cinq militaires ont fait défection aux Etats-Unis. — Cinq athlètes marocains ont fait défection aux Etats-Unis après avoir participé au championnat du monde de cross-country à Boston. Le 21 mars, a rapporté lundi 30 mars la presse marocaine. Les sportifs ont disparu peu avant l'embarquement, après avoir revu leurs passeports, selon une source proche de la Fédération royale marocaine d'athlétisme. — (AFP.)

OGANDA : le ministre des finances a été renversé. — Le président Yoweri Museveni a procédé, dans la nuit du vendredi 27 au samedi 28 mars, à un remaniement ministériel, marqué notamment par l'éviction du ministre des finances, M. Chraspas Kyunga. Ce dernier est remplacé par M. Mayanja Nkangi, ancien ministre du plan, qui dirigera désormais un ministère résultant de la fusion des précédents ministères des finances, du plan et du développement économique. — (AFP.)

SOUDAN : le CICR menacé d'expulsion. — Dans un communiqué rendu public samedi 28 mars, le gouvernement soudanais a accusé le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'apporter une assistance aux « rebelles » sudistes de l'APLS (Armée populaire de libération du Soudan) et a menacé d'expulser les délégués de l'organisation si celle-ci « ne régularise pas sa situation ». Le CICR, qui vient en aide aux victimes de la guerre et de la famine, tente actuellement d'obtenir de plus amples informations de la part du gouvernement. — (AFP, Reuters.)

SURINAM : prochains retours des réfugiés en Guyane. — Les réfugiés du Surinam, installés depuis 1986 en Guyane française, pourront retourner dans leur pays à partir du 2 avril, a annoncé lundi 30 mars le sous-préfet de Guyane à Saint-Laurent-du-Maroni. Le transfert de ces réfugiés (près de six mille), selon un plan élaboré par les autorités françaises avec le Surinam et l'ONU, devrait durer six mois. Ces personnes avaient fui l'est du Surinam en proie à la guérilla et avaient jusqu'ici refusé de rentrer chez elles par crainte de représailles. — (AFP.)

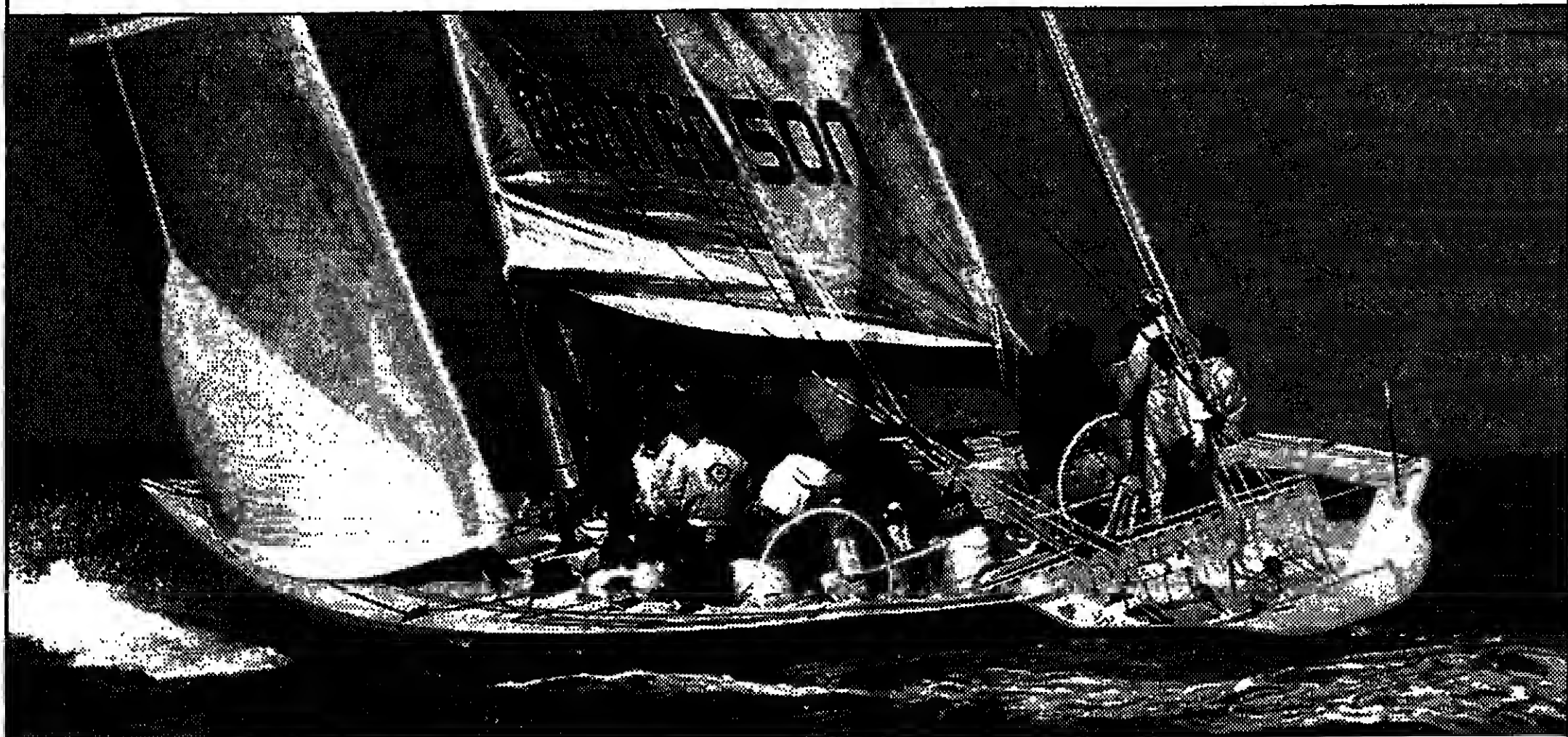
TUNISIE : le gouvernement est prêt à « coopérer » avec Amnesty International. — Le gouvernement tunisien s'est dit, samedi 28 mars, prêt à « coopérer » avec Amnesty International, pour examiner les allégations de violations des droits de l'homme, dont l'organisation avait fait publiquement état, début mars. Reconnaissant que « certains abus ont été commis », le gouvernement affirme qu'il n'existe pas de prisonniers de conscience en Tunisie et que nul n'est arrêté s'il n'a pas commis de crime ou n'y a pas participé. — (AFP.)

de Kaboul

MONTEDISON

a DEJA remporté

la CUP.



MONTEDISON s'est lancé un défi. Il a déjà gagné. Cette victoire, c'est lui qui l'a construite, étape après étape: MONTEDISON a conçu le Maro di Venezia. Les chantiers Tencara ont réalisé la coque et la quille.

SP Systems a fourni les matériaux composites de pointe et mené les études d'ingénierie des structures. Nuova Tezindustria a créé le matériau des

nouvelles voiles révolutionnaires. ACX a construit le mât. Ensemble, ces sociétés du groupe MONTEDISON ont relevé avec succès un

grand défi technologique et industriel, bien au-delà de l'America's Cup. Grâce aux efforts et à l'imagination

créatrice d'hommes déterminés, MONTEDISON est aujourd'hui leader dans le domaine des matériaux avancés. MONTEDISON a déjà remporté une victoire. Au Maro di Venezia, maintenant, de triompher.

MONTEDISON

LEADER MONDIAL DES MATERIAUX AVANCES.

Le Monde

ESPACE EUROPEEN

Les Ligues, ferments de la réforme

Régionalistes, poujadistes, voire racistes, les Ligues ont bouleversé la vie politique. Quel que soit leur score, elles auront poussé les grands partis à se remettre en question

Les électeurs italiens sont appelés à renouveler la Chambre des députés et le Sénat le dimanche 5 et le lundi 6 avril. La représentation proportionnelle favorisera une fois encore les partis traditionnels, qui ont la haute main sur l'établissement des listes, et la gouvernance qui en sortira ne devrait pas être très différente de celle qui l'ont précédée, avec une domination de la démocratie chrétienne, ce « parti de la majorité relative », comme c'est le cas depuis les débuts de la Première République.

Pourtant, ce scrutin est marqué par plusieurs inconnues : où vont aller les voix du Parti communiste, qui représentait encore, il y a quelques années, un quart de l'électorat ? Dans quelle mesure se porteront-elles sur son avatar, la Parti de la gauche démocratique (PDS) ? Les catholiques continueront-ils, suivent en cela l'appel de leurs évêques, à donner leurs suffrages aux démocrates chrétiens, malgré l'effondrement du communisme ?

D'autres éléments perturbateurs sont venus troubler le jeu : le président de la République lui-même, Francesco Cossiga, appelle de ses vœux une Deuxième République ; dans le Nord, les ligues régionalistes revendiquent une autonomie pour se séparer du « Sud mafieux » que combat aussi l'ancien maire de Palermo, Orlando, tandis que l'Alliance référendaire, qui revendique des adeptes dans tous les partis, prône une réforme de l'Etat, l'adoption du scrutin majoritaire, la rupture avec la clientélisme, bref une modernisation de la société italienne qui lui permette de ne pas rater son entrée dans l'Europe de l'union politique et monétaire.

Les élections du 5 avril seront-elles une étape décisive vers le renouveau, ou la répétition d'un scénario trop connu ? D. V.

MILAN
de notre envoyée spéciale

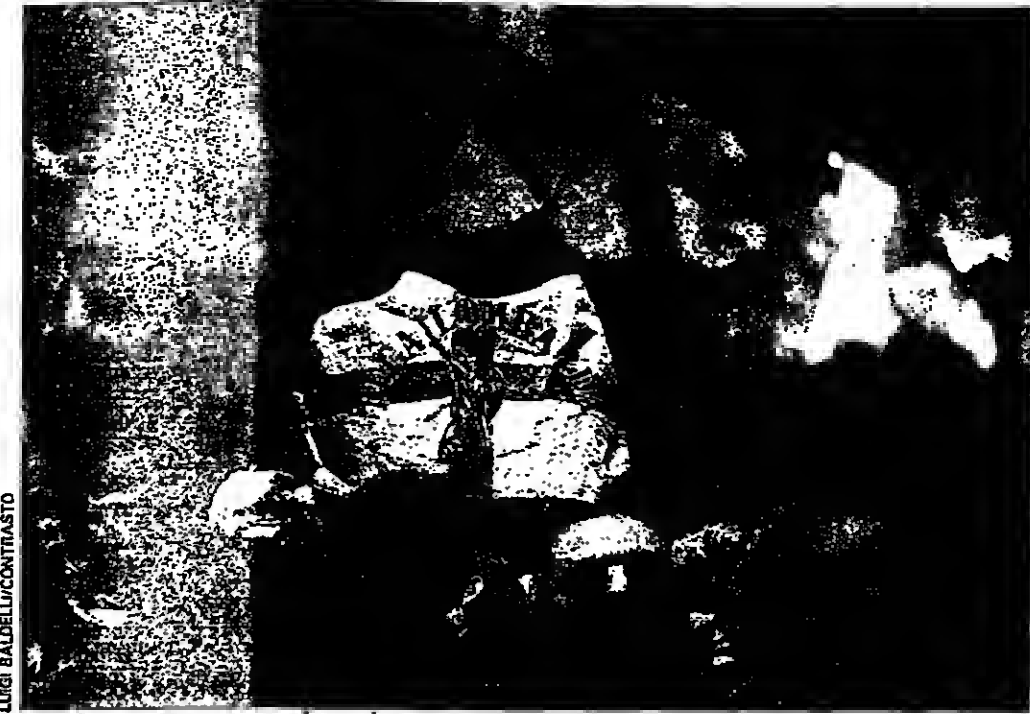
SUR le tract figurent une paire de ciseaux stylisée et un simple slogan : « Séparez-vous de l'Italie des voleurs ». Derrière, en quelques phrases, tout le programme : pour une Lombardie européenne et libre, une Europe régionale, une fiscalité juste où les ressources restent là où elles sont produites ; et contre la mafia politique et criminelle, l'émigration sauvage, l'école coloniale gérée par Rome.

Un aide-mémoire, plus qu'un tract, comme le refrain de ces chansons trop connues que l'on reprend en cœur des les premiers mots. Qui ne les connaît ici à Bergame, à Brescia, à Milan ? Dans cette « Padania », la République du Nord qui existait un jour peut-être si celui que l'on appelle le « Sénateur », le chef mythique de la Ligue nord-Ligue lombarde, Umberto Bossi, dont la photo fétiche figure à côté de celle du candidat local à la Chambre, tient son pari. Et pour cette première grande bataille électorale des législatives du 5 avril, après l'engagement décisif de novembre dernier où elle était arrivée en tête devant les grands partis à l'élection communale de Brescia, la Ligue caracole encore très haut dans les sondages : de 20 % à 30 % dans le Nord, plus de 10 % de moyenne nationale. Le « Sénateur » qui aime les comparaisons viriles et imagées, peut bien continuer à dire de sa voix rauque qui travaille si bien les foules : « La Lega ce l'ha dato ! » (« La Ligue bande encore »).

« Roma
la ladrona »

Au commencement, en 1979, il y avait Bossi, un malin grandissant et beaucoup de folklore. Fantastique, désordonné mais convaincu, Bossi, ce fils de travailleur qui, outre des études scientifiques poussées, a fait un peu tous les métiers, de la blanchisserie à la chanson, pour aider sa famille, venait de découvrir Bruno Salvadori, chef de l'Union valdostaine mais surtout fédéraliste convaincu. La Ligue lombarde naît officiellement en avril 1984. En 1987, elle n'est plus seulement ces quelques inscriptions sur les murs des cités du Nord, dénonçant « Roma, la ladrona » et auxquelles personne ne prête vraiment attention, Bossi est entré au Sénat. Un tout petit coup dans une trop grosse bergerie.

Mais pour l'instant Rome se gausse de ce sénateur débrouillé à la fois féroce et candide, au physique d'étudiant attardé qui fume cigarette sur cigarette, en s'époumonant comme un gosse mal élevé contre « la canaille démo-chrétienne et son chef De Mita qui est laid, méchant, la nuit », ou encore La Malfa, le chef des républicains, rebaptisé « la Mafia » tandis que Craxi, le socialiste, devient « Crassi ». Ses saillies ne suscitent



qu'un haussement d'épaules, ses troupes, une bande de jeunes déguisés en arbalétriers médiévaux, un sifflet de dérision, ou les surnoms les « bobas ».

En juin 1991, c'est l'apothéose : à Pontida, au cours d'une espèce de kermesse médiévale, Bossi annonce la future naissance de la « République du Nord » (Piémont, Lombardie, Vénétie, Ligurie, Emilie-Romagne, Toscane), sa capitale sera Mantoue, son symbole, l'épée d'Alberto da Giussano, le héros lombard du XII^e siècle qui se battait contre l'empereur et dont le Risorgimento avait déjà fait le symbole de la liberté communale. Enfin, cri de ralliement, Bossi : « Tous à Rome et à la partition ! ».

La réaction, cette fois, ne se fait pas attendre : « République d'opérette », « Pensée de Pizzardi », commentent les journaux. Les Lombards se battent sans la presse, car la lutte est désormais engagée. Et l'épée de la Ligue tape dur sur le « bouclier » de l'Europe communautaire qui oblige à mettre les comptes à plat, le déséquilibre des dépenses, les images aux frontières, et surtout quarante-cinq ans d'immobilisme et de prise en charge du « Sud mafieux » par le « Nord qui vole ». Elle cherche un mouvement de protestation toujours plus bouillonnant et diffus, mais qui la porte aussi toujours plus loin, jusqu'aux 24,4 % du score initial de Brescia.

Qu'elle le veuille ou non, la Ligue est devenue un pari, un essai de

partis, qu'il n'est pas facile de gérer, de contrôler. D'autant que les coups pleuvent, et certains sont assez bas. Populisme ? Poujadisme ? Régionalisme néo-poujadiste ? Voici le temps des analyses, et des catégories. La ligue inquiète, mais qu'est-ce que c'est ? Ecoutez Renato Mannheimer, sociologue de Milan et l'un des premiers auteurs sur le sujet : « Pour adhérer à la Ligue, c'est facile : pas besoin d'adhérer à un programme, ce sont juste des slogans, des lieux communs. Elle ne veut pas vraiment gouverner, à Milan, les conseils municipaux ligistes, n'ont jamais fait de propositions spectaculaires à nos connaissances. Mais, paradoxalement, la Ligue a réussi à créer un sentiment d'appartenance » et c'est surtout cela son succès. Dans le nord de l'Italie, jusqu'à ces dernières années, il y a toujours eu des espèces de sous-cultures politiques marquées les gens s'identifiaient : une sous-culture catholique en Vénétie, « rouges » en Emilie-Romagne, etc. Avec l'arrivée des partis traditionnels, tout cela a disparu, les gens se sentent dépossédés d'une partie de leur identité. La Ligue recrée ce « cercle » affectif et culturel, d'autant qu'elle emploie un langage assez grossier, un langage de bistrot proche de la rue, et non le langage du « palais », celui d'une classe politique définitivement coupée de son base ».

Un succès qu'il faut bien assumer. Obligé de se confronter au système qu'il veut détruire, Bossi, qui parle à gré, s'est cravaté et participe à des débats télévisés, a publié une autobiographie : « Veni da nord. Le mythe a perdu son mystère, désormais, il n'est que la réalité ».

mais classé en librairie. Eprouvé par la concurrence, qui du « pacte référendaire » au Parti républicain s'en prend aussi à la « partition », le chef des Lombards se laisse aller à des accès d'autorité. A des excès de fatigue aussi ; en décembre une alerte cardiaque le contraint à se ménager, l'éternel étudiant à tout de même cinquante ans. La Ligue a peur d'attend le retour de son guide, sans lui, venant imposer ses idées, que serait-elle ?

Le temps
des scissions

Dans ce bouillonnement de contestation, quelles sont au juste ses idées ? L'heure est à l'inspection. Mais y a-t-il une seule vérité à la Ligue ? Premières querelles, premières scissions. Trois des principaux lieutenants de Bossi s'en vont à l'automne fonder une Ligue rivale. Le « Sénateur » ne déçoit pas contre les « traités qui faisaient le complexe de l'auto blu » (la voiture de fonction) et se sont laissés acheter. Il y voit la main des socialistes, dont il convoitait une partie de l'électorat, ou, pour tout dire, celle de la CIA, car le chef de la Ligue n'en fait pas mystère, il se sent menacé. « Je dérange trop, on en veut à ma vie », confie-t-il à plusieurs reprises.

Dans son bureau milanais, le conseiller Prosperini, un des « traités » (« un abruti raciste », dira Bossi), en tout cas une montagne humaine au beau-père, l'explique : « Je suis rentré à la Ligue lombarde car j'étais amoureux de ce mot, et surtout j'en avais assez de payer des impôts pour récupérer en échange des

services médiocres. Devant Bossi, tout le monde tremble, il n'y avait que moi qui parlais, les autres ne disaient : tu es notre Eltsine, car moi au moins, contrairement à lui, je veux mettre en pratique nos idées. » Un Eltsine qui parle en dialecte allemand avec des amis aux positions bien arrêtées : « Les gens du Sud ont des caractéristiques génétiques bien différentes, sans compter la mentalité bourgeoise qui privilégie l'Etat, commentait l'un d'eux. Ce sont des dolichocéphales levants, nous ici sommes des brachycéphales alpins. Vous voyez bien la différence. » Question de sensibilité.

Justement. A Ceme, près de Bergame, l'unique petite commune d'Italie gérée depuis deux ans par la Ligue, et observée au microscope par les analystes politiques depuis le début de la campagne, le conseil municipal en a assez de cette étiquette de « raciste » qu'on veut lui adjoindre. Réunis dans le bar « Cobas », le café de l'adjoint au maire, plusieurs, des puits qui reversent leur émoi au profit d'enfants malades, nous ont confié leur déstabilisation : « Pourquoi tant d'acharnement contre nous ? Nous avons ici des Marocains et des Sénégalais, il y en a même un dans la Ligue et ça n'a jamais posé problème ! Notre problème, c'est de résoudre les difficultés de la vallée, c'est tout. En deux ans, nous nous sommes efforcés de savoir où allaient les fonds publics et d'établir, pour la première fois peut-être, un peu de transparence à la mairie... Rien de spectaculaire. On ne peut réformer Rome à nous seuls ».

Même anarchoisme au petit local de la Ligue, dans le cœur de Brescia, la ville symbole de l'avancée lombarde. « Nous avons refusé de manger les spaghetti dans le plat commun, ou, si vous préférez, nous avons refusé d'aller à la soupe. Résultat nous avons perdu la mairie », dit avec fatalisme le capogruppo Tabellini. Il n'est pas facile de se frayer au pouvoir de Rome, et après son score éloquent en novembre, en quelques semaines, la Ligue s'est tout bonnement fait évincer de la direction de la municipalité. Pour compenser les voix qui manquaient, démocratie chrétienne en tête, les grands partis, vertes, n'ont eu qu'à imaginer une combinaison légèrement plus compliquée. « Nos recommandations et cette fois sera la bonne », conclut, dans un sourire lén, Roberto Pizzicardi, celle que la presse n'appelait plus que « la Pizzicardi », la jeune prof de trente-sept ans qui devrait être aujourd'hui M^{me} le maire : « Je suis peut-être une néophyte en politique, mais même si les se moquent de nous à Rome, la Ligue aura suffisamment fait bouger les choses pour qu'on ne puisse revenir en arrière. » « Le temps ne travaille pas pour Bossi », disait encore Renato Mannheimer, mais le « vent du nord » suffit peut-être à attirer les réformes ? Pourquoi pas.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Une vraie crise, enfin !

par Sergio Romano

L'ITALIE en crise est le titre d'une tragédie qui se joue depuis plus de vingt ans sur la scène transalpine et qui a cessé depuis longtemps d'intéresser les lecteurs de la presse européenne. Les complots et les intrigues se ressemblent, comme deux gouttes d'eau, les acteurs sont toujours les mêmes, et l'action dément une règle célèbre de la dramaturgie selon Tchekhov : l'auteur ne doit pas suspendre un fusil au mur dès le premier acte de sa pièce s'il ne veut pas que l'on tire avant la fin du troisième. En Italie, les fusils partent souvent, surtout en Sicile, en Calabre et en Campanie, mais les personnages blessés ou tués, l'Etat, la justice, la conscience morale, l'ordre public – se relèvent dans les coulisses et réapparaissent sur la scène à l'acte suivant, comme si l'arme avait été chargée à blanc.

La Quatrième
République

Menacée et condamnée à mort dès les grandes crises sociales des années 70, la Première République est toujours vivante. Réunis à son chevet, les partis qui la gouvernent soutiennent qu'elle n'est qu'un malade imaginaire. La Démocratie chrétienne, au pouvoir de manière ininterrompue depuis 1944, est convaincue que les élections du 5 avril ne l'empêcheront pas de continuer à gouverner le pays, avec quelques variations de cap et quelques mises à jour, pour les

cinquante prochaines années. Je pense que des médecins se trompent et que l'Italie est beaucoup plus malade qu'ils le croient. Ses maux, sont depuis vingt ans et à plus grande échelle, ceux de la France à la veille du retour de de Gaulle : gouvernements de coalition, instabilité ministérielle, « italics d'influence », faiblesse des institutions. Mais deux facteurs qui ont précipité la crise politique et constitutionnelle de la Quatrième République et facilité l'avènement de la Cinquième sont absents dans le cas italien. Nous n'avons pas de guerre d'Algérie, et nous n'avons pas de grand personnage historique auquel le pays pourrait confier son salut. Quand l'Italie fut menacée par le renouveau à la fin des années 70 et au début des années 80, le Parti communiste est venu en aide à la Démocratie chrétienne et éleva avec elle une sorte de mur de caoutchouc contre lequel rebondissant pendant quatre ans les attentats des Brigades rouges et des autres groupuscules de gauche et de droite qui voulaient porter un coup « au cœur » de l'Etat.

Une fois surmontée la menace terroriste, le pays a traversé pendant une bonne partie des années 80 une longue phase de développement économique. Mais la prospérité de ces années a aggravé, plutôt que soignée les maux de l'Italie. La richesse accumulée par une industrie particulièrement accrue et florissante n'a pas été utilisée pour résorber le déficit public et moderniser les grandes infrastructures, mais pour permettre aux par-

tis politiques de mieux contrôler la société italienne. L'argent gagné a été dépensé, surtout au Sud, pour payer des retraites, des emplois improductifs, des financements prioritaires et des travaux publics d'une utilité économique douteuse. En a tiré profit une large couche parasitaire, qui garantit aux candidats les voix des électeurs. En a tiré profit, dans quelques régions méridionales, la criminalité organisée, qui reverse aux partis sous forme de « cotisations » l'argent des appels d'offres publics et des financements de complaisance.

Paradoxalement, les années où l'Italie a fait preuve d'une grande vitalité sont celles pendant lesquelles les services essentiels d'un Etat moderne – transports, télécommunications, santé, efficacité de l'appareil d'Etat – se sont gravement détériorés et pendant lesquelles la dette publique a augmenté jusqu'à représenter environ 10 % du PIB. L'Italie est aujourd'hui plus vieille, plus négligée et plus faible qu'elle ne l'était avant son dernier miracle économique.

De ce colossal gaspillage des ressources nationales souffrent avant tout les régions périphériques du centre et du nord de l'Italie. Ainsi sont nées au Nord, vers le fin de la précédente décennie, de nouvelles mouvements politiques – les ligues – qui demandent l'autonomie de leurs régions et vont jusqu'à proposer la transformation de l'Etat unitaire en Etat fédéral ou confédéral. Une initiative en Etat fédéral ou confédéral, une initiative entre le Nord et le Sud s'esquisse ainsi au début des années 90, qui met en

péril l'unité nationale. Privée d'une guerre d'Algérie et d'un général de Gaulle, la Première République pourrait continuer à décoller doucement encore longtemps. Mais ces derniers temps, deux événements ont brusquement accéléré sa crise : le mort du Parti communiste et le sommet de Maastricht.

Deux guerres
électorales

Le mort du PCI a rendu théoriquement disponible 25 % de l'électorat et a ouvert une course à la succession dans laquelle les anciens communistes courent dans deux formations, fruits de la scission de leur vieux parti : le PDS (Parti démocratique de la gauche) et Refondation communiste. L'Italie politique est ainsi le théâtre de deux guerres électorales : une guerre à l'intérieur de la chancelle entre les partis politiques pour la répartition du patrimoine communiste, et une guerre sur les murs de la forteresse contre l'assaut de la part des Ligues.

Le sommet de Maastricht, plus récemment, a fixé les critères auxquels les pays de la Communauté devront se conformer pour pouvoir adhérer, en 1993 ou 1994, à l'Europe économique et monétaire. L'Italie, en particulier, devra diminuer de moitié son taux d'inflation et réduire des deux tiers le déficit public. Il faudra que la « participation » italienne cesse de s'alimenter aux frais de la communauté nationale et que de nouvelles règles politiques et constitutionnelles, parmi

lesquelles en premier lieu la réforme électorale, réduisent de manière drastique son pouvoir. Il est improbable que les « souverains » acceptent d'adopter spontanément, mais le vote du 5 avril pourrait faire trembler leur trône. Le résultat des élections sera d'autant plus efficace que le Parlement qui en sortira sera incapable de trouver une majorité quelconque et que les partis seront obligés d'affronter, après un salutaire examen de conscience, une nouvelle échéance électorale. Ce sera « la guerre d'Algérie » de la Première République italienne.

En indiquant les facteurs de la crise, je n'ai pas évoqué le rôle déstabilisateur que le chef de l'Etat a joué, avec ses interventions provocatrices, au cours des deux dernières années. Mais Francesco Cossiga n'est pas la responsable de la crise. Il n'est que l'algèbre du sténographe. Avec sa « guérilla » politico-constitutionnelle contre les partis et contre les institutions dont ils se servaient pour consolider leur pouvoir, Cossiga a déclenché la voie qui conduira probablement les vices du système politique. En chinois, on pourrait affirmer qu'il s'est servi de la présidence de la République pour bombarder l'Etat-major depuis les murs du Quirinal ; en français, qu'il a joué à la fois le rôle de Cotey et de de Gaulle.

► Ancien ambassadeur, Sergio Romano écrit pour plusieurs journaux et périodiques italiens.

LES ÉLECTIONS EN ITALIE

« Nous ne sommes pas Le Pen ! »

COME

de notre envoyée spéciale

l'Italie, c'est plus un fédéralisme à la Carlo Cattaneo qu'un nationalisme à la Mazzini. Les plus nationalistes, on les trouve au Sud, là où la Démocratie chrétienne va marquer des points, là aussi où les systèmes politiques anesthésient les consciences sous les faveurs. Cette élection, ce sera le Nord contre le Sud.»

Une République du Nord

Et voilà le grand mot lâché : le « Sud », le Sud que « le Nord aide à se débarrasser de ses sans-pâté » dont M. Miglio ne veut plus s'embarasser dans le futur découpage en trois parties du pays (Nord, Centre, Sud), seul capable à ses yeux de s'insérer dans une « Europe des régions » : « Nous voulons que les régions soient des régions vivantes et saines. Par exemple, le Tyrol, le Trentin et le Haut-Adige. Il existe déjà une association « *Alpe-Adria* » qui englobe Trieste; nous, ici, nous avons des rapports avec les cantons helvétiques. Après tout, Napoléon, après sa chute, a glorifié les Alpes. Les Tyroliens, avait déjà jeté les bases de la constitution d'une République du Nord... »

L'autre grand ennemi, c'est Rome : « Rome, le véritable nid de la Mafia, où se sont incrustées l'inefficacité et la corruption. » Rome, la quintessence du système que la Ligue veut combattre : « Un système dans lequel le gouvernement ne gouverne plus, les dépenses publiques servent aux partis, la DC, le PSI, mais aussi l'ancien PCI pour entretenir leur

clientèle. Le résultat, c'est que la classe politique actuelle ne peut rien changer sans se condamner elle-même au suicide, tandis que dans le Sud la Mafia n'a pris tout simplement la place de l'Etat. De plus, s'est créée toute une bureaucratie, énorme et pesante. Les postiers, les petits enseignants sont calabrais ou siciliens, et le Nord a l'impression d'être gouverné par un peuple étranger, qui lui inculque des valeurs étrangères.»

Alors raciste, la Ligue ? Bassi et moi-même, nous ne sommes pas Le Pen », s'insurge le professeur. « Et puis surmoi, Mille n'est pas la France. Chez vous, il y a une régularité entre des explosions de chauvinisme : chez nous, le racisme est un phénomène superficiel en dépit de quelques épisodes négatifs comme l'exode récent des Albanais refoulés chez eux. Mussolini se mettait suffisamment en coïtre à l'époque lorsque les Allemands se plaignaient du peu d'empressement des Italiens à pourchasser les juifs. »

Quant au risque de dérapage à droite, M. Mignin entend préciser : « C'est ainsi que la Ligue s'articule autour d'un « bloc social » qui du paysan illettré au professeur d'université, et que c'est précisément un « bloc social » qui a curetillé porté les fascistes au pouvoir, mais la comparaison s'arrête là. Eux voulaient un Etat fort, ce que veut aussi Le Pen. Nous, la Ligue, de mouvement de protestation diffusi, s'est insensiblement transformée en parti et s'en prône pas moins un certain « ordre » : « Nous voulons, c'est clair, un retour à la légalité et la restauration des fonctions de la magistrature. Enfin, ce n'est pas tout, nous voulons aussi que la permittivité s'arrête et que si l'on a commis un crime on aille en prison. »

**«La pointe de diamant
de la contestation»**

Changer le système, soit. Mais ces idées ne sont-elles pas déjà revendiquées par tous ces mouvements «transversaux» qui de la «Rete» au pacte référendaire de Mario Segni veulent faire passer de vraies réformes? *«Nous avons des points*

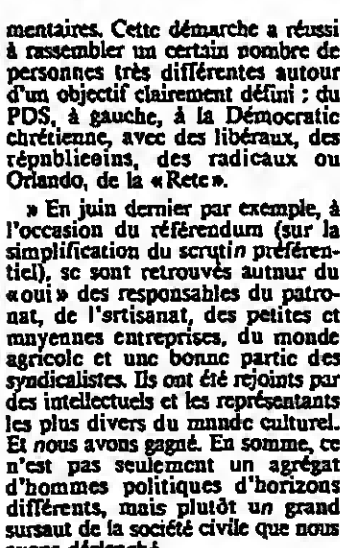
communs, reconnaît Gianfranco Miglio, mais nous sommes plus agressifs, nous sommes la pointe de diamant de la contestation. » Une armée forte de 200 000 inscrits et de « dizaines de milliers d'autres sympathisants. »

« Alors pourquoi ne se manifestent-ils pas ouvertement, y compris ces socialistes qui ont dit, au début, dit-on, qu'ils sentaient la Ligue dans l'ombre? » *Tout simplement car s'en prendre trop dangereusement de se déclarer, le système en place serait prompt à s'en débarrasser. Nous fonctionnons dans le secret comme les anciens Carboni, dit-il en riant, mais à l'inverse, par question de l'unité interne!* » Et la Ligue n'a pas encore dit de dirigeants ni de vrais hommes d'Etat à proposer - Borel et Myglin exceptés - car il n'est pas plus facile de recruter que de se faire un nom; problème: « Nous n'aurons qu'à dénigrer des hommes politiques à qui nous ferons confiance, en leur déniant un label de la Ligue, une espèce d'étiquette, « pure Ligue » pour la classe politique ».

Entre Miglio, Péruddi, l'idéologue transfuge de l'OC du fin des années cinquante, et le député de vingt ans, c'est-à-dire encore mûlé dans un groupe de résistance catholique, et Umberto Bossi, le battant, le « petit caporal » agité de la Ligue, un peu parafasciste aussi que le dialogue n'est pas facile. L'un sait ce qu'il veut, l'autre peut-être pas. Le professeur démonte énergiquement : « Nous n'avons qu'un objectif commun, gagner la prochaine élection, pour laquelle nous nous sommes doteaux catholiques, communistes et aux socialistes. Ce sera notre première bataille : entrer dans le nouveau Parlement, car ce sera nécessairement un Parlement constituant. Ensuite, nous irons à la conquête du pouvoir local, et notre future République du Nord, la *Paolina*, existera dans les faits. Il n'y aura plus qu'à lui donner une Constitution. Et le professeur, un peu épuisé, se penche vers l'interlocuteur : « Notre bataille décisive, nous la livrerons en 1995, pour les municipalités et les régionales. Ce sera l'Asserliti de la Ligue ».

M.-C. D.

nous déclare Mario Segni (DC)



Député de la Démocratie chrétienne (DC), avocat, professeur et âgé de cinquante-deux ans, Mario Segni, fils d'un ancien président de la République italienne, est le promoteur de ce que certains appellent l'hérésie référendaire et d'autres « la parti qui n'existe pas ». Objectif : promouvoir des référendums pour changer le système à la proportionnelle qui divise et affaiblit les gouvernements en Italie depuis quarante-cinq ans. Mais que veut exactement cette coalition hétéroclite qui recrute dans tous les partis et dit « n'en vouloir former aucun » ? Mario Segni s'en est expliqué au Monde.

« Ce pacte est né du mouvement pour le réfranchissement. C'est une initiative qui s'est développée ces deux dernières années en Italie, et le but est très précis : la transformation de l'Etat italien, et d'abord celle de la loi électorale pour passer de la proportionnelle à un système majoritaire ou, selon l'expression de Duverger, d'une démocratie indirecte « médiate » à une démocratie immédiate. Ce qui confère à l'électeur le pouvoir de faire un véritable choix. Celui qui gagne doit être capable de gouverner pour quatre ou cinq ans. La faiblesse et l'instabilité des gouvernements, liés à la « paritotocratie » des deux camps, ont d'ailleurs été des otages du pays, notamment le déficit budgétaire et la criminalité. C'est aussi pour cette raison que nous préconisons l'élection directe des maires ainsi qu'un scrutin uninominal majoritaire pour élire les parle-

mentaires. Cette démarche a réussi à rassembler une dizaine nombre de personnes très différentes autour d'un objectif clairement défini : du PDS, à gauche, à la Démocratie chrétienne, avec des libéraux, des républicains, des radicaux ou Orlando, de la « Rete ».

« En juin dernier par exemple, à l'occasion du référendum (sur la simplification du scrutin préfectoral), nous avons réuni une vingtaine de « oui » des responsables du patronat, de l'artisanat, des petites et moyennes entreprises, du monde agricole et une bonne partie des syndicalistes. Ils ont été rejoints par des intellectuels et les représentants des médias. Et nous avons gagné. Et nous avons gagné. En somme, ce n'est pas seulement un agrégat d'hommes politiques d'horizons différents, mais plutôt un grand sursaut de la société civile que nous

« Changer asse dirigeante »

Est-ce un simple lobby pour les entreprises qui, comme on le dit déjà, un véritable parti transversal ? La démarche est ambiguë.

— Un lobby, non, c'est plutôt pour les entreprises. Nous ne voulons pas nous plus créer un parti unique ni un parti d'entreprise. Cette force, nous l'appelons Alliance réformatrice, elle est constituée par des fractions de partis très différents. Il s'agit de regrouper des forces qui ont des idées communes. Cette tâche qu'elle sera accomplie, chacun rentrera chez soi. Il n'y a rien d'amoral dans notre démarche, c'est la plus claire qui soit. Elle est dans le sens de la discipline de notre propre parti. Je l'ai dit aux dirigeants de mon parti : si nous sommes démocrates chrétiens, nous le restons aussi en tant qu'entrepreneurs. La discipline du parti si elle ne va pas dans le sens des réformes.

« En ce qui me concerne, si la DC n'avait pas accepté cette attitude, je n'aurais quitté et nous aurions formé une proteste listière. Nous savons à présent que la DC parviendra à devenir un parti réformiste et réformiste seulement si nous réussissons à changer la classe dirigeante. Après tout, avant nous, il y avait eu les Comités de libération nationale. Pour lutter contre les Allemands était née une organisation qui rassemblait tous les antifascistes italiens avec des démocrates chrétiens, des communistes, des libéraux, etc. Leur objectif commun était de créer la République italienne. »

Propos recueillis par
MARC CRÉPIN
et **MARIE-CLAUDE DECAMPS**

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
 Durée de la société :
 cent ans à compter du
 10 décembre 1944
 Capital social :
 620 000 F

Principaux associés de la société :
 Société civile
 « Les rédacteurs du Monde »
 « Association Hubert-Beuve-Méry »
 Société anonyme
 des lecteurs du Monde
 Le Monde-Entreprises,
 M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
 Michel Croû, directeur général
 Philippe Dupont, directeur
 15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
 75002 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 46-62-72-72
 Télex MONDPUB 634 125 F
 Téléc. : 46-63-99-71 - Société filiale
 de la SARL Le Monde et de Médias et Médias Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
 Composer 38-15 - Tapez LEMONDE
 ou 38-15 - Tapez LM

Imprimé
 au Monde
 12, r. M. Combroux
 94852 IVRY Cedex



RÉDACTION ET SIEGE SOCIAL :
 15, RUE FAUGUIÈRE
 75501 PARIS CEDEX 15
 Tél. : (1) 40-85-25-25
 Télécopieur : (1) 40-85-25-99
 Téléc. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
 sauf accord avec l'administration
 PRINTED IN FRANCE

Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 40-85-29-33

ADMINISTRATION :
 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
 Tél. : (1) 40-85-25-25
 Télécopieur : (1) 49-60-30-10
 Téléc. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vale normale y compris CEE avion
3 mois	480 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 286 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
 règlement à l'adresse ci-dessus
 ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
 formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
 numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

N° PP. Paris

Durée choisie : ☐ 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Je vous prie d'obliger d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde CHIFFRE
PHILATELISTES Avril 1992
Dossier spécial
“ LES FONDS MARINS ”
Tous les timbres de la « série événement » des Nations unies ; Thématique : les ammonites.
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 25

REVUE
DE PRESSE

Cadavres exquies

Depuis que le « plan de déstabilisation de la Mafia » s'est révélé être de la « pure caméïste », selon l'expression de M. Giulio Andreotti, le presse européenne a un peu passé sur le dos de la pure les élections italiennes des 5 et 6 avril. Eugenio Scalfari affirme dans le *« Repubblica »* que « l'invention » de ce plan terroriste, « par la Démocratie chrétienne », avait un but clair : « l'effacement au parti de la majorité relative du fonction de la digne contre toutes les menaces. » Vues d'Allemagne, les tentacules, même imaginaires, de la pieuvre calient toujours le pays : *Der Spiegel* consacre un grand dossier sur « Mafia-Land Italien », récapitulant, phantôme à l'appui, les « cadavres exquies » laissés par Cosa Nostra.

La presse britannique (et française) s'émue de ce que beaucoup d'Italiens veulent exécuter le mode de scrutin proportionnel quand, à Paris et à Londres, ses voix se multiplient. C. Aloro que pour le parti (libéral-démocrate) de Paddy Ashdown la représentation proportionnelle est un article de foi, à Rome une campagne veut y mettre fin, écrit le *Times*. « Plus de 450 candidats, explique le journal londonien, appartenant à des partis de tout le spectre politique ont conclu un pacte (...) pour obtenir un référendum sur l'abolition de la représentation proportionnelle. » Un lecteur italien écrit dans *The Independent* : « En tant que libéral italien, je ne peux pas comprendre comment votre parti libéral-démocrate peut utiliser le mot « libéral ». Leur combat pour la proportionnelle est pathétique. Regardez ce qui se passe dans mon pays (...). Un exemple de l'échec de la proportionnelle est apparu le semaine dernière lors des élections locales en France. »

Le « nous ou le chaos » des campagnes électorales démocra-

crate-chrétienne et socialiste ne résoud pas, estime le *« Repubblica »*, les quatre problèmes qui minent le vie italienne : l'état des finances et des services publics, la criminalité, l'ingérence des partis dans l'administration et l'économie ».

Mauvais chiffres bannis

Méanmoins, le quotidien néerlandais *NRC Handelsblad* remarque que, causant d'être informée sur l'état des finances publiques, les Italiens devront encore patienter quelques semaines » car, « en cette période électorale, les mauvais chiffres sont bannis ». L'effacement ne sera peut-être pas suffisant.

Les résultats des élections régionales en France (jugés par l'ensemble de la presse européenne comme une « humiliation » pour le PS), « regardés de près en Italie, pourraient donner un encouragement supplémentaire au vote de protestation », écrit le *Financial Times*. « Le ras-le-bol des Italiens face au monde politique, note le *Soir de Bruxelles*, ne peut-être jamais été aussi exacerbé. La « FT » s'interroge des conséquences européennes d'une victoire du parti qui n'existe pas » (selon l'expression de la *Repubblica*) : « Ces élections montrèrent si Rome peut fournir un gouvernement suffisamment uni et motivé pour mener le pays (...) dans le CEE », s'interroge le journal. Les hommes politiques italiens pourraient bien trouver au fond des urnes des bulletins de vote en forme de « cadavres exquies » dont ils devront décodier le sens.

J.-B. N.

Le Monde

Édité par la SARL *Le Monde*
Comité de direction :
Jacques Lespume, gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guig
directeur de la gestion
Maurice Lemaire
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Beld
adjoints au chef
de la rédaction
Yves Agnès
Jacques Amaric
Thomas Farenczi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
directeur
des relations [internationales]

Anciens directeurs :
Hubert Bouve-Méry (1946-1959)
Jacques Faurec (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGHERIE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-85-25-28
Télécopieur : 40-85-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BOUVE-MÉRY
93452 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-85-25-28
Télécopieur : 45-30-30-10

le journal mensuel
de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offrir un dossier complet sur :

**LES COLLECTIVITÉS
LOCALES**

Envoyer 60 F (timbres à 2,50 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent,
75014 Paris, en spécifiant le dossier
demandé ou 180 F pour l'abonnement
annuel (80 % d'économie), qui donne droit
à l'envoi gratuit de ce numéro

Le nouveau PDS se présente comme la force centrale de la gauche mais ne prétend plus être l'« alter ego » de la démocratie chrétienne

هكذا من الأهل

حزب الناصري

POLITIQUE

L'élection des présidents des conseils régionaux

NORD-PAS-DE-CALAIS

M. Delebarre apporte les voix de la gauche à M^{me} Blandin (Verts)

Il a fallu quelque treize heures de débats et tractations en tout genre, émaillées de coups de théâtre et de suspensions de séance, pour que les cent treize conseillers régionaux du Nord-Pas-de-Calais réussissent à élire un président, une présidente en l'occurrence, écologiste. Ce résultat a été obtenu vers 3 h 30 du matin, quand M^{me} Maria-Christine Blandin, tête de la liste des Verts dans le Pas-de-Calais, soutenue par M. Michel Delebarre (PS) et par le PCF, a été proclamée élue par le doyen de l'assemblée, M. Maurice Schumann, sénateur (RPR) du Nord.

ment et la présidence du conseil régional, à laquelle M. Michel Delebarre a dû, finalement, renoncer.

« Vous verrez, nous allons réussir ici, dans cette région, la recomposition du paysage politique », avait prédit M. Borloo, à l'automne dernier, en se lançant dans la campagne des régionales dans le Nord. Effectivement la recomposition semble avancer à grande vitesse dans la région, mais elle se fait, pour le moment tout au moins, sans le maire de Valenciennes. Illustration de cette recomposition accélérée, la troisième tour de scrutin à l'élection du président du conseil régional : les Verts ont bien maintenu, comme ils l'avaient annoncé, leur candidat mais il n'y avait plus les candidatures ni de M. Delebarre, le ministre de la ville, ni de M. Borloo, ceux qui étaient apparus comme devant être les deux « challengers » du dernier tour.

Le premier tour avait permis à chacune des composantes de l'assemblée de faire un « tour de piste » : M. Ivano Renar, sénateur communiste, obtenait les quinze voix du PCF, M. Delebarre les vingt-sept voix socialistes, M. Jacques Legendre, le maire (RPR) de Cambrai, les vingt-sept voix UDF-RPR ; le maire de Valenciennes emportait, lui, les treize voix de M. Borloo 59-62 ; M. Carl Lang, les quinze voix du Front national,

duze voix du Front national. M. Borloo obtenait vingt-deux voix : les treize du premier tour, six de Génération Ecologie et trois voix émanant du Front national. M^{me} Blandin ne pouvait plus récolter que les huit voix des Verts.

C'est alors qu'on entrât véritablement dans les grandes manœuvres, le « théâtre d'ombres » dénoncé par l'un des orateurs de la soirée. Dans un premier temps les communistes se rallièrent, « sans illusion », à la candidature de M. Delebarre, « pour faire barrage à la droite et à l'extrême droite ». Cette nouvelle donne, à gauche, conduisit immédiatement M. Legendre à retirer sa propre candidature pour soutenir celle de M. Borloo. « Les électeurs nous ont adressé un message, expliquait-il, ils ne veulent plus de la gestion socialiste. C'est donc pour nous un devoir prioritaire de proposer une nouvelle majorité régionale de changement. J'ai demandé à M. Borloo d'examiner avec nous cette possibilité ». Dans ce cas de figure, en dehors des voix du Front national, le maire de Valenciennes pouvait espérer quarante-six suffrages, et M. Delebarre, quarante-deux, et les Verts et les « chasseurs » neutralisant les leurs par le maintien de leurs candidats.

Les socialistes réclamaient alors une énième suspension de séance pour un nouveau coup de théâtre. Vers 0 h 30, M. Delebarre annonçait qu'il retirait sa candidature et que les vingt-sept élus du PS porteraient leurs suffrages sur la candidature des Verts, les communistes faisant de même. Devant ce qu'il qualifiait de « mascarade » M. Borloo retirait sa candidature et annonçait que ses amis ne participeraient pas au vote. Dès lors, M. Legendre se trouvait dans l'obligation de repasser sa propre candidature.

Le vote allait conduire au résultat final : deux voix pour les « chasseurs », quarante-deux voix pour M. Legendre (correspondant vraisemblablement à celles du RPR-UDF et du FN), cinquante-deux pour M^{me} Blandin.

Il manquait à cette dernière quatre voix pour faire le plein des votes annoncés : les huit Verts et les six Génération Ecologie, lesquels effectuaient une nouvelle volte-face pour être associés à ce nouvel accord. Quatre élus qui n'ont pas apprécié cette recomposition à grande vitesse.

Il faut dire qu'il apparaît plutôt insolite de voir une assemblée de cent treize personnes présidée par une élue issue d'un groupe ne comptant pas plus de huit membres. C'était dans la nuit le prix à payer à gauche pour ne pas totalement « perdre le Nord ».

JEAN-RENÉ LORE

Ecolo avant tout

M. Guy Hascourt, tête de la liste des Verts dans le Nord, conseiller municipal et élu à la Communauté urbaine de Lille, avait du mal à contenir sa jubilation, mardi 31 mars vers 4 heures du matin, dans les couloirs de la préfecture. Avec ses amis écologistes du Nord et du Pas-de-Calais, il avait réussi à imposer à deux « monstres » de la scène politique régionale, le Parti socialiste et le Parti communiste, de voter pour leur candidate.

C'est donc une femme qui préside la région Nord-Pas-de-Calais, la première en France. C'est, surtout, une militante écologiste. « Je préfère, assure M^{me} Maria-Christine Blandin, une région « verte » à une « région présidée par une femme ». Jeune et souriante, la nouvelle présidente de la région est née à Roubaix le 22 septembre 1952. Mère de deux garçons de quatorze et dix-sept ans, elle enseigne les sciences naturelles au collège de Saint-Pol-sur-Ternoise, dans le Pas-de-Calais. Tiers-mondiste, membre du Greenpeace, elle a rejoint les écologistes en 1985. Elle conduisit la liste des Verts dans le Pas-de-Calais, où elle a obtenu 6,9 % des suffrages. Elle était également présente aux élections cantonales à Montreuil-sur-Mer, mais elle n'y a pas atteint 4 % des voix.

« Nous avons l'intention de réaliser ce qu'ont souhaité les électeurs, un changement dans la vie de tous les jours, et nous voulons montrer aussi que la proportionnalité, c'est viable. » La nouvelle présidente entend jouer la transparence à la région et élargir la majorité à « toutes les composantes démocratiques ». Elle s'est prononcée, conformément au programme des Verts, pour une présidence tournante. Intégrée sur ses compétences en matière de budget et de gestion, elle renvoie au « bilan » socialiste de trois millions de chômeurs et au fait que la ville de Lens, par exemple, est quasiment privée de réseau d'eau potable, pour souligner que la compétence n'est pas toujours où l'on croit.

Inscrivant parmi ses priorités l'emploi, elle estime que trois « champs » de recherche d'emplois sont possibles dans la région : la maîtrise de l'énergie, la valorisation des déchets, la qualification des friches et des paysages. C'est pour elle, d'ailleurs, tout un symbole que la Nord-Pas-de-Calais, « où la sol a été complètement exploitée pendant des siècles », soit la première région à se doter d'un « patron » Vert. La nouvelle présidente a convoqué l'assemblée pour le 6 avril.

J.-R. L.

LILLE

de notre correspondant

L'élection inattendue de M^{me} Blandin à la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais, dans la nuit du 30 au 31 mars, marque l'échec de la tentative de conquête du conseil régional menée par M. Jean-Louis Borloo, le maire de Valenciennes, avec le soutien de M. Brice Lalonde. Elle ne peut masquer - bien au contraire - le sérieux revers enregistré par le Parti socialiste dans l'uo de ses fiefs traditionnels, où, en l'espace de deux jours, il a perdu la majorité au conseil général du départe-

La déconvenue de M. Borloo

En fait, le Front national allait compliquer un peu plus la donne en répartissant ses votes sur les candidatures de M. Legendre et Borloo. Le candidat CPNT retrouvait ses deux voix du premier tour, M. Delebarre ses vingt-sept voix du PS, et M. Renar ses quinze voix du PCF. M. Legendre totalisait pour sa part trente-neuf suffrages : les vingt-sept RPR-UDF, plus

Priorité à l'« éco-développement »

Sur le plan économique et social, les Verts se réclament d'un « éco-développement » fondé sur la primauté de la personne humaine et le respect de la nature, qui se traduirait notamment par « la maîtrise de la production d'énergie et de la réduction d'infrastructures responsables de la dégradation massive de notre environnement ». A ce titre, ils dénoncent les « lobbies du bitume » et l'« absurde dévotion à la route » et réclament un moratoire sur le projet de doublement de l'autoroute A1 et l'abandon du projet d'autoroute A16 (Amiens-Boulogne) au profit du doublement de la route nationale 1. Ils se déclarent, en revanche, favorables, sous certaines réserves, au TGV : ce qui n'est pas le cas de tous les Verts en France - au développement du

réseau ferroviaire régional et au rééquilibrage, en faveur du rail, des transports de marchandises.

Dans le domaine de l'énergie et de l'environnement, les Verts se prononcent pour le développement des réseaux de chaleur, la valorisation des énergies renouvelables (avec, par exemple, la construction en six ans de quarante éoliennes de 500 kilowatts), la promotion des transports alternatifs à l'automobile, tels que les voitures électriques dans le centre des villes ou les bus hydrogénéseurs qui pourraient être mis en service sur certains canaux.

Enfin, sur le plan international, les Verts souhaitent que 1 % du budget régional soit consacré à des actions de coopération dans une ou deux régions du tiers-monde.

A l'épreuve

Suite de la première page

Ce fut, en fait, une sorte de camp de base pour toutes les luttes concernant le droit des femmes, l'insommission, l'énergie nucléaire, les radios libres, les voies rapides urbaines ou la défense du Larzac. « Nous sommes d'une génération qui n'a eu pour socle, depuis l'adolescence, qu'une « écologie politique », se souvient l'un des anciens animateurs de cette Maison, M. Guy Hascourt, conseiller municipal délégué dans la municipalité de M. Mauroy depuis 1989 et conseiller régional depuis le 22 mars.

Lors de la campagne pour les élections régionales, la plus coûteuse que les Verts aient menée sur l'ensemble du territoire, les écologistes du Nord-Pas-de-Calais avaient scrupuleusement respecté les orientations définies par leur mouvement lors de l'assemblée générale de Saint-Brieuc : pas de compromis avec les autres forces politiques sans un accord programmatique, dont l'aspect le plus spectaculaire était le renversement des priorités en matière de transports.

Or, quelques jours avant le scrutin, alors que les Verts souhaitaient secrètement collaborer avec les socialistes à la région, ils se rencontraient qu'indifférence ou mépris de la part du PS. « On ne discute qu'avec les gens qui existent », s'entendaient-ils ainsi répondre de la part de l'un des principaux responsables de l'importante fédération du Pas-de-Calais.

« La mariée est trop belle... »

Vainqueurs de la partie de bras de fer engagée de longue date avec les socialistes, sans s'être compromis - à la différence des amis de M. Brice Lalonde - avec les tentatives de « recomposition » menées par le maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, les Verts du Nord-Pas-de-Calais, au premier rang desquels M^{me} Maria-Christine Blandin, se trouvent cependant

confrontés désormais à une redoutable épreuve. Placés sous la double surveillance de leurs alliés encombrants et des médias, il leur faut faire la preuve, d'abord dans leur région, mais aussi bien au-delà, qu'une force neuve et quelque peu utopiste est bel et bien capable de tenir les rênes du pouvoir, d'imposer un autre style dans la conduite des affaires et de mettre en œuvre ses propres priorités sans heurter de front les querelles 94 % d'électeurs qui, le 22 mars, n'ont pas voté pour eux.

Ce n'est pas un hasard, de ce point de vue, si les deux premières personnalités à avoir émis des réserves sur l'élection de M^{me} Blandin ont été M. Brice Lalonde et Antoine Waechter. Le premier, qui a précisé, mardi, qu'il ne souhaitait plus rester au gouvernement, s'est dit « consterné, désolé d'avoir participé à ça », c'est-à-dire à une « désignation née d'une coalition de refus ». Le porte-parole des Verts, redoutant que la nouvelle présidente devienne l'« otage » de la majorité hétéroclite qui l'a élue, s'est demandé si « la mariée n'est [pas] trop belle ».

Pour M. Waechter, en effet, on sait que « l'écologie n'est pas à marier ». Elle doit rester indépendante, autonome, aussi longtemps qu'elle ne sera pas portée au pouvoir directement par les électeurs ou, comme le disait les Verts, tant qu'elle ne bénéficiera pas dans le pays d'une « majorité culturelle ». En acceptant de se prêter aux offres de la gauche, les Verts du Nord-Pas-de-Calais ont donc, en quelque sorte, tenté à l'idée selon laquelle la version radicale de l'écologie doit rester étrangère aux jeux politiques. Mais peut-être, au-delà du commentaire sur le Nord-Pas-de-Calais, le propos de M. Waechter s'adresse-t-il aussi à ceux qui, au sein de la minorité des Verts, pourraient être sollicités prochainement pour participer au gouvernement.

JEAN-LOUIS SAUX

Le « sacrifice » du ministre de la Ville

Le Parti socialiste était encore sous le choc de la veille : la perte du département du Nord aux élections cantonales. Allait-il laisser la droite lui ravir aussi la région ? « Mathématiquement, nous étions battus, explique dans les couloirs un élu socialiste. Si la droite prenait le pouvoir, elle allait nous limiter pendant deux ans et, alors, c'en serait fini de la gauche dans le Nord pour vingt ans. »

Devant ce constat, l'hypothèse de se rallier à la candidature des Verts a fait son chemin. C'est M. Delebarre lui-même qui a défendu ce choix devant le groupe communiste. Pour qui connaît le ministre de la Ville, dont l'objectif de toujours était d'accéder aux commandes de la région, le sacrifice est lourd. « J'ai tout fait pour la mise en place de cette région, explique-t-il en aparté. Depuis des années, je rêve de la présidence du Nord-Pas-de-Calais, mais que valait-il mieux choisir : construire cette région ou penser à l'avenir de Michel Delebarre ? »

« Nous assistons à une volonté de recomposition qui, en réalité, se borne à purifier et simplement à conforter les formations politiques de droite et à opérer une véritable « OPA ». Le Nord-Pas-de-Calais est une région dont l'histoire est ancrée à gauche. Elle doit savoir conduire sa

recomposition, dans le respect de son passé et en s'ouvrant à des forces nouvelles. Le Nord-Pas-de-Calais sera la première région à être présidée par une femme, mais ce sera aussi, autour de M^{me} Blandin, une véritable majorité de changement et de progrès qui stabilisera ce soir et se renforcera, le 6 avril, dans l'avenir. »

Les « gestulations » de M. Lalonde

Répondant aux accusations de « manœuvres politiciennes » formulées notamment par M. Borloo, M. Delebarre a ajouté : « Quand toutes les droites se réunissent pour soutenir la candidature de M. Borloo, ce serait de la recomposition politique, et quand les deux forces PS et PCF proposent de rejoindre la candidature des Verts, ce serait de la magouille politique ! » Le maire de Dunkerque n'a pas apprécié du tout les gestulations de M. Brice Lalonde, qui, selon lui, « n'avaient qu'un seul objectif : faire perdre cette région au Parti socialiste ». Il assure qu'il en tirera les conséquences.

Le ministre de la Ville regrettera sans doute plus que jamais que ses « amis » socialistes du Pas-de-Calais et le président du conseil sortant, M. Noël Joseph, ne lui aient pas

permis d'accéder, à mi-parcours du mandat précédent, comme il était prévu, à la présidence de la région, qui lui aurait peut-être permis de la conserver cette fois-ci. « M. Delebarre ne sera jamais président de la région », prédisait M. Borloo pendant la campagne. Le maire de Dunkerque ne le sera pas, tout au moins pour l'instant, mais il n'a pas voulu que la droite, qui avait « plié » un moment, elle aussi, devant la détermination du maire de Valenciennes à se maintenir dans la course, s'en empare.

Le ministre de la Ville a préféré jouer la carte de la « majorité de progrès » qu'il préconisait depuis huit jours (PCF, PS, Verts, Génération Ecologie), même si ce n'est plus tout à fait lui qui tient la partition. Il lui restera à rendre crédible cet atout aux yeux du monde politique, mais, aussi, économique et social. S'engageant sur la voie de la recomposition (« Cette région ne sera plus jamais gouvernée comme avant : il faut que nous apprenions à travailler et à vivre ensemble. Nous avons à faire une révolution culturelle »), il en paie le prix fort, mais mise sur l'avenir d'une gauche « recomposée », à laquelle il aura ouvert la voie.

J.-R. L.

FRANCHE-COMTÉ

M. Chantelat (UDF-PR) réélu au troisième tour

M. Pierre Chantelat (UDF-PR) a été réélu, lundi 30 mars, à la présidence du conseil régional de Franche-Comté, au troisième tour de scrutin, avec 28 voix sur 43 (il y eut 15 bulletins blancs), les autres candidats s'étant retirés (nos dernières éditions du 31 mars). Il a aussitôt récusé les cinq voix du Front national qui s'étaient portées sur son nom, relevant que, déduction faite de leurs suffrages, il pouvait se prévaloir d'une majorité absolue de 23 voix sur 43.

BESANCON

de notre correspondant

M. Chantelat a retrouvé son siège de président du conseil régional de Franche-Comté, lundi, avec une voix de plus que les vingt-deux suffrages de la droite sur lesquels il pouvait compter. Manifestation des tiraillements observés chez les socialistes et apparentés, qui n'avaient pas reconduit M. Christian Proust (Territoire de Belfort) à

la présidence du groupe, lui préférant un fabiusisme ? Séduites de la dissidence qui avait conduit à la présentation de deux listes socialistes dans le Jura ? Mouvement d'humeur chez les écologistes, incapables de se mettre d'accord sur la désignation d'un candidat commun et, encore moins, sur la constitution d'un groupe unique intégrant M. Martial Bourquin, ancien membre du PCF, élu sur une liste AREV-ADST ? Volonté d'apporter un appui discret à M. Chantelat, qui n'était pas certain de rallier sur son nom l'ensemble des dix-neuf élus RPR-UDF et des trois élus classés « divers droite » ?

Il n'est pas exclu - les trois élus Verts, les deux élus Génération Ecologie et le représentant d'Alternative démocratique socialiste (ADS) assurent avoir émis un vote blanc - qu'un membre du groupe socialiste et démocrate ait voulu épargner à M. Chantelat le risque de devoir se majoriser aux élections. La chose est d'autant plus probable que l'assemblée était encore sous l'effet de « l'union sacrée » qui venait de rassembler les trente-huit conseillers d'appartenant pas au Front national dans

une unanime condamnation du symbole que représentait la présence, dans cette assemblée, de M. Roland Gogouillot, dit Gaucher, ancien propagandiste de la collaboration avec l'Allemagne nazie, élu à la tête de la liste léniniste dans le Doubs.

La commission permanente

Les autres scrutins, pour la désignation des vice-présidents et de la commission permanente, ont ramené chacun dans son camp, RPR-UDF et divers droite se comptant 21, le PS et ses apparentés 10, les Verts et l'ADS 4, Génération Ecologie 2, le Front national 5. Les panneaux photographiques (treize-huit portraits de résistants fusillés) faisant face aux cinq montages associant M. François Mitterrand à la francisque exhibés par les élus d'extrême droite, demeurés sur les tables toute la matinée, avaient été, à cet instant des débats, discrètement remis, et M. Proust, qui avait tenté en vain d'obtenir des écologistes et de l'élu ADS qu'ils rejoignent les socialistes et leurs alliés pour constituer un groupe unique d'opposition de

gauche, faisait amèrement les comptes.

Attribués à la proportionnelle, les 28 sièges de la commission permanente ont été répartis comme suit : 15 au groupe UDF-RPR et divers droite, baptisé Union pour la Franche-Comté ; 7 au groupe socialiste et démocrate ; 3 au FN ; 2 au groupe Vert-Alternatif et 1 à Génération Ecologie. L'Union pour la Franche-Comté s'est octroyé les 6 postes de vice-président délégué, M. René Mars, ex-FN, retrouvant sa place dans ce bureau.

« M. Chantelat a quinze sièges contre treize, constatait M. Proust. En faisant un groupe commun, nous aurions obtenu l'égalité, quatorze contre quatorze. »

Par ce « nous », il fallait entendre... la gauche et le Front national. Formulés devant quelques journalistes seulement, ce lapsus résonnait étrangement au terme d'une journée consacrée en grande partie à dresser un mur d'opposition autour des élus du Front national, dont les fauteuils avaient été disposés à l'écart du demi-cercle des autres partis.

CLAUDE FABERT

POLITIQUE

L'élection des présidents des conseils régionaux

HAUTE-NORMANDIE

M. Rufenacht (RPR) l'emporte sur M. Fabius (PS)

M. Antoine Rufenacht, député (RPR) de la Seine-Maritime, a été élu président du conseil régional de la Haute-Normandie, lundi 30 mars, avec l'appui du Front national, contre M. Laurent Fabius, député (PS) du même département, qui soutenait la PCF et Génération Ecologie. M. Rufenacht estime que, sans les voix du FN, il aurait emporté au bénéfice de l'âge.

ROUEN

de notre correspondant

Si l'on en croit M. Rufenacht, c'est « à l'arraché » qu'il a conquis la présidence du conseil régional de la Haute-Normandie. Le député (RPR) de la Seine-Maritime a devancé M. Laurent Fabius, candidat du PS et du PCF, au troisième tour de scrutin, par 29 voix contre 21, la majorité absolue étant de 23 voix. Les élus du FN, décidés à barrer la route à l'ancien premier ministre, avaient annoncé qu'ils voteraient pour le candidat de l'UPF. « Je retire ces voix de mon total et je considère que j'ai été élu au bénéfice de l'âge », a expliqué M. Rufenacht à l'assemblée. L'âge avait à cinquante-trois ans, le premier secrétaire du PS n'en a que quarante-six.

Cet argument n'a pas convaincu M. Fabius, dont la colère était d'autant plus vive qu'au terme d'un après-midi de difficiles négociations il avait enfin obtenu le déstement du Parti communiste (5 élus) et l'accord de Génération Ecologie (4 élus). Or, lors du décompte des voix, il lui en manquait 2 sur les 23 attendues

(14 PS, 5 PCF, 4 GE), tandis que M. Rufenacht disposait de 29 suffrages au lieu de 27 (19 UPR, 8 FN). La « trahison » de 2 élus, parmi les alliés de M. Fabius, au troisième tour, n'a fait que décaler sa détermination. Le premier secrétaire du PS a immédiatement attaqué M. Rufenacht, installé à la tribune présidentielle, lui reprochant d'avoir été élu dans l'irrégularité puisque les 4 conseillers régionaux Verts, qui avaient maintenu leur candidat, avaient ostensiblement présenté leurs bulletins dépliés aux caméras de télévision par souci de transparence.

Sous-entendus vis-à-vis du PCF

« Je demande l'annulation du scrutin », a-t-il exigé en apostrophant M. Rufenacht par-dessus une meute de photographes et de caméras. « C'est moi qui préside, vous n'avez pas la parole », répliquait le nouveau « patron » de la région. Entre les insultes et les cris, M. Fabius a voulu démontrer le mécanisme de l'élection. « Vous n'avez pas le droit d'être ici, il y a eu collusion entre la droite et l'extrême droite. Si vous êtes honnêtes, vous devez procéder immédiatement à de nouvelles élections. Le député de la Seine-Maritime n'a pas apprécié l'attitude des Verts, leur reprochant « de ne pas avoir vu la collusion entre la droite et l'extrême droite ». L'affaire des bulletins dépliés sera portée devant le Conseil d'Etat par le Parti socialiste.

La tension à peine retombée, les rumeurs et les questions ont pris le pas sur les querelles juridiques. Qui, du Parti communiste ou de Génération Ecologie, n'aurait pas suivi les consignes de groupe ? Au PCF comme chez les amis de M. Brice

Lalonde, la bonne foi ne pouvait être mise en doute. Au côté de M. Fabius, M. Bernard Frau, patron régional de Génération Ecologie, a été formel : « Nous avons signé un accord avec M. Fabius avant le premier tour. Je me porte garant des voix de nos élus. M. Rufenacht est devenu président par les extrêmes, des communistes et le Front national ». Réplique de M. Thierry Foucaud, chef de file du PCF : « Nous sommes tranquilles ». M. Daniel Collard, premier adjoint au maire communiste du Havre, habitué aux affrontements avec M. Rufenacht, avait clairement fixé les règles du soutien communiste à M. Fabius. Pour nous, lorsqu'il s'agit de choisir entre la gauche et la droite, nous choisissons la gauche, et il l'a souligné.

Dans la soirée, M. Roland Lamy, membre du bureau politique du PCF, s'est associé à la démission de M. Rufenacht. Le PS avait des raisons de se méfier ? Soumis tout l'après-midi au régime de la double écossaise, il avait d'abord entendu que « le PCF ne pouvait se faire le complice d'une politique qui a été censurée par les électeurs ». Cette décision n'a pas été prise de gaité d'âme, reconnaissait, dans un coquin, un élu communiste. La pression augmentant, M. Fabius a dû déployer des trésors de persuasion, en déclinant devant ses interlocuteurs les mesures de rétorsion que pourrait infliger le PS à ses alliés dans les municipalités d'union de la gauche.

M. Rufenacht élu, la déconvenue du premier secrétaire du PS était donc à la mesure de sa satisfaction d'avoir réussi le pari de réunir la gauche et d'être en position d'emporter la présidence. Même au report

de l'extrême droite sur le candidat de l'UPF ne l'inquiétait pas vraiment, fort de la jurisprudence ouverte le matin même en Lorraine. Sur ce point, et bien qu'il s'en défende, M. Rufenacht peut difficilement dissiper tout soupçon sur la démarche du Front national en sa faveur. Les élus lénistes ont tout fait pour démentir la rumeur et accorder l'écossaise que le report du vote — faute de quorum par la défection de l'UPF — du 27 au 30 mars, au lendemain du second tour des élections cantonales, était destiné à dissimuler un accord.

Le 26 mars, ils avaient rejeté la responsabilité d'un « succès inévitable » de M. Fabius sur le refus de M. Rufenacht de signer un accord avec eux. Lundi après-midi, ils ont soudain estimé que l'ancien premier ministre ne pouvait en aucun cas devenir président de la région de Haute-Normandie, parce qu'il est « l'homme responsable de l'assassinat de milliers de Français par la contamination du sang transfusé ».

ETIENNE BANZET

Né le 11 mai 1939 au Havre (Seine-Maritime), licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, M. Antoine Rufenacht était administrateur civil à la direction du Trésor depuis 1968 quand, en 1972, il est devenu conseiller technique au cabinet de M. Olivier Guichard, ministre de l'Équipement et de l'Aménagement du territoire. Fonction qu'il a occupée ensuite, de 1974 à 1975, auprès de Vincent Auzanier, ministre du Commerce de l'Industrie et de l'Énergie (UDR, puis RPR) depuis 1973, réçu au second tour le 29 mars, M. Rufenacht est entré à l'Assemblée nationale à l'occasion de la dissolution de la 10^{ème} législature. Secrétaire d'Etat dans le gouvernement de M. Raymond Barre de 1976 à 1978, il a retrouvé son mandat de député en 1986.

Indignation sélective

par Daniel Carion

EN ces temps de chahut politique, la journée de lundi aura montré que décidément la vertu comme l'indignation sont promptes à changer de camp. En fermant jusqu'à présent les yeux sur les conditions suspectes de l'élection de M. Antoine Rufenacht à la présidence du conseil régional de la Haute-Normandie, l'opposition vient de dilapider sérieusement le pécule moral qu'elle avait pu se constituer depuis vendredi dernier. M. Rufenacht, qui qu'il en dise, lui fait beaucoup de tort et, en demeurant silencieux, les dirigeants de l'opposition affaiblissent une indignation sélective qui les rendra de nouveau moins crédibles sur le terrain de la moralité politique. On ne peut empêcher un effet de faire le parallèle entre l'attitude de M. Rufenacht et celle, cohérente et sans détour, de M. Jacques Legendre, candidat du RPR à la présidence du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, qui a préféré sacrifier son ambition plutôt que d'accepter le cadeau empoisonné du Front national.

M. Rufenacht peut bien prétendre avoir gagné sa région au bénéfice de l'âge, il n'empêche qu'il y a eu doute, comme il y avait doute pour les élections, vendredi dernier, de MM. Reusch et Soisson. Il n'était pas jour-là pas passé beaucoup de temps avant qu'on n'entende les principaux responsables de l'opposition, tel M. Léotard, crier à « l'infamie politique », et exiger des deux ministres d'ouverture, comme le disait aussi M. Bernard Bosson, qu'ils aient le dignité de refuser leur élection acquise dans de telles invraisemblances.

Dans le doute et s'il est tellement sûr... de la force de son âge, M. Rufenacht se serait, lui aussi, grandi en acceptant un quatrième tour de vérité. Dans le cas contraire, il donne raison à tous ceux, y compris chez ses amis, qui le suspectaient déjà, au cours de la campagne, d'avoir pris quelques troubles assurés du côté des lénistes. M. Alain Juppé a été le seul, lundi soir, au Club de la presse d'Europe 1, à s'exprimer. Il s'est contenté de prendre pour argent comptant l'argumentation du député de son mouvement. Tous les autres dirigeants de l'opposition se sont réfugiés dans l'ambiguïté du silence.

Hauts cris la vendredi, basse cécité le lundi. A l'heure où chacun réclame des hommes politiques de nouveaux comportements et un retour de l'éthique en politique, ce comportement-là n'est pas non plus supportable. La droite attitude de l'opposition dans le Nord-Pas-de-Calais prouve plus que jamais que le salut vis-à-vis de l'extrême droite passe, à droite comme à gauche, par la ténacité de la conscience de chacun.

LORRAINE

M. Longuet (UDF-PR) sera le candidat unique de l'UPF à la présidence

Le président du Parti républicain, M. Gérard Longuet, sera le candidat unique de l'UDF, du RPR, et des divers droits dès le premier tour de scrutin, samedi 4 avril, pour l'élection du président du conseil régional de Lorraine. Cette décision, annoncée lundi après-midi, au terme de la réunion des trente-deux élus de l'opposition parlementaire, fait suite à la démission de M. Rausch, qui a décidé de ne pas se représenter (Le Monde du 31 mars).

METZ

de notre correspondant

« J'ai fait l'objet d'une campagne de diffamation haineuse d'une extrême violence, lancée par mes adversaires, qui ont prétendu que j'avais bénéficié de voix du Front national, alors que cette formation avait donné consigne de voter pour M. Longuet et que tous ses membres l'ont fait », a

déclaré lundi 30 mars M. Jean-Marie Rausch à l'ouverture de la réunion du conseil régional de Lorraine, en soulignant que l'appel lancé aux militants de l'UPF de venir manifester devant le siège de l'assemblée à Metz lui rappelait « des méthodes fascistes qui font le jeu du Front national ». Réaffirmant « ne rien avoir à se reprocher » et avoir pris sa décision seul dans la nuit de dimanche à lundi « sans tenir compte d'intérêts personnels », il entend « ne laisser aucune place au doute ou au soupçon, ni laisser mettre en cause [son] honneur et celui de la Lorraine ». M. Rausch s'est également prononcé « pour qu'émerge, au niveau national, un nouveau regroupement de toutes les forces de progrès ».

Le maire de Metz a pris la décision de démissionner de la présidence du conseil régional pour faire taire le doute qui s'était répandu dans tous les groupes ayant soutenu sa candidature. Le Parti communiste, puis les écologistes et le Parti socialiste avaient soutenu, quoiqu'ils aient, agissant comme un poison, selon l'expression de M. Jacques Chérèque (PS), soit

levé. Pour M. André Rossini, député (UDF-PR), maire de Nancy, il s'agit « de la victoire de l'honneur restauré et du doute lavé ». D'autres, à droite, ont interprété ce geste comme un aveu du soutien, vendredi, des élus du parti de M. Le Pen.

Il restait à l'UPF à définir sa stratégie pour la nouvelle élection à la présidence. Ayant tiré les leçons de leurs divisions apparues au grand jour la semaine passée, les trente-deux élus UDF, RPR et divers droits se sont réunis dès lundi. Près de trois heures ont été nécessaires pour qu'un accord intervienne sur la candidature de M. Longuet dès le premier tour de scrutin.

Le Parti socialiste présentera la candidature de M. Jacques Chérèque. Les Verts ont décidé d'être présents aux trois tours avec M^{me} Annie Winter. Le PC aura également son candidat. Le Front national, qui n'a pas encore arrêté sa stratégie, affirme que son attitude dépendra de celle du RPR et de l'UDF.

JEAN-LOUIS THIS

Après des déclarations contradictoires

Le Front national tente de recadrer son discours

Le Front national connaît une passe difficile. Au soir des élections régionales, le 22 mars, le parti d'extrême droite avait indéniablement remporté un succès électoral en obtenant deux cent trente-neuf conseillers, soit cent de plus que dans les assemblées suivantes au meilleur moment de la mandature précédente, mais M. Jean-Marie Le Pen avait enregistré un échec psychologique. Le président du Front national avait placé le barre trop haut pour lui-même dans les Alpes-Maritimes, où finalement la liste de l'opposition parlementaire l'avait devancé. Face à un « effet Tapie » qu'il avait sous-estimé, M. Le Pen s'est retrouvé dans une situation paradoxale : son parti faisait mieux que lui-même. Du coup, il n'apparaissait plus comme la locomotive mais comme le frein.

Le résultat définitif des élections départementales est venu aggraver la contrainte qui sévit parmi les cadres. Le parti léniste, qui s'est maintenu partout où la règle des 10 % des inscrits obtenus au premier tour le lui permettait, a fait les frais de la « quarantaine républicaine » imposée par la droite. M. Le Pen et ses lieutenants ne peuvent que constater la réussite

de cette stratégie du RPR et de l'UDF. Les deux partis de l'opposition ont obtenu un soutien total de leurs candidats, placés sous la menace d'une exclusion en cas de dérapage, et une adhésion non moins massive de l'électorat de la droite parlementaire. Dans sept cantons sur dix, le candidat du Front national a même perdu des voix par rapport au premier tour, victime d'un « vote utile ».

Entre ces deux dimanches électoraux, les gestes politiques du Front national ont pu désorienter son électorat. Tout cela s'est évidemment cristallisé autour de l'élection de deux ministres d'ouverture du gouvernement de gauche à la présidence des régions Bourgogne et Lorraine. Les dirigeants du parti léniste ont multiplié les déclarations contradictoires, faisant plutôt penser à un registre du théâtre aux armées qu'à celui d'un parti de gouvernement. Ici, ils disaient avoir voté contre M. Jean-Marie Rausch, alors qu'ailleurs on promettait de « faire la peau » à M. Gérard Longuet. Là, ils prétendaient avoir soutenu M. Jean-Pierre Soisson, comme leurs amis de Lorraine avalaient soupçon M. Rausch. M. Le Pen ajoutait à

cette confusion en déclarant que finalement les élus du Front national avaient voté à « leur tour » et que malheureusement cela pouvait faire des victimes.

Devant l'effet déplorable provoqué par cette « valise », ils ont totalement modifié leur discours et leur attitude politique. En disant qu'il n'y avait aucune consigne nationale tendant à « se venger de la droite » mais qu'il pouvait y avoir de légitimes vengeances personnelles, et en soutenant, haut et fort, les candidats de l'opposition à la présidence des régions qui restaient à pourvoir, les dirigeants lénistes ont voulu montrer qu'il y a toujours un pilote dans l'avion. Ce recadrage, qui se heurte à la récusation des voix des élus du Front national par la droite dans les conseils régionaux et au barrage dressé par le RPR et l'UDF contre le transfert des voix de leurs électeurs vers les candidats du parti d'extrême droite, sera-t-il suffisant pour sortir ce parti de son isolement ? Rien n'est moins sûr, aujourd'hui.

OLIVIER BIFFAUD

Colloque
"Santé des citoyens
et réalités de la médecine"
15 et 16 avril 1992 à 19h30

Sans doute est-ce au travers de la médecine que le citoyen nous aujourd'hui avec la science et ses applications le rapport le plus constant, le plus direct et le plus passionnel. Le souci de la santé se trouve aggravé par les conditions de la vie moderne, dramatisé par la responsabilité de grandes épidémies, évalué par une véritable industrie de la « forme ».

Chaque séance est animée par Françoise Bellanger, de la cité, et Manuel Lucbert, du Monde.

Le public exprimera son opinion en répondant par vote électronique aux questions posées après chaque intervention. L'ensemble des réponses sera commenté par Serge Karsenty.

mercredi 15 avril

La santé comme idéal

Anne-Marie Moulin : l'existence d'une définition scientifique de la santé ?

Claudine Herzlich et Claude Got : de la norme biologique à la normalisation sociale.

Joël Ménard et Philippe Schilliger : aspects des médicaments.

Jean Carpentier et Stanislaw Tomkiewicz : la santé et la vie moderne.

Joël de Rosnay : la santé à l'heure du marché et des médias.

jeudi 16 avril

Réalités de la médecine

Jean-Louis Funck-Brentano : la révolution thérapeutique.

Jean Dausset et Paul Rabinow : la médecine préventive.

Philippe Lazar et Franck Nouzei : les « bio » de la médecine.

François Delaporte : le rôle des médicaments.

Michèle Fardeau et Renée Sebag-Lanoë : la vie prolongée.

Closure : Simone Veil. Députée au Parlement Européen.

Vous êtes invités à formuler des questions sur les thèmes du colloque par minitel 3615 Villette / 3615 Le Monde ou par écrit à la cité des Sciences. Elles seront communiquées aux intervenants et analysées par Dominique Lecourt en introduction du colloque.

20

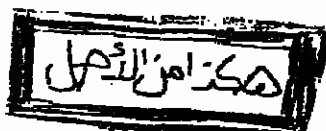
Bulletin d'inscription et questions à renvoyer à l'adresse ci-contre à l'attention de Marie-Pierre Hermann, DCP, colloque "Santé", avant le 8 avril 1992.

Nom Prénom

Adresse

Profession

Accès sur inscription
cité des Sciences
et de l'Industrie
30 avenue Corentin Cariou
75019 Paris
Métro Porte de la Villette
Renseignements :
40 05 73 32



شخصيات

POLITIQUE

Les conséquences de l'échec électoral du Parti socialiste

Désespérément tranquille

Suite de la première page

Après le second tour des élections municipales de mars 1983, quand les électeurs avaient donné un sérieux avertissement aux socialistes en livrant à l'opposition une trentaine de grandes villes, le chef de l'Etat avait réfléchi et consulté pendant neuf jours avant de tirer les leçons politiques de cette expression de mécontentement populaire. Il avait hésité sur la politique économique et sociale à suivre pour mettre un terme au «mauvaisisme flamboyant» qui venait de marquer la première période de son premier septennat, payé de trois dévaluations du franc, et il avait opté pour la rigueur, celle de la deuxième phase, celle de la «rigueur», qui allait se traduire par la conversion des socialistes au réalisme dans la gestion des affaires du pays.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre de l'économie et des finances, M. Jacques Delors, se faisaient alors concurrence, chacun des deux espérant succéder à M. Pierre Mauroy. M. Mitterrand avait proposé l'hôtel Matignon à M. Jacques Delors, mais, comme celui-ci voulait avoir la pleine maîtrise de la politique monétaire et ne voulait pas être encadré, d'un côté par M. Pierre Bérégovoy aux affaires sociales, et de l'autre par M. Laurent Fabius, appelé dans ce scénario à s'installer à la tête du ministère des finances, le chef de l'Etat avait finalement renoncé à s'en remettre à un seul homme, fut-il aussi estimable que M. Delors. C'est ainsi que, le 22 mars 1983, arrivé à l'Elysée avec une longue lettre de démission en poche, M. Pierre Mauroy en était reparti chargé... de constituer un troisième gouvernement (1).

Un sentiment d'injustice

M. Mitterrand espérait que le second tour des élections cantonales de mars 1992 permettrait au Parti socialiste et au gouvernement de limiter les dégâts enregistrés au premier tour et aux élections régionales. Il pensait qu'il se produirait un phénomène analogue à celui qui s'était manifesté, justement, aux élections municipales de mars 1983. Au second tour, la gauche avait retrouvé l'adhésion d'une partie du corps

électoral. Cela avait permis aux socialistes de limiter ses pertes sur le terrain et au président de la République de corriger la signification du vote précédent, en interprétant le premier tour comme une manifestation d'insatisfaction qu'il suffisait de prendre en considération pour y remédier.

M. Mitterrand s'était ainsi, la semaine dernière, que certains de ses interlocuteurs pronostiquent un désastre pour les socialistes au second tour des cantonales, et, dimanche soir, en présence de M. Edith Cresson et de quelques autres membres du gouvernement, qu'il recevait à l'Elysée comme le dimanche précédent, l'ampleur du désastre lui inspirait surtout, selon certains témoins, un sentiment d'injustice.

M. Mitterrand espérait surtout, que les résultats de ce 29 mars ne l'accablent pas à la nécessité de sacrifier M. Cresson. De la même façon qu'en 1983 il n'avait pas retenu la possibilité de faire appel à M. Michel Rocard pour assurer la relève de M. Mauroy, parce que cela eût été avouer son propre échec, le président de la République comptait sur un répit pour pouvoir faire la démonstration, à terme, que son choix de M. Cresson n'était pas aussi calamiteux qu'on le prétend à l'intérieur même du Parti socialiste, c'est-à-dire pour n'avoir pas à se déjuger.

Les électeurs, cette fois, ne lui ont accordé aucun succès. Le départ de M. Cresson, souhaité par les principaux dirigeants du PS, y compris par M. Fabius, semblait considéré, mardi matin, par tous ceux qui ont approché M. Mitterrand depuis dimanche soir, comme un fait acquis. Devant l'ampleur du désastre sans appel infligé au gouvernement et à sa majorité, le chef de l'Etat, essuyant de réparer les dégâts, si les brèches peuvent être comblées, avant les élections législatives de mars 1993, mais aussi pour tenter de faire démentir les sombres prophéties de l'opposition, au nom de laquelle le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, affirmait, lundi soir, sur Europe 1 : «La seule obsession de M. Mitterrand est de rester à son poste le plus longtemps possible. Il aura amené en France une situation de confusion, de désarroi et de désordre moral, et termi-

na son deuxième mandat en guerilles politiques».

C'est d'ailleurs en vertu de ce double impératif que tous les socialistes ne renouaient pas avec un égal enthousiasme l'hypothèse de la nomination de M. Bérégovoy à l'hôtel Matignon.

Il y a ceux qui rappelaient que M. Cresson n'a pas été la dernière à se plaindre, ces temps derniers, des pesanteurs du ministère de l'économie et des finances chaque fois qu'il s'agit d'innover, par exemple dans la lutte contre le chômage.

Ceux-là ajoutaient que le choix de «Béré» serait certes porteur d'apaisement mais peut-être pas de nature à provoquer le «choc psychologique» attendu, notamment, par M. Mauroy.

Tout en admettant que l'appel à quelqu'un comme M. Bérégovoy répondrait assurément à l'attente de ceux qui jugent, à l'instar des rocardiens, que la seule issue pour M. Mitterrand est d'engager le pouvoir exécutif dans la voie d'un renouveau «moral», d'autres, abondant dans le sens indiqué en vain, depuis plusieurs mois, par M. Jack Lang, réclamaient plutôt qu'un peu de «mou social» soit apporté à la politique monétaire du Quai de Bercy afin de donner la priorité absolue aux besoins d'emplois des jeunes Français. Quant à lancer un nouveau programme de privatisations pour obtenir l'argent public nécessaire à la relance de grands chantiers publics.

Prendant acte du déclin du PS et de l'entêtement de tout espoir de le faire renaître, la proportionnelle aux législatives — «assassine», selon eux, «par le comportement de Brice Lalonde et des communistes aux élections régionales» — ceux-là privilégiaient la formation d'un gouvernement très républicain, ouvert davantage aux non-socialistes, armé pour lancer un ambitieux programme de réformes «à la fois concrètes et symboliques» capable de tenir la route bien au-delà, de l'horizon du printemps 1993. Les mêmes avançaient l'idée d'un tandem Delors-Lang.

On en restait là, apparemment, en début de matinée, alors que M. Mitterrand s'apprêtait à faire à la gare du Danemark l'honneur d'une inauguration conjointe de l'exposition consacrée aux Vikings par le Grand Palais.

ALAIN ROLLAT

(1) Cet épisode a été minutieusement raconté par Pierre Favre et Michel Marjolin-Roland dans le premier tome de *La Démocratie Mitterrand* paru des témoignages des principaux acteurs.

BERTRAND POIROT-DELPECH
de l'Académie française

M. Mitterrand souligne sa «capacité à résister aux injonctions»

M. Mitterrand s'est éludé, mardi matin 31 mars, les questions des journalistes concernant l'imminence d'un remaniement gouvernemental. Tandis qu'il attendait la reine et le prince du Danemark sur les marches du Grand Palais, le président de la République a indiqué qu'il avait, mardi, «un programme chargé» avec l'inauguration de l'exposition «Les Vikings», suivie d'une séance du Haut Conseil de la francophonie à l'Elysée, d'un déjeuner avec le couple royal danois et d'une réception offerte en fin d'après-midi aux participants aux travaux du Haut Conseil de la Francophonie.

Aux journalistes qui lui suggéraient que son programme officiel pouvait être modifié afin d'intégrer des activités ayant trait à un changement de gouvernement, le chef de l'Etat s'est borné à faire remar-

quer qu'il avait tous les jours «beaucoup d'autres rendez-vous de travail». Comme on lui demandait s'il avait l'intention de s'adresser rapidement aux Français, M. Mitterrand a ajouté : «Vous savez, j'ai une grande capacité à résister aux injonctions».

Affichant une grande sérénité, se montrant souriant et détendu, le président de la République entouré du ministre de la culture, M. Jack Lang, et du ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a parcouru pendant près de trois heures les salles de l'exposition.

A plusieurs reprises, mais ce n'était pas la seule chose d'exceptionnel en pareil cas, le président de la République et ses deux adjoints ont souri avec son ministre de la culture.

Recomposition

par Patrick Jarreau

On savait que l'élection des présidents des régions Haute-Normandie et Nord-Pas-de-Calais comportait des enjeux dépassant largement le cadre de ces deux collectivités territoriales. Le leçon qu'imposent les résultats auxquels sont parvenus M. Michel Delebarre à Lille et M. Laurent Fabius à Rouen est claire : l'un recompose, l'autre pas.

Les élections du 22 mars laissaient peu de chances au PS de conserver la présidence du Nord-Pas-de-Calais, où sa gestion du conseil régional, particulièrement dans la dernière période, faisait l'objet d'un large rejet. La perte du conseil général du Nord, au second tour des élections cantonales le 29 mars, isolait un peu plus encore les socialistes et confirmait la transformation en profondeur du paysage politique qu'ils dominaient depuis cinquante-cinq ans dans ce département et, dans la région, depuis sa création en 1972.

Avec la rapidité de décision dont ils ont coutume, M. Brice Lalonde faisait aussitôt savoir que Génération Ecologie apporterait son soutien à M. Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes et avocat d'effluents, qui est l'un des «parrains» de ce mouvement. Dans le même temps, le ministre de l'environnement assurait M. Fabius de son soutien en Haute-Normandie.

A Rouen, il incombait au premier secrétaire du PS de réunir une majorité — relative — unissant aux socialistes les communistes et Génération Ecologie, dont les quatre élus étaient divisés et dont le chef de file local, M. Bernard Frau, maire de Grand-Couronne, ex-PS, avait affirmé, pendant la campagne électorale, son hostilité envers M. Fabius. Cependant, la stratégie de M. Lalonde commandait l'alliance avec M. Fabius, et il y eut tout

lieu de penser que M. Frau et ses trois amis s'y sont pliés. Les difficultés semblent bien être venues, pour le député de la Seine-Maritime, des communistes — encore, que ceux-ci jurent le contraire, — qui n'ont peut-être pas apprécié le type de pression exercé sur eux par M. Fabius et qui pouvaient redouter le fait que le premier secrétaire du PS userait du pouvoir régional à leur encontre.

A Lille, M. Delebarre, face à une coalition hétéroclite qui se dessinait en faveur de M. Borloo, a su équilibrer d'une main les Verts et, de l'autre, les communistes et n'a pas hésité à sacrifier sa propre candidature au profit d'une écologiste. Le ministre de la Ville assure avoir préféré une «majorité de progrès» pour sa région à sa propre carrière. C'est indiscutable, mais, ce faisant, M. Delebarre a pris une sérieuse option sur l'avenir : les contours de ce qui pourra être un jour le «parti du mouvement», c'est lui qui a commencé à les inscrire dans les faits.

Donnant corps à la stratégie qu'évaluaient adoptée les socialistes la semaine dernière — plutôt les Verts que M. Lalonde, — M. Delebarre favorisait, dans l'immédiat, une alliance «rose-verte» qui pourrait trouver une traduction au gouvernement. M. Julien Drey, l'un des animateurs de la Gauche socialiste, a eu raison de relever dès mardi matin, sur Radio-Montecarlo, qu'il y a maintenant des socialistes, des communistes et des Verts qui font émerger une nouvelle majorité.

M. Lalonde, qui, non seulement joue mal, mais se montre mauvais joueur, a annoncé, dans le même temps, sur France-Inter, qu'il ne veut plus de poste ministériel. «J'en ai franchement assez, s'est-il déclaré. La politique ne rend pas meilleur». On peut l'en croire.

Veillée d'armes à Châtelleraut

POITIERS

de notre correspondant

«Bon, nous allons commencer cette réunion du conseil municipal...». Le Parti socialiste bat en retraite, le gouvernement est en crise... Les questions pour Madame le premier ministre de menquer aux devoirs de sa charge de maire de Châtelleraut. Cette session budgétaire était prévue pour lundi. Elle se tient lundi, si M. Cresson trouve encore l'énergie, dans cette curieuse salle d'armes du conseil où sont exposées les vieilles panoplies de «la Marne», de répliquer à ses oppositors. Sur un ton courtois pour répondre aux critiques fustigées de l'UDF, dont le chef de file, M. Jean-Pierre Abelin, perpétue la mémoire de son père, ancien ministre de la coopération de M. Giscard d'Es-

taing, avec vivacité quand il s'agit de contenir les coups de boutoir de son concurrent RPR des cantonales à Châtelleraut-Ouest. M. Philippe Rabit. Pour celui-ci, tout est bon pour croquer le fer : le «crack» du gouvernement sur les communes, «l'anomalie» du mode de calcul de la DGF (dotation globale de fonctionnement), la politique sociale des grands travaux «qui ne correspondent pas aux besoins», l'augmentation «plus qu'alarmante» de la dette... «Je vous le dis ce soir, prophétise-t-il, nous parlerons cette politique de dérapage incontrôlé des investissements». Et d'ajouter, en conclusion, que ses amis et lui-même ne voteront pas le projet de budget primitif. Il est 20 heures. M. Cresson va pouvoir rentrer à Paris.

MICHEL LÉVÊQUE

Rectificatif. — Dans notre liste détaillant le sort des parlementaires aux élections cantonales, M. Michel Coffineau (PS, Val-d'Oise) aurait dû figurer parmi les députés non élus au premier tour, M. Jacques Boyon (RPR, Ain)

« Vous n'êtes pas tombé loin, Manicamp ! » (Fiction)

— Alors, comme ça, Manicamp, c'est vous ? Le président berce des paupéres. Adossé aux rayons d'une librairie du boulevard Raspail, il tenait à la main une édition originale des *Thibault* et un petit pamphlet freis pondu de la semaine, *Mitterrand s'en va* (1). Le manteau et l'écharpe sombres euraient pu cacher une soutane des années 30. «Très supérieur de collège, la voix !», se dit Manicamp. Amené à par deux inspecteurs des renseignements généraux, il se serait cru convoqué par quelque prêtre de sa propre enfance ; n'était la présence d'une jeune femme s'essayant à lire entre les pages non massicotées d'un pur vein, et à renouer un chignon hérité.

— Louise-Charlotte de Clermont-Vismenboir, annonce le président.

Les jeunes gens échangeaient un sourire entendu, puis des tutoiements. Dans les ruelles de la politique, tout le monde flirte un brin : le président s'en voulait de l'avoir oublié. Jus-qu'ou étaient allées les choses, entre ces deux-là ? Le pouvoir, comme l'égo, incline à mal supporter que les autres aient une vie à eux, surtout devant soi. Une diversion s'imposait.

— Manicamp, c'est un héros de Dumas, hein ? Dans *Vingt Ans après* ?

— *Bragelonne*, s'excuse Manicamp.

Le président pensa effacer sa demi-erreur en énumérant les autres emprunts qu'il avait rapés au cours de sa lecture : *Belphegor*, *Barbey d'Aurevilly*, *Lewis Carroll*, *Lacretelle*, *Péret...* Le «prêtre d'insérer» invitait à ces assauts d'érudition d'où les amoureux de littérature tirent des connivences juvéniles de *happy few* stendhaliens, d'escrimeurs à la salle d'armes.

— Pourquoi cet incognito ? enchaîne le président. On n'a rien à cacher, quand on sait écrire, hein !

Manicamp empoche le compliment. Il s'attendait que l'emploi d'un pseudonyme fût trouvé lâche par les journalistes politiques, vexés de ne pas percer le mystère, et que ce mystère fût évanoui un jour. Mais après Quinès et Gary-Ajar il avait eu envie de disparaître derrière un livre, d'être jugé sur son seul talent littéraire, sans le cirque promotionnel infligé aux auteurs.

Le président pouvait comprendre ce plaisir du secret, dont on le disait friand. Donner sa langue au chat lui ressemblait moins. Il lui en avait coûté de recourir aux renseignements généraux, après plusieurs soirs de recherches vaines. Qui pouvait bien se cacher derrière Manicamp ? Ses amis de gauche ne se privaient plus de le nasarder, mais trop d'entre eux lui devaient des prébendes, et l'ingratitude suppose une espérance qui leur manquait. Ses nombreux obligés venus de la droite lui devaient aussi des postes, ça rongea les ongles. Quant à ses ennemis, ils le haïssaient trop, comme on exècre les transfuges.

Vachard avec grâce, l'auteur gardait pour son personnage le fond de compréhension propre aux vrais romanciers. Au reste, l'opposition en prenait pour son grade. La présidentielle surprise imaginée par Manicamp, courant 1993, n'était qu'un prétexte à observer les formes que prendrait, chez les candidats de tous bords, leur commune maladie de l'ambition. D'où venait à chacun cette soif de diriger, de plus en plus avouée sous les fariboles du dévouement ou bien public ?

C'est le privilège des écrivains de farfouiller dans les âmes, et d'y voir plus clair qu'un simple éditeur. La scène culminante de *Mitterrand s'en va* met le président aux prises avec le fantôme de son supérieur de collège, l'abbé Coudreau. Visiblement, l'auteur n'ignore rien des ruses par quoi confesseurs et pénitents d'alors s'entendaient à étudier les vaines gorges péchées en s'attendant à d'imaginaires fautes vénielles.

Pour quelles raisons le président s'était-il donné, et fait prendre le temps de deux élections suprêmes, pour le champion des damnés de la Terre ? Parce que de Gaulle l'aurait déconduit, à Londres, en 1942 ? Mais encore ? Les

désirs de revanche qui font les forçeurs d'un destin remanent, est connu, à la prime enfance. Dépit, tout charnisme, de descendre du vinaigre, et non du cognac, comme Char-donne, édité à raison de cette exécution plus que de son style léché ? Vol de biscuits, suivi du fouet, chez les meristes d'Angoulême ?

Le président et Manicamp prolongèrent, dans le librairie, le cache-cache du petit François avec l'IGN, soudreau, tandis que des hommes du GIGN, Sonotone à l'oreille, faisaient mine de feuilleter les nouveautés de la semaine. Pourquoi ces légendes contri-gnantes, cette indulgence aux amis troubles, cette passion des châteaux travestis en goût modeste pour les pinèdes, cette envie rentrée d'écrire ?

— Que serais-je devenu d'autre, loin de la politique ? songes tout haut le président, regard baissé. En province, saint ! à Paris, écrivain, bien sûr. Qu'il n'en revêt l'âme, vous livre, j'en serais... l'avis écrit. Dites, vous ne tombez pas loin, hein ! Vous avez une rapidité d'écriture qui m'a toujours fait défaut, si vous sachiez comme je retiens, sauf pour le Coup d'Etat permanent...

«Votre meilleur», aurait volontiers opiné Manicamp, s'il n'avait craint de paraître céder à la flagornerie, qui lui faisait horreur et l'ait desservi, son interlocuteur en ayant soupé des courtoisies, et le plaçant plus haut.

Les hommes du GIGN se déployaient déjà sur le boulevard. Le président allait prendre congé.

— Ah ! récita-t-il, «les jeux frivoles et vains par lesquels l'homme s'attache à la gravité de l'existence» !...

— Rikie, devina Manicamp, avant d'ajouter à voix basse : Qu'allez-vous faire ? Quelle sortie à votre mesure ?

Le président dit à l'oreille de Manicamp quelques mots que personne n'interpréterait jamais, mais même l'histoire.

— Domage, ajouta-t-il en caressant le dos du livre.

— Domage ?
— ...Qu'il n'existe pas en édition numérotée !

(1) *Mitterrand s'en va*, de Manicamp, 196 p., 98 F, éd. Orban.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

M. Christian Nucci au procès du Carrefour du développement

Le plaidoyer d'un homme « trahi »

M. Yves Challer était-il seul maître à bord au ministère de la coopération entre 1984 et 1986? Même si la chose semble inconcevable, il faut bien constater, au moment où les derniers témoins ont déposé devant la cour d'assises de Paris, que tous les hauts fonctionnaires, directeurs de cabinet, chefs de service ou contrôleurs financiers ont affirmé qu'ils ignoraient tout des agissements de M. Challer, aujourd'hui accusé de soustraction de deniers publics pour un montant de 27 millions de francs. De son côté, M. Christian Nucci, à l'époque ministre de la coopération, estime avoir été « trahi » par son chef de cabinet, et M. Guy Pénne, alors conseiller du président de la République pour les affaires africaines, affirme solennellement : « Je n'ai rien à voir avec cette affaire pourrie ».

Traditionnellement, la partie civile, la victime, s'exprime après tous les témoins. Mais, lorsque M. Christian Nucci se présente à la barre, c'est pour se livrer à une sorte de plaidoirie, hachée par l'interrogatoire du président, M. Henri Le Gall. Lors de la préparation du sommet franco-

africain de Bujumbura, « quelqu'un » lui a dit qu'il faudrait peut-être passer par le canal d'une association et « on » lui a suggéré l'Association Carrefour du développement (ACAD). « Nous proposons que M. Yves Challer soit chargé de l'organisation », raconte l'ancien ministre de la coopération, en ajoutant : « A ce moment, personne ne m'a dit que c'est irrégulier ou qu'il pourrait y avoir d'autres moyens ». Concernant le compte joint avec M. Challer, il affirme qu'il ignorait que ce compte puisse être alimenté par d'autres sources que les fonds spéciaux. « Je n'ai pas payé les cotisations du PS sur ce compte. C'est autre chose. C'est un usage qui veut qu'une part des fonds spéciaux soit versée au parti politique auquel le ministre appartient ». Cependant, M. Nucci dément formellement que son homologue aux finances, M. Emmanuelli, lui ait un jour signalé une affaire de fausses factures. « Pas un seul moment, personne ni M. Emmanuelli ni M. Challer, n'a évoqué devant moi des fausses factures et des rétrocessions de fonds ».

Le président énumère alors les charges retenues par la commission d'instruction de la Haute Cour et, une fois de plus, le plaignant adopte l'attitude d'un accusé contraint de se défendre. M. Philippe Leroy, gérant de sociétés, accusé de complicité de soustraction de fonds publics, sou-

tient qu'il a remis à M. Nucci une maquette contenant 500 000 francs en espèces. « Je réaffirme que je n'ai jamais touché d'argent de M. Leroy que je ne connais pas », martèle l'ancien ministre. Derrière lui, M. Leroy explose : « J'admire M. Nucci. Il pourrait donner la réplique à M. Leroy, mais c'est une honte : vous êtes l'ancien ministre de la coopération, et vous dites un comédien. M. Nucci, qui abandonne le rôle d'accusé pour prendre celui du plaignant. Et c'est sur le même ton amusant qu'il murmure : « J'aurais pu imaginer qu'un collaborateur, en qui j'avais toute confiance, aurait pu utiliser mon nom autrement qu'au service de l'Etat ». L'ancien ministre donne l'image d'un homme brisé et épuisé. « J'ai subi les aléas de la vie, j'ai été trahi, mais dans mon honneur, mes enfants aussi ont eu à en souffrir ».

« Mouiller la gauche »

Pâle, épuisé par une semaine de débats, M. Challer ne présente aucun argument susceptible de faire partager sa responsabilité avec celui qui était le ministre de la coopération. Le ressort semble cassé. Tout au plus tente-t-il de réaffirmer qu'il a donné

un million à M. Nucci pour qu'il le remette à une association humanitaire dirigée par M. Pénne. Mais les mots et le geste sont las. Il avait eu la même attitude devant M. Guy Pénne, qui, d'ailleurs, avait laissé éclater sa fureur. « Je n'ai pas dit du tout au contraire que ce sommet [Bujumbura] était financé par Carrefour du développement ». Le conseiller de l'Élysée ne savait pas mais il ne tolère pas que l'on dise que l'argent a été dilapidé, car de nombreux équipements sont toujours en place. Quant au transfert du château d'Orléans à une SCI, dont M. Challer était l'un des deux actionnaires, il l'ignorait. Certes, il a participé à une réunion où il fut question d'acheter un château, celui-là ou celui de Bokassa. « Ça n'était vraiment nécessaire d'acheter des châteaux pour faire des centres de conférences », lui demande benoîtement un juré. Un instant interrogé, M. Pénne retrouve son habileté pour répondre : « Vous savez, les châteaux servent surtout à ça ».

Restait l'affaire dans l'affaire, celle du vrai-faux passeport remis à M. Challer alors qu'il se trouvait en fuite au Brésil. Mais ce sera l'affaire hors de l'affaire, car elle sera jugée en appel. Aussi, M. Jacques Delors, à l'époque chef adjoint du service de coopération internationale de police, et M. Challer sont-ils tombés d'accord sur un point : celui de faire valoir tous deux une règle juridique qui permet de ne pas évoquer un fait jugé ultérieurement, sous peine de se priver des droits de la défense. On saura seulement que M. Delors n'a « aucune sympathie pour M. Challer », mais souligne le policier, « personne d'autre que lui n'aurait pu réussir l'organisation du sommet de Bujumbura ». Si M. Challer consent cependant à parler un peu de sa fuite au Brésil, c'est en restant très discret. Certes, quelqu'un lui a téléphoné souvent pour lui conseiller de « mouiller la gauche ». Ce qu'il a fait dans une note de deux pages sur l'affaire Carrefour du développement, qui fut transmise à M. Michel Aurillac, successeur de M. Nucci. L'homme lui demandait d'être plus coopératif et de sortir d'autres affaires ; mais M. Challer n'a pas reconnu sa voix. En tout cas, il est sûr d'avoir été manipulé. C'était le temps où M. Chirac était le premier ministre. M. François Mitterrand et M. Nucci en gardent un souvenir très d'actualité : « J'ai été mis en accusation par les députés de la coalition ; j'ai appris à ce moment-là que la vie politique n'est pas une chose facile, que l'appât et la soif du pouvoir l'emportent sur toute autre considération ».

M. P.

(1) Article 311 du code de procédure pénale.

Au tribunal correctionnel de Sarreguemines

La catastrophe minière du puits Simon tourne à la bataille d'experts

Le procès de la catastrophe minière de Forbach (Moselle) du 25 février 1985 s'est ouvert, lundi 30 mars, devant le tribunal correctionnel de Sarreguemines. D'ici au 10 avril, une vingtaine d'experts et une cinquantaine de témoins vont défiler à la barre pour déterminer les responsabilités du drame qui avait fait vingt-deux morts et cent trois blessés. Les parents des victimes et les syndicats CGT, CFTD et CGC s'étaient portés partie civile contre MM. Jacques Richard, chef de siège du puits Simon, et Jacques Naquet, son adjoint.

SARREGUEMINES

de notre envoyé spécial

Le 25 février 1985, une catastrophe minière, au puits Simon, endeuille Forbach et sa région. On relève vingt-deux morts et plus d'une centaine de blessés. Faut-il? Les familles des victimes et les syndicats ne veulent pas y croire. Ils font tout pour éviter que l'affaire ne se termine par un non-lieu, comme pour les seize morts du 30 septembre 1976 à Medebach (Moselle). C'est ainsi, pourtant, que manque de se conclure la catastrophe du puits Simon : le 26 octobre 1989, le tribunal de Sarreguemines prononce un non-lieu, qui sera cassé le 17 mai 1990 par la cour d'appel de Metz.

Aujourd'hui, la partie civile tient sa « victoire » : les cadres des Houillères du bassin de Lorraine (HBL) compensent, après sept ans de procédure, pour homicide involontaire, par « maladresse, imprudence, négligence ou inobservation des règlements ». Le but recherché n'est pas tant leur condamnation que de faire « toute la lumière » sur les circonstances de la catastrophe.

A l'annonce des noms et des prénoms des victimes par M. Alain Deiss, le président du tribunal, les visages des proches, entassés dans une trop petite salle, se ferment un peu plus. L'audience de M. Richard, chef de siège du puits Simon, s'effectue dans un silence de plomb. Il décrit la journée du lundi 25 février 1985 à partir de 7 h 20. Thème de l'explosion à l'étage 1050 dans la veine 18. Le président demande des précisions sur le fonctionnement de la mine.

Les juges et les avocats devaient descendre, mardi 31 mars, dans deux puits à Forbach et à la Petite-Rosselle. M. Haroun Tazief, à l'époque secrétaire d'Etat chargé de la prévention des risques majeurs, viendra aussi donner son témoignage. C'est dire combien ce procès risque de tourner à la bataille technique. La défense entend montrer que les causes exactes

de l'accident seront toujours incertaines ; la partie civile, que l'obligation du strict respect des règlements et compagne un devoir de vigilance au-delà des textes pour prévenir et traiter le risque.

Détection de grison défilante

L'enquête a relevé plusieurs manquements à la sécurité : défauts dans le système de détection du grison et du mécanisme d'aérage et de ventilation, absence totale d'« arrêts-barrière » qui auraient permis d'atténuer la violence du coup de poussière. Les avocats de la partie civile vont faire valoir que l'explosion s'est produite après un arrêt de deux jours. Frédéric Veyl, représentant la CGT, précise même que les « visiteurs de grison » n'ont pas effectué les contrôles qui s'imposaient avant la reprise de l'extraction. Il affirme que quarante-sept détecteurs de grison n'étaient pas unifiés.

Mais les débats n'avaient pas réellement commencé que, dès lundi, se produisit le premier incident. L'avocat de la défense, M. Darvelles, demande qu'une maquette de la chambre d'aérage et de ventilation, exposée selon les vœux de la CFTD, soit évacuée du prétoire. L'avocat fait valoir que cette maquette comporte nombre d'« inexactitudes » et surtout tente d'accréditer la thèse de la présence d'une nappe de grison, à l'intérieur de la chambre, avant la tragédie. M. Henri Leclerc, conseil du syndicat, s'engage à faire effacer la représentation du mage contesté. Le président accepte ce « compromis », mais précise que la maquette n'est là que pour éclairer les débats et ne peut avoir d'aucune manière « valeur de preuve ».

Les syndicats vont-ils parvenir à leur objectif pour que enfin « les leçons soient tirées définitivement »? « Pour ne plus perdre sa vie à la gagner », comme l'affiche une banderole de la CFTD devant le tribunal de Sarreguemines?

MARCEL SCOTTO

1. Incorporation de médicaments injectables dans un trafic d'assouplissements... Six médecins ont été inculpés de fraude à la Sécurité sociale et délivrance de substances vénéneuses, lundi 30 mars, par M. Dominique Brouil, le juge d'instruction de Brice (Meurthe-et-Moselle) chargé du dossier sur les prescriptions d'antidépresseurs destinés à des adeptes du cultisme (*Le Monde* du 17 mars). Les six praticiens inculpés sont les premiers d'un groupe de trente-trois médecins et pharmaciens de Moselle et de Meurthe-et-Moselle dont les noms avaient été cités dans cette affaire.

Messieurs les jurés

Les doigts crispés sur la barre des témoins, ce haut fonctionnaire souffre visiblement. « Quel contrôle aviez-vous exercé sur cette dépense? », répète son interlocuteur, chef de service au ministère de la coopération en 1985, devenu depuis ambassadeur de France, le témoin cherche de tous côtés un secours qui ne viendra pas. En d'autres termes et en d'autres lieux, il aurait peut-être réagi étonnement à la curiosité de ce contribuable anonyme. Mais aujourd'hui, ce contribuable est un juge. Hier encore, les neuf membres du jury et les quatre jurés supplémentaires exerçaient chacun une profession différente. Depuis le 23 mars et pour quelques jours encore, ils sont tous magistrats, désignés par la sorte, pour juger l'affaire Carrefour du développement. Et le président Henri Le Gall applique strictement la loi qui donne la parole (1) aux jurés.

Il y a bien longtemps que les lambris de la cour d'assises de Paris n'ont pas entendu un débat

aussi riche. On est bien loin de la méthode frileuse utilisée par de trop nombreuses cours où les jurés ne peuvent tout au plus que transmettre au président un petit bout de papier après avoir griffonné une question, sans être vraiment sûrs qu'elle sera posée. En respectant la loi, M. Le Gall donne à la cour d'assises sa véritable dimension politique et est le temple de la procédure orale. En outre, une affaire de détournements de deniers publics par dépositaire public avec la présence d'un ministre, même si c'est sur le banc des victimes, ne méritait-elle pas pleinement la curiosité d'un jury populaire?

Donc, les questions se succèdent, précises, judicieuses, opportunes. Au premier rang du public, une douzaine d'avocats japonais, venus se renseigner sur le jury qui n'existe pas au pays du Soleil-Levant, ont bien choisi leur jour. Tel juré veut comprendre les échelons hiérarchiques du ministère de la coopération afin de savoir très pré-

cisément pourquoi celui-ci est accusé alors que son supérieur n'est que témoin. Tel autre, une femme juré supplémentaire, se fait expliquer en détail comment est choisi le pays d'accueil de cas sombres franco-africains qui coûtent si cher. « Est-ce qu'il faut tout dire? », bredouille ce colonel qui sent venir des questions relatives aux services secrets. Un juré qui parle la langue des comptables oblige témoins et accusés à expliquer clairement le mécanisme des financements qu'il confronte ensuite avec ses notes dont il a déjà rempli un cahier.

Infatigablement, le jury interroge, et quel nul ne s'avisait de répondre à côté! La question est aussitôt reformulée car l'audience ne se forge pas sur la langue de bois. Ce juré l'explique clairement, répétant sa question en ajoutant : « Tant que je n'aurai pas compris... ».

M. P.

(1) Article 311 du code de procédure pénale.

DÉFENSE

Dès l'été prochain

L'armée de terre française va perdre la moitié de ses missiles nucléaires Pluton

Dès l'été prochain, l'armée de terre française va perdre la moitié de ses régiments d'artillerie nucléaire, équipés de missiles sol-sol Pluton. Cette décision, qui revient à réduire la part de l'armement nucléaire dit d'ultime aversissement au sein de la panoplie française de dissuasion, ne concerne pas l'armée de l'air et la marine, qui disposent d'événements dotés de missiles air-sol nucléaires pour remplir une mission voisine.

Entre 1974 et 1977, la France a progressivement constitué cinq régiments d'artillerie nucléaire, dont chacun, fort d'un millier d'hommes environ, peut mettre en batterie six lanceurs construits autour du châssis d'un char AMX-30. Ces rampes ont reçu un missile, baptisé Pluton, qui porte à

150 kilomètres de distance une charge nucléaire de quelque 25 kilotonnes (soit une puissance supérieure à la bombe lancée sur Hiroshima). Au total, cette force représentait trente-deux rampes de tir - laquelle peut être rechargée - si on ajoute aux trente missiles dans les régiments deux autres batteries dites de réserve générale.

Le Pluton a toujours été présenté comme une arme employée massivement et d'une seule rafale sur des cibles militaires, dans l'intention d'avertir un agresseur éventuel que la France est prête à user de son armement nucléaire stratégique (les bombardiers Mirage IV, les missiles du plateau d'Albion et les sous-marins nucléaires lance-engins) s'il continue sa action.

Des mesures unilatérales de désarmement

A plusieurs reprises, ce système d'arme a été critiqué par les alliés de la France, notamment l'Allemagne, qui, oubliant que le Pluton est mobile, ont estimé que ses objectifs ne pouvaient se situer, le cas échéant, que sur leur territoire.

C'est la raison pour laquelle l'armée de terre a lancé le programme Hagès, qui est celui d'un missile sol-sol monté par paires sur un camion banalisé - donc plus mobile qu'un char - et qui devait porter de 350 à 500 kilomètres. Ce missile devait embarquer une charge nucléaire de puissance variable, ne dépassant pas 50 kilo-

tonnes. Il avait été prévu de ne disposer que de trois régiments Hagès (trente lanceurs pour soixante missiles) pour remplacer les cinq unités Pluton.

A l'automne dernier, le président de la République a pris la décision de « geler » le programme Hagès, pour lequel 10 à 11 milliards de francs avaient déjà été dépensés, à hauteur de quinze lanceurs. Un régiment de Pluton, en la circonstance le 15^e régiment d'artillerie, a été désigné pour conserver en stock, au camp de Suippes, des missiles Hagès produits de sorte qu'ils ne soient pas déployés à usage opérationnel.

Selon des informations qui viennent d'être publiées par le ministère de la défense, il est désormais question que deux autres régiments de Pluton - sur les quatre restants - perdent leur spécificité d'artillerie nucléaire. Dès cet été, le 32^e régiment d'artillerie de Belfort formé en une unité équipée de lance-requettes multiples (LRM), en cours d'acquisition par l'armée de terre, et, avant la fin de l'année, le 32^e régiment d'artillerie, en garnison à Oberhofen (Bas-Rhin), canons classiques AUF-1 de 155 mm à grande cadence de tir.

Il n'y aura plus que deux formations nucléaires à avoir le missile Maitre-Camp (Aube) et le 4^e régiment d'artillerie, basé à Laon (Aisne).

Cette diminution de moitié de l'arsenal pré-stratégique de l'armée de terre entre à coup sûr dans une politique inspirée par M. François Mitterrand qui consiste, pour la France, à « accompagner » par des initiatives unilatérales les mesures de désarmement nucléaire arrêtées lors de discussions bilatérales entre les Etats-Unis et l'ex-Union soviétique (devenue CEE).

Pour l'instant, seul le Pluton, qui a vingt ans d'âge, est concerné. En effet, le potentiel dévolu dans la même gamme des armements dits de l'ultime aversissement par l'armée de l'air et la marine françaises ne devrait pas être touché en 1992. L'armée de l'air continuera de disposer, pour sa part, de trois escadrons (quarante-cinq appareils) de Mirage 2000-N, qui sont capables de tirer le missile ASMP (air-sol à moyenne portée), et d'un escadron (quatre-vingt-cinq avions) de Mirage 2000-N, après à la fois au tir de l'ASMP et de missiles air-sol guidés avec précision et à charge classique. Quant à la marine, son ambition reste de pouvoir aligner cinquante avions d'attaque embarqués du type Super-Éclair, transformés pour utiliser le missile ASMP qui emporte une charge nucléaire de 150 kilotonnes, sur des distances de 100 à 300 kilomètres selon l'altitude de tir.

JACQUES ISNARD

SCIENCES

Le ginkgo de Mme Cresson

Plusieurs lecteurs nous ont écrit, après le petit article à propos du ginkgo planté par Mme Edouard Cresson dans le jardin de l'hôtel Matignon (*Le Monde* du 14 mars), pour nous dire que le surnom de cet arbre est « arbre aux quarante écus » et non pas « arbre aux mille écus » comme nous l'avions écrit.

Renseignement pris auprès de spécialistes, les deux surnoms sont exacts : « arbre aux quarante écus » viendrait du prix qu'un habitant de Montpellier aurait payé les premiers graines de cet arbre introduites en France ; « arbre aux mille écus » aurait été le surnom populaire donné par la suite au ginkgo en raison de la couleur jaune d'or prise par les feuilles à l'automne et de la sensation de voir une pluie d'or répandue sur le sol à la chute des feuilles. En outre, le ginkgo aurait aussi été appelé « arbre aux cent écus » par des personnes ne sachant pas très bien le prix payé par l'acheteur des graines...

Pour le ginkgo qui aurait survécu à la bombe d'Hiroshima, nous n'avons pas écrit que c'était impossible, mais nous avons simplement voulu dire que se prononcer sur le sujet aurait néces-

sité de disposer sur ce cas d'études précises, que nous n'avions pas dans la mainée du 13 mars. De toute façon, le ginkgo est connu pour être un arbre particulièrement résistant à de fortes doses de pollution, ainsi qu'aux attaques de toutes sortes de parasites et même au feu.

Un lecteur nous a aussi signalé qu'un ginkgo femelle prospère sur une place de Toulouse mais que le zèle des employés municipaux à faire disparaître ses fruits empêchait les promeneurs de les voir. Heureusement, car les fruits du ginkgo seraient très vite mauvais.

Il y a au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, outre plusieurs ginkgos mâles, un individu « hermaphrodite » issu d'une greffe et possédant les deux sexes. Cet arbre, qui est planté près de l'entrée du laboratoire de paléontologie, a des fleurs mâles et des fleurs femelles donnant des fruits empestés très rapidement. Quant aux vertus thérapeutiques du ginkgo, elles sont bien connues, pour traiter, en particulier, les insuffisances veineuses.

Y. R.

1. NASA : démission du directeur du programme de la navette spatiale. - Le directeur du programme de la navette spatiale américaine, M. William Lenoir, démissionnera le 4 mai prochain, après avoir supervisé depuis 1989 le lancement de dix-sept vols habités. Annoncé lundi 30 mars par la NASA, son départ suivra de quelques semaines celui de l'ancien

administrateur de la NASA, M. Richard Truly, « démissionné » en février dernier à la suite d'une lutte de pouvoir avec la Maison Blanche (*Le Monde* du 14 février). Ces remaniements en série rendent plus incertain que jamais l'avenir de la navette spatiale américaine, à l'heure où le Congrès prête la rigueur budgétaire. - (Reuters, AFP).

Le Monde

SCIENCES • MÉDECINE

La guerre des centres de transfusion sanguine

L'inspection des finances demande le regroupement de l'activité de fractionnement du sang

ALORS que le gouvernement doit rendre publics prochainement une série de mesures de restructuration du système français de transfusion, le rapport que M. Régis Paraque, inspecteur général des finances, vient de consacrer au fractionnement du sang confirme l'existence d'anomalies dans le système français de transfusion et le caractère non réglementaire de certaines pratiques (1). Son constat est accablant. Il souligne toutes les conséquences négatives de la concurrence acharnée à laquelle se livraient ces dernières années - et se livrent encore aujourd'hui - les centres français de fractionnement du sang qui représentent la moitié du chiffre d'affaires de la transfusion sanguine (1,5 milliard de francs) et le quart de ses emplois (environ sept cent cinquante personnes).

« Les centres français se livrent entre eux une concurrence généralisée de coûts inutiles, souligne le rapport, tout pour l'approvisionnement en plasma auprès des centres de transfusion sanguine que pour la distribution des produits, au sein du réseau transfusionnel ou directement auprès des prescripteurs, dans des conditions parfois peu transparentes. Ces pratiques, ces disparités et cette concurrence onéreuse entraînent un état de préparation très variable et insuffisant à l'ouverture européenne, du fait d'une compétitivité inégale des produits et d'une approche désordonnée tant des marchés étrangers que des futures procédures d'autorisation de mise sur le marché. »

Le rapport de l'inspection générale des finances met en évidence l'arbitraire et la grande hétérogénéité de l'outil de production français autour de ses sept centres : Lille, Paris, Bordeaux, Montpellier, Strasbourg, Lyon et Nancy. Il est frappant de noter la disparité et le déséquilibre des volumes de production qui séparent l'ensemble Lille-Paris des autres centres. « L'énorme différence de production, les centres de Lille et de Paris ont tissé trop de liens entre eux pour qu'il soit aujourd'hui possible et souhaitable d'envisager leur divorce », écrit M. Paraque. Groupés au sein du groupe d'intérêt économique Bio-transfusion qu'ils ont constitué en 1987, les deux centres leaders n'ont pas cessé depuis lors de se livrer une guerre féroce qui a paralysé le fonctionnement du GIE et provoqué le départ de son premier directeur général, un an après sa création. »

Dispersion et incohérences

La production additionnée des centres de Lille et de Paris a représenté en 1991 les deux tiers de l'albume et les trois quarts du facteur VIII produits en France, tandis que Lyon, Montpellier et Nancy n'en produisaient que 13 % et 7 %. Bordeaux et Strasbourg, groupés dans le GIE Intertransfusion, occupent une position intermédiaire avec 22 % de la production de l'albume et 18 % du facteur VIII. Le rapport de l'inspection générale des finances explique qu'avec une capacité de traitement totale d'environ 1 million de

litres de plasma, Lille et Paris, qui ont fractionné 850 000 litres en 1991, « sont en mesure de satisfaire la totalité des besoins nationaux ». « A titre de comparaison, ajoute M. Paraque, il faut savoir que la firme Armour, aujourd'hui sous-jugale de Rhône-Poulenc aux Etats-Unis, traite 1,6 million de litres de plasma en une seule unité de production. Les centres de Lille et de Paris se sont livrés à une surenchère des investissements de capacité, d'une concurrence des recherches et des débouchés qui, pour avoir tout de même été mieux maîtrisées par le centre de Lille, n'en conduisent pas moins à une impasse et expliquent pour partie la situation financière dégradée du GIE. »

Cette hétérogénéité produit aussi ses effets dans les rendements. Ainsi, pour le même volume de plasma, obtenir cent trente-cinq unités de facteur VIII à Montpellier et Strasbourg, contre deux cent trente-cinq à Lille, ou encore deux cent quatre-vingt unités de FFP5 (autre facteur de coagulation) à Bordeaux, contre cent cinquante à Lille. Le rapport note également des divergences dans les procédés de production, certains centres comme Bordeaux et Montpellier travaillant sous brevet de la qualification Octapharma, multinationale par ailleurs en conflit avec les centres de Lille et Paris (le Monde du 12 mars).

Ces divergences, précise M. Paraque, « obligent la tutelle à des décisions rapides concernant la prochaine mise sur le marché du plasma viru-inactivé qui se disent

capables de produire Bordeaux, sous licence Octapharma, et Lille, selon un procédé propre, ou encore la production de facteur VIII liquide à Montpellier sous licence Octapharma, assortie d'un conditionnement auto-injectable susceptible d'améliorer sensiblement la sécurité et le confort des malades ». Cette diversité est aussi très grande entre les prix de revient et les marges (écart variant du simple au triple) et les stratégies adoptées par les centres.

Les seuls atouts du système français résident donc dans la situation économique « globalement favorable » des centres (même si Montpellier, Lyon et Nancy connaissent de sérieuses difficultés), le dynamisme de ces acteurs (doublement du chiffre d'affaires et de l'investissement depuis 1986) faisant de la France le premier pays européen producteur de substances stables dérivées du sang. Le rapport note aussi le niveau technologique « satisfaisant » de l'outil de production et l'attachement à l'éthique des dirigeants des centres. « L'emploi des moyens disponibles, note toutefois M. Paraque, le caractère précisément exact de la mission et de l'éthique, le cadre juridique mal défini laissant aux dirigeants une marge d'initiative considérable, voire grise, et l'absence d'une tutelle suffisamment lointaine et neutre, les nombreuses causes de certains échecs financiers ayant déjà été évoquées. »

Revenant sur les problèmes posés par la directive européenne de 1989 sur le plasma, M. Paraque formule

une série de propositions centrées sur le regroupement national de l'activité de fractionnement. Si les structures sont modifiées, les sites actuels seraient conservés. « Un regroupement de ces centres fractionneurs sous une autorité nationale unique est une condition sine qua non de la survie du fractionnement français, conclut le rapport de l'inspection générale des finances. Chaque centre paraît en mesure de conserver une chance de survie, à condition de s'intégrer dans une structure nationale. »

Le cas de l'institut Mérieux

Cette structure unique et décentralisée, qui serait chargée d'une série de missions essentielles (optimisation de l'outil industriel, définition d'une politique commerciale, régulation du marché, préparation et mise en œuvre de l'ouverture internationale, etc.), devrait, selon ce rapport, être dotée d'un statut d'établissement public industriel et commercial (EPIC). Dans son conseil d'administration, on devrait retrouver les directeurs des différents centres actuels. On voit mal, dans ce contexte, comment l'institut Mérieux, éloigné depuis 1976 du paysage transfusionnel français, aujourd'hui filiale du groupe nationalisé Rhône-Poulenc, pourrait être tenu à l'écart d'une activité dans laquelle il fait figure de leader international à partir du sang obtenu par la collecte des placentas dans de nombreux pays.

Dans une lettre adressée le

12 novembre dernier à M. Paraque, M. Alain Mérieux, président de la société Pasteur Mérieux sérums et vaccins, expliquait qu'il lui semblait indispensable de laisser entre les mains de la transfusion sanguine, à but non lucratif, les fonctions d'intérêt général que sont la recherche fondamentale et la collecte du sang ou de plasma à partir de donneurs bénévoles.

Pour le fractionnement du plasma, M. Mérieux écrit : « Dès qu'une instance représentative sera désignée pour fédérer les différents centres de fractionnement, notre laboratoire est prêt à discuter dans un esprit de totale ouverture. La venue des firmes industrielles étrangères sur le marché français pose le problème de la survie économique du secteur national. Disposons-nous du temps nécessaire à la réorganisation et au redressement de ces activités ? Quelles que soient les solutions retenues, le gouvernement ne dispose plus que d'une étroite marge de manœuvre. »

JEAN-YVES NAU
et FRANCK NOUCHI

(1) Ce rapport de l'inspection générale des finances sur l'outil transfusionnel français est daté de novembre 1991. Il constitue la synthèse d'un rapport d'audit établi par MM. Bernard Anquet et Eric Groven, inspecteurs des finances.

(2) On peut se reporter au rapport de M. Laurent Vachey, inspecteur général des finances, rédigé à la demande de M. Pierre Bérégovoy (le Monde du 13 décembre 1991).

La riche moisson archéologique de Sainte-Barbe

Les fouilles près de la porte d'Aix à Marseille, ont permis la mise au jour de deux nécropoles antiques et d'un quartier médiéval

« C'EST la plus belle moisson archéologique à Marseille depuis la découverte, dans les années 70, de la « cornue » du port antique et des « restes grecs ». Créée jusqu'aux yeux par la boue qui submergeait le chantier, Manuel Moliner, archéologue de la ville de Marseille et directeur des fouilles de l'île Sainte-Barbe, coïncide entre la porte d'Aix et la rue Colbert, ne cache pas sa joie. Huit mois d'une fouille de sauvetage conduite par vingt archéologues épaulés par des bénévoles ont livré une série de découvertes majeures. Cette moisson va faire l'objet de communications à l'occasion de prochains colloques internationaux. Une fois le bilan affiné, des pages inédites pourront être écrites sur la longue histoire de Marseille. »

Les fouilles terminées, place aux engins de travaux publics : ici se dresseront des parkings, un centre commercial, un hôtel et des bureaux. Mais le surris de quelques mois et les 2,2 millions de francs de crédits accordés, en contrepartie de la ville, l'Etat... et le promoteur (le fait mérite d'être souligné) ont permis une fouille exhaustive de ces 2 000 mètres carrés où l'espace fait place au temps pour remonter jusqu'au quatrième siècle avant Jésus-Christ.

La moisson est double. Elle concerne la période antique, du quatrième siècle avant Jésus-Christ au troisième de notre ère, puis le treizième siècle jusqu'à nos jours, à Marseille. Ce qui explique la présence conjointe sur le site de spécialistes de l'Antiquité autour de Manuel Moliner, Francis Cognard et Martine Mogman, et de chercheurs du laboratoire d'archéologie médiévale méditerranéenne du CNRS, dirigé par Gabrielle Demians d'Archimbaud, autour de Lucie Vallauri, de Jacques Thiriot et d'Henri Marchesi.

Un « trou noir » de dix siècles

« Nous avons pu fouiller jusqu'au sol naturel, précise Manuel Moliner, ce qui nous a permis d'établir que le site de Sainte-Barbe était, dans l'Antiquité, un ravin en pente douce vers le port antique, parcouru par un torrent. » La première trace d'occupation relevée par les chercheurs prend la forme d'une nécropole hellénistique des quatrième et troisième siècles avant Jésus-Christ, située hors les murs de la phocéenne Massalia. Elle a livré quelques tombes très simples et des restes d'inhumations, soit dans des

jarres, soit en pleine terre. « Tout cela est très rustique, concède Manuel Moliner, mais confirme que la cité grecque devait être cernée d'une « nébuleuse » de nécropoles à sa périphérie, puisqu'on a retrouvé trace de plusieurs autres. »

Au cours de la deuxième phase d'occupation du site, un aqueduc souterrain d'époque romaine (premier siècle) a été édifié. C'est une construction monumentale en pierres appareillées que les archéologues ont mise au jour sur 20 mètres et qui descend vers le port antique. L'aqueduc mesurait 2,50 mètres de large sur 1,30 mètre de haut et comportait des

puissards. Enfin, le plus « gros morceau » de la fouille antique est sans conteste ces quatre cents tombes exhumées qui ne constituent qu'une partie d'une nécropole romaine en usage au moins durant les trois premiers siècles de notre ère. Elle enrichit les connaissances d'une foule de renseignements sur les rites funéraires, les types d'inhumations en cercueils, en sarcophages, en amphores, en urnes après crémation, puisque nombre de tombes contenaient des restes humains en place, des objets, des offrandes, des ossements de Charon, ainsi qu'une stèle avec ses sept lignes où un habitant du nom de Kresus

rend hommage à sa défunte épouse. Un Romain de Marseille qui écrit en grec !

La nécropole semble avoir été abandonnée après le troisième siècle. Sans doute, un quartier s'est établi sur le site, à moins que des temps troublés, ou des épidémies n'aient fait repousser la cité à l'intérieur de ses remparts comme un escarpot dans sa coquille. Bref, c'est l'habituel « trou noir » de près de dix siècles. Et puis, au troisième siècle, une sorte de Renaissance a vu la lettre. Ce, on ne sait pas encore, mais c'est certainement lié à la poterie que l'on installait traditionnellement hors les murs. On a retrouvé douze fours de grandes

dimensions (cinq ont été moulés par les soins de l'atelier du Patrimoine) et des tonnes de poteries, de rebuts de cuisson en cours d'examen.

« C'est l'atelier urbain de poterie le plus important que nous ayons eu à fouiller, précise Jacques Thiriot, mais il nous réservait des surprises de taille. » Et d'abord, la présence de trois fours de préparation des oxydes métalliques servant à la décoration des argiles, alors que la production locale ne fait appel qu'à la terre et au monotone argile grise sans décor. « Cela nous a mis sur la voie d'une découverte exceptionnelle : un four et des poteries arabes tout à fait semblables à celles découvertes en Andalousie. »

Les chercheurs en tirent la conclusion que des potiers arabes d'Espagne, « dont les savoir-faire étaient infiniment plus avancés et subtils que ceux des potiers provençaux de l'époque », s'étaient installés là, dans le Bourg des Olliers. « Sans doute suggère Jacques Thiriot, ont-ils initié leurs collègues marseillais à des techniques jusqu'alors inconnues, ce qu'on trouve déjà chez des formes de décors et des coloris qui servent ceux de la future poterie provençale. Il y avait, dans le sous-sol de Sainte-Barbe, au bas mot cinquante fois nouvelles pour l'époque et des techniques de glaçure, de liffances dont les chercheurs ignorent que l'importation prit précéder la quatorzième siècle, comme l'attestent les poteries médiévales retrouvées au palais Papes d'Avignon. »

Près d'un siècle plus tôt, à Marseille, des potiers arabo-andalous bourg des Olliers fabriquaient vases à parfum, des alambics, des lampes à huile, des vases en faïence d'animaux, à décor en relief, des livres, des carreaux de pavements blancs à décor vert et brun... et des coussonniers ! Sans parler, ces vingt monnaies dont la présence va leur permettre d'affiner les datations du site.

Il est encore trop tôt pour mesurer l'importance de toutes les découvertes qui viendront enrichir les musées marseillais au fur et à mesure de l'aventure. « Nous avons eu la chance de trouver en milieu urbain un ensemble aussi cohérent, précisent M. Vallauri, nous le devons à la science au sein du ravin de l'ancien puits des incurables (aujourd'hui faculté des sciences économiques) du jardin de l'hospice se trouvant l'aplanissement de l'ancien quartier médiéval. »

CATHERINE VINCENT

(1) Retour à la Lune, priorité scientifique européenne pour l'exploration de la Lune. Rapport réalisé par les experts du Lunar Study Steering Group (LSSG) de l'ESA.

JEAN CONTRU

Retour à la Lune ?

Les experts de l'Agence spatiale européenne évoquent l'éventualité d'une nouvelle aventure lunaire

FAUT-il que le monde aille mal, sur notre Terre, pour que l'on repare de décrocher la Lune ? Fut-il que nos futurs astronautes aient besoin de rêves pour oublier les budgets des programmes spatiaux, prévus pour être réduits à la portion congrue dans les années à venir ? L'accord, en tout cas, est presque parfait : quelques mois après la publication d'un rapport américain (Space Exploration Initiative) dans lequel la NASA propose plusieurs scénarios pour retourner sur la Lune et conquérir Mars, l'Agence spatiale européenne (ESA) vient à son tour de publier un rapport sur les « priorités européennes pour l'exploration et l'utilisation de la Lune » (1).

Cette étude, placée depuis deux ans sous la responsabilité d'une quinzaine de chercheurs européens, « a été menée de la manière la plus académique possible », précise M. Roger Bonnet, responsable des programmes scientifiques de l'ESA. L'objectif, délibérément « hors du temps » : « réaliser l'inventaire des intérêts scientifiques de la Lune ». A commencer par l'étude de notre satellite lui-même, dont on ne connaît encore ni la topographie des pôles, ni la structure interne, ni l'origine.

Dans un premier temps (qui durerait dans le meilleur des cas de dix à

quinze ans), la cartographie du sol lunaire serait confiée à des engins prédestinés pour leur intérêt scientifique ou minéralogique seraient ensuite envoyés de petits véhicules automatiques, qui, précise le rapport, « pourraient être lancés par des robots aérospatiaux de la future Ariane 5 ». Viendraient ensuite les vols de roches et, peut-être, la construction d'une première base de l'homme. « mailon fragile de l'avenir », soit réellement indispensable à la conquête de notre satellite - question sur laquelle les experts sont encore loin d'être unanimes.

Rêve de scientifiques ? Tentative désespérée pour redorer le blason vingt ans après la fin de la dernière mission Apollo, sur la Lune pour retourner sur la Lune pour, en tout cas, assurer la survie de l'astronomie ? L'absence du satellite, le montrent la détérioration des conditions atmosphériques dans les décennies à venir, prédisent, le nombre d'observations utiles sur Terre pour faire de la bonne astronomie se complèterait sur les données d'une seule main. On a

besoin de rêves, c'est vrai, mais les astronomes ont surtout besoin de la Lune !

Car notre satellite, à cet égard, offre des conditions absolument uniques. Outre les étoiles quatorze ans, durant, dépourvu d'eau et d'air, protégé des séismes et de la pollution humaine, il représente une plateforme idéale pour l'observation astronomique. Surtout si l'on y installe des télescopes optiques à interférométrie, qui permettraient de couvrir une gamme d'objets astronomiques allant des rayons UV aux ondes submillimétriques, et sur lesquels travaillent déjà plusieurs équipes dans le monde.

Revers de la médaille : le prix, astronomique ! auquel reviendrait l'installation d'une base lunaire et de ces télescopes. Au moins cent fois les 30 milliards de francs estimés nécessaires au développement du lanceur Ariane 5, et encore ne s'agit-il que d'une estimation très préliminaire. Un obstacle de taille, auquel les partisans les plus acharnés de la conquête de la Lune répondent que l'exploitation de ses ressources géologiques (notamment de l'hélium 3, élément essentiel à la fusion thermonucléaire et présent par millions de tonnes dans les roches lunaires) permettrait, à terme, de pallier ces coûts exorbitants. Ce à quoi les plus réalistes, M. Bonnet en tête, font remarquer

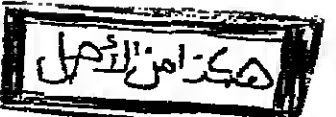
que « la Lune serait alors entourée d'une atmosphère résiduelle de vapeur d'eau, de gaz carbonique et d'un nuage de poussières qui empêcheraient toute observation astronomique... »

On le voit, le problème n'est pas simple. Survenant dans un contexte mondial particulièrement difficile, l'étude réalisée par l'ESA, même si elle joue la très sérieuse carte des implications scientifiques, prend donc surtout valeur de symbole. De même que les multiples rapports américains qui, alimentant à bon compte nos rêves de conquêtes, recommandent à intervalles réguliers de préparer l'installation de l'homme sur la Lune dans les trente premières années du troisième millénaire.

Le fait que l'Europe, pour la première fois, mette aujourd'hui sa voix à ce concert de bonnes volontés prouve en tout cas une chose : le retour sur la Lune sera planétaire ou ne sera pas. Tout comme l'éventuelle conquête de la planète Mars, dont la présence de l'homme sur notre satellite constitue plus ou moins le passage obligé.

CATHERINE VINCENT

(1) Retour à la Lune, priorité scientifique européenne pour l'exploration de la Lune. Rapport réalisé par les experts du Lunar Study Steering Group (LSSG) de l'ESA.



SCIENCES • MEDECINE

Petite histoire des fruits et des légumes

Ces produits de la terre indispensables à une bonne santé font l'objet d'une exposition au Muséum national d'histoire naturelle

EVE et sa pomme funeste qui a fait le malheur de l'humanité. Paris qui tend la pomme de la victoire à Aphrodite et sera ainsi à l'origine de la guerre de Troie. Popéye qui engloutit des épinards pour avoir la force de secourir Olive. On n'en finit pas de citer toutes les histoires regrettables ou utiles auxquelles sont mêlés les fruits et les légumes. Plus sérieusement, tous les nutritionnistes recommandent aux adultes et aux enfants de manger fruits et légumes, riches en éléments minéraux, en vitamines, en fibres, toutes choses nécessaires à une bonne santé.

Tout le monde connaît les fruits et les légumes. Mais, curieusement, tout le monde se fonde sur des critères différents, très subjectifs en général, pour les départager. « L'avocat est-il un fruit ou un légume ? » Un légume puisque il se mange au début du repas avec un assaisonnement salé. « La salade ? Ce n'est pas un légume, elle se mange crue », « Les pommes de terre, le riz, les céréales ne sont ni des fruits, ni des légumes, mais des féculents ».

Mangeurs de féculents

Aux temps paléolithiques, l'homme était chasseur-cueilleur ; il vivait de viande et sûrement aussi de fruits, de racines, de graines beaucoup plus qu'on ne l'imagine généralement. Jacques Barrau, professeur d'ethnobotanique au Muséum national d'histoire naturelle de Paris, nous a cité l'exemple des Estimois dont on pensait qu'ils vivaient exclusivement de viande de phoque et de poisson. Pourtant, les observations faites au siècle dernier par des chroniqueurs russes et plus récemment par des chercheurs américains ont montré que les peuples de l'extrême Nord tiraient profit de la très courte saison végétative pour cueillir boughons, plantules, lichens qu'ils faisaient congeler pour les conserver. Les Lapons avaient inventé une technique - peu appétissante pour nous - pour se procurer des aliments végétaux : ils consommaient le contenu de l'estomac des rennes qu'ils avaient abattus.

Depuis la révolution néolithique (c'est-à-dire la domestication des plantes alimentaires, sélection-



La « tomate en arbre » ou « tomate de la Paz », Cythomandra berthaeana... Depuis une cinquantaine d'années, ce Cythomandra fait l'objet d'une culture commerciale en Nouvelle-Zélande, où le fruit est connu sous le nom de tamarillo.

nées et améliorées à partir de plantes sauvages) qui est survenue à des périodes échelonnées dans le temps partout dans le monde, les hommes sont, fondamentalement, des mangeurs de féculents. Selon les régions, le blé, l'orge, le riz, le maïs, les pommes de terre, le manioc, le sorgho, les mils ont été et sont encore bien souvent les nourritures de base consommées sous la forme de pain, de bouillie, de galette, de soupe.

ques Barrau a fait deux observations surprenantes chez une population qui n'avait, jusqu'à son arrivée, jamais vu de blancs.

Les enfants qu'il voyait nourrir exclusivement de féculents, ne portaient aucune des marques révélant des carences en protéines animales. Mais il a remarqué que des groupes d'enfants allaient très régulièrement dans la forêt. Il les a suivis : les gamins, les plus grands guidant les plus petits, attrapaient toutes sortes de bestioles (insectes, larves, etc.) et les mangeaient, ce qui leur apportait les protéines nécessaires.

Le « Potager d'un curieux »

L'autre surprise a été de voir des cultures de patates douces. Or celles-ci sont originaires d'Amérique centrale. La seule explication possible était un cheminement des patates douces plus rapide que celui des explorateurs européens. Les tubercules américains étaient arrivés aux Philippines, puis en Indonésie, sur les galions espagnols, et de là avaient dû parvenir, par diffusion ou troc, jusqu'aux montagnes perdues de la Nouvelle-Guinée où ils avaient prospéré.

Fruits et légumes sont célébrés au Muséum national d'histoire naturelle de Paris par une exposition qui vient à la suite d'un colloque organisé il y a deux ans au Cressat par l'Agence nationale de création rurale (ANCR). Une exposition itinérante, déjà présentée à Arles et en Belgique, a été décidée au Cressat. C'est celle qui est actuellement au Jardin des Plantes, augmentée de documents propres au Muséum.

Ce n'est que justice puisque le Jardin royal des plantes médicinales, créé en 1626 sur le conseil de Orléans de La Brosse, médecin de Louis XIII et botaniste, a très vite cultivé, amélioré, croisé des plantes alimentaires - en particulier celles que des « voyageurs » rapportent de leurs expéditions exotiques.

Le seul titre de « fruits et légumes » évoque des ruissellements de pommes, de fraises, de kiwis, d'ananas, de cerises, des pyramides de laitues, de tomates, de courgettes, de courtilles, de tomates. Or l'exposition ne montre ni fruits ni légumes frais. Seulement des imitations très fidèles en plâtre ou en cire, des pho-

tos et des dessins superbes et très « ressemblants », des affiches, des livres anciens, des textes explicatifs : le début du printemps se passe peu à des amoncellements de fruits et de légumes réels. D'ici au 14 septembre - date de clôture - le commissaire de l'exposition, Jacques Barrau, espère bien mettre à profit les diverses périodes de croissance et de maturité pour présenter de « vrais » fruits et légumes, et pour planter diverses espèces de fruits et légumes dans le « Potager d'un curieux » (au Jardin des Plantes).

Les documents exposés au Muséum montrent aussi l'exotisme de la plupart de nos légumes et de nos fruits les plus consommés. Certes, l'extension de l'empire romain et la diffusion (qu'on pourrait qualifier de spontanée) nous avaient apporté des fruits et légumes asiatiques et africains. Les Romains, par exemple, connaissaient le poivre et le riz. Ce dernier était d'ailleurs utilisé surtout comme un médicament antidiarrhéique sous

forme d'eau de riz. Mais la diversification des fruits et des légumes utilisés en Europe est due, en tout premier lieu, à la découverte de l'Amérique. Avant 1492, nous n'avions ni pomme de terre, ni maïs, ni chouille, ni grosse fraise, ni ananas, ni cacao, ni haricot vert, ni tomate, ni avocat, etc. En revanche, l'Europe n'avait en Amérique du Nord la pomme de terre qu'elle avait reçue d'Amérique du Sud.

L'exposition se termine par les procédés les plus récents de conserve (la lyophilisation), de reproduction (le clonage), de culture (in vitro).

YVONNE REBEYROL

► Muséum national d'histoire naturelle, Jardin des Plantes, galerie de botanique, 18, rue Buffon, Paris (5^e). Ouvert jusqu'au 14 septembre, tous les jours, sauf le mardi et les jours fériés. De 10 heures à 17 heures. Entrée : 25 F.

Deux livres sur la Sécurité sociale d'Alphonse Crespo et de Jean-Michel Normand

Esculape et le cambouis

par Gilles Johanet

DANS la floraison de livres qui paraissent régulièrement sur l'état de la Sécurité sociale, on observera que ces ouvrages, le plus souvent, contribuent à cultiver les passions des auteurs plutôt que l'intérêt des lecteurs, quand on prend comme critère le nombre de ces derniers : rarement ils dépassent le cercle des initiés.

Reste la passion et le goût du sensationnel. A ce titre, *Sécu, faille sur ordonnance*, de Michel Lépinay, paru à l'automne (*Le Monde* du 10 mars), était symbolique : l'auteur s'était fait plaisir en privilégiant l'événementiel et en écrivant finalement le script d'un film néoréaliste italien des années 60 destiné à l'exportation. On n'en retirait pas une compréhension plus grande de la situation de la Sécurité sociale, mais finalement l'impression que tous les responsables étaient ripoux ou incompetents, ce qui, pour relever d'un air connu, n'est pas plus justifié ici qu'ailleurs.

Depuis lors, deux livres ont paru qui transcrivent sur la production ambiante, et pour des raisons opposées.

Esculape foudroyé, d'Alphonse Crespo (1), mérite le détour, non plus pour y voir plus clair, mais pour bien mesurer jusqu'où la passion peut mener. Dès les premières pages, la cause est entendue : l'Etat moderne est l'union du fascisme et du socialisme : la solidarité et la justice ne sont que les prétextes moraux à la violence d'Etat. Dans cette situation, la Sécurité sociale n'est naturellement que l'avant la plus ignoble du mal d'Etat. Ce mal est, d'ailleurs, général puisque le régime médical canadien est qualifié de « *social-fascisme* », que les structures médicales HMO américaines sont prétendument organisées sur le principe du kolkhoze, ou encore que les Anglais, selon l'auteur, manifestent un « *goût* » pour la file d'attente.

Alphonse Crespo nous appelle donc à promouvoir un retour aux vraies valeurs avec le développement d'un marché noir de la santé, la légalisation des mères porteuses et même la rétribution des donneurs d'organes car, souligne-t-il, « un organe double est parfois le seul bien dont dispose l'indigent pour offrir à ses enfants une vie plus digne... » dans une situation il est vrai clarifiée puisque la non-commercialisation du corps humain n'est que la confiscation du droit de propriété.

Ces propos paraissent d'autant plus étonnants qu'ils sont tenus par un médecin. Et sans doute constituent-ils la première application d'une recommandation de l'auteur qui consiste à promouvoir l'automédication intégrale : à défaut de cultiver ses capacités d'analyse et de réflexion, l'auteur soigne ses fantasmes.

Il en va tout autrement avec les *Moins dans le cambouis* (2), de Jean-Michel Normand, journaliste au *Monde*, qui sort aussi de l'ordinaire mais de belle façon : expliquer quels sont les défauts et les mérites de la Sécurité sociale sans

faire preuve de myopie, tout en maintenant constamment l'humour, relève de la prouesse. Partant des annonces périodiques du « *trou* » de la Sécurité sociale, joliment qualifiée de « *gouffre naturel*, après *Podirac*, le plus connu de France mois le plus visité », l'auteur analyse avec finesse les raisons du dérapage continu des dépenses de santé en France et dégage peu à peu ce qui fait l'originalité douteuse de notre pays par rapport à tous les autres pays développés : d'une part, l'absence d'un tableau de bord économique avec un taux d'évolution des dépenses, d'autre part, l'absence de coordination des soins, et donc la promotion de l'éphémère dans la relation médecin-malade ; enfin, l'absence de connaissance de la nature des soins consommés et donc le triomphe de l'opacité, largement dû, il est vrai, à une loi de juillet 1978 relative à la protection des libertés individuelles, dont le caractère partiel fait naître un observantisme sans égal.

Victime de son succès

A lire ces observations percutantes et drôles, sans être d'une férocité excessive, on se prend à regretter que l'auteur n'ait pas ajouté quelques dizaines de pages pour aller encore plus au fond des choses. Mais aurait-il encore été lu ?

On regrettera également qu'il ne résiste pas aux travers, qu'il dénonce pourtant, consistant à traiter trop rapidement des retraites, dont la contribution au « *trou* » est pourtant majeure.

Néanmoins, l'ouvrage est tout à fait bienvenu car conçu pour expliquer sans ennuyer en partant du constat simple mais pas contre unanimement perçu que « *le Sécu n'est pas malade de la solidarité mais de son incapacité à inventer de nouvelles formes de solidarité en phase avec les mutations économiques et sociales de ces vingt dernières années* ». Bref, la *Sécu* victime de son succès.

C'est une maladie longue et coûteuse à l'évidence, mais qui est curable. L'évolution enregistrée depuis quelques mois dans les relations entre l'Etat et l'assurance-maladie, puis entre ces derniers et les professions de santé montre que le pire n'est pas toujours sûr et que nous sommes peut-être - enfin ! - parvenus à l'âge adulte avec une responsabilisation de chaque partenaire. Réformer pour adapter la Sécurité sociale et en faire un instrument de solidarité aussi performant que la Sécurité sociale néerlandaise, danoise ou allemande n'apparaît plus tout à fait hors de portée.

(1) *Esculape foudroyé*, d'Alphonse Crespo, Editions Les Belles Lettres, 170 p., 99 F.

(2) *Moins dans le cambouis*, de Jean-Michel Normand, Ed. Régine Deforges, 123 p., 75 F.

► Gilles Johanet est directeur de la Caisse nationale d'assurance-maladie.

POINT DE VUE

Les sciences cognitives sortent des limbes

par André Holley

LA vague d'intérêt que soulèvent les sciences cognitives entraîne une interrogation dont *Le Monde* s'est fait récemment l'écho (« Le Monde Sciences-Médecine » du 26 février). Que font les pouvoirs publics pour développer dans notre pays ce nouveau champ de recherche dont ils ont reconnu l'importance ? De toute évidence, les efforts consentis, qui sont réels, même si on peut les trouver modestes en regard des enjeux, ne sont pas assez connus.

Il ne s'agit pas seulement, dans ce domaine, de mobiliser des savoirs déjà établis pour apporter des solutions techniques à des problèmes pratiques. Certes, l'éducation, la santé, le travail et de nombreux secteurs économiques sont appelés à tirer parti d'une meilleure connaissance des facultés cognitives de l'homme et d'une plus grande maîtrise des systèmes technologiques complexes qu'il lui faut construire.

Mais les sciences de la cognition, à un niveau très fondamental, ont encore beaucoup à inventer. Il faut concevoir de nouveaux outils de recherche conceptuels et méthodologiques, et surtout amener à plus d'unité les langages diversifiés dans lesquels elles s'expriment. Les connaissances sont disséminées dans les travaux de la psychologie et des sciences du langage ; elles émergent des recherches que les neurosciences mènent sur les fonctions supérieures du cerveau ; elles sont présentes dans les travaux suscités par l'expansion de l'ordinateur en informatique, en logique, en intelligence artificielle. Mais ces diverses approches de la cognition s'ignorent trop souvent, et les connaissances restent fragmentées. Le besoin est grand de les coordonner, pour que les progrès obtenus dans un domaine fécondent les travaux des autres.

Cet état des lieux explique la stratégie suivie : programmation par étapes ; incitation aux collaborations pluridisciplinaires plutôt qu'autoritaires ; formation des jeunes chercheurs et création de nouvelles équipes orientées vers les sciences cognitives. La phase initiale d'incitation a débuté par la mise en place en 1989, par les ministères de la recherche et de la technologie et de l'éducation nationale, de l'action concertée Sciences cognitives. Elle vient de lancer son quatrième appel d'offres. Au total, dans quelques mois, environ quatre-vingt-dix projets de recherche auront été financés, et de nombreuses allocations attribuées à des étudiants en thèse.

Le dispositif s'est considérablement étendu avec le lancement, en 1990, du programme Cogni sciences par le CNRS - organisme particulièrement bien placé pour agir puisque toutes les composantes des sciences cognitives sont représentées dans quatre de ses départements scientifiques. Cogni sciences a défini d'emblée deux objectifs prioritaires : accroître le nombre de chercheurs entraînés à l'approche pluridisciplinaire de la cognition et structurer le potentiel de recherche sur une base principalement géographique. Les priorités thématiques seront établies en leur temps.

L'objectif « formation » du programme a nécessité la création, par le CNRS, d'un contingent de bourses postdoctorales, attribuées sur appels d'offres à des candidats qui compléteront leur formation initiale par un stage de deux ans dans des laboratoires réputés, en Europe et aux Etats-Unis. Dans le même esprit, le programme recense les chercheurs qui ont commencé leur carrière à l'étranger, et qui seraient désireux de rejoindre des laboratoires du CNRS.

Aide à la création d'équipes nouvelles

Disposer d'une population de chercheurs bien formés est un atout essentiel pour garantir l'efficacité de la politique de recrutement. Cette politique est en place. Plus de vingt postes ont été affectés à concours de recrutement avec un profil « sciences cognitives », et le programme soutient financièrement la création d'équipes nouvelles au sein des laboratoires CNRS par l'accueil de chercheurs extérieurs : ici, la psychologie cognitive s'introduit dans un laboratoire d'intelligence artificielle ; là, c'est l'étude des réseaux de neurones formels qui s'installe dans un laboratoire de physique travaillant sur d'autres thèmes.

L'apprentissage de la coopération des disciplines suppose que des équipes se rencontrent, exposent leurs travaux et leurs problèmes, apprennent à se connaître et à décrypter réciproquement leurs langages spécifiques. Les régions où les composantes principales des sciences cognitives sont bien représentées

L'HERMÈS Editeur

LANGUES DES AFFAIRES

L'anglais des affaires, A. DEYSINE, 205 F
L'essentiel sur l'anglais commercial et économique, Me QUEEN, 83 F
Outils d'anglais commercial et économique, FERROUD-GRENIER, 99 F
Allemand économique et commercial, THIBAUDET-DIBON, 99 F
Allemand des affaires, B. THIBAUDET - A. JOSQUIN, 285 F
Outil d'allemand économique et commercial, B. THIBAUDET, 104 F
Espagnol commercial et économique, P.Y. GARNOT, 195 F
Italien commercial et économique, L. SANDRE, 170 F

Diffusion : MEDILIS SA Tél. : 46 34 07 70
9 rue Séguier 75006 PARIS - Télécopieur : 43 25 26 18

CULTURE

VENTES

« J'ai résolu d'écrire
le récit de la conquête... »1,8 million de francs pour la lettre de Christophe Colomb
annonçant la découverte de l'Amérique

« Comme je sais que cela doit vous être agréable, j'ai résolu d'écrire le récit de la conquête, afin que vous connaissiez les détails de notre voyage, de nos exploits et de nos découvertes... » L'auteur de cette lettre est Christophe Colomb. Le voyage data de 1492 et e pour tout la Chine, les Indes. Les destinataires : la reine Isabelle V d'Espagne et la reine Isabelle la Catholique.

Cette lettre (1493) est la première édition connue d'un original espagnol dont on ne connaît qu'un seul exemplaire, conservé à la New York Public Library. Elle fait partie des quatre-vingt livres et manuscrits (XV^e au XVII^e siècle) regroupés sous le titre *Christophe Colomb et la première voyage en Amérique* qui appartenaient à un collectionneur français et qui ont été vendus à l'hôtel Drouot, le 30 mars, après avoir été exposés à Madrid II y a une quinzaine de jours. Ce document a été acheté 1,8 million de francs par un collectionneur américain. Par ailleurs, une édition incunable (imprimée avant 1500) illustrée de cette fameuse lettre a été vendue 450 000 francs.

La vente, organisée par Jacques Tajan, a été « portée » par l'année espagnole, puisque deux pièces seulement n'ont pas

trouvé acquéreur et que la plupart ont été vendues 15 % au-dessus de leur estimation, donnant un produit global de 7,3 millions de francs.

De nombreux collectionneurs étrangers étaient présents : espagnols, américains, italiens, anglais, néerlandais - mais aussi un représentant du gouvernement espagnol qui a acheté 1,5 million de francs « le premier texte entièrement consacré à la navigation dans la mer des Caraïbes, le long des côtes de Floride, dans le golfe du Mexique, et décrivant la route suivie entre les deux continents par les bateaux tant à l'aller qu'au retour » (1593). Ce texte, calligraphié et illustré d'une quarantaine de dessins, devait rejoindre le Musée de la marine à Madrid.

Un manuscrit de Pedro de Medina - dédié à Ferdinand, le fils de Christophe Colomb - sur « Le rôle du Soleil, de la Lune et des constellations dans l'art de naviguer » (1539) s'est vendu 1,5 million de francs. Enfin, un ensemble de trente-quatre cartes formant « La première tome de la Tourbe Ardente illuminant toute la région des Indes occidentales » (1680) a été acheté 340 000 francs.

M. G.

MUSIQUES

Le pouvoir de dire non
Le Catalan Lluís Llach fête à Paris ses vingt-cinq ans de carrièreLUIS LLACH
du Casino de Paris

Lluís Llach, c'est toute la Catalogne, une langue, une culture, une personnalité immédiatement identifiable, chanteur de la tradition, mais passionnément ouvert au monde, la curiosité intacte et le goût d'explorer. Tandis que les puissances publiques et privées, mettent la dernière main à ce qui doit être l'apothéose de la capitale catalane l'été prochain, pour les Jeux olympiques, peu de voix s'élèvent à bas pour dire non, non aux choix tapageurs de l'Espagne.

Lluís Llach, chanteur, auteur et compositeur de quarante-trois ans, a décidé de résister. Lui, a dit non aux propositions formulées par le comité olympique des arts de Barcelone et, accessoirement, non aux organisateurs de l'Expo de Séville. Et l'en-

gagement qu'il a suscité en décembre dernier en donnant une série de concerts au Théâtre Tivoli laisse penser qu'il n'est pas le seul à douter des options, enracinées par la télévision, un public de tous âges qui ne quitte pas le théâtre que plus d'une heure après le tombé de rideau, Lluís Llach fit l'événement culturel de l'hiver catalan.

Depuis 1970, il est souvent venu à Paris, et Paris ne s'est jamais lassé de sa voix tendre de baryton, de ses mélodies en perpétuelle révolution. On le sait - il le chante, - il n'a cessé de mettre en voix les révoltes, toutes les révoltes, moutons et sociales. Chanteur engagé ? « Les chanteurs engagés, ce sont les autres », répliqua-t-il, producteurs de non-sens, d'insinuant, engagés dans une entreprise commerciale dont Lluís Llach est l'exact contrepoint.

L'an passé, il a livré un nouvel album, *Torna Aviat*, qui sort aujourd'hui en France chez Musidisc. Nouveau tournant dans la carrière de Lluís Llach, il s'est lié avec le producteur sud-africain Allan Goldberg, familier de Myrman Makela. Chanteur et producteur ont voulu élaborer « un nouvel espace sonore », vaste, construit, qui mettrait en scène la recherche que Lluís Llach a engagée sur les richesses musicales traditionnelles de la Méditerranée en les intégrant dans un son résolument actuel. Instruments anciens, polyphonies vocales et percussions coïncident donc dans cet espace, sur disque comme sur scène, des instruments fédérés par l'informatique.

On savait que Lluís Llach était l'un des plus étonnants poètes européens. On s'aperçoit qu'il sait aussi, après une période qui l'a vu évoluer entre formations symphoniques et rythmes sud-américains, s'inscrire

très finement, sans effet de mode, dans la « sono mondiale ». Il la rejoint aujourd'hui, lui qui en fut l'un des précurseurs, dès 1967.

Après Barcelone, Lausanne, une tournée française, espagnole et allemande, Paris va pouvoir juger de cette évolution. Aux côtés de Lluís Llach, cinq musiciens habitent la scène d'un spectacle qui, selon la salle, dure deux heures ou beaucoup plus. Pour fêter ses vingt-cinq ans de carrière, Lluís Llach a voulu, en les réarrangeant, reprendre sans souci de la chronologie plusieurs de ses succès, curieux de savoir quel accueil le public ferait à ces chansons revisitées. La réponse est venue, chaleureuse, à Barcelone, Genève, Hambourg comme à Berlin. Juste salaire pour un artiste qui conjugue talent et générosité.

OLIVIER SCHMITT

► Du 1^{er} au 4 avril, à 20 h 30. Tél. : 49-95-99-99.

EXPOSITIONS

Les Vikings débarquent

Suite de la première page

Civilisation ? L'Occident chrétien n'a longtemps retenu des Vikings que le déferlement de brutes sanguinaires assoiffées de pillages. « *A furor Normannorum liberata non Dominus* » - (« De la fureur des Normands, délivré-nous, Seigneur »). Pendant des siècles, cette invocation en latin de cuisine a figuré dans tous les missels. Ce souvenir s'estompe, remplacé par les images d'Épinal du Mallet-Isaac : le chef normand Rollo fait basculer de sa chaise le roi Charles le Simple sous prétexte de lui rendre hommage. Plus tard, les Vikings, réhabilités, furent les symboles d'une vie libre, proche de la nature - des écologistes avant la lettre. Aujourd'hui, certains ne voient plus le voir que sous l'angle de commerçants avisés, aux méthodes un peu plus expéditives que leurs confrères.

Pour les responsables de l'exposition, présentée dans un décor sobre de bois clairs, les Vikings ne sont ni

des suppôts de Satan ni de timides négociants. Ces populations scandinaves qui parlaient la même langue, partageaient les mêmes cultes et les mêmes mythes, ont, à partir du huitième siècle, commencé à lancer des expéditions de plus en plus lointaines. A la fois tournées commerciales et raids belliqueux. Pour remplir leurs coffres, de petites unités poussaient un nouveau type d'expéditions, brutales et rapides. Ils s'attaquaient de préférence aux édifices religieux - qui théorisaient les métaux précieux. Les hommes, d'Église qui furent leurs prisonniers

types de bateaux utilisés (pour le commerce ou pour la guerre). Avec ces esquifs relativement frêles, non pontés, longs d'une vingtaine de mètres au maximum, ils iront de la mer Caspienne (à travers les fleuves russes) jusqu'aux rives du Saint-Laurent, sillonnant la Méditerranée et la mer Noire, franchissant le cercle Arctique.

Mais le Viking se déplace aussi bien à cheval qu'à pied et utilise dans les contrées froides skis et patins à glace. Sa vie quotidienne est évoquée à travers ses objets usuels, matériels agricoles, coffre à outils, ustensiles domestiques. C'est un artisan habile, bon forgeron et bon orfèvre. Il aime inciser, creuser, sculpter le bois, la pierre, l'os ou le métal. Il connaît l'écriture, mais il ne fait que ses runes - une variante de l'écriture

qui vont se succéder de 750 à 1150 environ.

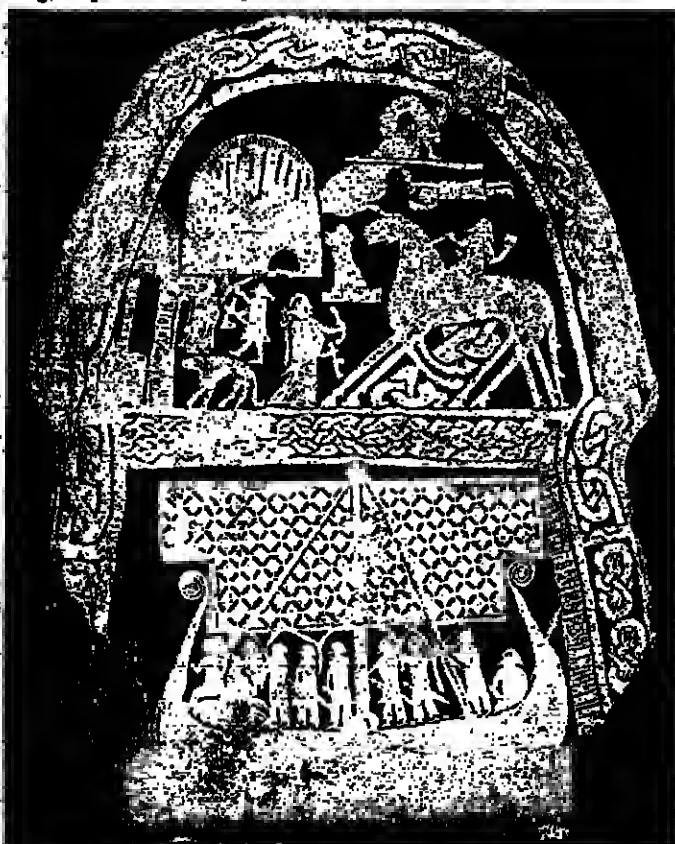
Ici, l'art du réemploi est poussé à l'extrême. On trouve de tout dans les sépultures vikings : du verre de Rhénanie, des monnaies arabes ou byzantines montées en parure, des émaux carolingiens utilisés en broche, des figurines d'or et du baroque slave se font sentir. A Helsing, en Suède, on a récupéré, dans une tombe, un petit bouclier de bronze venu de l'Inde du nord, mais par quel chemin ? Les pièces d'or et d'argent sont souvent fondues. La principale qualité d'un métal précieux, c'est son poids (la balance de l'orfèvre fait partie de la panoplie du guerrier viking ; casque, on refond, on adapte, on cisele).

Régis Boyer, un des meilleurs spécialistes français des civilisations scandinaves, établit un parallèle entre le poète et l'artisan viking : « La merveille tient à ce que le poète travaille, cisele, polit, exploite au maximum les possibilités techniques de son matériau ; ici, le verbe, ailleurs, le métal ou le bois. En quelque sorte, ce n'est pas le contenu direct dudit matériau qui l'intéresse, mais le contenant, la façon dont il est possible de l'exploiter en poussant presque à l'excès les possibilités qu'il offre » (1).

A partir du dixième siècle, le christianisme fait son apparition en Scandinavie. Les pratiques cultes ne sont plus supplantées immédiatement. Une agrafe en or, exposée au Grand Palais, est faite d'une tête d'animal surmontée du marteau de Thor (l'une des principales divinités scandinaves) mais s'achève dans un entrelacs en forme de croix. Le style propre aux pays nordiques va subsister longtemps après la christianisation complète de la Scandinavie. Les églises de bois conserveront ces porches fouillés où les dragons ailés se mêlent aux rinceaux romans. L'exposition se termine avec deux objets du treizième siècle : un candélabre d'église dont la forme est celle d'un bateau viking et une vitraie à motifs plus proche de la Walkyrie que de la mère du Christ. L'expansion viking est close.

EMMANUEL DE ROUX

(1) *La Vie quotidienne des Vikings*, par Régis Boyer, Hachette.



Stèle historique (Gude).

CINÉMA

Le palmarès
des Oscars

On attendait le triomphe de *Boyz n the City* de Barry Levinson ou de *JFK* d'Oliver Stone, les deux films qui totalisaient le plus de nominations, lors de la cérémonie des Oscars du 30 mars. C'est finalement le *Silence des agneaux* de Jonathan Demme qui a obtenu le plus de récompenses lors d'une soirée marquée par une manifestation, à l'extérieur du Dorothy Chandler Pavilion à Los Angeles, de groupes homosexuels protestant contre l'image donnée par Hollywood de leur communauté, et qui a donné lieu à onze arrestations.

Le *Silence des agneaux* a reçu les Oscars du meilleur film, du meilleur réalisateur (Jonathan Demme), de la meilleure actrice (Jodie Foster, déjà récompensée pour les *Accusés*), du meilleur acteur (Anthony Hopkins) et de la meilleure adaptation (Ted Tally). Bugsy a dû se contenter des récompenses pour le décor et pour les costumes, tandis que *JFK* recevait ceux de la photo et du montage. Les Oscars pour le son, le maquillage, les meilleurs effets spéciaux visuels et les meilleurs effets spéciaux sonores ont été décernés à *Terminator 2*, ceux de la meilleure musique et de la meilleure chanson à *La Belle et le Séducteur*, le nouveau dessin animé produit par Walt Disney.

Les récompenses pour les seconds rôles sont allées à Jack Palance pour *La Vie, l'Amour, les Vaches* et à Mercedes Ruehl pour *The Fisher King*, celle du meilleur scénario original à Carrie Khouri pour *Thelma et Louise* de Ridley Scott. L'Oscar du meilleur film en langue étrangère a été attribué à *Madrienne* du cinéaste italien Gabriele Salvatores.

In the *Shadow of the Stars* d'Albie Light et Irving Saraf (documentaire), *Deadly Deception* (documentaire), *Charnoff* (court-métrage documentaire) et *Our Environment* de Debra Tarré, *Straw Man* de Seth Winston et *Rob* (film court-métrage de fiction). *Manipulation* de Daniel Greaves (court-métrage d'animation) ont été primés dans leur catégorie tandis qu'un Oscar d'honneur était attribué à Satyajit Ray, en ce moment hospitalisé à Calcutta, et que George Lucas recevait le prix Irving G. Thalberg.

(Lire page 29 la chronique de DANIEL SCHNEIDERMAN.)

مركز النحل

CULTURE

FESTIVAL

L'informatique et les cinq sens

Cinq journées ont été consacrées à Montpellier aux prolongements futuristes de la synthèse image-son

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

Casque intégral à visière opaque, écouteurs, gant muni de palpeurs, plaque électronique astérochée autour du cou, un « voyage » dans le monde synthétique se mérite. Au premier Festival Mondes réels et virtuels qui s'est tenu du 23 au 27 mars au Corum de Montpellier, le harnachement du candidat explorateur était digne d'un film de science-fiction où la monture est remplacée par un ordinateur ultrapiquant relié à l'armoire électronique par un faisceau de câbles. Nul besoin cependant de chausser une paire de baskets ou des bottes fourrées : la croisière a lieu sur place, chez soi, en pantoufles.

« You enter a new world's » (Vous entrez dans un nouveau monde), annonce la voix de synthèse. Une image apparaît, projetée sur un mini-écran vidéo intégré au casque. Quelques secondes sont nécessaires pour se repérer à l'intérieur d'un décor en trois dimensions : une pièce d'appartement stylisée, entre salon et chambre à coucher.

Cet environnement de synthèse est issu d'une banque de données contenue dans la mémoire de l'or-

dinateur. Les décors ont été imaginés et saisis au préalable par un infographiste à partir de plans d'architecture. Ces données représentent plusieurs centaines de millions d'informations que l'ordinateur consulte en temps réel, au rythme de l'activité induite par les mouvements du « cobaye ». L'image diffusée suit les mouvements de la tête. Quelques pressions sur le manche à balai d'une manette de jeu permettent d'avancer ou de reculer dans le décor. « Les débuts sont souvent laborieux », précise John Hough, directeur de la société britannique Virtual Presence.

Pas de sanctions toutefois pour les maladroit : les cloisons du salon se traversent aussi aisément qu'un rideau de fumée. Un mouvement intempestif de la tête et le décor bascule. Le plancher se rapproche dangereusement. Un regard vers le haut, une pression sur la manette de jeu et l'on traverse le plafond pour pénétrer directement dans la cuisine du voisin du dessus. La casserole sur la plaque chauffante très design brille de tous ses chromes. Le doux sifflement de l'eau qui bout finit par vriller les oreilles. Verser le thé dans la tasse est infiniment plus délicat. On s'approche là des limites

actuelles de ce genre de simulateur. L'effort des constructeurs porte donc en priorité sur le développement de nouvelles interfaces plus précises, en relation étroite avec les cinq sens. Ainsi le centre de recherche ACROE, basé à Grenoble, a mis au point un clavier dont le toucher est rétroactif. Cette technique offre, selon le chercheur Claude Cadoz, « une synthèse intégrale des objets physiques en associant aux sons et aux images la perception du poids, de la rigidité, de la consistance des objets ». Certains rêvent déjà de véritables « prothèses électroniques » à implanter directement sur les fibres nerveuses, menant de l'œil, du nez ou de l'oreille au cerveau. On en est encore loin, heureusement.

« Beaucoup de progrès restent à faire », reconnaît Jean-Paul Haton, spécialiste français de l'intelligence artificielle et coprésident de la manifestation. Les quelques stands annexés à la fois balbutiant et potentiellement prometteurs des simulations virtuelles. Les Japonais, Matsushita en tête, attendent pour se lancer la mise au point d'applications « grand public » en particulier dans le domaine des consoles de jeu. A l'inverse la Grande-Bretagne, très présente, joue dès aujourd'hui la carte des applications spécialisées, notamment dans les domaines de l'architecture, de la médecine (aide aux handicapés) et de la culture.

Ainsi Virtual Presence met en scène la visite, tridimensionnelle, d'un musée bourré de « surprises ». Le visiteur peut tourner autour de statues, nager au beau milieu d'un aquarium ou encore pénétrer dans les toiles comme dans un décor. Spectacle impressionnant, surtout lorsqu'il est couplé à un environnement sonore interactif restitué sur casque stéréophonique (procédé américain Convolvotron). Le son, lui aussi contrôlé en temps réel par l'ordinateur, respecte les caractéristiques acoustiques de l'espace virtuel. L'apport du son tridimensionnel ajoute au réalisme en crédibilisant une image qui manque encore cruellement de détails.

Surgarde du patrimoine

Le laboratoire de génie industriel et logiciel de l'université de Valenciennes s'est tourné vers la sauvegarde du patrimoine culturel. Le programme, pour l'instant embryonnaire, devrait permettre à terme d'effectuer une visite guidée virtuelle d'édifices disparus. Premier « sujet » choisi, l'abbaye de Fontenelle, entièrement détruite à la Révolution, est en cours de reconstruction sur ordinateur, à partir d'un tableau et de gravures de l'époque. Comme le précise Sylvie Laure-Merviel, « le principe de la visite virtuelle consiste à produire une série d'images restituées la vision qu'aurait eue un vrai promeneur dans ou autour de l'édifice ».

L'industrie cinématographique s'intéresse également de près aux « rooms », films virtuels interactifs. Chercheuse française employée au Laboratoire d'interfaces humaines de Seattle, aux Etats-Unis, prix Média, Nicole Stenger vient de terminer. Après premier film de fiction virtuelle. Le principal mérite de ce « roomie » est d'être bâti autour d'un véritable scénario et non d'une simple succession de situations où le spectateur l'emporterait sur l'histoire.

Dans le domaine scientifique, la société britannique Division Innote avec un programme qui permet de visualiser et surtout de pénétrer au cœur de molécules complexes. Une première qui, selon les spécialistes, permettra de mieux saisir le principe des assemblages moléculaires.

DENIS FORTIER
Renseignements : Société EC2, tél. : 47-80-70-00.

MUSIQUE



Musique de chambre

THIERRY DE MEY

avec 12 musiciens dont les 6 du groupe Maximalist I

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

ART

Cruautés optiques

Les toiles récentes de Peter Halley trôlent l'insupportable. Et cependant...

Peter Halley, quarante ans, New-Yorkais de naissance, a gagné sa notoriété grâce à une idée simple : réinventer l'abstraction géométrique en l'habillant à la mode « néo-géo », s'est organisé autour de cette restauration dans la seconde moitié des années 80. On a vu proliférer à nouveau à Scho carnis et répliques monochromes, bandes alternées, damiers et lignes droites, tout cela point avec une irréprochable précision, sans le moindre tremblement, capable, sans le plus petit empressement pour dérouter la platitude des compositions.

Depuis, Peter Halley n'a rien changé à sa méthode. Il n'a seulement ajouté d'une obsession, obtenir un tableau que l'on ne puisse regarder sans douleur physique. Usant et abusant des tons acides, d'acryliques chargés de pigments fluorescentes et d'un séchage encore quelques autres chimies agressives, il y est désormais parvenu. Ses roses, ses verts et ses jaunes, tirés à l'extrême, exigent de l'observateur qu'il se munisse de lunettes solaires, s'il veut défendre ses yeux contre l'éblouissement des œuvres. C'est évidemment un résultat non négligeable : les plus acharnés déconstructeurs de la peinture n'avaient pas encore réussi à machiner des peintures qui ôtent la vue au point d'être à peu près invisibles.

Mais Halley est-il de leur lignée ? Lui-même défend volontiers ses tra-

vauts par de longs écrits ornés de références philosophiques, pesamment confuses parfois, et se présente comme le peintre de la ville contemporaine, géométrique évidemment, conçue selon un plan orthogonal, parcourue par des réseaux de communication et fardee de tous stéréotypes. Ses œuvres trahissent du présent, de l'urbanisme américain et du post-modernisme informatisé. La justification n'est pas maladroite, quoiqu'elle ne puisse faire oublier que le succès de Halley obéit aussi à la logique du marché de l'art. Comme Mondrian a peint la New-York des années 40 sous forme de géométries rouges et jaunes, Halley peindrait la ville d'aujourd'hui par canots roses thyridiens et jantes pailles ? Le parallèle historique est trop commode et trop battue. Au bénéfice du doute, on se contentera donc d'attendre encore quelques temps avant de se résoudre à tenir Halley pour un pur phénomène de mode.

PHILIPPE DAGEN

» Galerie Thaddaeus Ropac, 7, rue Debelleyne, 75003 Paris ; tél. : 42-72-99-00. Jusqu'au 2 mai. L'Ecole nationale supérieure des beaux-arts publie simultanément un choix des textes de Peter Halley, la Crise de la géométrie et autres essais, 1980-1987, 180 pages, 95 francs.

EN BREF

» Hans Eberhard Wachter, intendant de l'Opéra de Vienne - Le baryton autrichien Eberhard Wachter est mort à Vienne dimanche 29 mars d'un arrêt cardiaque. Il avait 62 ans. Le directeur général de l'Opéra de Vienne, Wolfgang Pichler, a annoncé la mort de Wachter, qui avait beaucoup chanté Richard Strauss, mais aussi Johann Strauss et avait enregistré la Chœur.

» Souris avec Karajan. Il avait accédé, l'an dernier, à la direction artistique du Staatsoper, l'Opéra municipal viennois, peu avant la démission de Claudio Abbado de la direction musicale en octobre 1991. Entre 1987 et 1991, Wachter avait été intendant du Volksoper, l'Opéra populaire de la capitale autrichienne, où les représentations se font en allemand.

PALMARES ET CONCERT DES LAURÉATS DU CONCOURS

CLAUDE KAHN

SALLE GAVEAU, dimanche 5 avril à 14 h

Musique de chambre

Radio France

5 avril - 11 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

11 avril - 19 h

Interprètes : Liszt - Schoenberg - Debussy - Ravel - P. Boulez, piano

CALENDRIER

DES ADMINISTRATEURS

DE CONCERTS

CHATELET THEATRE MUSICAL DE PARIS

Musique espagnole

Le 1^{er} et 3^e : CHUNGKINGIAN

Le 6 : Isabel GARCISANZ

Le 7 : Isabel GARCISANZ

Le 8 : Isabel GARCISANZ

Le 9 : Isabel GARCISANZ

Le 10 : Isabel GARCISANZ

Le 11 : Isabel GARCISANZ

Le 12 : Isabel GARCISANZ

Le 13 : Isabel GARCISANZ

Le 14 : Isabel GARCISANZ

Le 15 : Isabel GARCISANZ

Le 16 : Isabel GARCISANZ

Le 17 : Isabel GARCISANZ

Le 18 : Isabel GARCISANZ

Le 19 : Isabel GARCISANZ

Le 20 : Isabel GARCISANZ

Le 21 : Isabel GARCISANZ

Le 22 : Isabel GARCISANZ

Le 23 : Isabel GARCISANZ

Le 24 : Isabel GARCISANZ

Le 25 : Isabel GARCISANZ

Le 26 : Isabel GARCISANZ

Le 27 : Isabel GARCISANZ

Le 28 : Isabel GARCISANZ

Le 29 : Isabel GARCISANZ

Le 30 : Isabel GARCISANZ

Le 31 : Isabel GARCISANZ

Le 1^{er} : Isabel GARCISANZ

Le 2 : Isabel GARCISANZ

Le 3 : Isabel GARCISANZ

Le 4 : Isabel GARCISANZ

Le 5 : Isabel GARCISANZ

Le 6 : Isabel GARCISANZ

Le 7 : Isabel GARCISANZ

Le 8 : Isabel GARCISANZ

Le 9 : Isabel GARCISANZ

Le 10 : Isabel GARCISANZ

Le 11 : Isabel GARCISANZ

Le 12 : Isabel GARCISANZ

Le 13 : Isabel GARCISANZ

Le 14 : Isabel GARCISANZ

Le 15 : Isabel GARCISANZ

Le 16 : Isabel GARCISANZ

Le 17 : Isabel GARCISANZ

Le 18 : Isabel GARCISANZ

Le 19 : Isabel GARCISANZ

Le 20 : Isabel GARCISANZ

Le 21 : Isabel GARCISANZ

Le 22 : Isabel GARCISANZ

Le 23 : Isabel GARCISANZ

Le 24 : Isabel GARCISANZ

Le 25 : Isabel GARCISANZ

Le 26 : Isabel GARCISANZ

Le 27 : Isabel GARCISANZ

Le 28 : Isabel GARCISANZ

Le 29 : Isabel GARCISANZ

Le 30 : Isabel GARCISANZ

Le 31 : Isabel GARCISANZ

Le 1^{er} : Isabel GARCISANZ

Le 2 : Isabel GARCISANZ

Le 3 : Isabel GARCISANZ

Le 4 : Isabel GARCISANZ

Le 5 : Isabel GARCISANZ

Le 6 : Isabel GARCISANZ

Le 7 : Isabel GARCISANZ

Le 8 : Isabel GARCISANZ

Le 9 : Isabel GARCISANZ

Le 10 : Isabel GARCISANZ

Le 11 : Isabel GARCISANZ

Le 12 : Isabel GARCISANZ

Le 13 : Isabel GARCISANZ

Le 14 : Isabel GARCISANZ

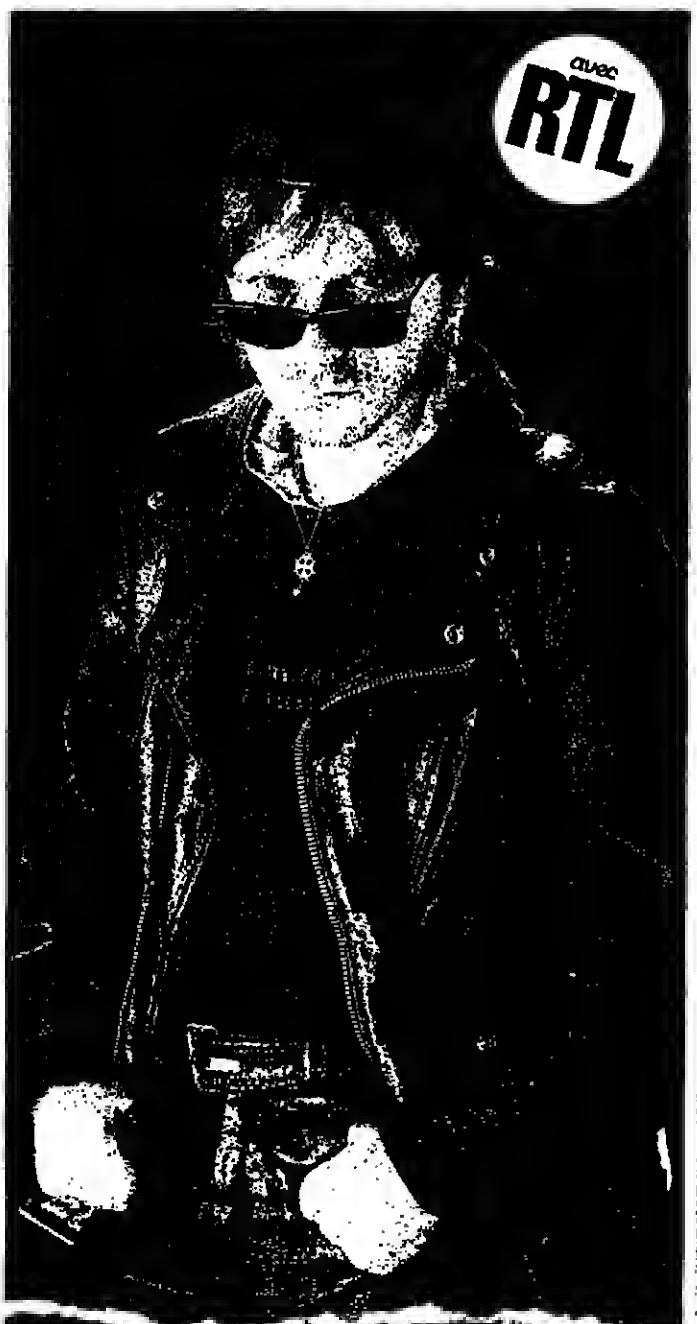
Le 15 : Isabel GARCISANZ

Le 16 : Isabel GARCISANZ

Le 17 : Isabel GARCISANZ

Le 18 : Isabel GARCISANZ

Le 19 : Isabel GARCISANZ



RENAUD AU CASINO!

A PARTIR DU 11 MAI AU CASINO DE PARIS
LOCATION: 49 95 99 99
FNAC/VIRGIN MEGASTORE/3615 THEA
RESA, INFOS, JEUX: 3615 RENAUD

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

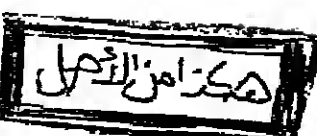
79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

79 - 42 22 77

du CHATELET PARIS 4

79 - 42 22 77



ÉCONOMIE

FINANCES

M. Attali
présente son premier rapport annuel

**La BERD a investi
4,3 milliards de francs
à l'Est**

La BERD (Banque européenne pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est) a investi 621 millions d'écus (4,3 milliards de francs) au cours de sa première année d'activité. Lors de la présentation du rapport annuel de la banque, lundi 30 mars, M. Jacques Attali, président de la BERD, a reconnu que l'organisme international avait « plus d'argent que de projets ». Les 621 millions d'écus investis dans une quinzaine de projets sur l'ensemble de l'Europe centrale et orientale ont généré 2,1 milliards d'écus d'investissements (grâce aux cofinancements de la BERD et d'autres organismes ou entreprises). En 1992, la BERD espère investir directement 1 milliard d'écus, produisant 4 milliards d'investissements.

Le premier exercice s'est soldé par une perte courante de 7 millions d'écus, alors que les prévisions portaient sur 40 millions. M. Attali a exclu pour l'instant l'hypothèse d'une augmentation du capital de la banque (10 milliards d'écus), mais a insisté sur la nécessité d'augmenter les crédits de son fonds d'assistance technique, actuellement doté de 70 millions d'écus. La BERD tiendra son assemblée générale annuelle les 13 et 14 avril à Budapest.

Avertissement pour
le premier assureur européen

**L'office allemand
des cartels accuse Allianz
de position dominante
dans la Dresdner Bank**

L'office allemand des cartels a annoncé lundi 30 mars qu'il allait exiger du groupe d'assurance allemand Allianz l'abandon de sa position dominante dans la Dresdner Bank. L'office a ainsi confirmé des informations parues dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, selon lesquelles le numéro un européen de l'assurance détenait par le biais de participations, croisées 47 % de la Dresdner Bank. L'office va transmettre à Allianz un avertissement, première étape vers une interdiction de participation au capital d'une société.

Allianz a, pour sa part, démenti dans un communiqué détenir 47 % de la Dresdner, réaffirmant sa position selon laquelle elle n'en détiendrait que 22,3 %. Ce communiqué, toutefois, n'infirme en rien les informations de l'office, qui accuse pas Allianz d'être directement possesseur de toutes ces parts, mais d'avoir agi par l'intermédiaire de Muehner Ruck, numéro un mondial de la réassurance, qu'il contrôle à hauteur de 25 %.

Les suites de l'affaire Blue Arrow

**Démission
du directeur général
de National
Westminster Bank**

Le directeur général de National Westminster Bank, M. Tom Frost, a démissionné, lundi 30 mars, deux semaines après l'ouverture d'une enquête gouvernementale sur son rôle dans le scandale financier Blue Arrow, a annoncé le directeur britannique. M. Frost faisait l'objet de critiques de plus en plus vives à cause de l'effondrement des bénéfices de NatWest et sa position était affaiblie par une controverse sur son rôle dans l'affaire Blue Arrow, à laquelle la banque a été mêlée en 1987, quelques mois après sa nomination comme directeur général.

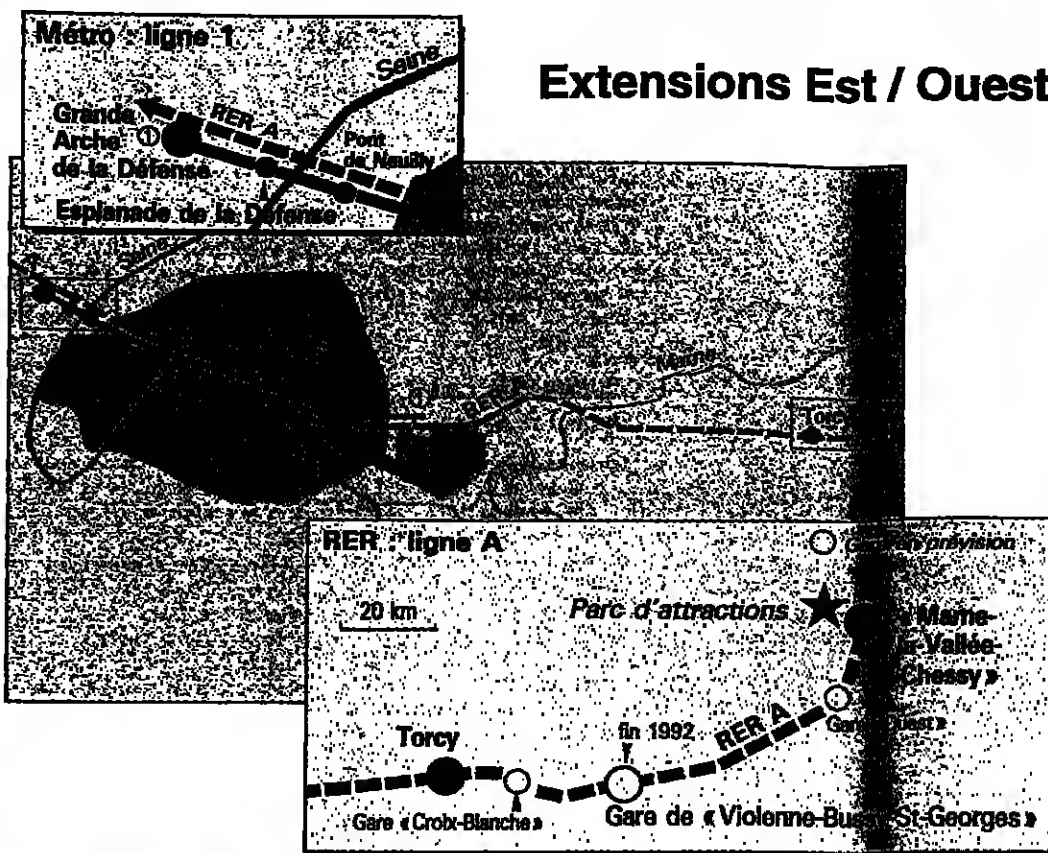
Le scandale, qui a éclaté voici trois ans (*le Monde* du 27 juillet 1989), vient d'être relancé. Début mars, le président de NatWest, Lord Alexander of Weedon, avait obtenu la réouverture d'une enquête du ministère du Commerce et de l'Industrie sur Blue Arrow après la parution d'un article de *The Economist*, qui accusait la banque d'avoir dissimulé des documents prouvant que M. Frost avait eu connaissance des irrégularités au centre du scandale.

Le nouveau directeur général de NatWest est M. Derek Wanless, quarante-quatre ans, jusqu'à la fin de l'année, directeur adjoint chargé de la division marchés.

TRANSPORTS

Inaugurés par le ministre de l'équipement

**Le prolongement de la ligne A du RER
et celui de la ligne 1 du métro entrent en service le 1^{er} avril**



Extensions Est / Ouest

La RATP étend son réseau d'est en ouest, à partir du 1^{er} avril. A l'ouest, la ligne 1 du métro est prolongée du pont de Neuilly jusqu'à la Défense. A l'est, la ligne A du RER ira jusqu'au parc EuroDisneyland, à Chessy. A ces prolongements, inaugurés le mardi 31 mars par le ministre de l'équipement, M. Paul Quilès, s'ajoute l'achèvement du tunnel routier de Neuilly, dont les voies longeant de part et d'autre la ligne 1 du métro sur 430 mètres.

L'extension de la ligne 1 Vincennes-Neuilly se traduit par un prolongement de 2,4 kilomètres avec deux stations nouvelles : Esplanade de la Défense et Grandes Arches de la Défense. Elle ne s'accompagne pas de tarification supplémentaire (*le Monde* du 31 mars) et permettra d'alléger le trafic de la ligne A du RER. Le

trafic attendu est de l'ordre de 23,2 millions de voyages par an. Ce prolongement et le tunnel routier, qui ont fait l'objet d'un avenant au contrat de plan en février 1986, ont coûté 1 034 millions de francs financés à 40 % par l'Etat, 20 % par la RATP et 40 % par les collectivités locales.

Le prolongement de la ligne A du RER sur 11 kilomètres jusqu'à Marne-la-Vallée-Chessy (Seine-et-Marne) arrive au pied du parc EuroDisneyland. Le trafic attendu sur le nouveau tronçon est de 8,2 millions de voyages par an, dont 6 millions pour les visiteurs du parc, 0,7 million pour les employés sur le site et 1,5 million de résidents. Le coût de ce prolongement est de 939 millions de francs, réparti entre l'Etat (40 %), la région (40 %) et la RATP (20 %). Un mécanisme de garantie

du trafic a été établi entre la RATP et EuroDisney, qui s'engage à verser, sous certaines conditions, une indemnité forfaitaire compensatrice pendant cinq ans.

Trois autres gares devaient être ouvertes dans l'avenir sur ce tronçon : Bussy-Saint-Georges, qui desservira l'agglomération nouvelle à la fin de l'année; la gare ouest pour la desserte du futur centre d'affaires lié au parc; la gare de la Croix-Blanche, dont la réalisation n'est pas encore programmée.

Plusieurs organisations syndicales ont appelé les personnels de la ligne A à faire grève le mardi 31 mars ainsi que le 12 avril, jour de l'ouverture d'EuroDisneyland. Des perturbations étaient constatées sur cette ligne mardi matin, ainsi que sur la ligne 1 du métro.

M. La.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EUFI-CASH
SICAV COURT TERME REGULIERE
des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 16 heures à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adopter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels au 31 décembre 1991; affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

- Bank der Bondspaarbanken N.V.
SNS Bank Nederland
Penningpark 120
NL-5216 PT-S. Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

- Caisse des dépôts et consignations
rue de Lille 56, F-75007 Paris
Centre National des Caisses d'Epargne
et de Prévoyance
rue de la Tombe-Issoire 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

- Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
rue du Fossé-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

- Caixa Geral de Depósitos
Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

- Cassa di Risparmio della Provincia Lombarda
Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

- Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalbank
Toursanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFI-CASH SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B-32.164



CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

LONDRES

En voyageant
sur
Club Europe
et sans
supplément,
VOUS
goûterez
à des plaisirs
auxquels
même César
n'aurait
pas songé.



Avec votre billet Club Europe, vous pouvez sans supplément, bénéficier de deux salons d'Heathrow ! Avec leurs fax, photocopieurs, espaces de repos, rafraîchissements, téléphones, hôtesses... Le bonheur. * (Terminal 4 en provenance de Paris et Terminal 1 en provenance de Nice, Lyon, Marseille, Toulouse, Mulhouse) Paris-France Nord 47 78 14 14. France Sud 05 125 125. Minitel 3615 BA.

BRITISH AIRWAYS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

TOURISME GROUPE ACCOR

Eliane ROUYER / Olivier de SURVILLE

Eliane ROUYER est nommée Directeur de la Communication Financière du Groupe ACCOR, en charge de la relation avec les actionnaires, les analystes financiers et la presse financière. Elle remplace Olivier de SURVILLE qui rejoint la Division Tourisme comme Directeur Général Adjoint.

Eliane ROUYER, trente-neuf ans, maîtrise de Sciences Économiques, a effectué l'intégralité de sa carrière à la Direction Financière d'ACCOR. Elle vient de quitter son poste de Trésorier International du Groupe.

Olivier de SURVILLE, quarante-quatre ans, ESSEC, a exercé des fonctions financières et de contrôle de gestion chez FORD, GENERAL FOODS et OLIVETTI. Entré en 1980 chez NOVOTEL-SIEH (devenu ACCOR), auprès de Gérard PELISSON et Paul DUBRULE comme Contrôleur Financier du Groupe et Responsable de la Communication Financière, il prend désormais en charge, auprès de Sven BOTNET, un rôle opérationnel dans la division du Tourisme et des Loisirs du Groupe ACCOR.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Constatant la perte de compétitivité de l'économie américaine

Un organisme officiel préconise aux Etats-Unis l'intervention des pouvoirs publics pour remédier à la « vision à court terme »

« Les Etats-Unis doivent-ils se doter d'une politique industrielle pour promouvoir la technologie et l'industrie ? », s'interroge *Business Week* dans sa dernière livraison. « La réponse est : oui ! », affirme l'hebdomadaire. A croire que les auteurs de l'article ont été sensibles au contenu du premier rapport que vient de publier le Competitiveness Policy Council et dont une copie a aussitôt été remise au président Bush à la mi-mars. Dans ce document d'une quarantaine de pages, cet organisme tripartite (1), recense les faiblesses de l'économie et de la société américaines avant de préconiser plusieurs remèdes.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



BCEN-EUROBANK

Une Assemblée Générale Extraordinaire de la BCEN-EUROBANK, présidée par M. Bernard DUPUY le 27 mars 1992, a décidé de modifier le mode de gestion de la Banque, en substituant un Conseil de Surveillance et un Directoire à l'actuel Conseil d'Administration.

Le Conseil de Surveillance sera composé de :
- M. Bernard DUPUY, président
- Banque Centrale de Russie, représentée par M. G. MATIOU-KHINE
- M. P. REVY
- M. D. TOULINE

Le Directoire, nommé par le Conseil de Surveillance comprendra quatre personnes :

- M. I. PONOMAREV, président
- M. S. BUCHSBAUM
- M. P. DELOZIERE
- M. A. MOVTCHAN

L'entrée en fonction de ces deux organismes interviendra à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle devant approuver les comptes de l'exercice 1991 courant mai 1992.

Cette nouvelle formule d'administration qui sépare les fonctions de direction et les fonctions de contrôle, répond mieux à la nouvelle situation économique de la Communauté des Etats indépendants, et plus particulièrement à l'urgence de son système bancaire diversifié.

Dans ce contexte, la BCEN-EUROBANK poursuivra son activité commerciale avec ses partenaires de la CEI et des pays occidentaux, et offrira une gamme traditionnelle de services bancaires à ses correspondants et à sa clientèle domestique et internationale.

BCEN-EUROBANK
78-81, boulevard Haussmann, 75008 PARIS

NEW-YORK

de notre correspondant

Parmi les remèdes préconisés par le rapport, « une stratégie de compétitivité nationale » doit les pouvoirs publics seraient l'investisseur et qui allierait des mesures sectorielles spécifiques et des politiques générales, inspirées par le gouvernement. Une nation encore tabou à l'Etat-Unis après dix années de réajustement passées à dépolluer l'Etat central de la plupart de ses prérogatives.

Rappelant que la question de la compétitivité a aussi des implications en matière de sécurité nationale et de politique étrangère, le document souligne que les Etats-Unis ont plutôt souffert d'une « lente dérive » que d'une « crise soudaine ». De 1948 à 1973, les gains de productivité ont été de 2,5 % en moyenne avant de tomber à 0,8 % en moyenne pour la période 1973-1990, alors que, dans le même temps, le Japon et l'Allemagne ont redoublé d'efforts dans ce domaine.

Trois raisons au recul

La différence est particulièrement nette avec le Japon qui, avec une population inférieure de moitié à celle des Etats-Unis, a largement dépassé ce pays en matière d'investissements, de productivité et de recherche-développement à usage civil. Pour les auteurs du rapport, trois raisons essentielles expliquent ce recul :

- une vision trop à court terme, souvent axée sur la publication de résultats trimestriels destinés aux marchés boursiers et qui empêche nombre de compagnies d'identifier les changements de nature des processus de production ;

- l'effet de certaines distorsions structurelles qui affectent l'économie et la société : les conséquences des fusions-acquisitions des années 80, qui obligent à la

recherche d'une rentabilité immédiate, une législation fiscale qui favorise la consommation et l'investissement productif, un système d'éducation qui se dispute les bons élèves sans songer aux autres, enfin un système de santé publique inadéquat, où les coûts de santé absorbent une part sans précédent du revenu national ;

Elimination rapide du déficit budgétaire

- l'absence d'objectifs concrets en termes globaux et le fait que l'essentiel des exportations américaines est assuré par 15 % des entreprises, seulement 3 % d'entre elles étant présentes dans plus de cinq pays.

A ces handicaps s'ajoutent, pélo-mé, un taux d'épargne qui reste le plus bas de tous les pays industrialisés, des déficits commerciaux qui atteignent 1 000 milliards de dollars sur dix ans, un pays devenu le plus grand débiteur mondial alors qu'il était le plus grand créancier au début de la décennie 80, un revenu par tête qui a été dépassé par de nombreux pays. Pour remédier à cette situation et « bâtir une Amérique compétitive », le conseil préconise diverses mesures parmi lesquelles une élimination rapide du déficit budgétaire et un changement du cadre fiscal de façon à éliminer les distorsions évoquées, un nouveau mécanisme de développement des technologies qui associerait les industries civiles et le gouvernement à l'instar de ce qui a été fait en matière de défense, une meilleure insertion professionnelle des élèves à la fin du secondaire et une formation professionnelle assortie de programmes gouvernementaux.

D'autre part, le rapport suggère de réduire l'utilisation superflue des services médicaux et d'améliorer le système de paiements. Enfin, dans le domaine du commerce extérieur, outre l'élimination du déficit à l'horizon de 1995, le

rapport propose de rechercher un accord au sein du G7 (groupe des sept pays les plus industrialisés) pour le maintien du taux de change du dollar « à un niveau compétitif » en fonction des zones de référence convenues en 1987 par les accords du Plaza, de développer les opérations de l'Eximbank, voire de déterminer comment les activités des multinationales opérant sur le sol des Etats-Unis « affectent [leur] compétitivité », une notion où l'on sent poindre le protectionnisme que préconisent plusieurs membres du Congrès. Et au moins un candidat à la présidence, M. Pat Buchanan.

Au plan des structures gouvernementales, les auteurs du rapport penchent en faveur d'un super-département du commerce ou d'une International Trade Commission renforcée, qui approuverait la liste des « technologies critiques » déjà dressée par d'autres instances, gouvernementales ou non, afin de les

placer en situation de compétitivité. Un dispositif d'alerte devrait être branché sur les activités des firmes et des gouvernements étrangers opérant dans ces domaines, y compris avec le relais des organes de renseignement américains, désormais débarrassés d'une partie des séquelles de la guerre froide.

An total, un constat sans complaisance qui s'accompagne d'un appel à l'action gouvernementale. En espérant que Washington fera mine d'entendre.

SERGE MARTI

(1) Créé en septembre 1991 dans le cadre de l'Omibus Trade and Competitiveness Act de 1988 et dont le siège est à Washington, ce Conseil de la politique de compétitivité est composé de deux membres désignés, à parts égales, par le président, le Sénat et la Chambre des représentants. Il est présidé par M. Fred Bergsten, directeur de l'Institut for International Economics.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



HACHETTE

Les comptes consolidés de l'exercice 1991 du groupe Hachette seront examinés par son Conseil d'Administration fin avril.

Compte tenu de l'évolution de la situation de LA CINO, HACHETTE tient à faire dès à présent la mise au point suivante :

1. Les difficultés de LA CINO - placée sous la protection du Tribunal de Commerce - pèsent lourdement sur les comptes consolidés, d'autant que les pertes et provisions, pesées sur l'exercice 1991 devront tirer un trait définitif sur l'impact de LA CINO dans les comptes de HACHETTE. C'est ainsi que est imputé un montant de 1,8 milliard de francs dans les comptes consolidés (après utilisation de la provision de 1,750 milliard de francs constituée en 1990).

2. Des discussions déjà largement avancées avec les principaux partenaires financiers du groupe HACHETTE doivent permettre la mise en place d'une consolidation de ses structures financières garantissant son développement futur. Le projet de rapprochement des Sociétés du Groupe LAGARDÈRE pourra alors être mis en œuvre.

EUFINVEST
SICAV ACTIONS

des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 15 heures à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adapter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adapter les comptes annuels au 31 décembre 1991 : affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

- Bank der Bondspaarbanken N.V.
SNS Bank Nederland
Pettelaarpark 120
NL-5216 PTS-Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

- Caisse des dépôts et consignations
rue de Lille 36, F-75007 Paris
- Centre National des Caisses d'Epargne
et de Prévoyance
rue de la Tombe-Issore 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

- Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
rue du Fosse-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

- Caixa Geral de Depósitos
Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

- Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
- Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

- Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalkbank
Taunusanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFINVEST SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B - 32.165



CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

EUFI-RENT
SICAV OBLIGATAIRE

des Caisses d'Epargne Européennes

Mesdames et messieurs les actionnaires sont priés d'assister à :

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

tenue le 9 avril 1992 à 15 heures 30 à la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg, 2, Place de Metz à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

1. Recevoir et adopter le rapport de gestion du Conseil d'administration et le rapport du Réviseur d'entreprises pour l'exercice clos au 31 décembre 1991.
2. Recevoir et adopter les comptes annuels au 31 décembre 1991 : affectation du bénéfice.
3. Donner quitus aux administrateurs et au Réviseur d'entreprises.
4. Nominations statutaires.
5. Réduction du nombre d'administrateurs de 9 à 8.
6. Divers.

Tout actionnaire désirant être présent ou représenté à l'assemblée générale devra en aviser la Société et déposer ses actions au moins cinq jours francs avant l'assemblée auprès d'un des agents payeurs :

pour les Pays-Bas :

- Bank der Bondspaarbanken N.V.
SNS Bank Nederland
Pettelaarpark 120
NL-5216 PTS-Hertogenbosch

pour le Luxembourg :

- Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat, Luxembourg
Place de Metz 1, L-1930 Luxembourg

pour la France :

- Caisse des dépôts et consignations
rue de Lille 36, F-75007 Paris
- Centre National des Caisses d'Epargne
et de Prévoyance
rue de la Tombe-Issore 29, F-75014 Paris

pour la Belgique :

- Caisse Générale d'Epargne et de Retraite
rue du Fosse-aux-Loups 48, B-1000 Bruxelles

pour le Portugal :

- Caixa Geral de Depósitos
Largo do Calhariz, P-1109 Lisbonne

pour l'Italie :

- Cassa di Risparmio delle Provincie Lombarde
Foro Buonaparte 35, I-20120 Milan
- Istituto di Credito delle Casse di Risparmio Italiane
Via San Basilio 15, I-00187 Rome

pour l'Allemagne :

- Deutsche Girozentrale-Deutsche Kommunalkbank
Taunusanlage 10, D-6000 Frankfurt am Main 1

Les actionnaires nominatifs inscrits au registre des actionnaires à la date de l'assemblée seront autorisés à voter ou à donner procuration en vue de vote.

Le Conseil d'administration

EUFI-RENT SICAV
Siège social : Luxembourg
1, place de Metz
R.C. Luxembourg B - 32.166



CAISSE D'EPARGNE
L'AMI FINANCIER

مركز الاستثمار

CASE 2

VIE DES ENTREPRISES

A la suite d'une décision du comité de pré-arbitrage

Eurotunnel conteste le surcoût réclamé par les constructeurs

La déconvenue est sévère pour Eurotunnel. Le comité de pré-arbitrage, chargé de régler le différend entre le concessionnaire du tunnel sous la Manche et ses constructeurs, a donné raison sur le principe à ces derniers, enjoignant à Eurotunnel de leur verser, dès le 30 avril, 500 millions de francs par mois à titre provisionnel dans l'attente d'un accord (le Monde du 31 mars). Les dix entreprises de travaux publics réunies au sein de Transmanche Link (TML) réclament 11 milliards de francs (valeur 1985) au concessionnaire mais le différend soumis au comité porte sur le contrat au forfait pour les équipements fixes, soit 8 milliards de francs (valeur 1985). Les constructeurs estiment qu'Eurotunnel a abusé de ce contrat forfaitaire et de ses droits de modifications.

Reste que le concessionnaire n'est pas décidé à se laisser faire. Eurotunnel a déclaré, lundi 30 mars, qu'il préparait un recours devant la Cham-

bre de commerce internationale de Bruxelles « sur certaines questions importantes » de la décision du panel sans préciser lesquelles. Par ailleurs, il conteste la décision du comité d'experts lui imposant de verser 500 millions de francs par mois aux constructeurs, « sans limite de montant ou de durée », en plus de ce qu'elle paye actuellement pour les équipements fixes, soit 250 millions de francs. « Il n'y a aucune base contractuelle ou de fait pour le comité d'exiger arbitrairement qu'Eurotunnel triple les règlements en cours », estime la société.

Elle se déclare d'autre part prête à poursuivre les discussions et à payer les réclamations et les ordres de variations qui « seront justifiés conformément au contrat ». A défaut d'accord à l'amiable entre les deux parties, le comité de pré-arbitrage a proposé de déterminer lui-même les éléments du montant des réclamations. A la fin de l'année dernière,

Eurotunnel aurait fait aux constructeurs une proposition de l'ordre de 4 milliards répartis par six tranches. En octobre 1991, Eurotunnel estimait à 30,5 milliards de francs les sommes nécessaires à la mise en service du tunnel, y compris une provision de francs pour faire face aux réclamations des constructeurs. Aujourd'hui, le concessionnaire dispose au total d'environ 89 milliards de francs.

Dans la convention qui le lie aux banques, Eurotunnel doit justifier qu'il dispose de l'ensemble des financements nécessaires pour l'ouverture du tunnel. Faute de quoi, le consortium bancaire pourrait empêcher de débiter ses emprunts, comme cela s'était déjà produit au début de l'année 1990. Et le chantier s'arrêterait, ce qui semblerait improbable.

MARTINE LARONCHE

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

■ Saint Louis : hausse des profits de 3,8 % en 1991. Le président du groupe Saint Louis (agroalimentaire et papier), M. Bernard Dumon, a indiqué, lundi 30 mars, que son groupe avait enregistré des résultats en légère augmentation « dans un environnement difficile ». Le groupe Saint Louis a dégagé un bénéfice net courant (part du groupe) de 760 millions de francs en 1991 contre 732 millions l'an de l'exercice précédent, soit une hausse de 3,8 %. Le bénéfice net total (y compris les produits exceptionnels) s'est élevé à 776 millions de francs. Le chiffre d'affaires s'est monté à 10,5 milliards de francs, en hausse de 9 % dont 5,6 milliards pour le Grand Sud (papier) et 4,9 milliards pour le Grand Nord (agroalimentaire). L'importante activité papetière - Saint Louis est l'actionnaire de référence d'Arjomari Wiggins Appleton (le Monde du 30 janvier) - n'est pas consolidée. Le secteur agroalimentaire a contribué pour 527 millions de francs au bénéfice et le secteur papier pour 232 millions.

ACCORD

■ Wagons-lits et les chemins de fer italiens créent une société commune. La société des Wagons-lits (groupe Accor) et les chemins de fer italiens (Ferrovie dello Stato, FS) ont annoncé, lundi 30 mars, la création d'une société commune, ouverte à d'autres partenaires industriels ou financiers, pour la gestion et la commercialisation des trains de nuit. Cette nouvelle structure est chargée de la définition et du lancement d'un nouveau type de trains-hôtels, de la valorisation du parc des wagons des FS (renovation et construction), d'une

politique d'innovation pour le développement du marché des trains de nuit et de la mise en commun des savoir-faire. A partir de 1993 et jusqu'en 1998, la construction d'au moins 120 voitures de nouvelle conception est prévue, pour un budget d'environ 1,6 milliard de francs.

DETTE

■ Saint-Gobain : réduire l'endettement du groupe en 1992. Le groupe Saint-Gobain (matériaux) ne dévient pas en 1992 de la ligne tracée au début de l'année dernière. La priorité est à la digestion des opérations de croissance externe et à la réduction de l'endettement du groupe, comme l'a réaffirmé devant les analystes financiers, mardi 31 mars, son président, M. Jean-Louis Boffa. L'an passé, le groupe a subi le ralentissement de la conjoncture sur ces principaux marchés. Son chiffre d'affaires s'est établi à 75 milliards de francs, soit un repli de 1,8 % à structure comparable. Le résultat net, à 2,5 milliards de francs, a connu une baisse de 28 % par rapport à l'exercice précédent. En 1992, il devrait être de 2,5 milliards de francs, soit un repli de 1,8 % à structure comparable. Le résultat net, à 2,5 milliards de francs, a connu une baisse de 28 % par rapport à l'exercice précédent. En 1992, il devrait être de 2,5 milliards de francs, soit un repli de 1,8 % à structure comparable.

VENTE

■ La Société alsacienne de filature (SAF) reprise par des industriels allemands. Le tribunal de grande instance de Mulhouse (Haut-Rhin) a

accepté, lundi 30 mars, la reprise de la Société alsacienne de filature (SAF), filiale du groupe Cerny SA placé en redressement judiciaire en novembre dernier, par deux industriels allemands, les frères Schmidt. Le plan prévoit la suppression de 187 des 293 emplois de la SAF et la poursuite de l'exploitation sur un seul des sites de la société, celui d'Eschheim (Haut-Rhin). Les frères Schmidt, spécialisés dans le textile, avaient déjà repris en 1988 une filature en difficulté à Guebwiller (Haut-Rhin).

PROJETS

■ Les projets de M. Christian Pellerin. Le président du groupe immobilier SARLSEUR, M. Christian Pellerin, qui est aussi directeur de la vente de la tour BP à la Défense, a indiqué le 30 mars au cours d'une conférence de presse que le Défense (dont il est le principal promoteur) est quelque chose qui « marche ». Son groupe y construira les deux tours de la Société générale. M. Pellerin a escompté en 1991 et en 1992 un volume d'affaires annuel de 9 à 10 milliards de francs. En France, le groupe privilégie les développements à Marne-la-Vallée, Charente, Cergy-Pontoise, la Défense, Saint-Quentin-en-Yvelines, et Massy. En province, le groupe développe des projets d'immobilier de bureaux dans la région Rhône-Alpes, à Bordeaux et dans le Nord-Pas-de-Calais (Roubaix) et Béziers (Hérault). M. Pellerin a indiqué que son groupe abandonnerait les secteurs du logement de loisir et des résidences pour personnes âgées, dans lesquels il a pris des engagements pour 350 millions de francs environ.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel
la banque à qui parler

SICAV EPARGNE INDUSTRIELLE

Dans un souci d'harmonisation de la gamme des OPCVM (SICAV et FCP) du CREDIT-MUTUEL, les conseils d'administration des SICAV EPARGNE INDUSTRIELLE et GESTION FRANCE ACTIONS ont décidé le principe du projet suivant :

Absorption de la SICAV GESTION FRANCE ACTIONS par la SICAV EPARGNE INDUSTRIELLE qui prendra la dénomination de

CREDIT MUTUEL EPARGNE INDUSTRIELLE

Sous réserve de l'agrément préalable de la Commission des Opérations de Bourse et de l'approbation par les Assemblées Générales Extraordinaires des SICAV qui se tiendront le 4 mai 1992 ou à défaut de quorum le 20 mai 1992, la date de l'opération a été fixée au 21 mai 1992.

- En vue de la réalisation de cette opération, les souscriptions et rachats des SICAV concernées seront suspendus :

du mercredi 15 mai au soir au jeudi 21 mai 1992 inclus.

- Compte tenu de la parité d'échange déterminée le 20 mai 1992, les actionnaires de la SICAV absorbée qui n'auraient pas droit à un nombre entier d'actions EPARGNE INDUSTRIELLE obtiendront le remboursement du rompu et pourront verser en espèces, le montant nécessaire à l'attribution, sans frais, d'une action complémentaire jusqu'au 21 août 1992 inclus.

- Les actionnaires qui ne souhaiteraient pas participer à l'opération, pourront obtenir aux conditions habituelles, c'est-à-dire sans frais, le rachat de leurs titres.

Par ailleurs, à compter de la date de fusion les dispositions suivantes entreront en vigueur :

Actions C de capitalisation Actions D de distribution.

Une lettre d'information sera adressée à chaque actionnaire des SICAV EPARGNE INDUSTRIELLE et GESTION FRANCE ACTIONS.

- Intervention sur les marchés à terme et conditionnels dans une perspective de dynamisation de la performance.

- Elargissement de l'assiette de calcul des frais de gestion aux parts et actions d'OPCVM détenues en portefeuille.

- Relèvement des frais de gestion de 1,50 % à 2 % de l'actif.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS :

PARIS, 31 mars ↑

Avance à mi-séance

Après un début de séance en net plus indecis, la Bourse de Paris a repris du tonus au cours de la journée au gré des rumeurs de démission de M. Edith Cresson. En hausse de 0,38 % au début des échanges, les valeurs françaises affichaient une tendance de 20 % aux alentours de 113 heures. Plus tard dans la journée, peu avant l'ouverture de la Bourse de New York, l'indice CAC 40 gagnait 0,7 % sur son précédent niveau.

Cette progression ne s'est toutefois pas faite d'une façon spontanée. La marché a longuement évolué autour du point d'équilibre et dans le groupe au cours de la matinée, avant d'effectuer ses pertes vers la mi-séance. L'annonce d'une éventuelle démission de M. Cresson par les journaux télévisés de la mi-journée n'est pas étrangère au regain d'intérêt qu'on connaît les valeurs françaises.

Selon certains opérateurs, cette journée pourrait encore réserver quelques surprises d'ici la fin des échanges. En effet, mis à part l'annonce d'un remaniement ministériel, la fin du mois calendaire correspond à l'arrivée à échéance des contrats sur indices. En ce sens, les boursiers représentent que le jour de la démission de M. Thatcher, la Bourse de Londres avait progressé de près de 3 %.

Aux alentours de 14 heures, le volume des échanges a souffert singulièrement. Environ 2,4 milliards de francs avaient été échangés, dont près de 1 milliard sur le seul titre Paribas. Cette chute de volume du terrain, 5,4 % pour 100 000 titres, en réaction à l'annonce selon laquelle l'arbitrage de La Cinq pourrait lui coûter quelque 3,5 milliards de francs.

NEW-YORK, 30 mars ↑

Légère reprise

Wall Street a été très légèrement restreinte, lundi 30 mars, dans une séance où les investisseurs ont enregistré des ventes. L'indice Dow Jones des valeurs vélocités s'est établi à 3 235,24, en hausse de 3,50 points (0,1 %).

Le marché a été très peu actif, avec 134 millions de titres échangés. « Le marché est très calme, il ne se passe rien de spécial », a noté Dudley Sorel, vice-président de la firme de conseil en investissement Lufkin et Jennings Securities Corp. L'annonce lundi par le gouvernement américain d'une baisse des ventes de logements neufs en février n'a pas surpris les analystes, qui tablent sur une baisse après le bond enregistré en janvier.

Sur le marché obligataire, les taux d'intérêt sur les bons du Trésor à terme ont, principale référence, atteint 7,95 % lundi après-midi contre 7,84 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 27 mars	Cours du 30 mars
Alcatel	70 7/8	70 5/8
AT&T	40 3/4	41
Bell	23 1/2	23 3/4
Comp. Maritime Int.	23 1/2	23 3/4
De Post de New York	40 5/8	41 1/8
Electricité de France	65 1/8	65
Enx	30 1/4	30 3/4
France Télécom	110 1/8	110 1/8
General Motors	38 5/8	38 3/4
Imperial Chemical	85 3/4	85 1/4
ITT	65 3/8	64 1/8
Johnson & Johnson	68 3/8	68 1/8
Merck	55 3/8	54 1/2
Schering	67 1/2	67
UAI Corp. de l'Alaska	144 1/8	141 1/8
Union Carbide	24 5/8	24 1/8
United Tech.	52 1/8	52 1/8
Windsor	19	18 1/8
Yale Corp.	75	74 1/4

LONDRES, 31 mars ↑

Légère progression

Les valeurs ont légèrement progressé lundi 30 mars au Stock Exchange, bénéficiant des modestes gains de Wall Street, à l'issue d'une séance calme au début de la dernière semaine complète de campagne électorale. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a gagné 5 points, soit 0,2 % à 2 452,9. Le volume des échanges a été élevé à 290 millions de titres contre 537 millions vendredi.

Les cinq eendages du week-end, dont quatre donnant une avance ou paré travailliste ainsi que l'enquête du groupe d'information financière de Dun and Bradstreet montrant que le nombre de compagnies en faillite au premier trimestre avait augmenté de 54 par rapport au premier trimestre de 1991, avaient initialement tiré le marché à la baisse.

TOKYO, 31 mars ↓

Toujours plus bas

Le cours a clôturé en forte baisse mardi 31 mars à la Bourse de Tokyo et l'indice Nikkei a terminé à son plus bas niveau depuis cinq ans. Au terme des échanges, l'indicateur de la place a abandonné 223,38 points, soit un recul de 1,64 % à 13 345,55 points. Le volume d'actions échangées a avoisiné les 220 millions de titres.

Des ventes sur arbitrage et l'idée que la baisse du taux d'escompte sera limitée ont effacé les gains initiaux liés aux toilettes de bilan du dernier jour du terme boursier. De plus, des ventes étrangères importantes ont effacé la timide reprise technique amorcée au cours de la matinée.

VALEURS	Cours du 30 mars	Cours du 31 mars
Alcatel	480	480
Bombardier	1 120	1 110
Canon	1 200	1 180
Fal. Ind.	1 910	1 920
Fond. Mats.	1 560	1 530
Industrial Bank	1 280	1 270
Mitsubishi Heavy	280	285
Sony Corp.	4 050	4 050
Toshiba	1 360	1 370

Second marché (élection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	4180	4200	Immo. Habitat	1220	1230
Amnch. Asacoh	280	270	Immo. Comput	150	155
B.C.C.	78 50	...	I.P.B.M.	85	...
Bigo Verme	785	780	Locobit	90	83
Bolton R.J.	435	419	Mesa Comm.	190	185
Bolton R.J.	225	...	Mex.	170 10	...
C.A.I. de P. (C.C.I.)	880	820	Publ. Financ.	380	380
Calsonic	334	330	Publ. Financ. (L.)	327	327
Carrel	855	854	Phone-Alp. Eu (L.)	90	90
C.E.S.E.P.	175	175	Solent Invest (L.)	320	320
C.F.P.I.	220	284 30	Sorba	334	336
C.N.I.M.	1073	1073	Sova	405	404
Codex	275	270	T.T.I.	360	360 10
Conform	1089	...	Thomson R. L.J.	248	240
Crédit	220	223	Unilog	88	100
Dagblin	310	310	Viel et Co.	850	845
Delmas	1000	1000	Y. St-Laurent Group
Dumoulin Worm Co.	345	345			
Dumoulin	1010	1000			
Duval	224	218 10			
Duval	115	...			
Edison Bell	105	105			
Edison Bell	205 10	205			
Enx	105	...			
G.F.F. (group. Ind.)	115	115			
G.I.M.	380	345			
Grenoble	183	184 90			
Groupe	880	880			
I.C.C.	198 90	198 90			
Idem	85	85			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 30 mars 1992

Nombre de contrats estimés : 181 013

COURS	Jun 92	Sept. 92	Déc. 92
Dernier	187,40	187,60	187,78
Précédent	187,62	187,88	188,08

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Jun 92	Sept. 92	Jun 92	Sept. 92
109	0.19	0.52	1.81	2.22

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Mars	Avril	Mai
Dernier	1 947	1 961	1 967
Précédent	1 932	1 946	1 958

CHANGES

Dollar : 5,5675 F ↓

A Paris, le dollar s'est échangé en baisse au fixing de mardi à 5,5675 F, contre 5,5810 F lundi à la cotation officielle. Dans l'attente d'un remaniement gouvernemental, la parité franc-mark était également stable, la monnaie allemande cotant 3,3932 francs.

FRANCFORT	30 mars	31 mars
Dollar (en DM)	1,6468	1,6427
TOKYO	30 mars	31 mars
Dollar (en yen)	132,95	133,05

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (31 mars)	9 7/8 - 10 %
New-York (30 mars)	4 1/8 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

Valeurs françaises	111,48	112,40
Valeurs étrangères	182,28	182,28
(SIF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	824	822,98
(SIF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1923,59	1943,75

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	3 231,44	3 235,24
Londres (indice Financial Times)	27 mars	30 mars
100 valeurs	2 447,30	2 452,90
30 valeurs	1 914,08	1 916,10
Mines d'or	119,49	120,20
Fonds d'Etat	65,53	65,74

FRANCFORT

Dollar	27 mars	30 mars
1 711,45	1 718,31	

TOKYO

Nikkei Dow Jones	19 649	19 546
Indice général	1 436	1 419

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVIS

S-E-U	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	4 199,0	4 200,0	4 244,0	4 261,0
DM	6 928,0	6 930,0	6 949,0	6 973,0
Deutschmark	3 395,0	3 396,0	3 395,0	3 395,0
Franc suisse	3 716,5	3 719,5	3 726,5	3 726,5
Lire italienne (1000)	4 491,5	4 493,5	4 499,0	4 494,5
Livre sterling	9 497,5	9 499,5	9 494,5	9 494,5
Franc (100)	5 395,0	5 395,0	5 395,0	5 395,0

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

S-E-U	UN MOIS		TROIS MOIS		SEIZ MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	4 1/8	4 1/4	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 1/2
DM	4 1/8	4 1/4	4 3/8	4 3/4	4 3/8	4 1/2
Deutschmark	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
Franc suisse	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4
Lire italienne (1000)	11 1/8	11 1/4	11 1/8	11 1/4	11 1/8	11 1/4
Livre sterling	10 1/8	10 1/4	10 1/8	10 1/4	10 1/8	10 1/4
Franc (100)	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4	12 1/8	12 1/4
FRANC FRANÇAIS	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4	9 1/8	9 1/4

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTLMardi 31 mars :
Philippe Rougé,
Directeur des relations
extérieures de Procter et
Gamble.Mercredi 1^{er} avril :
Pas d'émission :
Soudes football.

AGENDA

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

Nuit et Brouillard (1986), d'Alain Resnais. Mouton à Mordieu (1983), de Frédéric Rossif. 18 h : Quand la ville dort (1950, v.o.), de John Huston. 18 h 30 : Zola (1983), de J. Vidal. Vive le socialisme (1983), de Gérard Mordillat. 20 h 30 : A propos de Nice (1930), de Jean Vigo. Tarte (1931), de Jean Vigo. Zéro de conduite (1933), de Jean Vigo. 21 h.

CENTRE

GEORGES-POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-23)
Homage à la Warner Bros : l'Esclavage libre (1957, v.o. a.t.f.), de Raoul Walsh. 14 h 30 : Le Roi du tabac (1950, v.o. a.t.f.), de Michael Curtiz. 17 h 30 : Aventure en Birmanie (1945, v.o. a.t.f.), de Raoul Walsh. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)

Voisins, voisins : Jeune Public : l'Age heureux 1 - la Porte interdite (1965) de Philippe Agostini. l'Age heureux 2 - le Labyrinthe (1965) de Philippe Agostini. 14 h 30 : Actualité ancienne : France Actualisée, 18 h 30 : C comme cour : les Voisins n'aiment pas la musique (1970) de Jacques Fansten, Domicile conjugal (1970) de François Truffaut. 18 h 30 : la Sord, la Télévision de l'Imaginaire : les Trois Couronnes du matelot (1982) de Raoul Ruiz. 20 h 30 : la Dernière Nuit des Halles (1970) de Marie-France Siegel. 18 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AFRUIT (Fr.) : George V. 8.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

L'AMANT (Fr.-Brit., v.o.) : Forum Horizon.

Express, 1^{er} (42-22-26) ; UGC Danton.

umont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ;

Gaumont Alés, 14 (38-65-75-14) ;

v.f. : Paramount Opéra, 9 ;

(47-42-58-31) ; Fauvette, 13 ;

(47-07-55-88) ; Les Montparnos, 14 ;

(43-27-62-37) ; Pathé Clichy, 18 ;

(45-22-48-01).

DELICATESSEN (Fr.) : Forum Horizon,

1^{er} (45-08-67-67) ; UGC Danton, 8 ;

(42-25-10-30) ; UGC Convention, 9 ;

(45-74-84-84) ; UGC Triomphe, 8 ;

(45-74-93-50) ; UGC Opéra, 8 ;

(45-74-95-40).

LE DERNIER SAMARITAIN (*) (A., v.o.) :

Images d'ailleurs, 5 ;

(45-67-18-08) ; UGC Normandie, 9 ;

(45-83-18-18) ; v.f. : Rex, 2 ;

(42-38-83-93) ; Pathé Français, 9 ;

(47-70-33-88) ; Pathé Montparnos, 14 ;

(43-20-12-06).

DIEU BIEN PEU (Fr.) : Forum Horizon,

1^{er} (45-08-67-67) ; Rex, 2 ;

(42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 9 ;

(45-74-84-84) ; George V, 8 ;

(45-82-41-48) ; UGC Biarritz, 8 ;

(45-82-40-40) ; Paramount Opéra, 9 ;

(47-42-66-31) ; UGC Gobelins, 13 ;

(45-81-94-85) ; Les Montparnos, 14 ;

(43-27-52-37) ; Mistral, 14 ;

(45-33-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

16 (46-75-78-78) ; UGC Convention, 15 ;

(45-74-93-40) ; Pathé Wapler II, 18 ;

(45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 ;

(45-38-10-98).

LE DOCTEUR (A., v.o.) : George V, 8 ;

(45-82-41-48) ; Studio 28, 18 ;

(45-06-35-07).

LES DOORS (A., v.o.) : Ciné Beaubourg,

3 (42-71-52-38) ; Grand Pavois, 15 ;

(45-84-46-85).

LES FILMS NOUVEAUX

CÉLINE. Film français de Jean-

Claude Brisseau. Gaumont Les Halles,

1^{er} (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 9 ;

(47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle,

15 (45-75-79-79) ; UGC Mistral,

17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 ;

(42-38-83-93) ; Pathé Montparnos, 14 ;

(45-74-93-40) ; Pathé Wapler II, 18 ;

(45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 ;

(45-38-10-98).

HOOK. Film américain de Steven

Spielberg. v.o. : Forum Horizon, 1^{er}

(45-08-67-67) ; Gaumont Les Halles,

1^{er} (40-26-12-12) ; Pathé Haute-

feuille, 6 (46-33-79-38) ; UGC

Odéon, 8 (42-25-10-30) ; Gaumont

Opéra, 9 (43-35-30-40).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-

Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ;

Épée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; Reflet Médias Logos

salle Louis-Jouvet, 6 (43-54-42-34).

LES ENFANTS DU NAUFRAGÉ (Fr.) :

Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.,

v.o.) : Pathé Hautefeuille, 6 (43-37-57-47) ;

Le Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade,

8 (43-59-13-08) ; Bénédictine Montpar-

nos, 15 (45-44-25-02).

EUROPA (Dan.-Su., v.o.) : Cinoches, 6

(45-33-10-82).

LE FESTIN NU (*) (Brit., v.o.) : Forum

Horizon, 1^{er} (42-33-42-26) ; UGC

Montparnos, 8 (46-74-94-94) ;

George V, 8 (45-82-41-48).

FIEVEL AU PAR WEST (A., v.o.) :

Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Club Gau-

mont (Publicité Metignon), 8 (43-58-31-87) ;

Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).

FISHER KING (A., v.o.) : Cinoches, 6

(45-33-10-82) ; 14 Juillet Parnasse,

15 (45-44-25-02) ; Grand Pavois, 15

(45-64-46-85) ; Saint-Lambert, 15

(45-32-81-88).

FRANKIE & JOHNNY (A., v.o.) : UGC

Biarritz, 8 (45-82-40-40) ; Studio 28,

18 (45-06-35-07).

GRAND CANYON (A., v.o.) : Forum

Horizon, 1^{er} (42-33-42-26) ; Pathé

Publicité Champs-Élysées, 8 (47-70-33-88) ;

14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC

Mistral, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 ;

(42-38-83-93) ; UGC Montparnos, 9 ;

(45-74-93-40) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

8 (45-74-94-94) ; Saint-Lazare-Pasquier,

Nous publions le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grands succès figurent dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (dédié).

6 (46-33-10-82) ; UGC Triomphe, 8 ;

(45-74-93-50) ; Pathé Wapler II, 18 ;

(45-22-47-94).

MY OWN PRIVATE IDAHO (*) (A., v.o.) :

Studio des Ursulines, 5 ;

(42-25-10-30) ; Lucernaire, 8 ;

(45-44-25-02).

LES NERFS À VIF (*) (A., v.o.) : Forum

Horizon, 1^{er} (45-08-67-67) ; Pathé Impe-

rial, 2 (47-42-72-52) ; Action Blue

Gauche, 8 (43-25-10-30) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-92-82) ; UGC Nor-

mandie, 8 (45-63-18-18) ; Max Linder

Paranoma, 9 (45-24-58-58) ; 14-Juillet

Baillie, 11 (43-57-98-81) ; Sept Parnasse-

liens, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugre-

nelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Mistral,

17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 ;

(42-38-83-93) ; Pathé Montparnos, 14 ;

(45-74-93-40) ; Pathé Wapler II, 18 ;

(45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 ;

(45-38-10-98).

NIGHT ON EARTH (A., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Espace

Saint-Michel, 6 (43-54-42-34).

LA VIE DE BOHÈME (Fr.-Su.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Europe

Pathédon (ex-Reflet Pathédon), 5 ;

(43-54-46-85) ; Gaumont Ambassade,

8 (43-59-13-08) ; La Bastille, 11 ;

(43-07-48-80) ; Les Montparnos, 14 ;

(43-27-62-37).

LA VIE SUR UN FIL (Chin., v.o.) : Ciné

Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Espace

Saint-Michel, 6 (43-54-42-34).

VILLE À VENDRE (Fr.) : Forum Horizon,

1^{er} (42-33-42-26) ; Pathé Marignan-

Concorde, 8 (43-59-92-82) ; Béné-

dictine Montparnos, 15 (45-44-25-02).

LES SÉANCES SPÉCIALES

DES HOMMES ILLUSTRÉS L'ONT CRU...

[illegible]

DANIEL SCHNEIDERMAN



ON doit d'abord à la sobriété-quantum bénoîte de l'Occident, la reconnaissance soulagée, réservée, en quelques circonstances essentielles de la vie, aux trains qui arrivent à l'heure. Ayant pris cinq minutes de retard, le chauffeur réussit à en rattraper le plus grand partis et déposa son monde sur le quel à 7 h 13 précises, le *Silence des agneaux* d'émotion couronné. Compte tenu de l'épuisement des combattants et des impératifs de bouclage de la presse exotique – on veut dire, extra-américaine, – c'était une attention à saluer. Les Américains ne plaissent pas avec l'horaire. Les lauréats du meilleur

son sa virent ainsi, un comble, coupés sans ménagements par un orchestre implacable : il faut dire qu'ils étaient montés sur scène à quatre.

Pour le reste, après ingestion consciencieuse, et légèrement mesochiste de cette planteuseuse pièce montée nocturne offerte par Canal Plus, force est de le reconnaître sans fausse modestie que cette joyeuse auto-défloration familiale répelle curieusement les Césaire publiés en plus — une coupure — tous les quarts d'heure. Jack Lang leur avait prêté Stallone, son commandeur des arts et lettres préféré. On vit même passer — oui, oui — un film français. *Madame Bovary*,

nommé pour les meilleurs costumes. Quelques singularités américaines tout de même : une lauréate suggéra de boycotter, pour cause de pollution, la General Electric, tandis que Richard Gere proposait de transférer à la recherche contre le sida une partie du budget de la défense. L'écrasante majorité des protagonistes arborait d'ailleurs à la boutonnière ou au corsage un ruban rouge signifiant qu'il se sentait concerné par la lutte contre le sida.

A noter encore que la lauréat moyen ne remporte pas seulement, comme chez nous, la grande famille du cinéma, du producteur à la meubleuse, mais

auel et surtout sa famille, la vraie. Avec le nombre d'enfants, d'épouses, de maris, de papes et de momans cités, on aurait pu remplir une crèche et une résidence du troisième âge de Beverly Hills.

L'un des « oscarisés » - la meilleure musique, semble-t-il, mais on se trouvait déjà dans un climat de fatigue avancé - remplace même son concubin et un futur mort du sida l'ancien dernier, « Howard et moi partions un foyer », dit-il simplement. Tout le monde sait, annoncé une grande perturbation de la fête par les geyz, mécontents de certains films nommés. La perturbation resta comme le respis, familiale.



TF 1

0.50 Cinéma :
Au service secret de Sa Majesté. ■
Film britannique de Peter Hunt (1969).

0.05 Magazine : Ciel, mon mardi !

0.05 Journal et Météo.

20.50 Cinéma : Piège de cristal, «
Film américain de John McTiernan (1988).
23.05 Divertissement : Rire A2.
0.05 1. 2. 3. Théâtre.
0.10 Magazine : La 25^e Heure.

20.45 Téléfilm :
▶ Le Lieutenant Lorena.
22.05 Journal et Météo.
22.20 Sport : Voile. Coupe de l'America.
22.30 Documentaire :
La Campagne de Provence,
chronique d'une élection.
0.00 Magazine : Ticket bleu.
0.45 Musique : Mélomantuit.

20.35 Cinéma : Nikita. ■
Film français de Luc Besson (1990). Avec
Anne Parillaud, Jean-Hughes Anglade,
Tchéky Karyo.

20.40 Téléfilm :
La Monstre de la baie des Fraises.
Trois enfants et une bande de trafiquants

22.15 Téléfilm : La Réconciliation.

0.10 Documentaire : 60 minutes.
Histoire des blousons noirs.

1.00 Six minutes d'informations.

20.30 Documentaire : Domele
De Christian-Marie Diebold.

En clair jusqu'à 20.30
18.30 Ça cartoon.
19.50 Le Top.
19.20 Flash d'informations.

13.40 Série : Commissaire Moulin,
police judiciaire.
15.20 Club Dorothée.
17.20 Série : Charles s'en charge.
17.50 Série : Premiers baisers.
18.15 Jeu : Une famille en or.
19.45 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébé Show.
20.00 Tirage du Loto (et à 20.45).
20.00 Journal, Tapis vert et Météo.
20.50 Variétés : Sacrée soirée.
22.50 Sport : Football.
Demi-finale aller de la Coupe d'Europe des
vainqueurs de coupe : AS Monaco-Feyeno-
rda Rotterdam.
0.45 Journal et Météo.

13.50	Documentaire : Opération Terre.
15.00	Série : Les deux font la paire.
16.05	J. L. : Des chiffres et des lettres.
16.25	Magazine : Giga.
18.05	Série : L'homme qui tombe à pic.
18.50	INC.
19.00	Série : Filo à tout faire.
19.30	Diversissement : La Caméra indiscreète.
19.59	Journal, Journal des courses et Météo.
20.50	Téléfilm : Taxi Girl.
22.20	Magazine : Salue qui veut. Enregistrement : les dix points chauds.
23.35	Magazine : Musiques au cœur.
0.35	Journal et Météo.

13.40	Série : La Grande Aventure de James Onedin.
14.30	C'est Lulo!
18.00	Magazine : Une pêche d'enfer.
18.30	Jeu : Questions pour un champion.
19.00	Le 19-20 de l'information.
20.00	Un livre, un jour.
20.10	Détournement : La Classe.
20.40	Magazine : La Marche du siècle.
22.20	Putain de pub!
22.30	Journal et Météo.
22.30	Sport : Voile.
22.45	Mercredi en France.
23.40	Sport : Voile.
0.10	Musique : Mélomanuit.

13.36 Téléfilm : Le Pouvoir et la Mort.
15.10 Téléfilm : Le Commando oublié.
16.45 Les Nuls., l'émission.
18.00 Canaille peulche.

19.30 Le Journal du cinéma.
20.00 Sport : Football.
Demi-finale aller de la Coupe des vainqueurs de coupe : Monaco-Feyenoord Rotterdam, en direct du stade Louis-II de Monaco.
22.20 Sport : Football.
Poule finale de la Coupe des clubs champions : Étoile rouge de Belgrade - Sampdoria de Gênes.
0.00 Cinéma : Calendrier meurtrier. ■ Film américain de Pat O'Connor (1988).

13.20 Série : *L'inspecteur Derrick.*
14.25 Série : *Bergerac.*
15.20 Série : *Solo, brigade des stupe.*
16.15 Série : *Shérif, fais-moi peur.*
17.05 Les deux font la loi.
17.35 Yupp ! l'école est finie.
18.10 Série : *Deux fics à Miami.*
19.05 Série : *La loi est la loi.*
20.00 *Journal et Météo.*
20.50 Histoires vraies.
La vin qui tue.
Chantage dans un vignoble du Bordelais.
22.35 Débat :
Piquette et grandes bouteilles.
23.35 Documentaire :
*L'Impitoyable Univers
des services secrets.*
0.30 *Journal de la nuit.*

14.00 Série : L'Homme invisible
15.15 Magazine : Culture pub.
15.45 Magazine : Culture rock.
16.15 Musique : Flashback.
16.45 Magazine : Nouta.
17.15 Musique : Dance Machine

0 Théâtre : Le Dialogue des carmélites
Pièce de Georges Bernanos, mise en scène
de Gilles Bourdet.

20.30 **Archipel science.**
L'invention du Nouveau Monde.

21.30 **L'Amour de l'art.**
Portrait de collectionneurs passionnés.

22.40 **Les Nuits magnétiques.**
Nack'e blues : la balade de Nicolas Baracollé.

0.05 **Du jour au lendemain.**
Avec Françoise Morvan (Fragments, d'Alfred Hitchcock).

0.50 **Musique : Coda.**

- 20.30 Concert (donné les 15 et 16 janvier salle Pleyel) : Concert pour violon et orchestre de M. Ravel, de 82, de Glazounov; Capriccio n° 13 pour violon seul, de Paganini; Symphonie n° 6 en ut dièse mineur, de Mahler par l'Orchestre de Paris, dir. Gauthier Houbig; Raphaël Oleg, violon.
- 22.40 Espace libre.
- 23.10 Ainsi la nuit...
- 0.30 Dépêche-notes.
- 0.35 L'Heure bleue, Par Philippe Carles.

18.30 Série : Flipper, le dauphin.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations, Météo, M 6 Finances.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Surprise-partie.
20.40 Téléfilm : L'Amour à la barre.
22.20 Téléfilm : Danger doberman.
23.50 Magazine : Vénus.
0.15 Six minutes d'informations

17.05 Magazine : Mégamix.
19.00 Magazine : Avis de tempête.
18.55 Flash d'Informations (et à 19.55, 20.55,
22.00, 23.00, 1.40)
19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
20.00 Documentaire : Tours du monde,
tours du ciel. 10. Les lumières et d'autres
messages.
21.00 Documentaire : La Section Anderson.
22.05 Documentaire : Reminiscence.
23.05 Cinéma : L'Esclave de l'amour. 粵語版
Film soutenu de Nikita Mikhalkov (1978)

20.30 Tire ta langue. Dialogue au sommet : Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale-Claude Hagège, linguiste, professeur au Collège de France.

21.30 Correspondances.

22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Passage de la science.

22.40 Les Nuits magnétiques.

0.05 Du jour au lendemain.

0.50 Musique : Coda.

20.30 Concert (donné le 26 novembre 1991 à Vienne) : Quatuor pour piano et cordes en sol mineur op. 25, Quatuor pour piano et cordes en la mineur op. 26, de Brahms, par le Trio Schubert de la Radio-France, Claus Schuster, piano, Boris Kuschnir, violon, Martin Hornstein, violoncelle) et Michael Kugel, alto.

22.00 Concert (donné le 24 janvier à Radio-France) : Night Dances, de Turnage, Mémoire vive, de Hurlé; Die Sterne des Leidens, de Solbiat; Ringed by The Flat Horizon, de Benjamin, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. David Robertson.

0.35 L'Heure bleue. Tendances hexagonales, par Xavier Prévost. Le concert : le Duo de guitares de Bruno Segovia et Gilles Clément ; La rétrospective : le Workshop de Lyon ; Les nouveautés discographiques : L'introuvable : Des Américains à Berlin.

PRÉVISIONS POUR LE 2 AVRIL 1992 A 0 HEURE UTC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.
(pour le calcul technique spécial de la Météorologie nationale.)

Recommandation en vue de la formation d'un gouvernement intérimaire avec des Noirs en Afrique du Sud

Le groupe de travail de la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), chargé d'établir le calendrier des réformes constitutionnelles, a recommandé la mise en place d'un gouvernement intérimaire, composé de Noirs et de Blancs, d'ici au 30 juin prochain, a indiqué, lundi 30 mars, l'agence de presse SABA.

Cette recommandation est plus proche de la position du Congrès national africain (ANC), qui souhaite l'installation rapide d'un tel gouvernement, que de celle du gouvernement. Ce dernier a estimé, la semaine dernière, en présentant ses propositions devant le CODESA, que le processus ne pourrait pas commencer tant que n'auraient pas cessé les violences qui ravagent les ghettos noirs du pays.

Par ailleurs, le gouvernement a

présenté, lundi, une proposition accordant à un Parlement de transition bicastral le pouvoir de rédiger la nouvelle Constitution et de lui donner force de loi. En acceptant que ce soit le Parlement intérimaire élu - et non une «table ronde», composée de dirigeants - qui rédige la nouvelle Constitution, le gouvernement a fait un pas vers l'ANC. Cependant, dans l'esprit du gouvernement, l'une de ces deux chambres devra représenter les «intérêts de la minorité blanche» et ne devra donc pas être élue en fonction uniquement de la règle de la majorité. En revanche, l'ANC préconise l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante mononormale, qui pourrait adopter, à la majorité simple, une nouvelle Constitution. - (AFP)

Recevant des évêques français

Le pape rappelle la discipline de l'Eglise pour les divorcés remariés

Au cours de la visite ad limina des évêques français de la région Centre-Est, qui s'est achevée dimanche 29 mars à Rome, le pape a réitéré les grandes lignes de sa prochaine encyclique sur la morale, qui s'intitulera *Splendor veritatis* («Splendeur de la vérité») et pourrait être rendue publique en juillet prochain. Devant les évêques français, Jean-Paul II a souligné que la «loi morale» telle que l'interprète l'Eglise catholique «n'est pas une affaire privée et purement subjective. Elle n'a pas à épouser les idées du temps».

Il a regretté que «l'individualisme et le subjectivisme dominent les caractéristiques dominantes de la réflexion et de la décision éthiques» et que «des comportements soient considérés comme normaux, et moralement acceptables, seulement parce qu'ils sont le fait d'un grand nombre de personnes».

Reconnaissant que «l'institution même du mariage est ébranlée dans ses fondements», il a estimé que «les hommes et les femmes qui vivent en situation irrégulière du point de vue religieux, et en premier lieu les divorcés remariés, ont besoin de l'assistance spirituelle et de l'aide de l'Eglise». Mais faisant taire les critiques, fréquentes en France sur la sévérité de l'Eglise à l'égard des divorcés remariés, il n'a laissé aucun espoir quant à un éventuel assouplissement «du

cadre fixé par le droit et le magistère de l'Eglise». Les dispositions qui excluent les divorcés remariés des sacrements restent en vigueur, car «l'Eglise est la gardienne, et non la maîtresse des sacrements institués par le Christ».

Nouveaux incidents en Tchétchénie

Des opposants armés au président tchétchène, Djokhar Doudaïev, se sont emparés, mardi 31 mars, de la radio-télévision à Grozny, la capitale de cette petite République du Nord caucasien en rupture de ban avec la Fédération de Russie, a annoncé l'agence russe Interfax.

Selon l'agence, une fusillade aurait éclaté au moment de l'assaut. On ignorait, mardi en fin de matinée, qui étaient ces opposants. Ils pourraient être aussi bien des membres de la milice que d'anciens communistes. Le président Doudaïev, un ancien général de l'armée soviétique, avait renversé la direction communiste locale après le putsch manqué de Moscou d'août 1991, puis s'était fait élire président de la République de Tchétchénie-Ingouchie, l'une des vingt Républiques autonomes de la Fédération de Russie. La Tchétchénie-Ingouchie s'est proclamée indépendante et le président Doudaïev a annoncé qu'il ne signerait pas le traité de la Fédération, le 31 mars à Moscou, mais négocierait un traité bilatéral avec la Russie.

Trois disparitions

L'écrivain Gilles Barbedette

La liberté inventive

L'écrivain et éditeur Gilles Barbedette est mort à Paris le 30 mars. Il était âgé de trente-six ans. Spécialiste de l'écrit américain, il collaborait au «Monde des livres».

Gilles Barbedette avait écrit une grande partie de sa brève vie à l'étranger, mais cette activité d'écrivain, de traducteur, de critique, loin d'éclipser ses propres livres, révèle l'extrême cohérence qui aura réuni les multiples aspects de cette personnalité littéraire exceptionnelle. Il avait écrit pour la collection qu'il dirigeait chez Rivages, convaincre. Lecteur passionné, il soutenait aussi les découvertes de ses confrères. Mais l'affinité la plus profonde, il l'avait trouvée dans l'œuvre de Vladimir Nabokov.

Après avoir traduit lui-même une première œuvre inédite de Lolia, l'Enchanteresse (1), il devait poursuivre la publication de textes posthumes du grand écrivain russo-américain, en réunissant notamment les nouvelles de la Vénitienne (2) et, nommé éditeur littéraire de Nabokov par le testament de la veuve du romancier, récemment disparu, il avait la responsabilité de l'édition de «La Pléiade».

A Nabokov, outre les nombreuses préfaces qu'il rédigea, Gilles Barbedette consacra une bonne partie de son essai, *l'Invention ou mensonge* (3). Ce court, pamphlet, vif, provocant et ironique défend avec ardeur l'illusion, romanesque, contre les théories naturalistes. Rarement un jeune romancier se montre aussi lucide et sûr avec autant d'assurance et de précision accompagnées de ses fictions de leur théorie. «Avoir l'air de la réalité, donner l'impression de la réalité, rappelle-t-il, ce n'est pas la même chose que peindre servilement le tableau de la réalité. La question de la «vérité» dans le roman est née de cette hésitation entre la servilité provisoire et la liberté inventive».

Déplorant la manière critique qui consiste à réduire une œuvre à la personnalité de son auteur, il écrit, à juste titre : «Il y a comme une grande indifférence à vouloir demander en permanence ses papiers à un romancier». Il citait souvent le roman de Nabokov, *La Vie de Sebastian Knigh* et sans doute le ton, à la fois dédaigneux et typique de cette œuvre, est celui que Gilles Barbedette a lui-même recherché dans ses propres livres, hantés par la mort, le rêve et la métamorphose redemptrice et souveraine que la littérature leur accorde.

Le monde devient livre, tel est, au fond, l'idéal de tous les héros des romans de Gilles Barbedette, qui pouvait aussi faire s'écarter ces vers de Feu pâle de Nabokov : «La vie de

l'homme comme commentaire à un poème/Hermétique et Inachevé». Qu'il s'agisse en effet d'écrits, l'enseignant universitaire des *Volontés éphémères* (4) ou de Raymond Aubert, dit Baltimore, dans son dernier roman (5), ses personnages se fondent dans leurs bibliothèques. Le monde humain qui les entoure, miné par la mort, ne les satisfait pas : la vraie vie est ailleurs, inscrite sur la page blanche. C'est là que résonne le vrai temps et que l'écrit se mêle au sang.

Le dernier livre de Gilles Barbedette, merveilleux exemple de vitalité au cœur de la maladie, ne fut pas une fiction, mais un court récit sur son enfance qui prend, désormais, une autre résonance (6). «Les minutes de l'enfance, à l'échelle du souvenir, écrivait-il, paraissent si minces et si pâles en comparaison des heures pénibles et fulgurantes où l'on attend, sans attendre, que se produise un miracle au milieu des Ennuis».

Mais, même dans ce récit autobiographique, ce n'était pas vers lui seul que Gilles Barbedette se tournait, ce n'était pas sa propre mort - qu'il savait pourtant proche - qu'il appréhendait. Son héros, Baltimore, disait à propos de son ami disparu : «Ce n'est pas facile de se dire adieu à soi-même et l'on ne saurait envisager, malgré tout l'optimisme du monde, de remplacer nos plus belles passions par de nouvelles amours».

RENÉ DE CECCATTY

- (1) Rivages, 1986.
- (2) Gallimard, 1991.
- (3) Gallimard, 1989.
- (4) Gallimard, 1987.
- (5) Baltimore, Gallimard, 1991. Cf. «Monde» de Michel Braudeau, le Monde, 13 septembre 1991.
- (6) Une saison en enfance, Hatier, 1991.

Le peintre Roger Chapelain-Midy

Le peintre Roger Chapelain-Midy est décédé, lundi 30 mars, à Paris, à l'âge de 90 ans. Né à Paris le 24 août 1904, Chapelain-Midy, après un court passage à l'Ecole des beaux-arts, rejoint les académies libres de Montparnasse. Sa première grande exposition personnelle a lieu en 1930 à la galerie Drouant, à Paris. Résolument figuratif, cet artiste a réalisé, avant la guerre, de nombreuses décorations murales, comme celles du foyer du Théâtre national de Chaillot (1937) et de l'Institut agronomique à Paris (1938). Il voyage beaucoup, expose dans toute l'Europe et aux Etats-Unis. Il exécute de nombreux décors et des costumes de théâtre, notamment pour la *Fête enchanteresse* de Mozart (1953) et les *Indes galantes* de Rameau (1952) à l'Opéra de Paris. Il a illustré également de nombreux livres (des œuvres complètes de Gide aux *Mille et Une Nuits*).

Admirateur de Poussin et du XVII^e siècle, il a cherché à perpétuer dans la peinture française contemporaine une certaine tradition classique, à l'écart des grands courants qui ont marqué l'art du XX^e siècle, qu'il dénonçait. Il a enseigné à l'Ecole nationale supérieure des beaux-arts à Paris de 1955 à 1973. Roger Chapelain-Midy a reçu de nombreuses récompenses, dont le Grand Prix des beaux-arts de la Ville de Paris, en 1955.

Le producteur Luigi De Laurentiis. - Le producteur italien Luigi De Laurentiis est décédé lundi 30 mars à Rome, à l'âge de soixante-quinze ans. Il avait produit trente-trois films depuis la fin de la seconde guerre mondiale, d'abord avec son frère, Dino De Laurentiis, avant de fonder sa propre société de production dans les années 50. Spécialiste des comédies légères, Luigi De Laurentiis a notamment produit plusieurs films du grand comique italien Totò. *Un des chers amis* (1984), de Mario Monicelli, et *Macaroni* (1985), d'Ettore Scola.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Oui, une femme !

Décidément, la retraite, ils ne connaissent pas, nos dirigeants ! C'est des grands crus, ils se bonifient en vieillissant. Nous, on est de la piquette tout juste bonne à jeter par la porte. La limite d'âge, très peu pour eux, le bénéfice de l'âge, oui ! Si, en Haute-Normandie, Fata l'a dans le bébé, c'est parce qu'il a cinq ou six ans de moins que son adversaire de droite. Et c'est toujours au doyen, fût-il un ancien collègue comme en Franche-Comté, de trôner dans les assemblées en attendant la désignation du futur patron.

Remarque, depuis que je milite aux Panthères grises avec mon amie Renata Gossard, je devrais être la dernière à m'en plaindre. Tiens, ça me fait penser, elle était candidate Génération Ecologie en Ile-de-France, ma copine. Une femme prenant la défense des vieux, c'est tout un programme ! D'ailleurs, elles sont deux, là, aujourd'hui à se partager les projecteurs de l'actualité. L'une qui débarque, l'autre qu'on débarque. La présidente du Nord-Pas-de-Calais et le premier ministre que mon Mimi a donné la France.

Ravie, la France, à l'époque,

enchante. D'accord, elle a déchanté depuis. Et pourquoi ? Parce que la Cresson, au lieu de surpasser ses prédécesseurs, comme l'y obligent, et c'est pas normal, le fait qu'elle soit rien qu'une nana, s'est comportée en mac, et s'est surpassée elle-même en s'autorisant arrous, maldresses et faux pas. De ce côté-là, vous n'avez de leçons à recevoir de personne, hein, messieurs !

N'empêche, elle va devoir se tenir à carreau, Marie-Christine Blandin, la dame de tréfil, un tréfil à quatre feuilles, élu hier à Lille, merci, les Verts. Et bravo ! Ce sont les seuls à avoir inscrit autant de femmes que d'hommes sur leurs listes. Parce qu'en Allemagne au temps de leur splendeur, l'annul, c'est qu'il le monde politique, qu'on ne peut certes pas accuser d'égisme, reste résolument sexiste.

Du coup, mal, à la place de mon Mimi, vous savez qui, futa de Delors, j'aurais nommé à Matignon ? Sa fille, Martine Aubry. Elle est remarquable. Et quelle meilleure façon de ne pas se déjouer en cédant à l'opinion ?

Et échantonnée avec les policiers dans le commissariat du Nord. - Le parquet de Douai (Nord) a ordonné une enquête, lundi 30 mars, à la suite d'une plainte pour coups et blessures déposée par la mère d'un jeune homme impliqué dans une bagarre avec les policiers de Waziers, au cours de laquelle lui-même et un officier de police avaient été blessés. Une dizaine de personnes avaient pénétré de force dans le commissariat, dimanche 29 mars, pour protester contre le contrôle d'identité de M. Norine Mentche, dix-huit ans, qui, selon les policiers, importunait une jeune femme dont la voiture était tombée en panne. Un policier avait eu une main fracturée par un pavé lancé par la mère du jeune homme, tandis que celui-ci sortait de l'échauffourée avec un traumatisme crânien sans gravité.

NOUVELLES COLLECTIONS
avec la garantie d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 890 F
PANTALONS 95 F VESTONS 1 795 F
3 000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, VESTES MANTEAUX ET PARDESSUS
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

SOMMAIRE

DÉBATS

Politique : «La diplomatie des faux pas», par Olivier Rabin ; «Conscience tranquille», par Max Gallo. Société : «La démogogie à la dérive», par Jean-Marie Domenech. 2

ÉTRANGER

Russie : la prochaine ouverture du Congrès des députés. 3
Grande-Bretagne : la campagne électorale des travaillistes. 3
La première visite officielle du président Weisner en Allemagne. 4
Inde : Amnesty International dénonce l'usage routinier de la torture par la police. 5
Afghanistan : les athlètes du Nord contestent la domination des Pashtouns de Kaboul. 6

ESPACE EUROPÉEN

Les élections en Italie : les Ligues, ferment de la réforme : une vraie crise, enfin ! l'Alliance réformatrice veut transformer l'Etat ; le difficile héritage du Parti communiste ; la campagne de... pub de Benetton ! 8, 9 et 10

POLITIQUE

Nord-Pas-de-Calais : M. Delabarre apporte les voix de la gauche à M. Blandin (Verts). 11
M. Rufenacht (RPR) l'apporte sur M. Fabius (PS). 12
Diagonales : «Vous n'êtes pas tombés loin, Manicamp», par Bernard Poirot-Delpech. 13

SOCIÉTÉ

Au tribunal correctionnel de Sarreguemines : la catastrophe minière du puits Simon tourne à la bataille d'experts. 14
Sports : les cinquièmes Jeux paralympiques d'hiver. 15

SCIENCES • MÉDECINE

La guerre des centres de transfusion sanguine. La riche moisson archéologique de Sainte-Barbe. Retour à la Lune ? Petite histoire des fruits et des légumes. Point de vue : Les sciences cognitives sortent des limbes, par André Molloy. 16-17

CULTURE

Musique : Luis Uch au Casino de Paris. 18
Cinéma : Les Oscars. 18
Festival : l'informatique et les cinq sens. 19

ÉCONOMIE

Le groupe Hersant engage une partie de bras de fer avec la rédaction du quotidien hongrois *Magyar Nemzet*. 20
La BERD a investi 4,3 milliards de francs à l'Est. 21
Constatant la perte de compétitivité de l'économie américaine, un organisme officiel préconise l'intervention des pouvoirs publics. 22

Services

Abonnements. 9
Cartes. 15
Marchés financiers. 26-27
Météorologie. 29
Mots croisés. 24
Radio-télévision. 29
Spectacles. 28
La bibliographie du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Initiatives» folioté de 1 à XX
Le numéro du «Monde» daté 31 mars 1992 a été tiré à 624 674 exemplaires.

LES GRANDS "NON" DE LA DÉCORATION

«NON, aux "HOMES" payés si chers. Une simple "gifle" peut doubler les prix et n'acquiesce aucune valeur à un tissu. «NON, à ce démantèlement des imprimés, ces 450 F le mètre, il est prohibitif. «NON et NON à ces collections X.Y.Z. dont les prix sont vraiment faramineux. «NON, à ces robes trop volumineuses, trop lourdes, trop chargées de détails. (depuis 50 F le mètre, on... Doubles Rideaux Prêts à Poser)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

GALA CENTRALE : LA FOLIE EQUINOXE

Depuis quelques années déjà, le Gala de Centrale est le «Gala de l'Équinoxe». Cette année encore, les organisateurs vont vous faire vivre, VENDREDI 10 AVRIL, «la nuit de toutes les folies» avec un concert exceptionnel... Stephan ECHER.

Tarif : 130 F. Réservations : 3 Francs, Virgin Mégastore, Nuggets Vélizy, École Centrale Paris, Grande voie des Vignes, 92290 Châtenay-Malabry - RER B Antony. Renseignements : 46-60-16-79.

SCIENCE & VIE

COSMONAUTE Russe

LE PREMIER EXTRATERRESTRE

SCIENCE & VIE vous raconte l'histoire extraordinaire de Sergueï Krikalev.

Il avait quitté la Terre pour six mois.

Il est resté absent un an.

Parti d'URSS, il se retrace en Russie.

Il habitait Leningrad, on l'attend à Saint-Petersbourg.

San salaire a baissé de 750 %.

La Terre a vieilli plus vite que le voyageur cosmique.

• SIDA : un vaccin à l'essai

• Combien coûte le secret de l'Univers

• Le pneu vert : pour économiser 5 % de carburant

N° 1 DE LA PRESSE SCIENTIFIQUE

15 pages d'offres d'emploi

Le Monde

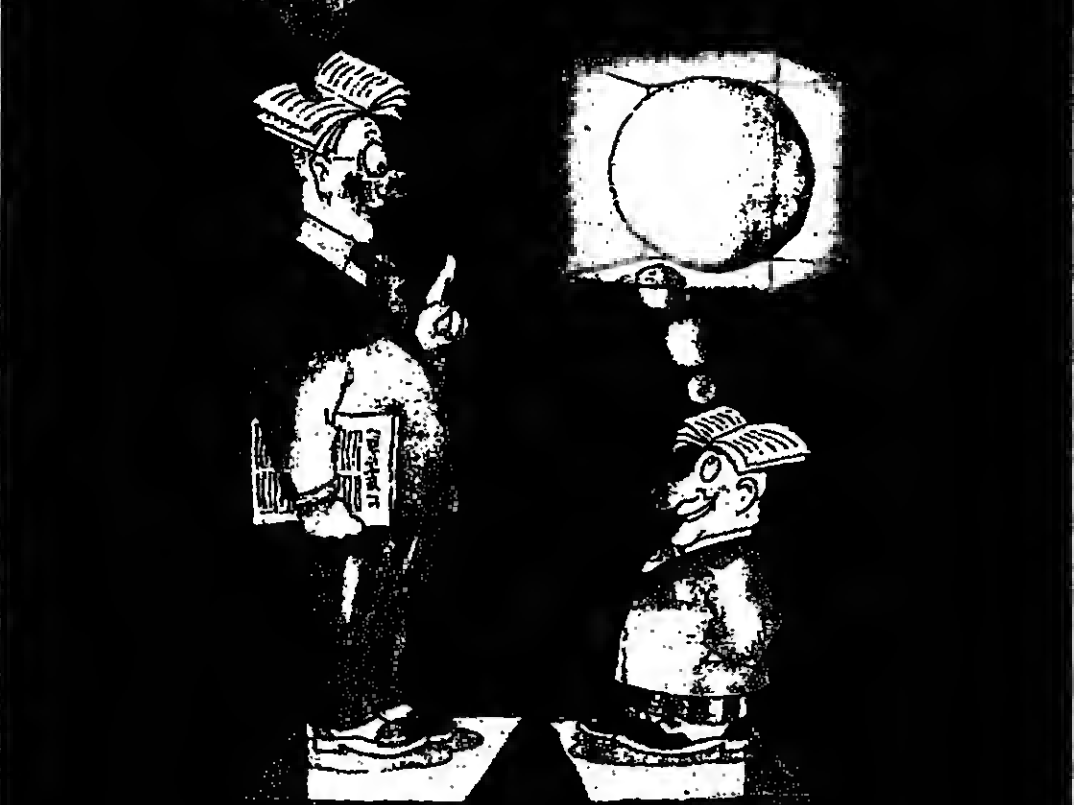
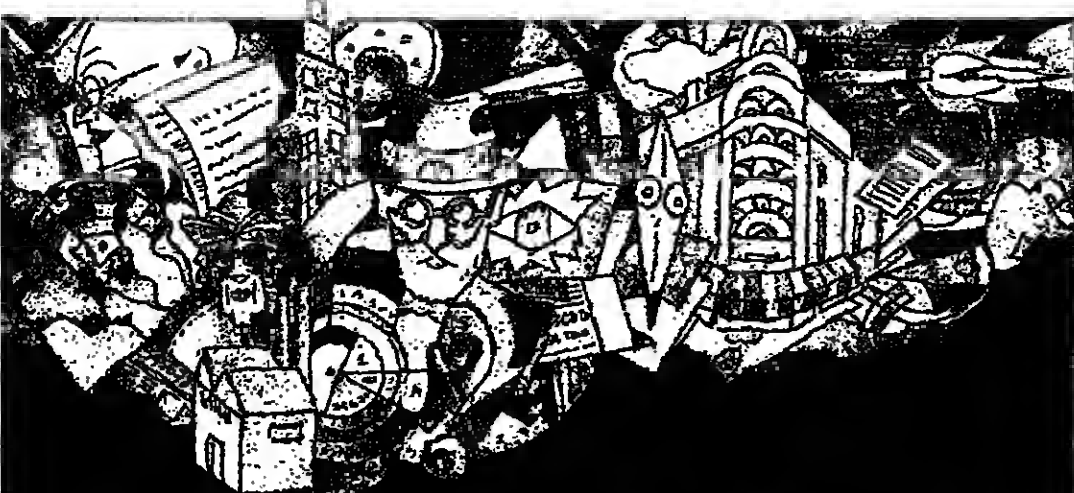
INITIATIVES

Esprits d'entreprise

OUI, les entreprises ont une âme. Ou, plutôt, elles s'inscrivent dans une histoire qui leur est à chacune particulière, et, parfois, se réfèrent à un certain nombre de règles - y compris implicites - qui constituent bien une forme de culture. Toute communauté de travail est dotée d'une mémoire collective. Positive le plus souvent, mais négative aussi.

Avant que les techniques de management ne s'emparent de ce thème, et en fassent un outil moderne de gestion tel qu'on l'enseigne maintenant dans les grandes écoles, à l'occasion de stages, ou dans de nombreux ouvrages, le temps avait déjà fait son œuvre, de façon spontanée, et le poids du passé se manifestait partout. Longtemps, on a même pu croire que cette évocation continuelle des temps anciens était la marque d'un attachement, mélancolique ou paternaliste selon les cas, à des valeurs dévotées, chargées d'émotion. Le monde du travail a entrepris très tôt ses racines. Les métiers ont développé leurs propres mythologies, avec un soupçon de corporatisme. Et les entreprises, les plus anciennes surtout, célèbres ou prestigieuses, se sont progressivement attachées à un ensemble de traditions fondatrices, érigées en principes. A l'heure du progrès, on était tenté d'y voir les signes d'une résistance à l'évolution; un excès de sentimentalisme, pour tout dire.

CURIEUSEMENT, aussi loin que l'on puisse remonter, cette référence constante est d'abord l'apanage des travailleurs, à quelques exceptions près. Ce sont eux qui glorifient leurs origines, racontent l'épopée de leur constitution en « mouvement ouvrier », ou qui défendent avec une professionnalisme, les mineurs ou les sidérurgistes - mais on pourrait également évoquer les métallos - vont magnifier leurs luttes et plus encore leurs métiers, pourtant exercés dans des conditions extrêmement pénibles, voire dangereuses. Aux yeux de l'opinion, ils se transformeraient en héros, et leur saga sera souvent célébrée. Dernier exemple en date : un normalien, Patrick George, vient de publier un « beau » livre consacré à l'histoire de la fédération de la métallurgie CFRC-CFDT, de 1920 à 1974. Pour l'occasion, le titre reprend un vieux slogan libertaire, *Soufflons nous-mêmes notre forge* (Editions ouvrières, novembre 1991), comme pour mieux en



appeler aux souvenirs épiques. Dans ces époques reculées, antérieures à l'intrusion des nouvelles technologies, les entreprises cultivaient moins leur histoire ou n'y faisaient pas appel pour justifier leur pérennité. Sauf quelques-unes, souvent appelées alors les « vieilles dames », du Bon Marché en passant par Manufrance, « maisons » au charme suranné ou fabriques déclinantes, témoins d'aventures commerciales ou industrielles.

Ce n'est que bien plus tard, et notamment au cours des dernières années, qu'un mouvement d'intérêt se dessine dans beaucoup de sociétés pour leur histoire, exemplaire ou mouvementée. Peu à peu, on se persuade que la longue vie partagée, dans un groupe ou une usine, par des salariés et des chefs d'entreprise était digne d'être contée. Mieux, qu'on pouvait y trouver des raisons de travailler ensemble, de poursuivre une œuvre commune, si l'on savait exhumier la singularité du quotidien laborieux. De ce point de vue, les efforts de Saint-Gobain pour se réapproprier son passé de tricentenaire, avec l'aide d'un ancien élève de l'Ecole des chartes, font figure d'exemple emblématique. La multinationale, qui absorbe Pont-à-Mousson, se sert de son histoire pour mieux aborder son avenir.

On pourrait trouver d'autres cas réalisés avec l'aide d'historiens spécialisés : de CIT-Alcatel, qui profite d'un déménagement de son siège historique pour se raconter dans un livre de souvenirs, à la SNECMA, qui retrace dans un ouvrage les balbutiements de l'industrie aéronautique, et cite les multiples sociétés dont elle est issue. A chaque fois, ces albums luxueux livrent des témoignages humains, font une large place à l'anecdote et rendent hommage à une collectivité. Mais on y trouve aussi des documents moins ambitieux, ou plus

désincarnés, comme le volume que le groupe SAE consacre à une « irrésistible ascension », ponctuée essentiellement de la description de ses exploits techniques.

PARADOXALEMENT, le phénomène s'explique, en dehors de toute mode de gestion, par le besoin de découvrir le fil ténu de la cohérence ou de la continuité, pour s'y retrouver dans les bouleversements d'aujourd'hui. Air France, Air Inter et UTA, désormais rassemblés, sont autant d'entités qui se situent les unes par rapport aux autres en fonction des images que la concurrence et des cultures différentes avaient forgées. L'une se comporte en société nationale et désigne les « boueux » des lignes intérieures, l'autre met en avant son efficacité pour se venger tandis que la dernière, société « privée », veut protéger son exotisme. Pour les fondre dans un ensemble, il faudra bien tenir compte de ces rivalités, et jouer de ces spécificités, à exploiter plutôt qu'à anéantir.

C'est d'ailleurs ce que fait BSN, lors de ses nombreux rachats ou fusions, en respectant les « nationalités », ou ce dont doit tenir compte la BNP, trente ans après le regroupement de la CNP et de la BNCL. Les origines y marquent encore les comportements, comme les ancestrales rivalités opposant toujours Paribas et Indosuez, frères ennemis de la banque, qui se positionnent avec des traditions différentes. Au mieux, cela permet de fonctionner comme un code implicite. Mais, si celui-ci n'est pas respecté, la catastrophe n'est pas loin : quand la culture de l'entreprise est trop forte, ou n'est pas le repère, il peut y avoir rejet. Epidémique.

Alain Lebaube

Lire notre dossier pages II et III.

15 PAGES D'OFFRES D'EMPLOI

Nouvelle rubrique

■ Collectivités territoriales.....	p. XI
■ Dirigeants.....	p. VI
■ Gestion.....	p. VII
■ Juristes.....	p. IX
■ Cadres.....	p. XII
■ Fonction commerciale.....	p. XIII
■ Informatique.....	p. XIV
■ Secteur de pointe.....	p. XV

AUJOURD'HUI DANS

Le Monde

INITIATIVES

UNE NOUVELLE RUBRIQUE D'OFFRES D'EMPLOIS

Le Monde
des

Collectivités territoriales



CREDIT
LOCAL de
FRANCE

GRUPPE LAISSE DES DÉPÔTS

LE FINANCEMENT
LOCAL, UN PROJET
D'AVENIR.

RENDEZ-VOUS PAGE 11

Le choc des cultures

Certains mariages sont difficiles

UNE compétition sauvage était engagée à l'intérieur de l'entreprise. « C'était très difficile », « On communiquait peu », « On attendait qu'on nous dise ce qu'on avait à faire », « Un état d'esprit de courtoisie se développait du fait de l'attitude de la direction, jugée très affective et ambiguë par les Français », « Chaque fois qu'il y avait un record, il y avait un pot. À la fin, ça se traduisait par des concours stupides et humiliants ».

Ces propos, extraits du livre de Michel Crozier, *L'Entreprise à l'épreuve* (1), décrivent la première implantation de Sony France en 1973 par une équipe de Japonais arrivée de Tokyo. « Elle a tout de suite éprouvé des difficultés considérables à former et à encadrer des équipes françaises », écrit le fondateur du Centre de sociologie des organisations. Le style de pionnier coexistait avec des comportements de petit chef (...). La transposition des techniques japonaises de management dans un contexte culturel très différent, non seulement réussit mal, mais peut même aboutir à des résultats négatifs à ceux que l'on attendait. Depuis, après une période de « remise en cause psychologique » avec un PDG français, la célèbre firme japonaise a largement reculé le tir. Il reste que cet exemple, pour caricatural qu'il soit, montre bien quels peuvent être les effets pervers d'une culture, en l'occurrence dominante.

Au cours de ces dix dernières années, les exemples franco-français des inconvénients d'une trop forte culture d'entreprise abondent. Et c'est dans les vagues d'OPA, de rapprochements, de fusions-acquisitions, voire de filialisations qu'il faut puiser. Que se passe-t-il au niveau des hommes lorsque rien de significatif ne les rapproche ? Lorsque, par exemple (lire ci-dessous l'article de Frédéric Lemaître), « M. Saint-Gobain épouse M^{me} Pont-à-Mousson », comme l'écrit joyeusement Alain Baudant, historien et direc-

teur à Saint-Gobain (2). De fait, estime-t-il, dans la fusion entre le tuteur de fonte et la place, « le brouillage des cultures n'a été un brouillage de signes. Qu'avaient donc à faire ensemble un tuyau - qui disparaît au regard - et un miroir - qui se montre pour mieux se montrer ? Très vite, après la fusion, la nouvelle direction a modifié les contours des deux sous-ensembles amalgamés (...). Le tissu relationnel s'est défilé ».

Une vieille histoire du début des années 70, disons-nous. Pas tout à fait. « Le temps n'a pas encore fait son œuvre. Il reste au groupe créé en 1970 de se forger une culture, une image à partir de ce qui est sa réalité présente : sa diversité », estime encore aujourd'hui Alain Baudant.

« Se prendre pour Moïse »

En sa qualité de directeur des affaires sociales du groupe BSN, Gabriel Bergognoux est un homme averti des risques que présente une forte culture d'entreprise lorsque l'on procède - même si cela ne se fait pas à la hussarde - à une acquisition. Et l'on sait combien BSN a privilégié ce mode de développement. Selon lui, ce qu'il appelle le « choc culturel » est inévitable. Autant donc le prévenir de manière intelligente, que l'on

prenne le contrôle de General Biscuit ou de Gervais-Danone. « Il nous faut prendre garde de ne pas laisser la nouvelle configuration, prévient Gabriel Bergognoux, et de tendre vers une synthèse harmonieuse, ce qui prend du temps. Notre politique n'est pas de créer le vide, surtout lorsque la prise de contrôle s'opère sur des métiers et des marchés qui ne sont pas les nôtres. Cela est encore plus vrai des lors qu'il s'agit d'acquisitions faites hors de France ».

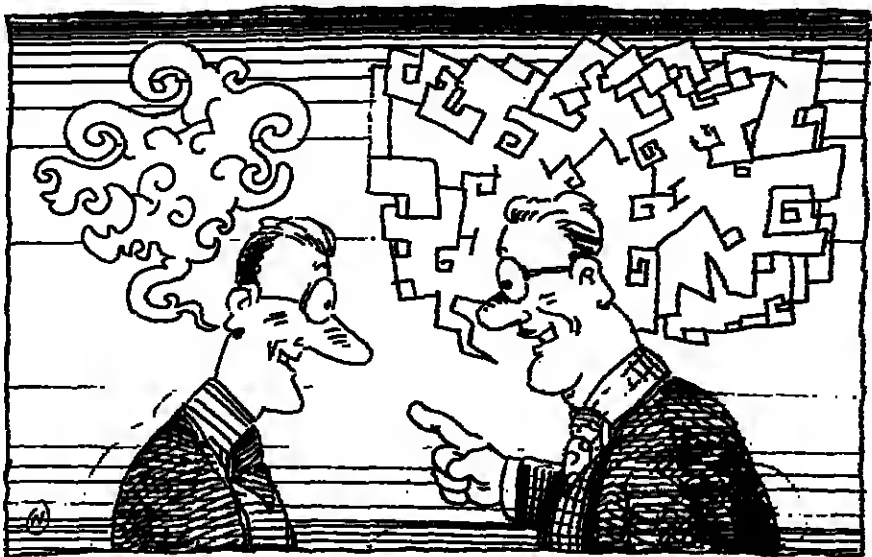
C'est bien évidemment au niveau des comités de direction que le choc risque d'être le plus cuisant. « Nous nous efforçons alors de créer ce que nous appelons entre nous le concept de la nationalité préventive », dit Gabriel Bergognoux. Dans le groupe, le directeur d'une filiale possède la nationalité BSN et la nationalité Evian; BSN et Lu, cela dit tire d'exemple. Pour ce qui concerne la production, les sous-cultures de

produits ou d'usines resteraient intactes tant il est vrai qu'il s'agit de cultures de métiers : la bière, les produits laitiers, le verre, sont « bien typés ».

« L'achète, je débarrasse, je mets en place mes systèmes : c'est ce que ne doit pas faire l'acheteur, dit de son côté le sociologue Henri Vaquin. Restez comme vous êtes. C'est dans nos différences que nous allons produire nos synergies. Voilà la bonne attitude. Se prendre pour Moïse et imposer des commandements peut se révéler catastrophique. » Somme toute, une question de bon sens.

Jean Meranteau

(1) InterEditions, 1991.
(2) La Culture d'entreprise, Autrement, septembre 1988.



Le sens des mots

Le langage n'est pas neutre

S'ADRESSE-T-ON à un collègue par son nom ou par son prénom ? Lui dit-on « tu », « vous », « monsieur » ou « madame » ? Un jeune ethnologue de vingt-neuf ans, qui portait tout juste d'une étude sur les liens de parenté dans la communauté tibétaine de Paris, n'a cherché à déchiffrer ces pratiques langagières qu'à travers d'une enquête au siège social de Peugeot.

Denis Guigo n'était pas un nouveau dans la maison. Aujourd'hui membre du centre de recherche et de gestion de l'Ecole polytechnique et du laboratoire d'anthropologie urbaine du CNRS, il avait débuté comme ingénieur en automatisation dans la firme automobile. « Cette étude m'a fourni de nombreuses occasions de fréquenter les membres de la direction », précise Denis Guigo. La naïveté l'idée de prêter attention à leur vocabulaire d'adresse et de cerner l'organisation sous-jacente d leurs pratiques.

Première conclusion : le réseau hiérarchique dicte un « fonds commun » d'appellations de base. « Bonjour, monsieur Frémont », « Salut, Moutin » : les différences de statut sont marquées - ou réaffirmées - par le recours systématique au monsieur, madame ou au « vous » déférents. Classique, certes, mais certains le pratiquent de façon réfléchie et débattue. S'agit-il de s'adresser à un subordonné ou à un supérieur ? La façon de faire passer des messages à caractère hiérarchique si on se vouvoie, souligne un chef de service. Pour un cadre, le « tu » est fait pour empêcher sur le territoire de l'autre et influencer ses décisions.

On enregistre, note une collaboratrice, « on emploie plus le prénom quand on veut faire avec quelqu'un ». Autrement dit, conclut Denis Guigo, « il y a des étreintes qui tuent ».

L'ethnologue cite ainsi une multitude d'exemples qui montrent que les usages langagiers sont aussi bien pratiqués par convention respec-

tuense que par calcul stratégique. « La problématique de la distanciation est d'abord un « ajustement mutuel » entre les protagonistes qui évoluent leur position et le contexte », précise Denis Guigo. Des situations particulières viennent parfois rompre le carcan des habitudes : tel cadre sura volontiers - et à tort, bien sûr, exceptionnel - tutoie son chef de service dans l'ambiance familière d'un terrain de football. Tel autre se souvient avec émotion d'une rencontre formelle aux toilettes : « L'intimité d'un lavage de mains dans deux lavabos voisins lui avait permis d'échanger quelques phrases avec le directeur ».

L'histoire et la culture de l'entreprise ne sont pas sans incidences sur ces pratiques. Bien que l'étude développe peu cet aspect, Denis Guigo reconnaît volontiers que certains comportements langagiers relèvent de « déterminations d'ordre historique ». L'entreprise s'est-elle ouverte au mode de gestion d'outre-Atlantique, que le style américain « prénom + vous » est adopté par les chefs envers leurs secrétaires ; « Véronique, vous n'oubliez pas la lettre pour monsieur (...) ». A l'occasion d'évolutions, de créations ou de réorganisations de services, des « dans » d'anciens se constituent, pratiquant systématiquement la solidarité du « tu » des vieilles complicités.

Enfin, les étapes historiques de la politique de recrutement choisie par la société jouent un rôle prépondérant. Si l'on attend souvent le passage d'un employé au statut de cadre pour utiliser à son égard le tutoiement « initiatique », l'esprit de camaraderie règne parmi les salariés sortis des mêmes écoles : là, le « tu » potache transgresse les plus strictes règles hiérarchiques, et continue jusqu'à un directeur en personne.

Olivier Piot

L'histoire à la rescousse

Saint-Gobain a embauché un normalien

LORSQU'UNE dame de plus de trois cents ans décide de partager la vie d'une jeunesse de cent quarante ans, les premiers temps de la cohabitation ne sont pas forcément faciles. Au bout de quatre ans de mariage, les dirigeants de Saint-Gobain-Pont-à-Mousson furent obligés de se rendre à l'évidence : la lune de miel entre les verriers et les sidérurgistes se faisait toujours attendre. Les modifications d'organigramme n'y pouvaient rien : les cultures de Saint-Gobain et de Pont-à-Mousson étaient trop fortes pour que puisse naître une réelle communauté d'esprit.

Les hommes ne se connaissaient pas, ils ne travaillaient pas les mêmes matières, et rien ne paraissait plus éloigné de la culture un tantinet aristocratique de Saint-Gobain que le modèle d'association sociale prôné par Pont-à-Mousson. Pour y remédier, le directeur général adjoint d'alors, Roger Faureux, normalien d'origine, eut une idée qui parut incongrue à la plupart de ses collègues : mettre en commun et étudier les archives des deux entités afin de pacifier les cultures existantes et créer une identité commune.

C'est ainsi qu'en 1974, le jeune chartiste Maurice Hamon quitta les Archives nationales pour devenir « responsable des archives et de la politique historique » du groupe, une première dans l'histoire de l'industrie française et de la vénérable Ecole des chartes. Près de vingt ans plus tard, nul regret n'effleure ce transige. Le pionnier vient même d'être promu, voici un an, directeur des relations générales, un titre élogistique qui ajoute à ses fonctions antérieures celle de secrétaire général de la présidence du groupe.

Entre la rédaction d'un ouvrage sur le village de Saint-Gobain où fut construite la première usine de la Manufacture royale en 1693 et l'organisation d'une exposition consacrée aux participations de Saint-Gobain aux différentes expositions universelles - le groupe n'en a manqué aucune entre 1804 et 1937 -, Maurice Hamon assure dans le secrétariat de Jean-Louis Belfa, une fonction qui lui permet entre autres de rédiger les procès-verbaux des réunions stratégiques et ainsi d'écrire l'histoire de demain.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, s'il revendique haut et fort l'outil d'histoire instrumentale tournée vers l'avenir, Maurice Hamon se garde bien de féliciter de rechercher des lois déterminantes qui dictent ou justifiaient la conduite des dirigeants. « Le passéisme ne saurait servir de référence ultime en termes de politique, de stratégie, d'identité et de culture d'entreprise. Mais le passé, lui, peut aider à voir des constantes, à fournir un substitut à une expérience qui n'est plus disponible », écrit-il en conclusion d'un superbe ouvrage publié fin 1988 sur l'histoire de Saint-Gobain, intitulé *Du soleil à la terre*. De même, la culture d'entreprise ne doit pas avoir de visées uniquement opérationnelles. Symboliquement, le groupe Saint-Gobain n'a pas de projets d'entreprise alors que certaines filiales en ont un.

Utiliser, voire déformer, le passé pour exalter l'esprit d'équipe, le culte de la performance ou les vertus de la qualité totale relève de la manipulation grossière et se révèle la plupart du temps inefficace. Pour Maurice Hamon, il faut, au contraire, « rechercher une définition commune ni trop contraignante, ni trop éclatée, qui réponde aux besoins d'une identité centrale du groupe et permette de lier les différentes branches tout en respectant la variété des métiers et des transferts et en se gardant de confondre la réalité et son apparence ».

Histoire et internationalité

Comme la culture de Saint-Gobain se caractérise essentiellement par l'importance de l'histoire, mais aussi par l'internationalité de ses activités, le groupe ne se prive pas de l'utiliser à l'extérieur. Etre trilingue permet de monter rapidement dans l'estime que vous portent les Japonais. De même, lors de la récente OPA de Saint-Gobain sur l'américain Norton, le groupe s'est rendu compte que les deux sociétés avaient une culture commune. Comme Saint-Gobain dans le verre, Norton avait été pionnier dans les abrasifs. Comme le français, l'américain a toujours joué un rôle social, par ailleurs, entre autres, l'hôpital et le musée local. C'est donc confiant que

Michel Hamon projette de présenter la version angloise de son ouvrage aux nouveaux associés.

Plus que de savants discours, le succès de celui-ci en dit long sur « la culture Saint-Gobain ». Proposé à un tarif préférentiel mais non distribué gratuitement à l'intérieur du groupe, *Du soleil à la terre* s'est vendu, en interne, à 20 000 exemplaires, alors que le groupe emploie 35 000 personnes en France et 7 000 cadres dans l'ensemble du monde. Il est vrai qu'aujourd'hui encore certains salariés descendent directement de verriers qui travaillaient à Saint-Gobain... sous le règne de Louis XIV.

Frédéric Lemaître

Vie privée

DANS le conseil, il faut des règles strictes. Telle est du moins la conviction d'Antoine Bracchi, PDG d'Ernst and Young, qui ne transige pas sur les principes parce que l'efficacité, stratégique pour les clients, est trop sensible. Résultat : tous les ans, chaque collaborateur signe un engagement selon lequel il n'a pas utilisé ce qu'il sait de l'entreprise à des fins personnelles. « Un associé qui a épousé une femme possède une grande fortune en a été victime », raconte-t-il. Il a fort bien compris qu'il devait démissionner. De même, la maison rembourse les pertes éventuelles d'un jeune consultant « pour qu'il aille ».

Selon le culture maison, il n'est pas question non plus que l'ann fesse embaucher ses enfants ou que des mariages interviennent entre collègues, à cause du travail en équipe. Le

règlement prévoit que l'un ou l'autre des époux doit avoir quitté le cabinet au cours de l'année. Et ce, malgré l'effet pervers que reconnaît Antoine Bracchi. En raison du niveau de salaire pratiqué, « les femmes restent et les hommes s'en vont », et le profession se féminise.

En conséquence, Ernst and Young compte 300 naissances par an pour un effectif de 1 700 personnes. On constate aussi 40 % de divorces qui interviennent « vers 30-35 ans, et pour les deux tiers avant de devenir associé, notamment pour les femmes ». C'est le moment de tous les choix, juge le PDG. A partir de là, la fonction exige encore plus de travail et, « célibataires ou divorcés, la vie professionnelle prend le pas sur le reste ».

Cela alimente le turn-over, si fréquent dans les cabinets d'au-

dit. Sur 100 recrutés, il n'en reste plus que la moitié au bout de cinq ans, quand il faut être directeur de mission, et plus guère que 20 % après dix ans. Ce qui se traduit par un constant appel aux jeunes diplômés, dont les besoins, pour les dix grands cabinets exerçant en France, sont estimés à 600 « candidats potentiels par an ». Comme Peris (écoles de commerce, Dauphine, Sciences-Po) n'en fournit que 200, il faut aller chercher les autres en province. Dont 10 % de sans-diplôme, pour Ernst and Young, qui ne cache pas son objectif. « C'est de la prospective pour le futur, affirme clairement Antoine Bracchi. Ils deviendront des prescripteurs. Nous cherchons des gens qui joueront un rôle. »

A. L.

Une formation indispensable

Un bon dirigeant ne peut pas l'ignorer

« LA culture d'entreprise ? Toutes les bonnes écoles de gestion l'ont inscrite depuis longtemps à leur programme », affirme Georges Blanc, responsable du département stratégie et politique d'entreprise du groupe HEC. Que ce soit en formation initiale à HEC, à l'ESSEC ou à Sup de Co, en formation continue à l'ISA ou à l'INSEAD, en passant par les MBA, la culture d'entreprise est, depuis une dizaine d'années, incontournable. Et pour cause : « C'est une des composantes de la politique d'entreprise ».

Pour comprendre une entreprise, son fonctionnement, ses réactions face aux changements, il est indispensable de se pencher sur sa culture. « C'est elle qui permet d'expliquer la réussite ou l'échec d'opérations de fusion-acquisition. D'où l'intérêt de former les gens sur ces thèmes », affirme Michael Brimm, professeur à l'INSEAD. On parle beaucoup d'innovations. Pour comprendre les obstacles à l'innovation, il faut comprendre la culture d'entreprise. De même, il faut savoir qu'il y a des stratégies qui marchent dans tel ou tel type

d'entreprise, d'organisation et qui ne marchent pas dans tel ou tel autre ».

La formation à la culture d'entreprise ne peut guère se concevoir sous forme de cours magistraux. La plupart des professeurs préfèrent se livrer à des études de cas, ainsi, avec des cadres de France Télécom, Susan Schneider, professeur à l'INSEAD, a décortiqué le cas d'American Telephone and Telephone (ATT) à l'occasion de sa reconstruction.

L'exemple américain

Avec un autre groupe, elle s'est penchée sur Eero Disney. Un représentant du parc de loisirs est venu présenter le style Disney, la manière de s'habiller, de parler, bref de se comporter. Puis les étudiants sont partis en car visiter le site. Un débat en ensuite été organisé en classe sur les chances de réussite de l'opération. « Il en est ressorti qu'avec le public cela devrait marcher. En revanche, on peut s'attendre à quelques ratés du

côté de la gestion des ressources humaines. » Il est vrai que le règlement intérieur, touchant notamment à la tenue vestimentaire, au maquillage... a déjà fait couler beaucoup d'encre en France. L'avenir nous dira si les Français sont susceptibles de se couler dans ce genre de moule.

Les attentes et les résultats sont très variables en fonction des publics. Pour les jeunes qui sont en première formation à HEC, à l'ESSEC ou ailleurs, l'objectif semble être surtout culturel. « On essaie de les sensibiliser à un certain nombre de choses. Mais c'est un problème qui prend son sens quand on l'a vécu », estime Georges Blanc. En revanche, avec les MBA qui ont déjà passé deux ou trois ans en entreprise et qui peuvent confronter leurs expériences, « ces formations ont certainement des résonances plus fortes ». Avec la formation continue, « on est en plein au cœur du sujet ». Dans le cadre des programmes interentreprises, les cadres prennent conscience de la culture de leur entreprise et répondant par exemple à un ques-

tionnaire et en comparant leurs réponses avec celles des autres participants.

Certains entreprises, enfin, demandent aux instituteurs de mettre sur pied des programmes spécifiques. C'est notamment le cas de grands groupes qui affrontent un tournant de leur histoire comme une fusion-acquisition. Ou qui sont confrontés à la dérégulation, comme France Télécom, les compagnies aériennes ou encore les banques, qui, du jour au lendemain, passent d'un secteur protégé au secteur concurrentiel. Il s'agit parfois aussi de petites entreprises qui entrent dans des phases de développement qui les obligent à se penser autrement. Susan Schneider résume ainsi ce besoin qu'ont les entreprises, à un moment de leur histoire, de se pencher sur elles-mêmes : « La culture d'entreprise c'est comme la personnalité. Vous n'y pensez pas jusqu'au jour où vous avez des problèmes et où vous êtes obligé de vous remettre en question. »

Catherine Leroy

ns des mots

page 118

... des mots ...

... des mots ...

... des mots ...

rivée

... des mots ...

ispensable

... des mots ...

Fierté bancaire

L'originalité se cultive

ELLES ont toutes un point commun : une culture très forte et un attachement viscéral à leurs maisons aux passés chargés d'histoire, une susceptibilité aux critiques... lorsqu'elles viennent de l'extérieur et un *turn over* particulièrement faible : 4 % dans les banques membres de l'Association française des banques (AFB). A part cela, rien de plus dérangeable que les banques. De la BNP à la Société générale, on trouve peu de ressemblances.

Dans la mémoire de la BNCI est encore présente la fusion fondatrice, en 1966, entre le Comptoir national d'escompte de Paris, respectable établissement centenaire, et la BNCI, sorte de Rastignac dynamique. Cboe de deux organisations, de deux cultures. On murmure que c'est la BNCI qui l'a emporté. Oh ! à voir basse, car le président, René Thomas, vient du Comptoir national d'escompte et n'oublie pas ses origines. « L'entreprise est obéissante aux directives de la hiérarchie, motivée, avec un grand dynamisme commercial », raconte Guy Lapomme, le directeur des ressources humaines. Elle n'a jamais connu de fuites sociales ni de crise. Mais un grand malaise dans les années 1987-1988, dont nous sommes en train de sortir, a montré à quel point il est difficile pour une vieille maison de s'adapter à la modernité.

Car, depuis une quinzaine d'années, l'environnement a changé : déréglementation, suburbanisation de la population, nouveaux métiers de la banque et internationalisation ont transformé le paysage financier. Les rigidités inhérentes aux vieilles familles ne sont plus de mise. La Société générale, née en 1864, nationalisée en 1945, ressent comme un choc salutaire la privatisation de 1987. Obligée d'évoluer, la vieille dame du boulevard Haussmann veut se donner un nouveau look. On y entrerait souvent de génération en génération. Grâce à la formation interne, on grimpeait tous les échelons un à un. Depuis soixante ans, un examen maison permet aux employés d'atteindre le premier grade du niveau cadre avec l'appellation courtoise de chef de bureau. Le jury, composé d'anciens sortis du rang eux aussi, cooptait les nouveaux sur leurs connaissances comme sur « l'esprit Société générale ». Or, les années 80 virent l'arrivée de cohortes de jeunes diplômés - le recrutement va de bac + 2 à bac + 5 - et la problématique actuelle est d'intégrer aux anciens cette population plus remuante. Le « légumier », annuaire du personnel, existe toujours mais, révolution dans le monde bancaire, on a supprimé les titres-banque d'après le début du siècle pour ne mentionner que ceux qui correspondent à des fonctions. Pour Roland Carrière, directeur de la communication, « nos 500 000 actionnaires sont presque tous chefs d'entreprises cotées en bourse et ont des exigences de rentabilité. La privatisation nous amène à modifier notre culture et

à introduire cette notion de rentabilité qui nous différencie des autres réseaux et nous rapproche de plus en plus des banques privées ».

Jusqu'à un certain point. « A Paribas c'était le *Far-West* à tous les étages, mais avec des silences », raconte avec brio un directeur. Quelques chiffres expliquent la culture Paribas : 40 % de cadres, un *turn over* qui n'atteint pas 3 %. Le sentiment d'appartenir à une élite, la fierté de caste que les concurrents malveillants taxent d'arrogance, l'impression de faire partie de la famille à partir de quinze ou vingt ans de maison, le rejet des grâces : le niveau de recrutement particulièrement élevé explique en partie cette tranquille certitude de membre d'un club très fermé.

Le snobisme de la pagaille

Une culture entrepreneuriale composée d'initiatives et d'autonomie, de décisions rapides et de prises de position instantanées fait de Paribas le contraire d'une administration ; peu ou pas de notes écrites, une tradition orale. Ces banquiers mettent leur orgueil à cultiver ce que le président lui-même appelle le snobisme de la pagaille : un désordre élégant.

André Lévy-Lang, tout en voulant conserver l'aspect conquérant et dynamique de Paribas, si souvent taxé de cynisme et d'opportunisme, souhaite changer non pas la culture mais les comportements : « L'image de la maison date des années de la conquête, de 1945 à 1970 où, sous la direction de Jean Reyre, Paribas n'était pas trop scrupuleuse sur les moyens et avait la réputation de s'enrichir sur les participations qu'elle prenait. Jacques de Fouchier a mis le hold *voilà déjà vingt ans*. Paribas est la seule banque qui emploie un *déontologue à temps plein* ». André Lévy-Lang voudrait canaliser les énergies et ajouter un minimum d'organisation à l'imagination débordante de ses cadres. La banque est faite de baronnies, de rivalités internes, de cloisonnements et son président s'est assigné pour tâche d'introduire une nouveauté : l'esprit d'équipe. La détermination du nouveau président semble à la hauteur de sa réputation : un directeur renvoyé en vingt-quatre heures tout récemment en sait quelque chose.

Contrairement à la sympathie que l'on trouve dans les pays anglo-saxons de tradition protestante, il y a en France, vieux pays catholique, une méfiance ancestrale envers l'argent « sale » et les banques. Pour Guy Lapomme, cela explique en partie cette culture de banque marquée par un certain ostracisme de la population. Le slogan provocateur de la BNP, « *Votre argent m'intéresse* », a, paraît-il, choqué. On ne peut mieux dire.

Liliane Delwasse

La force des lessiviers

Unilever et Procter n'ont de commun que leurs objectifs

ARIEL ? Procter et Gamble. Omo ? Unilever. Rexona ? Encore Unilever. Oil of Olaz ? Procter et Gamble. Le test est plutôt réservé aux initiés. Il met face à face deux géants des produits de grande consommation. Le premier, c'est l'américain, fondé en 1837 par William Procter, fabricant de bougies, et James Gamble, producteur de savons. Présente dans cent quarante pays, cette société diffuse aujourd'hui cent soixante marques. La seconde, c'est l'anglo-hollandaise : en 1930, Margarine Unilever se marie avec Lever Brothers, un producteur anglais de détergents. Tous les deux utilisent la même matière première. Unilever est né avec deux sièges sociaux, l'un à Rotterdam, l'autre à Londres, et deux présidents.

Entre ces deux rivaux, pas de fraternisation possible. Une chose est certaine, pourtant : les familles se respectent. « Les enjeux sont importants », confirme cet ancien d'Unilever. Nous pratiquons des métiers de secret. L'ennemi est désigné. En caricaturant, si un cadre de chez Unilever ou Procter était surpris en train de passer des renseignements au camp adverse, je peux vous assurer que sa carrière serait terminée. » Une hypothèse d'école, tout comme l'idée qu'un Procterien puisse un jour venir poursuivre sa carrière chez le rival anglo-hollandais.

An départ, pourtant, un même creuset - une grande école (HEC, ESSEC, Sciences-Po...) - et une même méthode : ne recruter que des débutants, exception faite de quelques spécialistes pointus. « Nous cherchons des jeunes qui ont la tête bien faite, mais qui sont

aussi des fonceurs avec un très bon sens du concret », explique Philippe Rougé, directeur des relations extérieures de Procter et Gamble France. Ensuite, le parcours est balisé : assistant dans un groupe de marques, par exemple, apprentissage obligatoire du terrain, années passées dans les filiales à l'étranger... Et les mêmes commandements : rigueur, professionnalisme, honnêteté. Chez Unilever, on mentionne « l'alliance de la rigueur calviniste et du pragmatisme britannique », tandis que, chez Procter, on évoque plutôt « le puritanisme du *Middle West* de l'Amérique profonde ». Les buts sont identiques, mais les mondes sont différents.

Le rôle des anciens

Premier signe : la visite des états-majors parisiens. Bureaux paysagers, cadres en bras de chemise. Chez Procter et Gamble, à Neuilly, on se tutoie et on s'appelle par son prénom. Beaucoup de jeunes, l'ambiance est décontractée, mais studieuse. Le sous-sol de l'immeuble a été aménagé en salle de répétition pour les *Taches incrustées*, nom du groupe de rock de Procter et Gamble, qui se produit dans les soirées des grandes écoles en T-shirts maculés de grosselet et de cambouis.

Boulevard Haussmann, au QG provisoire d'Unilever, les bureaux sont plus classiques, même si l'ambiance est tout aussi jeune. L'humour joue plutôt la carte de la désillusion à la britannique. Les membres du tout-puissant conseil d'administration sont les « tan-

tons », un mot de passe international. Tout comme le « *clique* », qui désigne le jour très sérieux où chacune des filiales présente officiellement son plan annuel d'activité.

En réalité, les deux méthodes divergent. Le groupe américain privilégie la communication par l'écrit. Une analyse pertinente ? Une proposition ? Le jeune cadre P et G doit prendre papier et crayon pour les exprimer. « Nous avons le sentiment que les idées sont plus claires et mieux cadrées ainsi », explique Philippe Rougé. Qui plus est, les documents sont pérennes. C'est une mémoire utile.

Chez Unilever, la tradition est orale. « Il faut aimer le débat à l'anglaise, à l'Oxford ou à la Cambridge », confirme Vincent Nègre, aujourd'hui PDG d'une agence de publicité, mais également responsable d'Unilever Club, l'association qui réunit les anciens du groupe. Ces philosophies différentes se retrouvent également lors de décisions stratégiques. Procter est réputé pour les multiples tests réalisés sur les produits avant leur lancement. Une exigence de qualité qui tournerait presque à l'obsession, selon certains, et qui, parfois, a pu jouer des tours. La légende veut ainsi qu'un test supplémentaire, un de plus, réalisé par le groupe américain ait permis à l'un de ses concurrents de le battre d'une semaine sur le lancement d'un nouveau produit.

Fait remarquable, la culture Procter et Gamble et la culture Unilever se transmettent à travers les « anciens ». D'un côté, Unilever Club, de l'autre, le Club des Procteriens. Les membres ne se connaissent pas et, s'ils se rencon-

trent dans les amicales HEC ou ESSEC, ils parlent rarement de leur ex-fiefs respectifs. De toute manière, aucun d'eux n'a véritablement les expériences semblent inoubliables. Pour Catherine Laforgue, codirectrice d'un cabinet de chasseurs de têtes, « Procter, c'est une merveilleuse machine qui vous tire vers le haut, vous fait vous dépasser tous les jours », tandis que, de son côté, Vincent Nègre affirme qu'Unilever, « c'est la prime à l'intelligence, la prime à l'humain. Nous sommes portés par la social-démocratie anglaise et hollandaise ».

Bien évidemment, les critiques et les coups pleuvent. Les Unileveriens reprochent à Procter « son hégémonie américaine, et donc le peu de marge de manœuvre accordé aux filiales européennes ». Les Procteriens répliquent alors en évoquant la stature internationale des anciens dirigeants européens, appelés à prendre des responsabilités même s'ils ne sont pas issus du sillon de Cincinnati, la ville fondatrice. Ces combats restent finalement limités, puisque jamais, en aucun cas, le professionnalisme ne saurait être remis en cause. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si, après trois ou quatre ans de maison, les Procteriens et les Unileveriens sont la cible favorite des chasseurs de têtes, qui leur proposent des salaires parfois multipliés par quatre ou cinq. Beaucoup saisissent l'occasion, sachant que les places sont limitées au sommet de la pyramide.

Marie-Béatrice Baudet

Noces d'aviateurs

Air France, Air Inter et UTA vivent une fusion délicate

12 JANVIER 1990. Coup de tonnerre dans le ciel... de la navigation aérienne française : Air France absorbe UTA ; la compagnie nationale devient du même coup maître des destinées d'Air Inter. Air France et UTA exploitent l'une et l'autre un réseau de vols long courrier qui se complètent assez bien mais se recouvrent dans certains secteurs. La logique économique voudrait que ces réseaux fusionnent ; mais sera-t-il possible de faire travailler ensemble les salariés de sociétés qui sont depuis longtemps en compétition très vive, voire en conflit ouvert ?

Entre Air France et Air Inter, il ne semble pas exister les mêmes risques de friction puisque cette dernière est spécialisée dans les vols « domestiques ». D'autre part, la différence de taille est moindre qu'avec UTA, ce qui devrait faciliter une relation équilibrée. Enfin, toutes deux relèvent pour l'essentiel du secteur public, alors qu'UTA est

une société privée. Mais les rapports entre les deux sociétés n'ont jamais été simples : à Air France, on n'a longtemps pas cru aux chances de réussite d'Air Inter, qui a dû beaucoup lutter pour s'affirmer. Le personnel de chacune a ainsi développé à l'égard de l'autre des sentiments mêlés : celui d'Air France conjuguant l'admiration pour le dynamisme d'Air Inter avec un certain dédain pour sa dimension hexagonale ; celui d'Air Inter mêlant la révérence pour « la vieille maison » et ses prestigieux vols long courrier à un sentiment de défiance à l'égard d'une entreprise jugée rigide et bureaucratique.

La logique des métiers

La rencontre entre ces deux « cultures » va largement déjouer les prévisions. « Nous avons découvert, constate un responsable d'Air

France, que la culture de métier est l'élément qui joue le rôle décisif. » Avec UTA, confirme de son côté un pilote, il nous a été facile de nous entendre car nous faisons le même métier. Celui de vol au long cours qui s'accompagne d'un certain raffinement dans l'accueil : « Pour s'affirmer face à la concurrence, explique le pilote, et parce que quand un vol dure douze ou quinze heures, il faut avoir le souci constant du bien-être des passagers. » Et d'ajouter : « A Air Inter, le métier n'est pas le même : à l'embarquement, on va au plus simple et au plus rapide, sans choix des places. On ouvre les portes de l'avion, on y fait entrer trois cents personnes, on réforme et on décolle. Pendant le vol, on ne s'occupe guère que de la sécurité des passagers. C'est une façon de faire parfaitement adaptée à des vols brefs qui doivent être le moins coûteux possible ; mais cela représente une façon de penser son travail très différente de la nôtre. »

En comparaison, le fait d'appartenir ou non au secteur public joue un rôle bien mineur. « Sans doute, explique-t-on à Air France, parce que la concurrence impose à tous certains types de comportements. » Quant aux différences de taille entre les trois sociétés, leur impact se situe à mi-chemin : les « gens d'UTA » ont du vague à l'âme devant l'énorme machine que constitue la structure Air France ;

« A UTA, tout le monde se connaît. Ici, tout est impersonnel ».

Au bout du compte, la logique des métiers s'est imposée et le nouveau groupe s'est structuré en fonction d'elle. Au 31 décembre 1991, le réseau d'UTA a fusionné avec celui d'Air France tandis qu'Air Inter gardait une existence distincte. « Avec UTA, nous avons opté pour la fusion parce que nous avions découvert que nous travaillions à peu près de la même manière et que les obstacles culturels avaient été surmontés. Le personnel navigant des deux sociétés avait d'ailleurs le même statut, les mêmes rémunérations, les mêmes avions, les mêmes codes de langage, les mêmes syndicats... »

Quant aux salariés d'Air Inter, ils ont vécu leur fusion avec Air France comme un choc et une injustice : n'étaient-ils pas plus dynamiques et efficaces que ceux qui s'arrogent le droit de les contrôler ? Après une période tendue, une phase plus constructive s'est ouverte : « Nous avons essayé, dit un pilote, de comprendre pourquoi notre façon de travailler était différente, à quelles nécessités elle répondait. Nous avons cessé de nous demander qui est le meilleur. Nous savons que chacun a la possibilité de l'être dans son domaine. »

Marie-Claude Bettbeder

Les 3èmes Cycles de Management

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines et Communication
- Finance et Contrôle de Gestion
- Qualité totale et Gestion de projet

10 mois de formation

7 mois de mission en entreprise

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (écoles d'ingénieur, écoles de commerce, IEP, maîtrise...) qui souhaitent se préparer à des postes de managers spécialisés.

Concours : Sessions 1992, avril, juin, septembre

Renseignements tél : (1) 47 57 31 41

IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret

Établissement privé d'enseignement supérieur

GROUPE IGS

Je souhaite recevoir une documentation détaillée des 3èmes Cycles de Management

☐ Ressources Humaines et Communication

☐ Finance et Contrôle de Gestion

☐ Qualité totale et Gestion de projet

Nom _____ Prénom _____ Age _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

Niveau d'études _____ Tél. _____

IGS, 120 rue Danton 92300 Levallois-Perret - Tél. (1) 47 57 31 41

Le Monde 1 Mars 92

Crise à l'aéroport de Nice

LA ligne Paris-Nice faisait depuis longtemps l'objet d'une gestion particulière. Air France et Air Inter s'y partageaient le trafic par moitié. Et, sur le terrain, les employés des deux compagnies se donnaient beaucoup de mal pour attirer et retenir les passagers.

Au lendemain de la filialisation d'Air Inter, la direction du groupe n'aurait probablement pas pris de décision rapide à propos de ce cas délicat si Bruxelles ne l'y avait contraint parce que le rapprochement des deux sociétés avait créé une situation de monopole. On dénonce un concurrent et Air Inter se vit attribuer la totalité du trafic Paris-Nice du groupe. Un certain nombre d'employés d'Air France travaillant à Nice furent alors « détachés » dans ses services tout en gardant leur statut (pour rééquilibrer les effectifs). La réaction fut immédiate et explosive : le 15 novembre 1990, les personnels d'Air France de l'aéroport de Nice se mettaient en grève contre cette

décision. Le 27 novembre, ils annonçaient l'annulation, et aujourd'hui encore Nice est desservi à la fois par Air France et Air Inter...

A l'époque, on a beaucoup souligné les aspects « Clochemerle » d'une révolte qui se dressait par exemple contre l'obligation faite aux personnels détachés de renoncer à l'uniforme d'Air France pour celui d'Air Inter, jugé moins prestigieux. De fait, rivalité, jalousie et mépris, restés jusque-là larvés, se sont brusquement durcis, entraînant la remontée de tout ce qui avait pu s'accumuler dans le passé.

Mais les problèmes de culture n'ont constitué qu'un des aspects du conflit. Ils ne doivent pas masquer les réelles préoccupations et inquiétudes, notamment en matière de déroulement de carrière, qui ont contribué à son déclenchement. D'autre part, l'explosion n'aurait pas eu cette vigueur sans une gestion un peu trop technocratique des opérations de regroupement.



ÉCOLE COMMERCIALE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE DE PARIS - ECCIP

SAMEDI 4 AVRIL 1992

de 10 heures à 17 heures

3, rue ARMAND-MOISAND, 75015 PARIS

Métro Montparnasse

PORTES OUVERTES

• FORMATION EN ALTERNANCE EN 2 ANS pour Bacheliers G2 et G3

• FORMATION EN 3 ANS pour Bacheliers A, B, C, D, E

Admission en 2ème année avec un DEUG, DUT, BTS

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

INITIATION

Gestion française à Saint-Petersbourg

Les cadres soviétiques découvrent l'économie de marché

ALORS que l'Union soviétique se désintéresse et que chacun attendait avec inquiétude la libération des prix, une trentaine de Russes assistaient fin décembre, dans la basilique de Saint-Petersbourg, à un séminaire organisé par le Centre d'études européennes pour l'industrie (CESI) sur « La gestion de l'entreprise en économie de marché ».

S'il est désormais relativement fréquent que des groupes de cadres russes viennent découvrir en France les règles de l'économie capitaliste, les stages dispensés sur place par des organismes français de formation sont encore extrêmement rares. Pour le CESI, ce séminaire financé en grande partie par le gouvernement français constitue une première.

L'histoire du partenariat russe - le centre de formation de la ville de Pouchkine - est d'ailleurs exemplaire. Situé en bordure du parc du superbe palais Catherine, ce centre de formation désormais spécialisé dans la gestion et le management était jusqu'à ces derniers jours un lieu de villégiature réservé aux dirigeants du parti. Avec ses deux cent vingt chambres toutes équipées pour recevoir la chaîne CNN, et son mobilier des dix-huitième et dix-neuvième siècles, il pourrait même avoir l'air d'un hôtel - à moins que l'on ne trouve dans le commerce le strict nécessaire : papier, feutres, etc. Créateurs ou dirigeants de petites entreprises pour la plupart d'entre eux, parfois universitaires, leurs attentes sont multiples : s'initier à la gestion mais aussi rencontrer des entreprises françaises susceptibles de devenir leurs partenaires et dis-

cuter avec d'autres Russes confrontés aux mêmes problèmes. Ne disposant d'aucun syndicat professionnel, l'entrepreneur russe se sent bien seul face à l'administration, à ses salariés, à ses fournisseurs et à son banquier. Les multiples échanges de cartes de visite entre les stagiaires, qu'ils soient poseurs de câbles téléphoniques, fabricant de plantes médicinales ou négociant en bois, en disent long sur cette solitude.

Questions multiples

Afin de faciliter les rencontres avec les PME françaises, le CESI avait fait appel à trois intervenants français : François Roux, secrétaire général de l'AGEFOS PME, le principal fonds d'assurance-formation des PME; Nicolas Komaroff, directeur général de Procommerce International, une société dont l'objectif est précisément de mettre en relation des entreprises françaises et étrangères; et Philippe Joffard, PDG de Lafuma.

Gestion, droit, marketing, finances, communication et management : ces experts et les responsables du CESI, Monique Lemaire et Gérard Grouille, abordèrent durant quatre jours tous les sujets, fréquemment interrompus par des questions pas toujours innocentes : « Est-ce qu'en France l'inspecteur des impôts vous prévient de sa venue ? », « Si je mets le compteur de mon entreprise chez moi, suis-je obligé de le déclarer ? », « Vous le mieux finalement diriger une entreprise en utilisant le bâton ou, au

contraire, en laissant beaucoup d'initiative aux salariés ? ».

Trois séries de questions sont revenues régulièrement : « Comment fait-on pour licencier un salarié en cas de désaccord ? », s'enquirent ces patrons qui n'ont visiblement jamais entendu parler d'avertissement ni d'autres procédures moins radicales que la rupture du contrat de travail. Mais cette interrogation ne concerne-t-elle que leurs employés ? Rien d'est moins sûr. Prudents ou débrouillards, la plupart de ces chefs d'entreprise n'ont pas coupé tous les liens qui les unissent à leurs anciens employeurs. Dès lors une question se pose : celle des clauses de non-concurrence. « Un ingénieur peut-il travailler pour deux entreprises différentes ? », se risque à demander un stagiaire vaguement inquiet. Certains d'entre eux n'ont d'ailleurs pas vraiment le choix : avec ses quatre cents roubles par mois (soit environ cinq dollars), comment cet enseignant pourrait-il subvenir aux besoins de sa famille sans l'apport de la coopérative de matériaux de construction qu'il a créée juste à côté de son institut ? Ne fallait-il pas, en décembre dernier, environ deux mille roubles pour nourrir quatre personnes durant un mois ?

Marchés occidentaux

Pourtant, à les entendre, l'aspect financier est secondaire. « Apparemment, les salaires du privé étaient supérieurs, mais ce n'est plus forcément le cas », estime Elena, qui dirige une coopérative travaillant dans la stomatologie. « Au moins, nous sommes satisfaits de notre travail », résume Elvira, qui emploie cinq salariés dans son atelier de confection, et Youri qui, à la tête d'une entreprise de vingt-cinq personnes, fabrique des masques d'escrime et des appareils de body-building.

Optimistes malgré les difficultés de la vie quotidienne et avides de succès stories - « Y a-t-il beaucoup

de petites entreprises françaises qui deviennent grosses ? », demanda une stagiaire - la plupart de ces entrepreneurs sont convaincus d'avoir un produit ou une idée qui ne peut que conquérir les marchés occidentaux. D'où les questions récurrentes sur la propriété intellectuelle : « Si je passe un accord avec une entreprise française pour qu'elle développe mon produit, qui en est propriétaire ? », « Si un ingénieur met au point un nouveau système, qui en tire les bénéfices, lui ou son employeur ? ».

Si les interventions ont pu satisfaire la quasi-totalité des demandes, poursuivant le débat dans de longues discussions nocturnes, les stagiaires ne furent pas satisfaits sur un point : l'utilité immédiate des informations reçues. « Je n'ai encore jamais eu l'occasion d'assister à des conférences si intéressantes, mais les Français n'ont vraisemblablement pas assez bien compris notre économie, notre activité juridique et nos problèmes », estime un chef d'entreprise lors de l'évaluation finale. Comme l'avouait un universitaire : « Bien que théoriquement je connaisse la plupart des questions exposées, tout fut intéressant et utile. Le problème est de savoir quelles propositions peuvent être actuellement appliquées chez nous, alors qu'il n'y a pas d'économie de marché, et quelles propositions ne nous serviront que dans un avenir lointain ».

Ce quiproquo entre le court et le moyen terme ne doit pourtant pas masquer l'intérêt évident des cadres russes pour ce type de séminaire. La preuve, non seulement on n'enregistre aucune défection durant les quatre jours de la session, mais plus de la moitié des participants se sont inscrits à la seconde partie du stage qui se tiendra en France, début avril, alors qu'une participation financière leur sera très vraisemblablement demandée.

F. Le.

FORMATION

Les malheurs d'ECOFOR

LONGTEMPS considérée comme un épouvantail dans le monde du 21 février 1990, la société ECOFOR ne cesse de connaître des malheurs. Depuis octobre 1990, avec un passif de 26,4 millions de francs, elle est en règlement judiciaire. Par un jugement en date du 11 décembre 1991, prononcé par le tribunal de commerce de Paris, la société a été déboute de ses plaintes pour refus de vente déposées contre deux organismes de formation, l'Institut supérieur du marketing et la CESOS, au motif qu'elle « a une activité de concubine fictive (...) mais, suite à une dérive évidente, a mis en place des structures contractuelles et financières contraires à la réglementation existante dans le domaine de la formation professionnelle continue ». Pour couronner le tout, Gérard Vandepoel, à l'époque délégué à la formation professionnelle, a reconnu, dans une lettre adressée le 9 janvier à la toute nouvelle Fédération de la formation professionnelle, que la thèse de la « non-conformité » des activités d'ECOFOR lui semblait fondée. Il s'agissait, pour ce faire, sur une étude réalisée par Jean-Marie Luttringer, et qui avait déjà été produite lors du procès.

D'un bout à l'autre, cette affaire cumule les curiosités. Dans un marché non organisé de plusieurs dizaines de milliards de francs, où interviennent 28 000 organismes de formation au service de 120 000 entreprises consommatrices de stages, on pouvait imaginer - ou craindre - qu'une centrale d'achat telle qu'ECOFOR devienne le pôle fédérateur privé, imposant un fonctionnement marchand à l'activité. Non seulement cela n'a pas été produit, mais la société de distribution de formation a subi des déboires financiers. Alors

même que, négociant des rabais, elle prouvait une commission de 10 à 15 % sur des commandes enregistrées et revendues au prix catalogue à ses clients, elle n'aurait pas dû courir de risques.

Mais ce n'est pas le seul élément de surprise. Comment se fait-il qu'il ait fallu attendre près de cinq années de fonctionnement pour se rendre compte que le principe conçu par Jean-Noël Veyron et Philippe Vana, jeunes gens dynamiques d'une trentaine d'années, pouvait être entaché d'irrégularités dérangeantes ? Pourtant, les fautes relevées par le tribunal de commerce et Jean-Marie Luttringer ne paraissent pas souffrir de contestation. Certes, ECOFOR a bien déposé auprès de l'administration une déclaration d'existence, mais celle-ci ne suffit pas à la qualification d'organisme de formation, alors qu'elle n'assume elle-même aucune formation, fit-on par exemple dans les instances. La fait d'avoir exclusivement recours à la sous-traitance ou de percevoir des « remises distributeurs » est également prohibé, ainsi que la pratique consistant à toucher des versements forfaitaires de la part des entreprises clientes. Fiscalement, ces sommes ne peuvent en effet plus donner lieu au crédit d'impôt en, en tout état de cause, ne peuvent être utilisées par ECOFOR. Jean-Marie Luttringer estime, lui, que l'activité de « centrale d'achat » (...) en contradiction flagrante avec le Code du travail, que « l'achat de produits » de formation pour le compte d'un tiers n'est pas une activité de formation au sens de la loi. Il parle de « société écran » et ajoute que « le démarchage, s'il est rémunéré à la commission, pour sous certaines conditions, entraîne une sanction pénale ».

A. Le.

DIALOGUE

Le ministre et ses agents

ALORS que Jean-Pierre Soisson, ministre de la Fonction publique, préparait sa Charte des services publics, la moitié des quelque 13 000 agents du ministère des affaires sociales ont pu, il y a quelques semaines, dialoguer en direct durant trois heures avec leur ministre, Jean-Louis Bianco.

Au moment où leur ministère se retrouve, bien malgré eux, à la « une » de l'actualité, avec les affaires de la transfusion sanguine et du RMI notamment, ces fonctionnaires ont débattu de leur statut, de l'organisation et de la modernisation de l'administration et des priorités de l'action ministérielle. Tels étaient en effet les principaux thèmes de ce débat organisé devant mille sept cents agents invités au Palais des congrès, à Paris, et retransmis en temps réel dans une centaine de services extérieurs du ministère.

L'exercice s'annonçait périlleux. Malmené par la décentralisation, débordés par la mise en œuvre des nombreuses politiques du ministère, échaudés par les promesses non tenues et mal-aimés de l'administration, les fonctionnaires des affaires sociales attendaient leur ministre au tournant. Quant à ce dernier, il entendait bien leur expliquer que, si les tâches du ministère étaient énormes, ses moyens, eux, étaient limités et devaient être, par conséquent, concentrés sur les missions jugées prioritaires : maîtrise des dépenses de santé, prévention, intégration des exclus.

Plan prioritaire

Juven la transparence, l'ancien secrétaire général de l'Elysée n'a esquissé aucun des dossiers chers à ses agents. Sévèrement interpellé sur la réévaluation du statut des inspecteurs des affaires sociales et sur la réduction des écarts de primes entre l'administration centrale et les services extérieurs, Jean-Louis Bianco a donné un rendez-vous « dans trois mois » pour présenter ses

propositions concrètes. Non sans rappeler, au passage, le chemin déjà parcouru : « Les primes ont augmenté de 80 % en trois ans », a-t-il souligné.

En ce qui concerne l'organisation de l'administration, Jean-Louis Bianco a indiqué qu'il s'était fixé comme objectif pour 1992 de « diminuer de 10 % le nombre de tâches confiées et de 20 % celui des circulaires ». Un plan prioritaire de construction de six cents logements sur trois ans devait, en outre, être lancé afin de favoriser la mobilité des agents et combler, espérait-il, une partie des nombreux postes vacants.

A propos de la maîtrise des dépenses de santé, Jean-Louis Bianco a tenté de rassurer les agents, inquiets de voir leurs services se transformer en « services extérieurs des caisses d'assurance-maladie ». Une préoccupation à laquelle les agents ont d'abord plus sensiblement répondu qu'ils sont de plus en plus souvent amenés à intervenir sur les grandes politiques interministérielles du gouvernement (RMI, politique de la ville), sans toujours savoir où se situer.

« Nous n'avons pas les moyens d'animer seuls ces politiques », a expliqué le ministre. C'est pourquoi nous sommes tenus de travailler avec d'autres partenaires. « Non sans pour autant renoncer à nos obligations en matière de service public », a-t-il ajouté en rappelant que les fonctionnaires de l'Etat devaient être « les garants de l'égalité de traitement des usagers et de l'impulsion de ces politiques ».

A l'issue de ce dialogue-vérité, Jean-Louis Bianco a promis de répondre à chacun des quelque mille questions écrites adressées par les agents en prévision de cette manifestation, et de « faire le point » sur tous les thèmes abordés au mois de juin. « En espérant qu'il sera toujours en place à ce moment-là... », n'a-t-il pu empêcher de penser certains.

Valérie Devillechabrolle

CRÉATION

L'entreprise au féminin

Les aides se développent

UN rapport de l'OCDE montre qu'aux Etats-Unis, 30 % des dirigeants d'entreprise sont des femmes : leur nombre augmentant une fois et demie plus vite que celui des hommes, on estime qu'en l'an 2000, un chef d'entreprise sur deux sera une femme. Un progrès aussi spectaculaire s'observe dans notre hexagone : en 1981, 30 % des créateurs d'entreprise étaient des femmes, soit près du tiers. Pourtant, elles ont encore du mal à franchir certaines barrières. Les banques font souvent preuve de réticences, parce que les femmes créent habituellement de très petites entreprises. Et il n'est pas rare d'entendre suggérer : « Et si vous reveniez avec votre mari, nous serions si heureux de le rencontrer ».

Il existe, certes, des organismes d'aide aux créateurs d'entreprise, ne serait-ce que l'ANACE (Agence nationale d'aide à la création d'entreprise). Elle fait des accompagnements mais n'apporte pas de soutien financier. Et on s'est aperçu que les femmes bénéficiaient deux fois moins que leurs collègues masculins des aides de l'ACRE (Aide à la création et à la reprise des entreprises), tout simplement parce qu'elles ne répondent pas aux critères exigés.

« Le monde de l'économie et de la finance est encore essentiellement un monde masculin, et pour que les femmes y trouvent leur place, il faut les aider », estime Yvonne Jurd'hui, fondatrice et présidente de RACINES (Réseau d'accompagnement des créations et initiatives) avec une nouvelle épargne de solidarité, une habitude des associations d'aide aux femmes d'entreprise. Elle doit travailler avec plusieurs d'entre elles dans des associations comme Feminaut, Fares, le CIDE (Centre d'information des droits des femmes). Elle y a rencontré des femmes sensibilisées aux mêmes problèmes et prêtes à œuvrer dans le même sens : inciter les femmes à pénétrer dans un environnement

plus propice aux initiatives locales et personnelles que l'environnement habituel du travail ; favoriser leur participation à la vie économique et leur en donner les outils financiers.

Le nerf de la guerre

D'où, en mai 1989, la fondation de RACINES. Son objectif est de donner des conseils aux femmes qui veulent créer leur entreprise. « 20 % de celles qui viennent nous voir sont insatisfaites de leur vie professionnelle. 60 % sont en rupture d'emploi ou bien elles ont arrêté de travailler en se mariant et viennent de divorcer. Hors du circuit habituel depuis longtemps, elles pensent se réaliser mieux en créant leur propre société », explique-t-on à RACINES. Une permanence d'accueil est assurée le jeudi après-midi dans un bureau loué dans la Maison des associations du 14^e arrondissement parisien. On peut venir y présenter ses projets mais, pour des raisons d'efficacité, il y a un quota maximal de dossiers. Là, les femmes trouvent de l'aide pour monter les dossiers techniques et pour s'orienter

auprès des différents subventionnaires.

Mais ce n'est pas tout : le nerf de la guerre, c'est l'argent. RACINES a donc voulu offrir une aide financière, modeste certes, mais complémentaire d'autres aides, et qui peut être le coup de pouce qui permet de démarrer. Elles lancent les CLEFES (Club local d'épargne pour les femmes qui entreprennent). Ce sont des clubs d'épargne sous forme de divisions de cinq personnes minimum et quinze personnes maximum qui se réunissent pour collecter un capital destiné à une fondatrice ou à une entreprise nouvellement créée par une femme. Le droit d'entrée est de 200 francs, l'épargne minimale est de 300 francs par mois durant une année. Le prêt maximal est de 50 000 francs. Le capital ainsi épargné est prêt à une créatrice avec l'approbation de tous les membres et remboursé avec un taux d'intérêt décidé par ces derniers. Les CLEFES ont vu le jour en 1990. Il en existe d'ores et déjà sept, l'objectif étant d'en créer dix en dix-huit mois à Paris et en province.

Sept entreprises parrainées par CLEFES se sont créées. Les orga-

nismes institutionnels informés, comme Point chance ou l'ANACE, commencent à y envoyer les femmes. C'est dans les secteurs traditionnellement féminins que les femmes se sont lancées : habillement, restauration, esthétique et relaxation, soins du corps.

Impulser et mettre sur rails, c'est bien, mais il faut aussi durer. Si 20 % seulement des projets de création d'entreprise voient le jour, une sur deux survit à son deuxième anniversaire. Aussi, afin d'assurer la pérennité de l'entreprise parrainée, les CLEFES proposent un suivi de gestion pendant trois ans. Six créatrices sur sept ont accepté une convention de suivi. Deux projets nouveaux pour 1992 : mettre sur pied un fonds de garantie pour les CLEFES et créer des stages de formation à la finance. Pour les femmes ? « Pas forcément », estime une adhérente. Nous avons parmi nos membres adhérentes des CLEFES quelques hommes mais en général, ils ont moins de difficultés que nous à s'y retrouver dans les arcanes financiers. Nous ne sommes pas pour autant d'un féminisme primaire.

L.D.

Le Monde ÉDITIONS

Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

Chaque mois dans

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Deux dossiers sur l'actualité économique et géopolitique.

STAGES

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE.
Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

GESTION

Lieu : Paris. Date : à convenir. Durée : 3 mois mini. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 3/4. Gestion, maîtrise pour le domaine artistique. Mission : organiser et gérer une galerie d'art ; motivation pour le développement d'un projet individuel en milieu artistique.

COMPTABILITÉ

Lieu : Boulogne. Date : immédiat. Durée : 2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS comptabilité. Mission : suivi de comptabilité.

PERSONNEL

Lieu : Bordeaux. Date : mai. Durée : 3/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. ressources humaines ou école de commerce. Mission : assistant de recherche de candidats.

Lieu : Nord-Pas-de-Calais. Date : à convenir. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. école supérieure de commerce. Mission : élaborer et réaliser les outils permettant au directeur un recrutement en toute autonomie, organisation d'une manifestation ponctuelle de recrutement.

Lieu : Versailles. Date : immédiat. Durée : 6 mois mini. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2/3. marketing ou communication ou personnel. Mission : aide au recrutement, identification des postes à pourvoir et aide au placement des candidats en entreprise.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 3/4. Mission : gestion des ressources humaines.

MARKETING

Lieu : Versailles. Date : avril. Durée : 3/4 mois mini. Ind. : 1 500 F. Profil : bac + 2. action commerciale/marketing. Mission : réception d'appels pour produits commercialisés, suivi administratif, mailing, relation téléphonique, recevoir le client pour démonstration de logiciels de gestion commerciale.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/4 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : réalisation de mailing pour clients.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 2/3 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : faire des études de marché, établir des plans marketing.

Lieu : Paris. Date : à définir. Durée : 2/3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. BTS action commerciale. Mission : prise de rendez-vous avec les clients industriels.

INFORMATIQUE

Lieu : Nanterre. Date : juillet. Durée : 6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : bac + 4/5. logiciel Clipper/PC. Mission : effectuer des développements en langage C pour logiciel graphique.

Lieu : Nanterre. Date : avril. Durée : 4/6 mois. Ind. : 7 000 F. Profil : bac + 4/5. Clipper/PC/DBase. Mission : effectuer des travaux de développement de logiciels.

Lieu : Roussel (13). Date : avril. Durée : 3 mois. Ind. : 3 500 F. Profil : bac + 2. Informatique option micro, connaissance Hardware et Software. PC. Mission : standardisation du parc PC (mise en place des outils logiciels sur les micro-ordinateurs de site).

Lieu : Rosheim (67). Date : immédiat. Durée : à convenir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2/5. Mission : développement de modules en langage C pour logiciel graphique.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 6 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. école de commerce ou de relations publiques. Mission : attaché de presse, relations publiques pour tenir la permanence d'une galerie d'art.

PUBLICITÉ

Lieu : Royan (17). Date : 31 juillet. Durée : 1 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. publicité ou informatique. Mission : publication assistée par ordinateur.

Lieu : Paris. Date : juin. Durée : 1/2 mois. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : assistant publicité.

SECRÉTARIAT

Lieu : Nanterre ou Versailles, ou Orsay, ou Bourg-la-Reine. Date : immédiat. Durée : à convenir. Ind. : à définir. Profil : bac + 2. Mission : relations clientèles et suivi administratif (travail sur écran).

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 15 jours. Ind. : 1 500 F. Profil : bac, connaissances Page Maker sur Macintosh impérative. Mission : trapper et modifier de la brochure de présentation.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : 6 200 F. Profil : bac + 2. secrétariat. Mission : au sein du département ressources humaines, tâches administratives liées au recrutement.

Lieu : Paris. Date : immédiat. Durée : 3 mois. Ind. : à définir. Profil : bac, connaissance du Macintosh. Mission : secrétaire sur des productions audiovisuelles.

AUTRES

Lieu : Versailles. Date : à convenir. Durée : 6 mois mini. Ind. : à définir. Profil : bac + 3. compréhension des métiers de l'industrie, connaissance de la saie. Mission : effectuer la saie de données relatives aux postes à pourvoir dans le domaine de l'industrie (saie d'annonces par métier).

TOURISME

Lieu : Lyon. Date : avril. Durée : 15 jours. Ind. : à définir. Profil : bac + 2 mini. BTS tourisme, anglais courant. Mission : organisation de séjours dans les pays anglo-saxons.

TRIBUNE

L'OIT et l'Europe

par Yvon Chotard

L'ORGANISATION internationale du travail (dont le BIT est l'exécutif), fondée en 1919 par le traité de Versailles, réorganisée en 1945 par la création de l'ONU, a toujours connu des difficultés majeures pour faire triompher les notions libérales d'organisation économique et sociale reposant sur la liberté, le dialogue social, la protection des plus faibles et la lutte contre la pauvreté.

Ses adversaires furent les partisans des dictatures, quelles que soient leur origine, militaire ou prolétarienne. Trente ans plus tard, la Communauté européenne s'est créée autour de l'idée d'assurer la paix sociale par une prospérité reposant sur la libre initiative d'acteurs économiques et sociaux autonomes. Cette création a été rendue nécessaire par une menace extérieure, celle du bloc communiste installé à l'est de l'Europe. La similitude des objectifs et l'adversaire commun à l'OIT et à la CEE n'ont pas toujours été remarqués.

Et pourtant cette inspiration et ce modèle commun ont triomphé du modèle d'organisation centralisée de l'économie et du social. Il est frappant de relever que les pays socialistes, faute d'avoir pu, malgré de nombreuses tentatives, abriter l'OIT de l'extérieur après-guerre, y sont entrés dans le dessin de la transformer à leur image. Au lieu de cela, ce sont eux qui en définitive ont abandonné leur modèle même s'il est trop tôt pour dire s'ils se sont convertis à celui de l'OIT.

Toutes les conditions semblaient donc réunies pour que la Communauté et l'OIT rassemblent leurs actions pour assurer le succès du modèle, non seulement en Europe de l'Est (où il est encore loin d'être acquis) mais dans l'ensemble du monde. Or tel n'est malheureusement encore pas le cas. Il y a à cela bien sûr

des raisons institutionnelles qu'il ne faut pas sous-estimer : chacune des deux organisations est dotée d'une très forte personnalité institutionnelle (pour l'une la supranationalité et l'autre le tripartisme) qui ne s'accroissent pas facilement l'une de l'autre.

Il est cependant permis de penser que ces divergences institutionnelles ne sont pas insurmontables. Ce qui fausse le plein épanouissement des relations entre l'OIT et la CEE relève plutôt d'une appréciation trop étroite et trop juridique des intérêts de la Communauté au sein de l'OIT.

On a l'impression en effet très souvent que le principal intérêt de la commission à l'extérieur de l'OIT est d'y affirmer ses prérogatives vis-à-vis de ses Etats membres plutôt que de rechercher l'intérêt à plus long terme que présente l'OIT pour la Communauté notamment sur le plan du développement de son modèle social à travers le monde.

La Conférence internationale du travail, les innombrables commissions d'industrie, le conseil d'administration, constituent à cet égard une école extraordinaire où les délégations tripartites des pays de l'Europe de l'Est et des pays en voie de développement peuvent venir faire l'apprentissage de leur rôle véritable en tant qu'acteurs autonomes du développement social. Cette école perdrait une bonne partie de sa vigueur et de sa crédibilité si les délégations des Douze qui l'ont jusqu'ici animée de la manière la plus active se trouvaient réduites au silence au bénéfice des positions communautaires solidifiées exprimées par des fonctionnaires communautaires.

De la même manière, l'action normative de l'OIT (c'est-à-dire l'ensemble des normes internationales du travail), qui est essentielle pour l'égalisation des conditions de concurrence entre les pays de l'Europe et les pays les plus

LIBRAIRIE

L'entreprise d'insertion : porte ouverte sur l'emploi
sous la direction de Bruno Bigourdan
Editions Juris-Servis, 224 pages, 170 F.

■ D'abord intermédiaires, puis d'insertion à partir de 1986, ces entreprises sont sans doute une des réponses les plus originales au chômage de longue durée des années 80. Ayant pour but de réussir l'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, elles acceptent le jeu de la concurrence et vendent leurs produits et leurs

services sur le marché. Cet ouvrage, réalisé par un collectif de chefs d'entreprises d'insertion, d'animateurs et de sociologues, à la demande de la préfecture de la région Rhône-Alpes, est le premier à présenter les aspects historique, juridique, social, financier et fiscal de ces structures. L'histoire de quinze entreprises de la région sert d'illustration et d'exemple à chacun des aspects. Plutôt didactique, cette étude fait un peu l'impression sur les limites du système, dont notamment la viabilité de ces entreprises en cas de morosité du marché. Elle ne permet pas non plus de mesurer jusqu'où elles sont une solution au problème du chômage.

COURRIER

Les métiers de la Sécurité sociale

A propos de l'article sur les nouveaux métiers de la Sécurité sociale, nous avons reçu la lettre suivante :
« (...) La Mutualité sociale agricole est l'organisme qui gère l'ensemble de la protection sociale (santé, famille, retraites) des familles agricoles salariées et non salariées. (...) Dans les départements où le système du « guichet unique » a été mis en place, l'agent est en mesure de répondre à toutes les préoccupations de l'assuré (cotisations, assurance-maladie, prestations familiales, retraites), ainsi qu'à

celles touchant à l'action complémentaire (prévoyance...).
Ce service à une population disséminée (10 % de la population sur 80 % du territoire) suppose une certaine polyvalence du personnel salarié ou le regroupement dans une petite unité d'employés spécialisés, favorisant un réel enrichissement des tâches. Cette forme d'organisation se développe aujourd'hui, appuyée par une solide organisation informatique.

GERARD PATS

Chef du département information et relations publiques de l'Union des caisses centrales de la mutualité agricole.

MS ESCP
MASTRE SPECIALISE MANAGEMENT MEDICAL
Spécialisation de haut niveau, en un an, pour former des médecins, pharmaciens, vétérinaires, dentistes, DEA, DESS de biologie aux métiers de l'industrie pharmaceutique et à la gestion hospitalière.
Dossier de candidature et renseignements auprès de Cécile DESTOMBES.

GRUPPO ECULO SUPERIORE DE COMMERCIO DI PARIGI
MASTRES SPECIALISES
79, avenue de la République - 75643 Paris Cedex 11 - Tél. : 49.23.21.44

Sciences Com
L'ECOLE DE LA COMMUNICATION
3^{ème} cycle
2^{ème} cycle
RESEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
SCIENTES COM
49065 Saintes cedex 01
Tél. : 01 49 99 99 00

Le Monde
ARTS et SPECTACLES

GAGNER LA COUR DES GEANTS
Roland Fitoussi
LES PDG DES NOUVEAUX GROUPE ET LEURS STRATEGIES
Il explique comment enclencher la vitesse supérieure et accéder au rang, tant convoité, de géant mondial.
Le Figaro Économie
"Un ouvrage d'une grande richesse."
Revue du CNPF
"Chacun des 10 chapitres analyse et décrit les qualités et la manière de diriger des grands patrons."
Le Monde
"Il raconte comment Ilika, Benetton, ICI ou Electrolux sont arrivés dans la cour des multinationales."
L'Entreprise
"Riche d'enseignements sur les PDG des groupes mondiaux et leurs stratégies."
Dynamiseurs
"L'auteur fait, avec beaucoup de finesse, la part de la raison et de l'intuition dans la démarche des grands industriels."
L'Usine Nouvelle

InterEditions

malheurs ECOFOR

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

émminin

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

Le service des offres de stages est désormais accessible en tapant directement 3615 LEMONDE. Les personnes intéressées doivent contacter directement STAG'ETUD (47, av. Paul-Vaillant-Couturier, 94257 Gentilly Cedex), le service des stages de la MNEF, en téléphonant au (1) 49-08-99-99. Les entreprises désireuses de passer des offres sont priées de consulter directement cette association au 45-46-16-20.

ENA - X - HEC...

DIRECTEUR GENERAL

Un Groupe International recherche le **DIRECTEUR GENERAL** d'une société de Conseil et d'Ingénierie, appelée à intervenir dans les pays en voie de développement, les nouveaux pays industrialisés et l'Europe de l'Est.

Il en assurera la pleine responsabilité stratégique, opérationnelle et de gestion.

Ce poste conviendrait à un candidat :

- ayant une double expérience de conseil ou d'ingénierie d'une part, de direction générale d'autre part et habitué à traiter des marchés publics et privés,
- doté d'un esprit d'entreprise marqué et motivé par le challenge de développer sur des marchés très concurrentiels une société déjà bien implantée.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf. 14 A 2370/2M

Discrétion absolue

Membre de Syntec
11 rue d'Auteuil
75015 Paris

etap**DIRECTEUR
GENERAL FRANCE
PARIS**

Vous animez une stratégie de développement constructive et volontaire dans une optique de résultat en accord avec le Directeur Europe auquel vous êtes rattaché. Vous coordonnez l'ensemble des directions opérationnelles, dynamisez les managers et leurs équipes dans le but d'accroître les ventes et le profit des unités.

Vous mettez en place une politique marketing dans un souci qualité produits et service afin de répondre aux besoins de la clientèle et aux exigences du marché.

De formation ingénieur chimiste ou mécanicien, vous présentez une expérience réussie de développement commercial et marketing, management des hommes, gestion de centre de profit avec responsabilité directe du résultat. La connaissance du management d'une importante force de vente est indispensable.

Vous trouverez au sein de notre groupe en forte évolution la possibilité de développer votre acquis avec une large autonomie.

La maîtrise parfaite de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser CV, photo, lettre en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil
MERCURI URVAL 95 av. Victor Hugo, 92563 Neuilly-Malmaison Cedex, sous réf. 48.5655/LM.

Mercuri Urval

Executive Service

**EMESCO GROUP**

Nous sommes un groupe international spécialisé dans la restructuration, le redressement d'entreprises en difficulté et le conseil au niveau Direction Générale.

De ce fait, nous intervenons sur 2 types de projets :

- la gestion de nos propres "Business Ventures"
- les interventions pour le compte de nos clients au niveau Direction Générale.

Dans le cadre de notre forte croissance, nous recherchons

**DIRECTEUR
GENERAL**Bilingue
Anglais - Français

Diplômé d'une grande école d'ingénieur completé, si possible, par un MBA, vous avez une expérience significative au niveau Direction Générale ou Direction d'Usine ainsi qu'une expérience du redressement de sociétés en difficulté.

Entrepreneur de tempérament, vous avez le goût du challenge.

Si notre proposition vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature à EMESCO GROUP - 79, av. Marceau 75116 PARIS.

Filiale française d'un très grand groupe industriel international, nous recherchons pour l'un de nos établissements, spécialisé en équipements automobiles, un :

**DIRECTEUR
D'USINE**

Patron d'une entité de 350 personnes, il a la responsabilité globale d'un centre de profit (conception, fabrication, commercialisation des produits et recherche de nouveaux marchés au niveau européen).

Environ 40 ans, formation d'ingénieur, vous avez une expérience réussie de direction d'unité industrielle dans un milieu proche.

Autonome, gestionnaire rigoureux, animateur, développeur, vous souhaitez élargir vos responsabilités. Opportunités d'évolution à terme dans le Groupe.

Le poste est basé au Nord de Paris.

Anglais opérationnel nécessaire.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en précisant la référence 1515/M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantit une entière discrétion.

6, r. A. Housaye 75008 PARIS

Actiman**Diriger,
dans l'enseignement supérieur**

plusieurs établissements en France à Lille et à Nice, parmi les leaders de l'enseignement supérieur du management - 1 500 élèves à ce jour, 60 professeurs permanents - recherche le

Directeur programme EDHEC Lille.

Vous dépendez du Directeur Général du groupe. Vous avez la responsabilité :

- du budget de fonctionnement
- du recrutement et de l'encadrement du personnel dépendant de vous
- de l'animation du corps professoral
- de la logistique et de la coordination des promotions.

Vous êtes : • garant de la qualité de l'enseignement et du contenu des cours

• l'interlocuteur des étudiants.

Membre du Comité de Direction, vous participez à la réflexion sur les grandes orientations du groupe et à la conception du projet pédagogique.

Vous êtes un professionnel reconnu de l'enseignement supérieur. Vous aimez l'enseignement pour l'avoir dispensé vous-même. Vous exercez actuellement des responsabilités dans l'enseignement supérieur. Vous pouvez travailler en anglais.

Par votre charisme, votre sens pédagogique et l'amour de votre métier, vous contribuerez au développement harmonieux de l'Ecole.

Notre groupe est l'un des plus innovants dans le monde de l'enseignement du management. LILLE est l'une des villes de France dont l'accueil est le plus chaleureux, l'une des portes de l'Europe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous réf. LB 1096, à Bernard Krief Recrutement, BP 186-07, 75341 Paris Cedex 07.

**BERNARD KRIEF RECRUTEMENT**

PARIS LILLE LYON BORDEAUX ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Groupe international fabricant et distributeur sur un marché porteur des produits de second œuvre et des biens d'équipements, recherche pour sa filiale française située dans la région lyonnaise (CA bientôt 100 MF) un

Directeur de Filiale

ayant la responsabilité d'un Directeur Général

Nous recherchons un homme d'environ 40 ans, de formation supérieure commerciale ou ingénieur, ayant une expérience de DIRECTION d'un centre de Profit qui connaît l'animation d'un réseau de revendeurs techniques (niveau BTS).

Anglais indispensable, connaissance d'autres langues appréciée.

L'homme idéal sera un bon gestionnaire, à l'aise devant un bilan et un compte d'exploitation, mais surtout un homme de marketing et ventes et un animateur d'une équipe de techniciens et de commerciaux de bon niveau.

Merci d'envoyer votre CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence DFM à VOG - 10 rue Guillaume Tell - 75017 Paris, qui transmettra.

Nous garantissons une discrétion totale et une réponse à chaque candidat.

**UN
CHALLENGE
POUR
UN DIRECTEUR**

Société Industrielle recherche son Directeur Général. Vous êtes intéressé par le contexte : industrie lourde du bois - appartenance de la société à un grand groupe - collaboration directe avec le Président - forte culture d'entreprises.

Vous avez : • une formation Bac + 4, Ecole de commerce ou d'ingénieur • une expérience réussie de plusieurs années. Organisateur et homme d'équipe (250 personnes), vous voulez relever le défi et prendre en main un essor commercial et industriel déjà exceptionnel. Poste situé au pied des VOSGES.

Envoyez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, et prétentions) sous réf. LM 96921, à Media-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75017 Paris, qui transmettra.

Gestion et des Finances

OPÉRATEUR
 nous poursuivons le développement des activités de notre salle des
 Actions, et recherchons un

Opérateur sur produits dérivés actions etc

CHARGÉ D'INTERVENIR SUR LES DIFFÉRENTES PLACES INTERNATIONALES
 FUTURES ET OPTIONS, EN COTATION ET EN GESTION DE POSITIONS DE PRODUITS
 OTC. VOS INTERVENTIONS RESPECTENT LES OBJECTIFS FIXÉS ET LES LIMITES DE
 (NOTAMMENT DE CONTREPARTIE) ET FONT L'OBJET D'UN REPORTING

EMENT, VOUS PARTICIPEZ ACTIVEMENT AU DÉVELOPPEMENT DE NOUVEAUX
 ET TECHNIQUES FINANCIÈRES.

ÊTES DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS (OU ÉQUIVALENT),
 D'UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE DU MARCHÉ DES PRODUITS DÉRIVÉS
 (OU ACTIONS) SOIT COMME OPÉRATEUR, SOIT COMME INGÉNIEUR R&D.

ADRESSER VOTRE CANDIDATURE (LETRE, CV, PHOTO) S/RÉF. 495 À MEDIA PA
 DE SILLY - 92613 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX, QUI TRANSMETTRA.



COFLEXIP

N°1 mondial du flexible - 1,7 milliard de chiffre d'affaires -
 nous exportons nos produits dans le monde entier, via nos
 usines et filiales implantées en Europe, aux États-Unis, en
 Amérique du Nord et en Asie.

Pour accompagner notre forte croissance, nous renforçons
 notre Direction Financière Groupe, en intégrant un

ADJOINT AU FINANCIAL CONTROLLER

Vous prendrez en charge des missions variées : supervision de comptabilité,
 contrôle de gestion et budgétaire, audits, reporting... couvrant l'ensemble des
 sociétés du Groupe, voire nos futures acquisitions.

Vous participerez activement à l'établissement des comptes consolidés.

Votre action portera également sur l'amélioration et l'harmonisation de nos
 procédures.

A 26/30 ans, diplômé d'Études Supérieures de Gestion (DESCF, Expert-
 Comptable, École de Commerce - option Finance), vous avez acquis une première
 expérience, soit dans un cabinet d'audit ou d'expertise comptable, soit en
 entreprise industrielle à vocation internationale et dans une fonction polyvalente
 (alliant comptabilité, audit, finance).

Vous maîtrisez la langue anglaise. Vous êtes utilisateur de l'informatique et initié
 à la comptabilité anglo-saxonne.

Ce poste basé en Seine Maritime, implique des déplacements à l'étranger
 relativement fréquents, de réelles qualités relationnelles et d'adaptabilité.

Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous référence AFC 03 à notre conseil
 NEPLAZ INTERNATIONAL - Josette WATTEAU
 24, rue de Berni - 75008 PARIS.

Contrôleur de gestion

DES RESPONSABILITÉS ÉLARGIES À VOTRE MESURE.

CPC, groupe Compagnie Pour la Communication, nous sommes un important groupe
 français sur le marché du packaging et de l'impression en continu avec 700 personnes et
 650 millions de CA. C'est un nouveau collaborateur à fort potentiel que nous souhaitons
 associer à notre croissance.

Autonomie, délégation, implication, polyvalence caractérisent les missions que vous
 assurerez en relation directe avec le Président et le Directeur Général auprès desquels vous
 assurerez le reporting.

Vous êtes en charge du contrôle du budget et des résultats mensuels, de l'analyse des
 marges et des coûts de production pour l'ensemble du groupe. Par ailleurs, vos
 responsabilités élargies vous amèneront à intervenir ponctuellement jusqu'à des missions
 d'études financières par exemple.

Diplômé de l'enseignement supérieur (Sup de CO option finance, maîtrise de gestion), vous
 maîtrisez la micro-informatique et justifiez d'une expérience réussie en tant que contrôleur
 de gestion, si possible en milieu industriel. Un passage en cabinet d'audit vous a permis de
 développer l'ouverture d'esprit que nous attendons de vous.

Faites vos preuves, nous saurons valoriser votre potentiel en vous
 offrant, à moyen terme, la direction d'un centre de profit.
 Poste basé à Paris ; des déplacements en province sont à prévoir.

Adressez votre candidature (CV, lettre, photo, prétentions)
 à Jérôme Legout, CPC, 63 bis rue de la Victoire, 75009 Paris.



LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE poursuit sa croissance sur les marchés
 obligataires internationaux et offre des opportunités de carrière à des candidats
 alliant une forte motivation à une importante capacité de travail en équipe.

Rejoignez-nous aux postes de :

• CHARGÉ DE RELATIONS AVEC LES ÉMETTEURS :

Expérience de plusieurs années, aptitude à négocier l'obtention de mandats
 auprès de Directions Financières.

• SYNDICATION MARCHÉS PRIMAIRES :

Expérience des marchés, goût du travail en équipe, qualités de contact, dynamisme.

• INGÉNIERIE FINANCIÈRE DE PRODUITS COMPLEXES :

Expérience, maîtrise des techniques des différents instruments de marché,
 qualités commerciales, goût pour l'innovation.

• TENEUR DE MARCHÉ :

Bon esprit d'analyse et de décision, rigueur et rapidité de réaction.

Formation scientifique, économique ou financière.

• NÉGOCIATEUR :

Bonne maîtrise des marchés obligataires et des techniques de gestion de
 portefeuille, capacité à négocier avec un ensemble d'investisseurs institutionnels.
 Formation commerciale ou scientifique.

• ARBITRAGISTE :

Qualité d'analyse et de rigueur, maîtrise des techniques financières, statistiques
 et informatiques.

Formation ingénieur grandes écoles.

Anglais indispensable.

Merci d'adresser votre candidature sous référence TRAS/LM à
 Morane BLANC - Société Générale - Recrutement Marchés de Capitaux
 59, rue de Provence - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

REVISEUR COMPTABLE INTERNATIONAL



ETPM, Société Internationale du sec-
 teur pétrolier (CA : 2 milliards
 de francs), filiale d'un grand groupe
 du BIP, recherche pour renforcer sa
 Direction Comptable située à
 Nanterre un **Reviseur Comptable
 International**.

Agé de 25/30 ans, de formation
 (DECF - DESCF) vous souhaitez
 valoriser les acquis d'une première
 expérience (2 à 4 années) en
 entreprise ou en cabinet et
 affirmer vos compétences comp-
 tables et financières.

Après une formation interne à
 notre siège Parisien, vous pren-
 drez en charge des missions

d'audits et de révisions auprès de
 nos principales implantations
 étrangères, ce qui implique une
 parfaite connaissance de l'anglais
 et la maîtrise de l'outil Informo-
 tique.

Nous rejoindre, c'est l'opportunité
 de prendre des responsabilités
 immédiates et d'évoluer en
 fonction de vos qualités profes-
 sionnelles.

Merci d'adresser votre candidature
 s/réf. 8272 à **EUROMESSAGES**
 BP 80 - 92105 BOULOGNE Cedex
 qui transmettra. Réponse et
 confidentialité vous sont
 assurées.



LA MERASES

ARCHITECTES

36 15
LM

Chaque mois, 25 000 utilisateurs
 se connectent sur 3615 LM,
 le service télématique
 expert de l'emploi des cadres.
 Depuis un an, 40 000 CV
 ont été déposés sur 3615 LM.

Gestion et des Finances

Directeur Financier

Filiale d'un important groupe international, nous sommes une jeune société (C.A. : 130 MF) en forte croissance. Rattaché au Directeur Général, vous prenez en charge l'ensemble de la fonction (Gestion ; Comptabilité ; Trésorerie). Assisté d'une petite équipe, vous êtes responsable du reporting, de l'élaboration de tableaux de bord, des plans de trésorerie et des plans de développement à moyen terme. Vous faites évoluer les systèmes existants pour optimiser la prestation du service financier. A 30/35 ans, vous êtes diplômé d'une grande école et parlez couramment l'anglais et idéalement une deuxième langue. Après une première expérience au sein d'un cabinet d'audit anglo-saxon, vous avez occupé des responsabilités opérationnelles dans une entreprise industrielle. Impliqué dans la vie de l'entreprise, vous nous donneriez les moyens de poursuivre notre développement. Basé à Paris Sud.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. LD/EF/165A à notre Conseil :
EUROFINDERS FINANCE - 160 av. de Versailles - 75016 Paris -
Tél : 40 50 70 00 - Fax : 40 50 66 76.

EUROFINDERS
FINANCEAudit et Conseil Bancaire
Audit et Conseil Informatique

La SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recrute des diplômés de l'enseignement supérieur :
- titulaires, au plus tard le 31/12/92, d'un diplôme de grande école (X, Centrale, HEC, ESSEC, IEP...), d'une maîtrise ou du DESCE,
- âgés de 20 à 26 ans au 01/01/92 + éventuel O.M.

Vous interviendrez pour le compte de la Direction Générale en exerçant une activité d'audit et de conseil dans l'ensemble du Groupe (Services du siège, filiales, implantations étrangères...) et dans des domaines variés (banque commerciale, activités de marché, crédit-bail...).

Vos capacités d'analyse et de synthèse alliées à une grande rigueur et à de réelles facilités de rédaction seront vos atouts majeurs vous donnant ensuite accès à des postes à haute responsabilité.

CONCOURS LE 23 MAI 1992
Clôture des inscriptions le 9 mai 1992.

Ecrire sous réf. LM/03 à la Société Générale - Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 Paris - Tél. 42 66 55 55.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Nous sommes une banque privée
filiale d'un groupe bancaire et financier européen
de premier plan. Nous recherchons un

ADJOINT
AU RESPONSABLE DU SERVICE
BACK OFFICE/ARBITRAGE TRÉSORERIE

A 30 ans environ, vous possédez une expérience solide (5 ans minimum) du back office / arbitrage trésorerie au cours de laquelle vous avez aidé à manager une petite équipe.

Vous maîtrisez parfaitement les opérations de change, ainsi que les prêts et emprunts en francs et devises.

Vous connaissez les produits hors bilan (IRS, FRA, futures...) et la micro-informatique (Excel, Word...). En outre, vous pratiquez couramment l'anglais.

Vous assisterez au quotidien le Chef du Service dans la gestion des activités :

- organisation,
 - reporting/middle office,
 - suivi des positions et des risques.
- Dynamisme, sens de l'initiative et disponibilité seront vos meilleurs atouts pour réussir dans cette fonction. Pour nous rejoindre, merci d'adresser votre candidature sous réf. 700 à MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.

TOULOUSE
SOCIÉTÉ METALLURGIQUE
(CA 200 Millions de F.). Intégrée à un Groupe Allemand de réputation internationale, cherche

DIRECTEUR COMPTABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER H/F

Rattaché à la Direction Générale et en liaison étroite avec les services fonctionnels du groupe allemand, il prendra en charge, avec l'aide d'une équipe, la gestion comptable, fiscale, budgétaire et le reporting ainsi qu'un rôle important de gestion de

Outre la parfaite maîtrise de l'outil informatique, ce poste suppose :

- de bonnes bases en allemand,
- un niveau de formation supérieure en Finance et Comptabilité (Dauphine, Ecole Supérieure de Commerce ou équivalent), et une expérience d'au moins 5 ans à des niveaux de responsabilités très autonomes.

Le DECS serait un atout particulièrement apprécié. Ecrire avec CV et prétentions, à notre Conseil Mme D'ORNANT que nous avons chargée d'instruire cette recherche en toute confidentialité.

KPMG FIDAL PARIS, 47 rue de Villiers
92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

La BRED 1^{re} Banque Populaire, recherche pour poursuivre le développement de sa SALLE DES MARCHÉS un

jeune ingénieur
(X, Centrale, Mines,...)
DÉBUTANT OU 1^{RE} EXPÉRIENCE

Votre mission sera triple :

- Assurer la gestion et le suivi d'un portefeuille de produits de taux (CAPS, FLOORS, SWAPS, FRA...)
- Participer à l'élaboration des outils informatiques du Front Office
- Contribuer activement au développement de notre clientèle Entreprise et Interbancaire.

Pour réussir dans votre mission, vous devrez faire preuve d'un bon contact commercial, de rigueur mathématique et de ténacité.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à :

BRED - PEO 8520
Direction de la Trésorerie et des Changes
18, quai de la Rapée - 75012 PARIS.



La passion du client

La filiale française - 35 personnes - d'un groupe international américain, 91^{ème} au classement Fortune, gère l'Europe du Sud (France + Espagne + Italie) dans le domaine de l'aménagement de l'espace de bureau haut de gamme.

JEUNE DAF PARIS

HEC, ESSEC, ESC... option finance - comptes + DECS

"une technique sûre mais aussi et surtout... du cœur et du charisme..."

Directeur : manager une petite équipe demande des qualités évidentes d'analyse et de synthèse mais aussi l'esprit de décision et beaucoup de recul face à l'événement.

Administratif : très "customer minded", vous serez chargé :
- de fournir aux clients un excellent service et vous vous impliquerez fortement aux plans administration des ventes et logistique
- du personnel et des aspects légaux de la fonction ce qui nécessite rigueur et écoute.

Financier : prendre en charge l'organisation interne de la comptabilité générale et du système informatique, assurer le reporting auprès du Directeur Financier Europe en Angleterre, la trésorerie, les procédures...

Ce poste à larges responsabilités implique d'être plus qu'un Directeur Financier classique ; nous souhaitons rencontrer des candidats à forte valeur ajoutée apportant une réelle contribution au développement de l'entreprise sur ses marchés. Evidemment vous parlez parfaitement anglais, avez de fortes qualités relationnelles, êtes disponible et mobile pour de courts déplacements en France et à l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. E310MO à notre Conseil NERVET PONT 15 rue Cardinet 75017 PARIS.

nervet pont conseil

Auditeur/
futur controller

PARIS

300-350 KF

LA SOCIÉTÉ : Un important groupe multinational, leader sur ses marchés de haute technologie recherche un auditeur/futur controller pour une division Europe/Afrique (CA \$ 400m).

LE POSTE : Rattaché au Contrôleur de la division, vous effectuerez des missions d'audit et de contrôle interne à travers l'Europe et l'Afrique avec un taux de déplacements d'au moins 50 %. Ce poste devrait déboucher rapidement sur une direction financière en France ou à l'étranger.

LE CANDIDAT : De formation supérieure et fort d'une première expérience réussie de 2 à 4 ans en cabinet d'audit "Big Six" (ou équivalent), vous recherchez une carrière internationale au sein d'un groupe dynamique. La mobilité totale et l'anglais courant sont indispensables.

Merci de contacter IOR ALEX au (1) 42.89.09.17 ou lui adresser un dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous référence 1285/IAM à NORMAN PARSONS 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

Norman Parsons
FINANCE ET GESTION

Gestion et des Finances

YVES PRIGENT S.A.
Travaux Publics,
recherche

**ADJOINT(E) DU
RESPONSABLE
FINANCIER**

□ Nous vous proposons :

- de gérer la trésorerie
- de superviser la comptabilité générale
- de développer la comptabilité budgétaire et analytique.

□ Nous vous demandons :

- d'être diplômé d'une école de gestion
- d'être titulaire du D.E.C.F.
- de justifier d'une première expérience de 3 ans minimum.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à :

Stéphane DESGROUAS, Responsable Administratif et Financier
YVES PRIGENT S.A. Allée de la Briarde - Emerainville
77827 MARNE-LA-VALLÉE cedex 2

Grand Groupe Industriel Français à Forte
Implantation Internationale recherche pour son
siège social à Paris :

Adjoint au directeur fiscal

LE POSTE : Rattaché au Directeur Fiscal, il
intervient sur l'ensemble de la fiscalité nationale et
internationale, participe activement à la
planification fiscale du Groupe et se déplace en
France et à l'étranger.

LE CANDIDAT : De formation supérieure
(Universités, Grandes Ecoles), il est âgé de 30 à 35
ans. Il a, au cours de son expérience de fiscaliste,
évolué en milieu international au sein d'un cabinet
et/ou au sein d'un groupe industriel.

Anglais courant, bonnes connaissances comptables,
pragmatisme et sens des objectifs sont des atouts
indispensables pour le poste.

Veuillez contacter Charles SIMON THOMAS au
(1) 42.89.09.17 ou envoyez-lui un dossier de
candidature complet sous référence 1303/STM
à NORMAN PARSONS - 12, rue de Pontbieu
75008 PARIS.

Norman Parsons
JURIDIQUE ET FISCAL

Très grande entreprise
du secteur énergétique,
nous vous proposons
de rejoindre nos services
de trésorerie.

Opérateur sur marché

débutant ou première
expérience professionnelle

Au sein de notre Division Marchés
(une quinzaine de collaborateurs
dont 7 négociateurs), nous souhaitons
vous confier, outre vos activités de
négociateur, des études et analyses sur
les différents marchés financiers.

Diplômé d'une grande école de commerce ou ingénieur
avec une formation complémentaire en finance, votre
sens de l'équipe, votre organisation, votre capacité
d'analyse et de décision ainsi que votre initiative vous
permettront d'être rapidement opérationnel.
Ce poste situé à Paris est à pourvoir rapidement.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV, sous
référence OSM 104, à Média-System, 6 Impasse des Deux
Cousins, 75017 Paris, qui transmettra. Confidentialité
assurée.

Juristes

Grand cabinet d'avocats d'affaires international
recherche un

Fiscaliste Expérimenté

Lyon

Diplômé de l'enseignement supérieur
(type : DICE, DESS, DEA, ...), vous
avez acquis une expérience réussie d'au
moins 6 ans en fiscalité dans un cabinet.

Chargé d'animer une équipe, vous
prendrez en charge des dossiers auprès de
notre clientèle tant nationale
qu'internationale.

Votre compétence professionnelle vous
autorise une large autonomie.

Votre connaissance du monde des
affaires ainsi que votre goût du
travail en équipe vous permettront de
réussir dans une structure souple et
évolutive.

Un très bon niveau d'anglais est requis.
Merci d'adresser sous référence
LS7891MO lettre manuscrite + CV +
n°tél. + rém. actuelle à Liz Salter,
Michael Page Tax & Legal 30 bis,
rue Spontini 75116 PARIS.
(1) 45.53.26.26.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Très puissant groupe industriel français fortement
exportateur et parmi les leaders mondiaux dans son
secteur de pointe, recherche un

Juriste Export

Région Paris-Ouest

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires réellement
opérationnelle, votre mission comprend principalement la
participation à la rédaction, à la négociation et au suivi des contrats
de vente, licences, réponses aux appels d'offres et accords de
compensation à l'exportation, et l'éventuel contentieux.

Pour mener à bien vos actions, vous travaillerez en étroite relation avec
les Directions Export et les intervenants extérieurs (clients étrangers,
cabinets juridiques), ainsi qu'avec la Direction Générale.

Agé d'environ 28/35 ans, doté d'un solide bagage juridique en droit
des affaires complété idéalement par Sciences-Po, une ESC ou une
École de Gestion, et nanti d'une expérience réussie en entreprise
et/ou en Cabinet, vous souhaitez pouvoir exprimer vos qualités de
contact et de rigueur dans une entreprise internationale qui valorise
pleinement la fonction juridique.

Vous pratiquerez couramment l'anglais des affaires et, si possible, une
seconde langue.

Contactez Thierry Virol au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo
+ n°tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal 30 bis,
rue Spontini 75116 PARIS, sous réf TV7954MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

Groupe industriel de premier plan leader dans le domaine de la haute
technologie recherche un

Juriste d'Affaires

Paris

Rattaché au chef du service juridique de
l'activité, au sein d'une équipe de
juristes, le candidat interviendra sur les
dossiers français et internationaux,
principalement en matière de contrats :
ventes, appels d'offres, coopération, sous-
traitance, achats et approvisionnements...

d'expérience en matière de contrats,
notamment internationaux, acquise de
préférence au sein d'un groupe industriel.
Rigoureux, excellent juriste, vous aimez
le travail en équipe et les contacts et
souhaitez vous investir dans un groupe
offrant de réelles perspectives de carrières.

Agé de 28/30 ans après une formation
supérieure en droit des affaires (DESS,
DEA, DJCE...), vous parlez et écrivez cou-
ramment l'anglais et vous justifiez
impérativement de 3/4 ans minimum

Contactez Antoine Goldschmidt au (1)
42.89.30.03 ou adressez CV + photo + tél
+ rémunération à Michael Page Tax &
Legal 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS,
sous référence AG7847MO.



Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

VOTRE COMPÉTENCE : Le droit des marques et des brevets
VOTRE AMBITION : Une dimension internationale dans le droit des affaires

Puissant groupe alimentaire français avec de nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche pour la Direction Juridique de sa holding :

JEUNE JURISTE DE VALEUR

Expérience minimum de 3 à 5 ans

Son rôle :

- Être un conseiller interne auprès du groupe dans les domaines de la propriété intellectuelle (droit des marques et de la propriété littéraire...), du droit des contrats (notamment de distribution), et de la consommation (publicité, promotion des ventes...).
- Participer auprès du Directeur Juridique à des missions l'ouvrant aux autres volets du droit des affaires.

Son profil :

- Formation supérieure DEA - DESS en Droit des affaires ou DJCE
- Une expérience acquise dans le domaine de la grande consommation (ou secteur proche) ou sein d'un Groupe important ou d'un Cabinet de forte notoriété
- Anglais courant
- Des qualités de rigueur, de dynamisme et de dialogue, atouts indispensables de sa réussite et de son développement dans le groupe

Poste à PARIS

Ordre de grandeur de rémunération : 350 000F

Écrire sous réf. 14A 25 2M

Discretion absolue

Membre de Syntec
71, rue d'Auteuil
75016 Paris

etap

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉDITION
SPÉCIALISÉE EN DROIT
recherche**

JEUNES JURISTES

Pour son département édition de logiciels :

vous participerez au développement de logiciels juridiques : conception, réalisation, formation des utilisateurs et assistance à la clientèle.

De formation Maîtrise de Droit minimum, vous avez des connaissances en micro-informatique. (Réf. 8709)

Pour son département informatique éditoriale :

vous participerez à la réalisation d'un système d'information éditorial. De formation Maîtrise de Droit minimum, vous êtes spécialiste des techniques documentaires, banques de données... (Réf. 8710)

Si ces opportunités vous motivent, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite accompagnée de votre CV), en précisant la référence du poste choisi, à **HERTZ CONSULTANTS**, 6, rue Monsigny - 75002 PARIS.

HERTZ
CONSULTANTS

Vers un Secrétariat Général Juriste Assurance Confirmé

Jeune compagnie d'assurance, créée en 1986, nous sommes filiale de l'un des premiers Groupes Financiers français.

Vous aurez dans un premier temps un rôle de conseil et d'information juridique auprès de la direction et des différents services de la société : droit des assurances, contentieux, suivi de la réglementation, montages juridiques et fiscaux pour la clientèle, législation sociale...

Vous élargirez progressivement votre mission en y intégrant la dimension Ressources Humaines (recrutement, formation, promotion, paie, gestion du personnel) jusqu'à assurer la fonction complète de Secrétaire Général.

Vous avez 35/40 ans, un 3^{ème} cycle de Droit et nécessairement une expérience de responsable juridique en compagnie d'assurance ou cabinet de courtage.

Au-delà des qualités relationnelles et de savoir-faire liées au rôle de conseil, votre personnalité et la qualité de vos interventions vous permettront de vous imposer naturellement auprès d'une population constituée en majorité de cadres.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 3032 M à notre Conseil

SENANQUE
103, rue La Fayette 75010 PARIS.

Responsable Juridique

Filiale d'un important groupe, notre activité (environ 1 000 personnes) concerne un secteur "bien portant" de la communication.

En tant que Juriste Généraliste, vous interviendrez dans tous les aspects juridiques liés à l'activité de l'entreprise, notamment le droit du travail (environ 40 %), le droit des sociétés (environ 30 %), et divers dossiers (assurances, baux, contrats, contentieux...).

Vous exercerez vos talents de juriste dans une optique positive, consistant à proposer des solutions concrètes et réalistes, en vue d'accroître l'efficacité des services demandeurs. De plus, vous assurerez les relations avec le groupe et les conseils externes.

Vous possédez une solide formation juridique, type maîtrise, DESS ou DEA en droit des affaires ou privé, et 5 ans minimum d'expérience comme généraliste, en entreprise de préférence.

En vue d'une prochaine rencontre, merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite et rémunération actuelle sous réf. M/92198 à GDA, 17, rue Tronchet, 75008 PARIS.

G D & A

Garnier Demoulin & Associés

Votre projet est le nôtre

S.P.E.F.

Société de Participation et d'Études Financières du
Groupe des Banques Populaires

CAISSE CENTRALE DES
BANQUES POPULAIRES

Organisme Central Bancaire et Financier du
Groupe des Banques Populaires

recherchent

Juristes d'Affaires

- de formation juridique supérieure (DEA, DESS), vous avez impérativement une expérience professionnelle de 2 ou 3 ans, si possible dans un secteur d'ingénierie financière.

La maîtrise de l'anglais serait un plus.

- vous aurez une mission de conseil juridique et fiscal, en liaison avec les chargés d'affaires, dans le montage de dossiers d'investissement ou de transmission d'entreprise.

- vous assurerez le Secrétariat Général de Sociétés Financières. (réf. JS)

- de formation juridique supérieure, vous avez une première expérience professionnelle.

Au sein du Secrétariat Général de la C.C.B.P.,

- vous aurez un rôle de conseil auprès de nos cadres, pour leur opérations bancaires, internationales, immobilières, financières ou de marchés.

- Vous préparerez les Assemblées Générales, et Conseils d'Administration, et en assurerez le suivi. (réf. JC)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence 705 à MEDIA PA - 50/54, rue de Silly 92513 BOULOGNE BILLANCOURT en précisant la référence du poste.



BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Cabinet
d'Avocats Conseils
Juridiques

partenaire d'un groupe important d'expertise
comptable et de commissariat aux comptes
recrute

Avocats

Conseils Juridiques et Fiscaux

28/35 ans - expérience 4/5 ans en cabinet.

Missions : prendre en charge avec autonomie la résolution de problèmes juridiques en droit des sociétés, droit des affaires et fiscal de nos clients (PME, PMI et grandes entreprises), et assurer le développement d'une nouvelle clientèle dans un secteur à potentiel.

Profil : les postes s'adressent à des diplômés (D.J.C.E. souhaitée) en droit privé et à des hommes de contacts et de développement.

Postes basés : Sarthe (72) - Orne (61)

Merci d'adresser votre lettre de candidature et C.V. en précisant vos prétentions à :

M.R.E. Conseil, B.P. 0121 - 53001 LAVAL Cédex.

FICHET

FICHET BAUCHE, 7 200 personnes,
un CA de 3,2 milliards de Francs,
nous sommes leader européen de la
sécurité. Nous recherchons un :

Vous assurez l'assistance juridique aux services fonctionnels et opérationnels, mettez au point les actes juridiques, suivez le contentieux, les relations avec les assurances...

Ce poste évolutif, très complet, nécessite un DESS de Droit, ainsi qu'une connaissance du Droit des Assurances. Serait également souhaité le Droit des marques et de

la propriété industrielle. Vous avez 5 ans d'expérience minimum dans une entreprise à vocation industrielle et commerciale, parlez Anglais. Nous attachons une importance particulière à votre ouverture, votre dynamisme, vos contacts nets mais réceptifs... le sens de l'équipe allant de soi.



FAVEREAU
CONSULTANTS

Vous vous êtes reconnu, merci alors d'adresser votre dossier de candidature sous référence A2 03 21 à notre Conseil, Madame Claude Favereau, FAVEREAU CONSULTANTS, 52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Collectivités territoriales



5-25 ans,
le cœur
de nos
ambitions

De la maternelle à l'université, Evry, 45000 habitants - dont 50% de moins de 25 ans - a la volonté d'amener tous les jeunes au meilleur niveau de qualification possible.

Cet engagement signifie l'adéquation de projets éducatifs et culturels avec l'économie locale, l'évolution des structures scolaires de notre ville. Dans le cadre de cette mission nous recherchons :

**SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
ADJOINT**

ENFANCE ET SCOLAIRE

Véritable maître d'œuvre, vous piloterez un projet qui vous tient à cœur : l'enfance et l'éducation. Vous coordonnerez l'élaboration d'actions d'envergure et ce jusqu'à leur réalisation.

Vous serez assisté dans votre mission par une équipe pluridisciplinaire et dynamique, maîtrisant l'ensemble des domaines liés à la scolarité.

Pour ce projet ambitieux, nous recherchons un candidat à fort potentiel, alliant sens du management et d'excellentes qualités de gestionnaire.

Cadre de catégorie A, votre expérience professionnelle fera de vous une personnalité reconnue et appréciée au sein de votre ville.

DYAD HEXAGONE, notre conseil vous remercie de la confiance que vous lui témoignerez en adressant votre dossier de candidature au 64, rue du Rocher - 75008 PARIS - sous réf. LM/02 - Il sera traité en toute confidentialité.

**RESPONSABLE
DU SERVICE SCOLAIRE**

Promoteur de projets éducatifs ambitieux et innovants, vous vous verrez confier une mission d'importance au sein de votre commune.

Vous aurez en charge l'organisation d'un service qui requiert de bonnes connaissances juridiques et des qualités de gestionnaire. Pour cela, vous serez aidé par cinq collaborateurs à qui vous communiquerez votre professionnalisme.

Au titre d'attaché territorial, vous justifierez également d'une expérience professionnelle où vous avez réalisé des objectifs précis en favorisant par votre présence les liens entre les acteurs du monde éducatif.

Votre personnalité, votre rigueur et votre sens du management font de vous le candidat que nous souhaitons rencontrer.



LA VILLE DE NICE recrute

pour sa Direction de l'Action Economique et de l'Habitat un

Vous serez chargé (e) de la mise en oeuvre et du suivi des opérations des contrats de plan. Vous élaborerez avec nos partenaires les programmes d'actions annuels et vous coordonnerez les projets jusqu'à leur réalisation. Juriste de formation, vous possédez une expérience similaire de plusieurs années comme spécialiste du développement social et urbain au sein d'un établissement public ou privé. Votre sens de l'organisation et vos qualités relationnelles sont indispensables dans cette fonction.

pour ses Services Financiers un

Vous seconderez le Responsable du Service en prenant en charge l'élaboration, le suivi et le contrôle du budget. Vous assurerez auprès des Chefs de Service un rôle de conseil en Gestion et vous participerez à l'encadrement d'une équipe importante (46 agents).

Ce poste s'adresse à un agent de catégorie A possédant une formation supérieure en Gestion (I.A.E. ou Université). Vous possédez une première expérience dans un service financier de la Fonction Publique Territoriale.

Vos connaissances en analyse financière et comptabilité privée sont indispensables ; le sens des responsabilités allié à de bonnes capacités d'encadrement sont souhaités.

Les candidatures (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant le poste choisi sont à adresser à :

M. le Président du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis
Service des Ressources Humaines - 10, rue de la République - 93000 BOBIGNY Cedex



**LE CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
RECRUTE PAR VOIE DE MUTATION OU DE DÉTACHEMENT
STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
POUR SA DIRECTION DES AFFAIRES DOMANIALES ET JURIDIQUES
Service Juridique**

**UN CHEF DE SERVICE JURIDIQUE
(cadre d'emploi des attachés)**

Vous aurez pour mission de permettre à l'activité des services départementaux de se dérouler dans une sécurité juridique optimum en garantissant les trois prestations du service :

- conseil : contentieux ; assurance et responsabilité.

Vous impulseriez le travail d'une équipe constituée de 6 cadres A et 3 cadres B complétée par un secrétariat de 3 agents.

En favorisant la mise en commun des connaissances, vous créerez une dynamique permettant la responsabilisation de chaque agent du service.

Vous faciliterez la mise en cohérence des sources de sécurité juridique en promouvant la participation du service aux actions de formation interne.

Vous contribuerez à la dynamisation des échanges avec le milieu du droit (relations avec l'université, recours aux avocats).

QUALITÉS REQUISES

- Diplôme demandé : Doctorat en Droit Public ou diplôme attestant d'études juridiques au-delà de la maîtrise.
- Expérience de juriste dans une collectivité décentralisée.
- Expérience de travail en équipe constituée de juristes et animation d'équipes.
- Disposer d'un réseau actuel de relations dans le monde de l'Université et/ou du Barreau.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé et copies des diplômes sous la référence 1/6/DADJ/JURIDIQUE/A avant le 30/4 1992 à :

M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SEINE-SAINT-DENIS
BP 193 - 93003 BOBIGNY Cedex

Notre expertise,
financer le développement local.
Votre projet,
y participer.

ANALYSTE DE RISQUES, ANALYSTE FINANCIER, SPECIALISTE FINANCES LOCALES OU CHARGÉ DE CLIENTÈLE

Parce que les projets des collectivités locales sont ambitieux, nous proposons notre savoir-faire de conseil, d'expert et de partenaire financier aux acteurs locaux : communes, départements, régions, hôpitaux, associations, sociétés d'économie mixte...

Développons cette expertise, les 600 collaborateurs du Crédit Local de France (au siège à Paris et répartis dans les 23 Directions régionales) ont accordé en 1991 plus de 40 milliards de prêts aux collectivités locales confirmant ainsi le rôle de leader du Crédit Local de France sur ce marché.

Pour faciliter la réalisation des projets - aussi complexes soient-ils - nous offrons aux décideurs locaux les solutions techniques et financières adaptées. C'est pourquoi pour améliorer la qualité de nos services, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la finance

ayant une bonne connaissance des collectivités locales.

Analystes de Risques, Analystes Financiers, Spécialistes des finances locales, Chargé(e)s de clientèle... vous allez élargir votre champ de compétences en ingénierie financière au service du développement local.

En outre, votre ouverture sur l'actualité, votre curiosité, votre sens de l'écoute, votre esprit d'analyse et votre rigueur sont autant de qualités qui vous permettront de réussir et d'évoluer dans une entreprise dynamique au sein d'un groupe important.

Aujourd'hui la vitalité est locale. Pour en savoir plus sur les opportunités de carrière que nous vous proposons, écrivez, sous référence LMCT, à : CREDIT LOCAL DE FRANCE Direction des Ressources Humaines/Corrèes 7 à 11, quai André Citroën - BP 1002 75901 PARIS CEDEX 15



CREDIT
LOCAL de
FRANCE

GRUPE CAISSE DES DÉPÔTS

LA DIVISION HABITAT
DE LA VILLE DE MONTREUIL
(Seine-Saint-Denis, 100 000 habitants)
Recherche

Pour son service communal d'hygiène et de santé

1 MÉDECIN DIRECTEUR
(24 heures par semaine)

Les candidats seront de préférence titulaires du diplôme d'Etat d'hygiéniste

Adresser candidature, CV et copie des diplômes à
M. Le Député-Maire, Hôtel de ville, 93105 MONTREUIL CEDEX

100 préfectures,
une multitude de carrières



Vous avez le Bac ou un diplôme d'Enseignement Supérieur.

Vous souhaitez participer à la vie publique et acquérir un métier où les responsabilités et les initiatives sont votre quotidien.

Devenez Secrétaire Administratif dans une Préfecture.

Contactez dès aujourd'hui,

le Bureau du Personnel de votre Préfecture.

Clôture des inscriptions : 13 Avril 1992.

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ADMINISTRATION

Collectivités territoriales

Communauté Urbaine de Lille

recrute pour sa structure
"Systèmes et Contrôle de Gestion"
selon dispositions du statut de la Fonction Publique Territoriale

1 Cadre

Il participera à :

- la mise en place du système analytique de gestion au sein des services communautaires
- la définition des modes de pilotage des organismes satellites.

Profil demandé :

- formation supérieure en gestion : maîtrise, 3^{ème} cycle universitaire,
- sensibilité aux caractéristiques des organisations publiques,
- capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire
- pratique de la micro-informatique et du traitement statistique d'informations.

Les candidatures, avec curriculum vitae et photo, devront être adressées à :
M. le Président de la Communauté Urbaine de Lille
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES,
1, rue du Ballon à LILLE
BP 749 - 59034 LILLE CEDEX

LE DÉPARTEMENT DE L'HERAULT
Une collectivité territoriale

CHARGE DE MISSION FINANCES

Au sein de la direction financière, le chargé de mission est chargé :

- de l'élaboration du budget départemental (500 millions) des propositions, simulations d'investissement, du suivi de dossiers et de la gestion des ressources financières en vue notamment de la mise en œuvre de projets et outils de gestion financière.

Fonctionnaire titulaire de catégorie A, vous avez :

- une formation supérieure à celle requise pour l'exercice de la fonction ;
- ou une expérience réussie de la gestion financière d'une collectivité territoriale.

Votre sens de la rigueur, votre dynamisme, votre esprit d'innovation, votre goût pour le travail en équipe seront vos atouts pour réussir dans ce poste à évolution.

Merci d'adresser votre candidature (CV, photo, référence 1655) à notre Conseiller d'Accueil, 6/8 rue André Beck (23450 Montpellier Cedex).



DISTRICT DE
L'AGGLOMÉRATION
DE
MONTPELLIER
RECRUTE

Ingénieur Territorial 1^{ère} catégorie pour la Direction de l'Environnement

MISSION

Responsable auprès du Directeur Général des Services Techniques dans les domaines de l'assainissement, du traitement et de l'élimination des ordures ménagères, vous serez chargé de formuler de façon permanente avis et propositions ainsi qu'élaborer des stratégies quant au respect de l'environnement. Par ailleurs, vous mettrez en place les projets d'investissement en adéquation avec les mesures correspondantes, dirigerez et contrôlerez la gestion des opérations et des équipements.

PROFIL

Votre formation supérieure d'ingénieur, allée à une expérience significative (5 ans minimum) acquise dans la fonction publique, vous ont permis d'affirmer vos compétences techniques, tout particulièrement dans la spécialité "collecte et traitement des déchets" et vous maîtrisez les procédures relatives aux collectivités locales. De solides connaissances en urbanisme, génie civil et droit de l'environnement sont indispensables pour prendre en charge ce secteur d'activité.

Adresser candidature manuscrite, CV détaillé, photo d'identité, copie des diplômes et du dernier arrêté de nomination à Monsieur le Président du District de l'Agglomération de Montpellier - 14 rue Marcel de Serres - BP 2116 34026 MONTPELLIER cédex 1

Le Monde des Cadres

Groupe Serge Bastien
Agence Conseil en Communication
CA traité 90 MF - 25 personnes - Besançon-Lyon-Paris.

Jeune esprit d'entreprise pour co-pilotage

En une vingtaine d'années, nous avons gagné la confiance d'une clientèle de haute qualité, dans les secteurs de l'industrie, du commerce, du service. Notre réussite et notre action privilégient la rigueur, la conviction, l'originalité, l'écoute-mesure.

C'est d'abord au sein de notre structure que nous mettons en œuvre et appliquons ces principes. Voici donc la création d'un poste alliant écoute, conseil et rédaction :

Secrétaire Général

Notre PDG vous confie trois missions essentielles :

- l'analyse fine de ses projets en matière de développement national et international, d'exploitation et de gestion financière.
- la synthèse des informations permettant la mise en place de procédures, la gestion du prévisionnel et préparant la prise de décisions stratégiques.
- le pilotage de certaines activités en matière d'animation et de gestion des filiales.

A 30 ans environ, vous avez une formation supérieure de bon niveau (Sciences Pa, HEC, ESCP...). Inventif, curieux, rigoureux, avec d'excellentes qualités relationnelles, vous souhaitez être associé étroitement à la direction et au développement du Groupe. Vous avez une première expérience réussie dans un cabinet d'audit ou de conseil en organisation.

Le poste est basé à Besançon.

Envoyez votre candidature (CV + lettre manuscrite + photo) sous réf. 9223 à notre Conseil.

BSB
PARIS
LYON

CBM
Charles CACHOT
BP 1693
25008 BESANCON CEDEX

"Construire la vie"

GROUPE LOGEMENT FRANÇAIS
Aménageur - Constructeur - Gestionnaire

DIRECTEUR D'AGENCE

pour impulser une dynamique de mise en valeur du patrimoine et de la qualité de service

MISSIONS :

- coordonner la mise en œuvre des politiques de gestion du patrimoine local (10.000 logements) dans les départements Nord-Est de Paris.
- participer à la définition de ces politiques.
- animer une équipe de 3 unités de gestion décentralisées et un service contentieux.
- assurer la cohérence des actions et le contrôle des résultats.

PROFIL :

personne d'expérience, maîtrisant toutes les dimensions de la gestion du logement social (économique, sociale, technique et politique), capable d'insuffler une dynamique d'évolution de la gestion vers la qualité du service tant vis-à-vis des collaborateurs directs que vis-à-vis des partenaires publics et des locataires.

Perspective d'évolution dans un groupe dynamique
Poste basé à PANTIN.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite et photo sous réf. DA au
LOGEMENT FRANÇAIS - Service Emploi Formation
6, rue Jean Jaurès - 92807 PUTEAUX CEDEX

**Arts & Métiers,
une nouvelle
adresse...**

**NC
COMMUNICATION**

à partir du 30 mars, NC Communication s'installe à :
48, rue Chapon - Paris 3^{ème} - M° Arts & Métiers
Tél. : 42 78 23 00 - Fax : 42 78 98 01

**Le Monde
PUBLICITE**

Pour passer vos annonces :

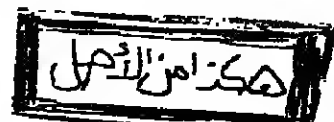
46-62-72-02
46-62-73-90

FAX : 46-62-98-74

**36 15
LM**

Grâce à 3615 LM,
5 000 cadres ont envoyé
leur candidature par Minitel.
Grâce au Minitel, 200 entreprises
ont reçu vos candidatures.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM



كتاب النحل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde des Cadres

Entièrement conçu et géré par les industriels de la branche, le Pôle Européen de Plasturgie est à la fois Centre de Recherche/Développement, Ecole d'Ingénieur, Centre de Formation Continue, Plateforme d'essais et de mise au point de normes, lieu d'échange et de diffusion de la technologie de la Plasturgie.

Transformer son
savoir industriel
en savoir faire
pédagogique

Au sein du P.E.P., nous créons l'Ecole Supérieure de Plasturgie qui formera des futurs ingénieurs généralistes (Bac + 5), aptes à prendre rapidement des responsabilités opérationnelles, en Conception/Production grâce à une formation complète en Sciences, Technologies de la Plasturgie, Modélisation/Simulation et à une forte culture avec les Industriels Membres.

DIRECTEUR DES ETUDES

de L'Ecole Supérieure de Plasturgie

Ingénieur de formation, votre expérience industrielle est réelle et vous souhaitez apporter votre contribution à un projet pédagogique original mené par une industrie prenant en charge son avenir. Responsable de la scolarité (organisation des études et évolution des contenus), vous assurez la promotion de l'Ecole en France et à l'étranger. Vous participerez à la politique Recherche/Développement. Profil requis : anglais opérationnel (Allemand souhaité) aptitudes aux relations avec les jeunes, goût de la pédagogie, sens de l'organisation et de la communication.

Réf. DEM

DIRECTEUR DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

De formation supérieure, vous avez déjà une pratique reconnue dans le domaine de la formation professionnelle, en niveau cadres et ingénieurs, et dirigez une équipe dans un organisme de formation tourné vers l'industrie. En relation avec l'Ecole et les Entreprises membres du Pôle, vous établissez les programmes de formation, assurez leur promotion et gérez l'organisation des stages. Profil requis : capacité à anticiper les besoins du marché, bonne organisation et aptitude au travail en équipe.

Réf. DFC/M

Postes basés à OYONNAX (01).
Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. du poste choisi à Michel-Xavier PETIT.

POLE
EUROPEEN de
PLASTURGIE

POLE EUROPEEN
DE PLASTURGIE,
2, rue Pierre et Marie Curie -
01810 BELLIGNAT Cedex.

La maîtrise du savoir-faire

Notre Division Stratégie Management (DSM), qui assiste les maîtres d'ouvrage dans leurs projets d'investissements, d'organisation, de gain de production ou d'informatique ainsi que dans l'accompagnement du changement, recherche des

Consultants seniors

De formation supérieure (grandes écoles : Sciences Po, HEC, etc., école d'ingénieurs, maîtrise de gestion), vous avez eu minimum une expérience de 3 à 5 ans acquise dans un cabinet de consultants ou une grande entreprise. Vous avez le sens des contacts et la ferme volonté de réussir vos missions en véritable partenaire de nos clients. La connaissance de l'espagnol peut être un élément décisif pour certains des postes à pourvoir. Nous vous formerons à nos méthodes et vous chargerons de missions à responsabilité croissante. Pour que nos ambitions se rencontrent, vous devez être disponible pour des déplacements en province et à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite accompagnée d'un curriculum vitae), à notre Directeur des Ressources Humaines, COTIBA Management, 92-98 boulevard Victor Hugo, 92115 Clichy ou tapez 3616 COTIBA.

COTIBA MANAGEMENT,
GROUPE GÉNÉRALE
DES EAUX, EST L'UN
DES LEADERS DE LA
CONDUITE DE PROJETS
(ETABLISSEMENTS
FINANCIERS, BANQUES,
ASSURANCES, SOCIÉTÉS
DE SERVICE, MINISTÈRES,
BTP ET INDUSTRIE).



AGENCE DE L'EAU SEINE-NORMANDIE

Établissement Public de l'État, chargé d'aider financièrement et techniquement la lutte contre la pollution de l'eau et l'aménagement des ressources en eau

RECHERCHE

LES COLLABORATEURS SUIVANTS :

- des **INGÉNIEURS** ou universitaires de 3^e cycle pour Nanterre, Châlons-sur-Marne, Compiègne et Caen.
- des **ASSISTANTS TECHNIQUES** en assainissement pour Rouen et Caen.
- 1 **CHEF DE SERVICE** économiste ou financier ou ingénieur mesures et planification sur le milieu naturel, 10 années d'expérience, pour Nanterre.
- 1 **TECHNICIEN** possédant le baccalauréat sera chargé des redevances de prélèvement des industriels, pour Nanterre.
- 1 **ASSISTANT** ou contrôleur de gestion, DEA ou maîtrise de gestion.

Les candidatures (lettre manuscrite + CV + photographie) devront être adressées à :

Direction des ressources humaines
de l'Agence de l'eau Seine-Normandie,
51, rue Salvador-Allende, 92027 NANTERRE Cedex.

Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1992 XIII

Le Monde de la

Fonction Commerciale

Chef de Groupe Marketing Industriel

ARJO WIGGINS - 1^{er} Groupe Papeter de la CEE - CA : 25 milliards de francs - recherche pour sa Division Papiers Couchés (CA : 3 milliards de Frs), un Professionnel du Marketing.

Rattaché au Directeur Commercial et Marketing, vous mettez en œuvre une politique de gestion dynamique de votre gamme - représentant les 2/3 du tonnage des produits fabriqués de la Division. Après avoir analysé les spécificités des différents marchés cibles (Europe, Continent Nord Américain...) et pris connaissance du potentiel technique et technologique des usines, vous proposez un plan d'action ayant pour objectif de renforcer le positionnement marketing de votre gamme et de développer de nouvelles lignes de produits. Reconnu comme une force de proposition, sachant stimuler la créativité des équipes techniques et motiver les différents partenaires commerciaux, vous assurez l'interface permanent entre les sites de production et les réseaux de vente en

France et à l'étranger. Vous êtes assisté dans votre mission par une petite équipe.

Autonome, curieux techniquement, ouvert aux changements et animé d'un esprit de performance, vous avez 30 ans minimum et êtes **DIPLOMÉ d'une GRANDE ÉCOLE COMMERCIALE ou SCIENTIFIQUE**. Vous avez acquis une double expérience Marketing et Ventes, et possédez si possible une bonne connaissance du secteur des Arts Graphiques. Basé à Paris, disponibles pour des déplacements, vous pratiquez couramment l'Anglais et peut-être une autre langue.

Les dossiers de candidatures sous référence 4031 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par DEVELOPEMENT - 2, rue Dufrenoy, 75116 PARIS.

Arjo Wiggins
coated papers - papiers couchés

symbol.

Filiale française du constructeur leader mondial des lecteurs laser et terminaux de saisie portables CA 920 millions de \$, en croissance de + 40% en 1991. recherche

INGENIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES - Paris Sud

Administrations, clients publics 300.000 F + (fixe important + commissions)

• Pour assurer les contacts à haut niveau avec les clients de l'entreprise, pour leur vendre des solutions globales.

• Pour rechercher les nouveaux clients et proposer des applications aux administrations, clients publics, banques, assurances...

Les candidats (H/F) âgés de 28 à 35 ans, ont une formation supérieure. Ils sont très performants dans la vente aux administrations nécessitant des contacts à niveaux multiples et élevés.

Une expérience du marché du code à barres serait un plus.

Ils connaissent l'usage des matériels et systèmes informatiques et les procédés de stockage ou transmission de données ou la vente d'équipements sophistiqués (photocopie, archivage, etc.).

Anglais indispensable.

La rémunération est composée d'un fixe important et d'une commission stimulante perçue sur le chiffre d'affaires acquis et à découvrir.

Envoyer lettre et CV
shé167/82
à OBTENIR/SCG CARRIERES
1921 Boulevard Gambetta
92130 ISSY LES MOULINEAUX

OBTENIR
Ressources Humaines

36 15
LM



LA PERTINENCE

Pendant un mois, grâce à la télématique du Monde, vous recevrez des candidatures qui correspondent exactement aux profils que vous recherchez. Les CV peuvent comprendre jusqu'à 7 faces (formation, expérience, langues...), complétées par les coordonnées et une lettre de motivation des candidats.



LE RENDEMENT

Du jeune diplômé au profil le plus pointu, le Monde, en couple avec son service télématique expert de l'emploi des cadres, vous propose le système le plus performant pour améliorer vos rendements.

L'EXPERTISE

Chaque jour, des centaines de candidats découvrent vos annonces sur 3615 LM, soit par une recherche précise de poste, soit par une sélection réalisée par notre système expert en fonction de leurs compétences.

36 17
LM CV

L'INTERACTIVITÉ

Offrez-leur la possibilité de postuler directement dans votre boîte aux lettres et découvrez leurs CV sur 3617 LMCV.



LA CONVIVIALITÉ

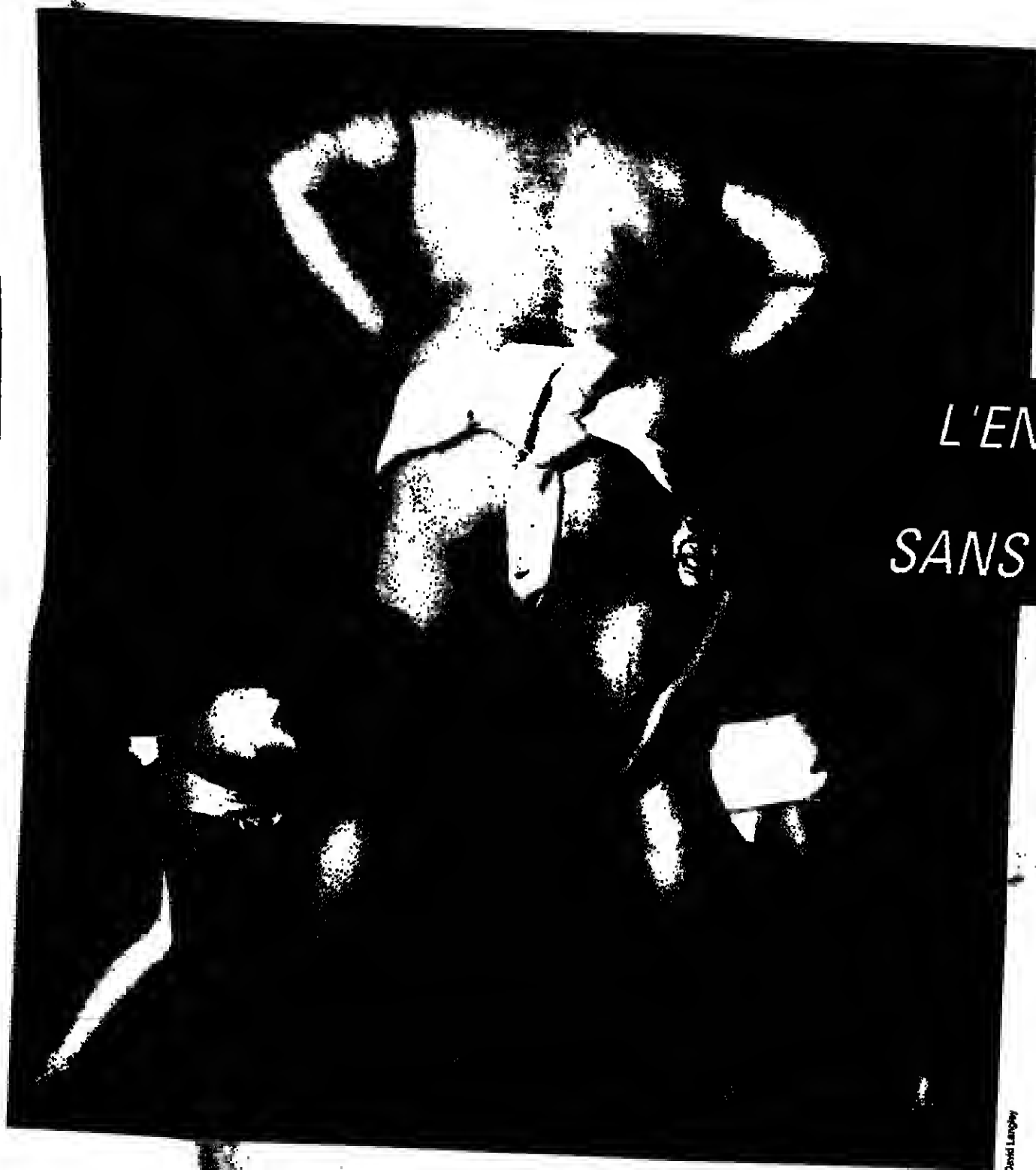
Pour connaître les statistiques de rendement, pour répondre aux candidats en temps réel, pour joindre une lettre si nécessaire, il vous suffit d'une simple pression sur la bonne touche.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 15 LM

Le Monde
de
l'Informatique

REPRODUCTION INTERDITE



L'ENVIE DE RÉUSSIR
N'EST RIEN
SANS LA FORCE D'OSER

A la base de toute innovation technologique, il y a les hommes. Des hommes et des femmes qui s'impliquent totalement dans leur métier, cherchant à anticiper sans cesse. Parce qu'au-delà de l'envie de réussir, ils possèdent la force d'oser. Hewlett-Packard a su fonder sa réussite sur ces hommes et ces femmes. Avec eux, HP est aujourd'hui au cœur de l'Europe informatique, connaît une croissance ininterrompue depuis 50 ans et affiche la meilleure rentabilité du marché. Pour se rappeler constamment que l'innovation technologique consiste à soulever des montagnes, la direction mondiale de la division ordinateur-personnel d'HP est installée au cœur des plus belles d'entre elles, dans la région Rhône-Alpes. C'est là qu'elle attend, pour créer les produits de demain, les candidatures de ceux qui possèdent la force d'oser et l'envie de réussir.

Hewlett-Packard France - Service Recrutement - 38053 GRENOBLE Cedex 09.

Ingénieurs Grandes Ecoles généralistes ou spécialistes (électronique, informatique) ou diplômés de Grandes Ecoles de Gestion, vous avez au minimum 3 ans d'expérience professionnelle, rejoignez notre Division PC comme :

• Directeur Marketing produit • Chef de produit • Ingénieur acheteur • Ingénieur matériel
• Ingénieur productique • Ingénieur mécanicien • Ingénieur développement • Chef de projet développement
• Ingénieur développement OEM • Ingénieur CAO • Ingénieur ergonomie • Ingénieur process
• Ingénieur industrialisation • Ingénieur organisation industrielle • Ingénieur organisation planification • Analyste financier • Contrôleur de gestion

• Danjélog



HEWLETT
PACKARD

l'informatique
au cœur
de la banque

Ingénieurs
informaticiens

هنا من الأخبار

L'informatique au cœur de la banque

Directeur informatique

Au sein de notre banque privée parisienne et rattaché à la Direction Générale, vous dirigerez un service informatique d'une trentaine de personnes, comprenant des équipes système et développement de très bon niveau. Préparer les orientations de la politique informatique de la banque, vous optimiserez l'exploitation des moyens et applications existants et développerez des applications nouvelles en liaison avec les utilisateurs. Pour cette mission où les responsabilités

de management et de technique sont importantes, vous avez une formation type grande école et, à environ 35 ans, vous possédez une expérience réussie de management d'un service informatique. La pratique courante de l'anglais est souhaitée. Nous vous offrons un environnement VAX-VMS créatif et performant ainsi qu'une rémunération motivante. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. 31596, à Média-System, 6 impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

L'AVENIR est à l'image. Une image qui se décline chez KODAK dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique, Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. KODAK-PATHÉ recherche pour son site industriel de CHALON-SUR-SAONE qui emploie 3 000 personnes des

Ingénieurs informaticiens

débutants diplômés d'une grande école (Mines, Centrale...)

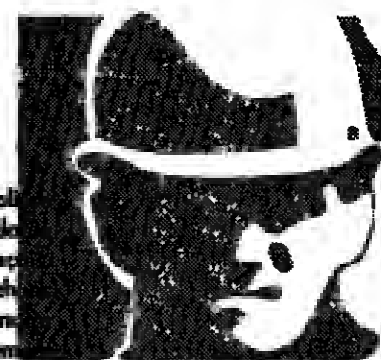
Au sein d'un service d'études informatiques, vous prendrez en charge la conception et la réalisation d'applications couvrant les différents aspects de la gestion de production (planification, contrôle de gestion, système d'aide à la décision, gestion d'atelier). L'environnement technique est multiple : systèmes IBM ou Digital Equipment et évolue vers l'architecture client/serveur. La pratique de l'anglais est indispensable dans le contexte international de nos opérations. A moyen terme des possibilités d'évolution vers d'autres fonctions de l'entreprise, en France et à l'étranger, sont ouvertes aux candidats à fort potentiel. Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence GC 30 à Kodak-Pathé, Direction Gestion des Cadres - 26, rue Villiot 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image



Secteurs de Pointe

INGENIEURS DE TERRAIN PRODUCTION OU FORAGE



KELT, société pétrolière indépendante à capitaux français. Nous recherchons pour soutenir notre rapide développement en France et à l'étranger des ingénieurs de terrain Production ou Forage.

FRANCE EUROPE DE L'EST ETATS-UNIS AFRIQUE

Basé sur l'un de nos sites, vous êtes responsable de la définition, de la mise en œuvre et du suivi de projets de développement. Pour réussir pleinement dans votre mission, vous êtes diplômé d'une grande école (Centrale, Mines, Arts & Métiers...). Débutant ou fort d'une première expérience de 2 à 3 ans, bilingue anglais et totalement mobile géographiquement, vous possédez un réel sens des responsabilités et êtes, en outre, en excellente condition physique.

Pour nous rejoindre très rapidement et évoluer au rythme de notre expansion, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) à KELT - Direction du Personnel - 21, avenue Victor Hugo - 75116 PARIS.



Un pied aux Etats-Unis l'autre en France

Carrier

Filiale du groupe américain UTC (200 000 personnes), nous sommes le premier fabricant d'équipements de conditionnement d'air en Europe et dans le monde. Pour notre filiale française Carrier S.A., nous recherchons

2 INGENIEURS DEVELOPPEMENT REGULATION, ECHANGES THERMIQUES

Vous êtes les interfaces, chacun dans votre spécialité, entre le centre de recherche américain (Etat de New-York), l'unité française et les sites de production d'Espagne et d'Italie. A vous de faire connaître et mettre en pratique les découvertes et procédés récents mis au point aux Etats-Unis. Basés à proximité immédiate de Lyon, vous êtes rattachés au centre de recherche américain qui vous assure une période de formation de 4 à 6 mois.

Vos profils respectifs :

EN REGULATION

Formation supérieure (Ingénieur, BTS...) avec une expérience de 3 à 5 ans. Le poste, tourné essentiellement vers l'intégration de régulateurs électroniques dans nos produits, nécessite des connaissances complémentaires en micro-informatique et programmation (langage C).

EN ECHANGES THERMIQUES

Ingénieur AM, INSA avec DEA dans cette spécialité ou une expérience de 3 à 5 ans dans ce domaine.

Merci d'adresser votre candidature avec une lettre de motivation en anglais, en précisant le poste qui vous intéresse, à CARRIER S.A., Direction du Personnel, BP 49, Route de Thil, 01122 Montluel Cedex.

Expérience et innovation caractérisent les organisations qui avancent...

L'expansion du GROUPE OBJECTIF s'appuie autant sur la mise en commun des savoir-faire de 4 sociétés spécialisées que sur une capacité de présenter une offre globale. ASSISMO, société récente qui développe l'activité d'assistance à la MAITRISE D'OUVRAGE, souhaite intégrer des :

DIRECTEURS DE PROJET CONCEPTEURS

Vous avez l'expérience de la maîtrise d'œuvre de projets importants, vous avez pratiqué une ou plusieurs méthodes, vous aimez le travail en équipe, vous avez le goût des responsabilités et de l'autonomie. Associez vos qualités personnelles à notre équipe de base pour VIVRE UNE AVENTURE AVEC UN GRAND PROFESSIONNALISME.

Pour nous rencontrer, il vous suffit d'envoyer votre CV à Gérard Payen, ASSISMO, 8 rue Saint-Marc, 75002 PARIS.



Pionnier de la Communication Mobile, nous avons su depuis plus de 40 ans nous imposer dans la conception et la réalisation de systèmes et d'équipements électroniques pour les secteurs de pointe.

Au service des TELECOMMUNICATIONS et de la DEFENSE, nos ingénieurs et techniciens s'investissent pleinement dans nos projets de l'initiation à l'intégration. Aujourd'hui pour développer un équipement dans le domaine de la reconnaissance ami-ennemi (IFF), nous recrutons :

Un ingénieur logiciel de base

Au sein d'une équipe de cinq personnes, vous prendrez en charge la conception, la réalisation et la validation des ensembles logiciels de l'équipement. Vous utiliserez des méthodologies type SADT, GEDDE... et ferez appel à vos compétences en Soft, temps réel (Assembleurs 68000, C, VRTX) et en Hard numérique.

Ingénieur grande école (4 à 5 ans d'expérience dans un environnement industriel), votre rigueur et votre capacité à communiquer feront la différence. Cette opportunité constituera un tremplin pour évoluer dans notre société.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, prétentions) à : Mr. MATEL, 214, rue du Faubourg St Martin 75010 PARIS.



Groupe industriel international, implanté dans la technopole de Caen, nous démarrons une production en grande série d'éléments électroniques destinés à l'automobile. Pour cette nouvelle activité, nous renforçons nos structures.

Chef de groupe Planification Méthodes

Votre mission : en collaboration avec vos homologues allemands, vous concevez et aménagez les postes de travail, élaborez les bases de temps standard, et assurez la formation de la maîtrise et des opérateurs.

Votre profil : Ingénieur diplômé, vous avez plusieurs années d'expérience au service méthode d'une entreprise industrielle produisant en grande série. Vous connaissez les problèmes de préparation et de gestion des temps et pratiquez MTM, Allemand courant exgè.

Envoyez CV et lettre, sous référence 11N0392D, à Aubert Riblier, Florian Mantione Institut, Péricentre 3, 26 avenue Thibault, 14000 Caen, ou consultez la définition de fonction sur le minitel 3615 code SOFTEL.

Florian Mantione Institut
Premier Réseau National de Conseil en Recrutement

Secteurs de Pointe

Ingénieurs Electroniciens



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Le développement de l'électronique automobile s'accroît pour améliorer les performances, le confort, la sécurité, la fiabilité et le coût des véhicules. Ce sont donc toutes les fonctions de VALEO qui s'électronisent : Habitacle, Embrayage, Eclairage, ... Dans ce contexte, la Branche Electronique (1000 personnes) constitue une force de proposition et de développement pour l'électronisation des fonctions de VALEO. La conception de nos produits est réalisée dans notre Centre d'Etudes Electroniques basé à CRETEIL, tandis que la production est assurée par notre usine située à BEAUGENCY, près d'Orléans. Et pour améliorer encore nos performances et notre cadre de travail, nous transférons prochainement ces deux unités dans des locaux "high-tech", proches des sites actuels.

Nous recrutons pour BEAUGENCY (45) :

INGENIEUR PRODUIT

Réf. IP

Proche des études, mais aussi impliqué dans l'industrialisation des modules et systèmes électroniques, vous suivez et analysez toutes les étapes de développement du produit jusqu'à la mise au standard qualité-coût en production.

Vous êtes le garant de l'atteinte des objectifs fixés et intervenez en cas d'écarts en proposant avec le service concerné des plans d'action opérationnels. A ce titre, vous participez concrètement aux modifications produit, lancement des outillages, définition/qualification du processus et des moyens de test jusqu'à l'obtention de la qualité optimale.

Ingénieur de haut niveau et familier de la gestion de projets industriels pour des produits grande série, de préférence dans l'industrie électronique, vous êtes rigoureux mais aussi à l'écoute de votre environnement pour ensemble atteindre l'objectif fixé.

Nous recrutons pour CRETEIL (94) :

RESPONSABLE QUALITE DEVELOPPEMENT HARDWARE

Réf. QH

RESPONSABLE QUALITE DEVELOPPEMENT SOFTWARE

Réf. QS

Rattaché au Responsable Qualité Conception de la Branche, vous concevez et mettez en place la démarche qualité appropriée et veillez à l'application des règles et procédures ainsi définies. Conseiller des équipes-projets en terme de méthodologies et outils à maîtriser, vous validez la qualité du produit aux différentes étapes du projet.

Agé de 30/35 ans, vous êtes Ingénieur Electronicien de formation et devenu, de par la taille, la complexité et la diversité des projets auxquels vous avez participé, un expert pour la partie hardware ou software. Votre esprit d'analyse et surtout votre diplomatie alliée à votre capacité de persuasion feront de vous un homme-clé dans l'organisation, capable d'influencer de façon décisive l'avancement d'un projet.

INGENIEUR D'ETUDES HARDWARE

Réf. EH

Au sein d'une équipe-projet multi-fonctionnelle, vous êtes techniquement responsable du développement d'un sous-ensemble électronique qui vous a été confié, de l'analyse du cahier des charges jusqu'à la validation du produit.

Ingénieur Electronicien de formation, débutant ou avec une première expérience, vous souhaitez participer à la conception de nouveaux produits dans un secteur en pleine expansion, qui vous permettra de vivre concrètement de nouveaux challenges. Pour cela, vous maîtrisez l'électronique analogique et numérique et votre enthousiasme, ainsi que vos aptitudes relationnelles, feront de vous un acteur de notre réussite.

INGENIEUR D'ETUDES SOFTWARE

Réf. ES

Ingénieur Electronicien de formation, débutant ou avec une première expérience, vous souhaitez valoriser vos compétences en réalisant des études de façon autonome et responsable.

Au sein d'une équipe performante, spécialisée dans le développement de logiciels et dotée d'outils modernes, vous participez à l'évolution de l'environnement méthodologique pour améliorer sans cesse la fiabilité des développements réalisés.

Grâce à votre rigueur et à votre professionnalisme, vous êtes le garant de l'atteinte des objectifs fixés.

Votre flexibilité et vos qualités relationnelles vous permettent d'être l'interlocuteur direct d'un ou plusieurs responsables de projet, voire du client.

Pour l'ensemble de ces postes, l'anglais est nécessaire.

Si vous êtes passionné par l'électronique, l'automobile et un environnement international, alors faites-nous part de vos motivations en adressant votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant impérativement la référence du poste choisi à VALEO ELECTRONIQUE - Laure SWIFT - 2, rue André Bouille - BP 150 - 94000 CRETEIL.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 30 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

TOULOUSE

IMPLIQUEZ-VOUS DANS LA MAITRISE D'OEUVRE DE GRANDS PROGRAMMES EUROPEENS !

Ingénieur chargé d'études

Au sein des équipes de la Sous-Direction Sol à TOULOUSE, dont la mission est de concevoir et de réaliser les Infrastructures et les Equipements nécessaires à la préparation, au contrôle et à l'exploitation de systèmes spatiaux, un poste est à pourvoir pour les études et le suivi de développement de dispositifs radar.

Ce poste peut convenir à un ingénieur ayant une expérience de 5 à 8 ans dans le domaine concerné (conception, mise en oeuvre, maintenance). Cette mission comporte des déplacements fréquents en France métropolitaine, en Guyane et en Europe.

La Sous-Direction Sol du CNES à Toulouse (31) recherche dans le cadre des programmes spatiaux.

Merci d'avance d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence 91/SDS/11, à la Division du Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex. Minitel 3615 code CNESPACE.

cnès

CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

L'AVENIR est à l'image. Une image qui se décline chez KODAK dans un univers de haute technologie. De la photo à la vidéo, de la santé à la bureautique, Kodak repousse sans cesse l'étendue de ses recherches : élaboration de nouveaux produits, amélioration des procédés de fabrication, souci de la performance et d'une qualité sans faille. KODAK recherche pour son usine de CHALON-SUR-SAONE

Ingénieur de recherches dans le domaine des procédés photographiques

Jeune diplômé d'une Grande Ecole de Génie Chimique (ENSIC, ENSICCT...), vous avez une bonne connaissance du génie des procédés (cristallisation, phénomènes de transferts...) et maîtrisez si possible la micro-informatique.

Ingénieur de recherches et développement

En étroite collaboration avec le Bureau d'Etudes et la Production, vous serez chargé de rechercher et développer des technologies dans le domaine du process appliqué aux machines de finition de films photographiques. Les techniques à mettre en oeuvre exigent d'un jeune diplômé d'une Grande Ecole (Supelec, Centrale de Paris, Physique-Chimie...), de bonnes connaissances dans divers domaines : optique, mécanique, traitement du signal, capteurs, métrologie et statistiques.

Pour ces deux postes, de fréquents contacts internationaux nécessitent une bonne connaissance de l'anglais. De réelles perspectives d'évolution s'offriront aux candidats ouverts à la mobilité géographique et fonctionnelle.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous la référence GC 29 à KODAK-PATHÉ, Direction Gestion des Cadres, 26, rue Villiot, 75594 Paris Cedex 12.

L'avenir est à l'image

Kodak

36 15
LM

Déposez votre CV sur 3615 LM pour découvrir des annonces qui correspondent à votre profil.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

هكدام النكل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

Le Monde • Mercredi 1^{er} avril 1992 XVII

13

Secteurs de Pointe

RESPONSABLE DE SYSTÈMES D'AUTOMATISMES ET DE CONTRÔLE-COMMANDE

Votre objectif : FÉDÉRER ET DÉVELOPPER CETTE ACTIVITÉ au sein de notre société en collaboration avec les ingénieurs procédés, instrumentistes, électriciens dans une organisation par projets.

Vos missions :

- Concevoir et décrire l'architecture des RLI, et des réseaux informatiques de contrôle - commande pour des procédés très diversifiés,
- Mettre en oeuvre les systèmes SNCC, la régulation et les automatismes,
- Rédiger les cahiers des charges des fournisseurs et entreprises, suivre leur prestation, des études à la mise en route,
- Maintenir une veille technologique.

A 30 ans environ, vous êtes Ingénieur, idéalement de formation SUPELEC. Votre expérience professionnelle garantit votre compétence en automatismes et en connaissance de systèmes. A ce professionnalisme s'ajoutent une grande motivation et des facultés d'entraînement pour entreprendre avec succès ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence SI/RS492 à SERETE - Elisabeth Normandin - 86, rue Régnault - 75013 PARIS.

serete
industries
DE LA CONCEPTION À LA RÉALISATION

SERETE INDUSTRIES
250 personnes,
est filiale d'un
des leaders de
l'ingénierie française.
Elle conçoit et réalise
des installations
industrielles pour
les secteurs de
l'énergie, du pétrole,
de la chimie,
des industries
manufacturières,
papières,
de l'électronique,
de l'agroalimentaire,
des techniques
avancées...

JEUNE INGÉNIEUR GÉNÉRALISTE (A.M., E.N.S.I., U.T.C.,...)

Notre Direction Raffinage Distribution recherche pour sa Direction Logistique un jeune ingénieur généraliste (A.M., E.N.S.I., U.T.C.,...) pour assister le responsable des opérations Qualité Produits.

Votre mission : Gérer tous les contrôles de qualité des produits de marque Elf-Aquitaine. Véritable "homme-projet" par des opérations sur le terrain, des expérimentations, l'analyse des données recueillies et la mise en place de procédures, vous développerez la démarche qualité à tous les stades et auprès de tous les acteurs de la logistique commerciale.

Votre profil : Rigoureux et exigeant, vous êtes aussi un homme de communication. Votre capacité à former, à convaincre et votre sens de la pédagogie vous permettront de faire évoluer les attitudes et d'optimiser les méthodes et les outils de contrôle qualité.

Vous êtes un jeune ingénieur débutant ou possédez une première expérience industrielle. Votre potentiel, vos qualités relationnelles, votre mobilité et votre ouverture sur l'international vous assureront une évolution motivante au sein du Groupe. Un bon niveau en anglais est souhaité, une deuxième langue serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 4921, à notre conseil Sylvie LAFON CEPIAD - 135, avenue de Wagram, qui étudiera en toute confidentialité ■

elf aquitaine
LA PASSION A TOUJOURS RAISON

Vendre la technicité... c'est tout votre talent.



17 000 personnes dans le monde, 10 milliards de francs de CA, 10 divisions dans les activités s'exercent dans les secteurs industriels de l'aéronautique et de l'automobile. Des produits et services caractérisés par une technologie avancée.

La Division Systèmes Aérospatiaux vous propose de rejoindre sa filiale SOFRANCE spécialisée dans l'étude et la fabrication de systèmes de filtration de haute technologie pour des applications spatiales, aéronautiques et industrielles.

Ingénieur commercial Aéronautique - Industrie

Responsable de vos objectifs de CA, d'entrées en commande et de marge sur les secteurs Aéronautique ou Industrie, vous anticiperez et concrétiserez les opportunités de développement des ventes. Pour assurer le suivi technico-commercial de vos dossiers, vous bénéficierez du soutien de notre Bureau d'Etudes et de notre Direction Qualité.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure technique ou commerciale enrichie de connaissances en hydraulique et mécanique, vous justifiez d'une première expérience de vente en milieu industriel ou aéronautique.

La maîtrise de l'anglais et une grande disponibilité sont nécessaires.

Ce poste rapidement évolutif est basé au siège du Groupe à Saint-Quentin-en-Yvelines (78).

Merci d'adresser votre dossier de candidature à Labinal, Christian Lefrançois, Gestion des cadres, Direction des affaires sociales, BP 218, 78051 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

Filiale du n°1 mondial et premier producteur européen sur son marché, cette société internationale dispose de plusieurs unités de production et de plusieurs centres de recherche en France.

Sur son principal site de production et de recherche, situé au cœur des Alpes, une centaine d'ingénieurs et techniciens développent de nouveaux produits et leurs procédés d'élaboration, en collaboration avec de nombreux laboratoires européens. Nous recherchons

UN INGENIEUR RECHERCHES DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS

En relation avec les services de fabrication et les services commerciaux, il suit plusieurs sujets de recherche appliquée, participe à l'assistance technique auprès de clients en France et à l'étranger, préconise les meilleures utilisations, analyse les demandes de nouvelles caractéristiques et leur faisabilité.

Ingénieur diplômé (Mines, Centrale...), généraliste ou à dominante matériaux, débutant ou presque, vous souhaitez acquérir une vision globale de cette industrie. Vous maîtrisez la langue anglaise.

Ce poste formateur ouvre de réelles perspectives de carrière.

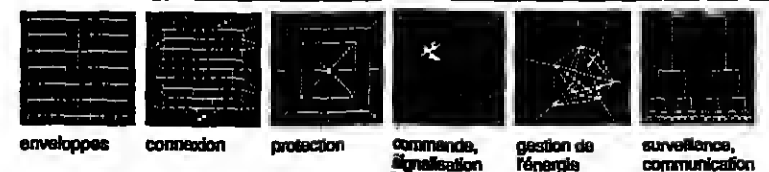
Henri DEBEURET vous remercie de lui écrire en précisant la référence 803 LM.



CADRIciel - 59 Bd Vivier Merle - 69429 LYON cedex 03.
CONSEIL EN RECHERCHE DE CADRES ET DIRIGEANTS

hager

EGOR S.A.
8 rue de Berni
75008 Paris



construisez votre carrière avec l'immoctique...

Hier pionniers dans le domaine de l'appareillage électrique modulaire, aujourd'hui précurseurs dans celui de l'immoctique... nous sommes une entreprise forte de 3 000 personnes, de 12 implantations en Europe,

de 2 milliards de C.A. et de plus de 15% de croissance annuelle. Pour renforcer notre équipe chargée du développement commercial de notre système de contrôle destiné au "bâtiment intelligent", nous recherchons des :

ingénieurs d'affaires Postes à pourvoir en Ile de France

Ingénieur de formation, vous disposez de solides connaissances dans les domaines de la gestion technique du bâtiment et de l'installation électrique basse-tension.

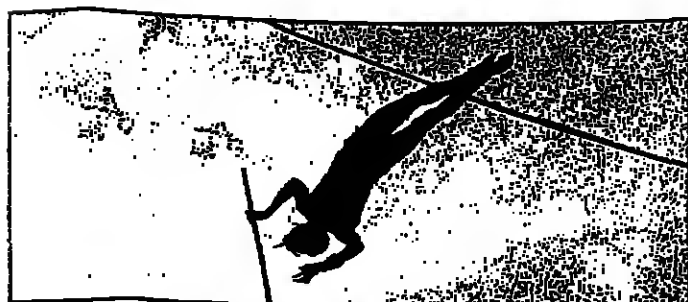
Vous pratiquez l'anglais. Au sein de la direction commerciale et avec l'appui de l'équipe "Ingénierie et Ventes Systèmes", vous serez chargé de la promotion d'un concept d'installation électrique innovant auprès de l'ensemble de

nos clients et partenaires. Responsable de la conduite du projet, vous assurerez le suivi des affaires, en particulier : la prescription, la proposition, la vente et le suivi de réalisation.

Si vous êtes autonome, si vous souhaitez construire votre carrière avec l'immoctique, merci d'adresser votre lettre de candidature avec C.V. complet, photo et prétentions, sous référence 52/1525CU à notre conseil.

RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36 • 15 LM

Secteurs de Pointe



IL NOUS MANQUE ENCORE UNE ENERGIE, LA VOTRE !

Notre société (7 200 personnes, 4 milliards FF de CA) est leader mondial sur le marché des générateurs et accumulateurs de haute technologie destinés aux applications spatiales et à la défense.

Nous recherchons pour notre établissement de Poitiers des :

INGENIEURS QUALITE

qui participent à de grands programmes de coopération internationale (Ariane, satellites, missiles, ...).
Véritables experts Qualité, ils interviennent à tous les stades des projets : analyses des besoins du client, études, qualification, fabrication, mise en service... ils sont les interlocuteurs des clients pour tous les problèmes de qualité et de sûreté de fonctionnement. Ils se déplacent en Europe et aux Etats-Unis et parlent couramment l'anglais.
Nous recherchons des ingénieurs (mécanique, électrochimie, électronique) ayant une formation spécifique en Qualité (UTC, ENSAM, Master en Qualité Totale) et une expérience acquise dans les secteurs high tech, idéalement l'Aéronautique ou l'Armement.

SAFT

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre + CV) sous la réf. 731, à :
EUROSECTION - 3, rue Troyon - 75017 PARIS



recrute par concours sur titres et travaux
dans les spécialités et sites ci-après :

CHARGÉS DE RECHERCHE DE CLASSE

Doctorat, Ingénieur ou équivalent

- Économie des Transports et de l'Aménagement : LILLE Villeneuve d'Ascq (2 postes)
- Acoustique Sciences Physiques : LYON/BRON
- Informatique Intelligence Artificielle : ARCUEIL
- Analyse et Modélisation du Trafic Routier : LYON/BRON
- Electronique Micro-informatique : LILLE Villeneuve d'Ascq

Les dossiers de candidature doivent être demandés par écrit au Service des Relations Humaines de l'INRETS
2, avenue du Général Mallet-Joinville
94114 ARCUEIL CEDEX

La date limite de retrait des dossiers
de candidature est fixée au 28 avril 1992.

GROUPE P.M.I.

Spécialisé en
machines spéciales
pour la métallurgie
et la mécanique

plusieurs unités de production :
chaudronnerie, mécanique,
automatismes

réparties en France (350 personnes)

CHERCHE

pour son unité pilote des environs
de Paris (100 personnes) :

UN DIRECTEUR

A & M ou équivalent.

Expérience indispensable.

Adresser CV, références, prétentions, photo

Sous n° 8506 au

MONDE PUBLICITÉ, 15/17, r. du Col-P.-Avia
75015 PARIS

FICHET

FICHET BAUCHE, 7 200 personnes, un CA de
3,2 Milliards de Francs, nous sommes leader
européen de la sécurité grâce à notre technologie de
pointe et tenons à le rester. Nous recherchons un :

Chef produits sécurité électronique

A 30 ans environ, Ingénieur
Electronicien avec si possible
une formation marketing
(CESMA, IAE, ISA) une
sensibilité à l'informatique,
vous justifiez d'une
expérience de 5 ans en
marketing-produits dans un
contexte industriel.
Pour un produit "high-
tech" vous aurez : les études
de marché, le suivi de la
décision, le cahier des
charges, le pilotage du

développement, le
lancement, la gestion, la
promotion et la
communication sans oublier
la concurrence et en finalité
la stratégie générale.
Pour ce poste clef de notre
division, la différence se fera
sur vos capacités à emporter
l'adhésion, à agir avec
maturité, à ne pas vous
laisser enfermer par la
technique.

Nous avons suscité votre intérêt, merci
d'adresser votre dossier de candidature
sous référence A2 03 16 à notre Conseil,
Madame Claude Favereau,
FAVEREAU CONSULTANTS,
52, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



TAMBRANDS

Groupe U.S., marque leader internationale,
produit grande consommation, recherche

Jeune ingénieur de projet Tours

Notre expansion se poursuit et nécessite vos compétences
en méthodes de fabrication, en organisation du travail,
votre goût pour la gestion de la qualité, l'amélioration
de l'efficacité.

Au sein d'une équipe internationale, vous participerez
à la mise en production de nouveaux produits ainsi
qu'à tous nos futurs développements. Des déplacements
auprès de nos fournisseurs ainsi que sur nos autres
sites à l'étranger sont à prévoir.

De formation ingénieur mécanicien (AM ou équivalent),
vous possédez une première expérience (VSNE par
exemple) et une bonne maîtrise de l'anglais. Si vous
souhaitez évoluer dans une entreprise performante où
vous pourrez valoriser au mieux vos atouts, nous vous
remercions d'écrire rapidement à notre conseil :
Juliette Dourlens, Team Maker, 23 bis rue
de la Clarté-Dieu, 37100 Tours.

team maker

Directeur Commercial en Espagne

INGENIEUR GRANDE ECOLE
Protection de l'environnement

Barcelone
ou
Madrid.

● Une société, en forte
expansion, spécialisée
dans la conception, la
réalisation et l'exploitation
d'usines de production
d'eau potable, de dépoli-
tation des eaux et de
traitement et valorisation
des déchets, en France et à
l'étranger, filiale d'un
groupe français d'import-
ance mondiale, recherche
un directeur commercial
pour l'Espagne. De forma-
tion ingénieur grande école
et âgé de 35 à 40 ans, il
possèdera une expérience
de direction commerciale
acquise dans l'ingénierie,
les travaux publics ou
l'industrie, de préférence en
Espagne et sera rompu aux

négociations de haut niveau
dans les secteurs de
l'industrie, des services ou
des collectivités. Sous
l'autorité de la direction
générale française, ce
directeur aura la respon-
sabilité de l'ensemble des
activités commerciales de la
société en Espagne qu'il
sera chargé de développer.
Ce poste, basé à Barcelone
ou Madrid, avec des
déplacements fréquents,
nécessite de parler couram-
ment l'espagnol (le catalan
serait un plus) et l'anglais.
Il comporte une rémunération
motivée et d'intéressantes
perspectives d'avenir pour
un candidat à fort potentiel.

IDL

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions
sous réf. 291 LM à IDL CONSEIL S.A. - 54 rue du
Docteur Oursel - BP 275 - 27002 EVREUX Cedex.

Echangeons nos compétences !

ELITEC ELECTRONIQUE, société de services en électronique
recherche des Ingénieurs, pour participer au sein d'équipes
de pointe, à la réalisation de projets hautes technologies dans
les domaines de l'aéronautique, l'espace, le médical,
les télécommunications, l'imagerie, les transports, ...

ingénieurs électroniciens

Vous avez des compétences en électronique numérique ou
analogique, puissance, hyperfréquences, traitement du signal
et de l'image. ASIC, CAO.

ingénieurs informaticiens

Vous avez des compétences en informatique technique, télécom
ou temps réel, ainsi qu'une connaissance des langages ADA, C,
assembleur.

ingénieur commercial

De formation supérieure, vous avez un sens aigu du service
et de la négociation ainsi qu'une expérience réussie dans la vente
de prestations intellectuelles au sein d'une SSI.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste
choisi à ELITEC ELECTRONIQUE - 76 bd. Victor Hugo
92200 NEUILLY SUR SEINE.

ELITEC

la compétence partagée

INGENIEUR CONSTRUCTION NAVALE

IFREMER, 1200 personnes, 5 centres
implantés en France et Outre-Mer, lea-
der européen de la recherche scienti-
fique et technologique dans le domaine
de la mer, recherche un ingénieur
construction navale

Jeune diplômé, vous justifiez d'une
première expérience d'au moins trois ans
en chantier de construction navale.

Vous possédez de solides connaissances
dans les secteurs hydraulique,
équipement de manutention et
informatique.

La maîtrise de l'anglais est nécessaire,
celle de l'espagnol ou de l'allemand
souhaitées. Au sein du service de
construction navale, vous serez
responsable d'un projet de navire de
recherche océanographique : rédaction
des spécifications techniques, suivi de la
construction et des essais. Rigoureux,
relationnel, vous avez le sens de l'analyse
et savez animer des réunions de travail.
Ces qualités seront les atouts de votre
réussite et de votre évolution parmi nous.
Merci de nous envoyer lettre, C.V.,
photo et prétentions S/réf : M7
Direction des Relations Sociales 155,
rue Jean-Jacques Rousseau - 92138
ISSY-LES-MOULINEAUX.

IFREMER



Filiale du groupe
Lyonnaise des Eaux-
Dumex, nous sommes,
avec 3000 personnes et un
chiffre d'affaires de 3,3
milliards de francs, le
leader mondial du
traitement de l'eau sous
toutes ses formes.
Dans le cadre de notre
développement, nous
recherchons, pour notre
filiale Exploitation et pour
Marseille :

JEUNE INGENIEUR, CHEF D'EXPLOITATION

Sous l'autorité du Directeur de l'usine (traitement des boues),
il sera chargé d'animer les équipes de quart, de gérer le
fonctionnement des procédés, d'établir les consignes et les
bilans... Il participera également à l'élaboration et au suivi des
budgets.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur (Génie Chimique,
Hydraulique, Agro...) débutant ou ayant déjà une première
expérience et désireux de se former à notre métier. Ce poste
peut évoluer à terme vers d'autres missions en France ou à
l'étranger.

Merci d'adresser votre dossier (CV + prétentions) sous la réf.
EX/LM 0331 à Annie DESMEULLES - DEGREMONT - 183,
avenue du 18 juin 1940 - 92508 RUEIL MALMAISON Cedex.

مخبر من الأخبار

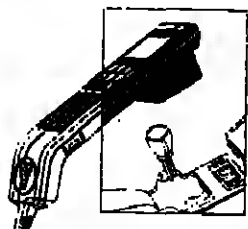
REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde
des

• La Monde • Mercredi 1^{er} avril 1992 XIX

13

Secteurs de Pointe



Ligne de conduite

Alcatel Radiotéléphone (1500 personnes, 1,6 milliard de francs de CA) est le leader en France pour la conception et l'installation de réseaux et systèmes de radiotéléphonie publics et privés. De la conception à la commercialisation de nos produits, notre maîtrise est totale. C'est notre ligne de conduite. Vous souhaitez avoir une vue d'ensemble de la politique de maintenance d'un grand industriel ? Dans le cadre du renforcement de notre politique de maintenance et de service, nous créons un poste de

Responsable concept de maintenance

Vous êtes chargé de définir les contraintes de maintenance de nos produits. Pour cela, dès le stade de la conception, vous participez aux phases de spécifications et veillez au respect de règles établies ou cours des développements. Vous intervenez également lors de l'étude et de la mise en place de la politique de maintenance au niveau de la commercialisation (documentation, formation, établissement des circuits et procédures de rechange, ...).

Ingénieur généraliste ayant de bonnes connaissances des produits Télécom, vos 5 années d'expérience vous ont permis de participer à la définition de la politique de maintenance pour des produits électroniques ou des systèmes. Ce poste valorisera votre autonomie, votre sens du contact et de la persuasion. Bon niveau d'anglais indispensable.



RADIOTELEPHONE

La passion de communiquer

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à Jean Philippe BLONDE
Alcatel Radiotéléphone - 54, Av Jean Jaurès - 92707 Colombes Cedex

La Compagnie Française du Méthane

Importante Société
Filiaire commune des groupes

ELF-AQUITAINE

GAZ DE FRANCE

commercialise le gaz naturel auprès d'une clientèle industrielle. Elle propose une carrière évolutive, dans des fonctions conformes à sa vocation et à ses talents, à un

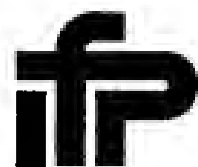
JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES Type Centrale - Arts et Métiers

Bénéficiant déjà d'une certaine expérience professionnelle, il pourra, après stages d'initiation dans les divers services et en agences, recevoir, en province, une première affectation à caractère technique et commercial. Possibilités d'affectation ultérieure au siège à Paris ou dans une agence de Province.

Principales technologies mises en oeuvre :
thermique - instrumentation - informatique

La rémunération, d'un bon niveau, pourra évoluer en fonction de l'accroissement des responsabilités.

Adresser CV détaillé à notre conseil CEPIAD
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
sous la référence 1915.



INSTITUT FRANÇAIS
DU PÉTROLE

CINETICIEN RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

L'IFP Centre de Recherche Développement Industriel, 1 milliard de francs de budget annuel de recherche - 1850 collaborateurs - vous permettra d'évoluer dans un univers scientifique et technologique de pointe (Supercalculateur FUJITSU - Accès à des machines parallèles : CONNECTION MACHINE, AP 1000...)

De formation ingénieur complétée par une thèse, vous possédez de solides compétences en cinétique et catalyse, hétérogène, le goût du travail en équipe et de réelles capacités d'innovation et de créativité.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe de recherche pluridisciplinaire afin de participer aux travaux expérimentaux sur la modélisation cinétique des systèmes réactionnels complexes, en vue du développement et de la simulation de procédés industriels pour les secteurs raffinage - pétrochimie.

Ce poste est situé au sein de notre centre d'études et recherche industrielles implanté à Solaise près de Lyon (69).

Afin d'examiner votre candidature et les perspectives de carrière envisageables, adressez nous CV et lettre sous référence CN à : IFP - Monsieur Mayeur - CEDI - BP 3 69390 Vernaison.

LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT INDUSTRIELLE



DEVELOPPER DES SERVICES
DEDIES AU MONDE
PHARMACEUTIQUE

BUSINESS MANAGER Salaire Motivant

Dans la délicate mission de doter les équipes de visiteurs médicaux et leur management d'un système informatique de pilotage de leurs activités, DENDRITE domine le marché des USA. Poursuivant notre expansion en Europe, déjà établie à Paris, nous recherchons le responsable de notre activité française. En charge de la mise en place de la structure, vous gèrerez et développerez nos comptes-clés sur le marché.

De formation supérieure, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans de la gestion et du développement d'opérations commerciales organisées en centre de profit, au sein de structures internationales. Ceci vous a confirmé dans vos qualités d'entrepreneur et vous recherchez un élargissement de vos activités, au sein d'un Groupe international en croissance très rapide. Vous êtes idéalement dans une activité de services destinée à l'industrie pharmaceutique, dans le domaine commercial, ou dans la vente de solutions informatiques. Vous parlez bien l'anglais.

Notre Conseil à Paris, étudiera confidentiellement votre candidature, adressée sous réf M/241, à Nicole Marichez, Cabinet Linden 20 rue Pergolèse 75116 Paris.

Linden is a member of the OutSource International Partner Network



Ingénieurs
Conseil
pour la
Direction
Industrielle

Vous prospectez et conseillez les entreprises industrielles, favorisez leurs projets technologiques en leur apportant l'environnement nécessaire (financement, compétences).

• QUALITÉ (réf. 633 LM) vous aidez les entreprises à développer le partenariat avec les donneurs d'ordre en répondant à leurs exigences en matière de qualité : certifications, procédures, ...

Vous justifiez d'une expérience Qualité acquise nécessairement en entreprise industrielle (mécanique de préférence).

• ENVIRONNEMENT (réf. 634 LM) vous conseillez les entreprises dans leurs actions pour la diminution des nuisances et le respect des réglementations. Vous facilitez l'éclosion de projets concernant les technologies innovantes en matière d'environnement et travaillez en synergie avec les autres acteurs régionaux (DRIRE, collectivités, organismes concernés).

Vous nous apportez une expérience de 3 ans minimum au service de l'environnement acquise dans un organisme compétent ou une grande entreprise.

• INNOVATION (réf. 635 LM) chargé de missions de conseil en développement technologique auprès des PMI de la région lyonnaise, vous visitez les entreprises, analysez leurs besoins et recherchez des solutions adaptées auprès de centres de recherche, d'organismes de financement, ...

Votre connaissance de la gestion sera appréciée.

Pour ces 3 postes, vous avez 28/35 ans, une formation d'ingénieur ou d'universitaire (scientifique) idéalement complétée par un 3ème cycle de gestion, le goût affirmé des contacts, des qualités d'écoute, d'analyse et de synthèse, le goût du métier de conseil.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence correspondante à notre conseil Alain CLEMENT

ARTEMIS CONSEILS - 21, rue François Garcin - 69003 LYON.



Le partenaire économique des entreprises

Vous sommes l'un des tout premiers concepteurs mondiaux de logiciels de gestion de bases de données relationnelles, de génie logiciel et de gestion industrielle.

Vos logiciels CONTROL : Manufacturing et CONTROL : Financial couvrent les domaines applicatifs suivants : • gestion de production • gestion commerciale • gestion comptable et financière

Ils sont destinés aux environnements IBM (MVS et VSE), DEC (VMS), et UNIV. Plus de 500 clients CONTROL nous ont choisis et bénéficient de nos prestations. Pour renforcer notre développement le département CONTROL de notre filiale française recherche :

INGENIEURS D'AFFAIRES réf 1A/41

CONNAISSANT LE DOMAINE INDUSTRIEL ET PLUS SPECIQUIEMENT LA GESTION DE PRODUCTION.

Après une expérience de 5 ans minimum dans le secteur, vous avez la motivation suffisante pour donner la pleine mesure de vos ambitions commerciales. Goûts des contacts, sens de la négociation sont nécessaires pour faire la différence auprès d'interlocuteurs de haut niveau.

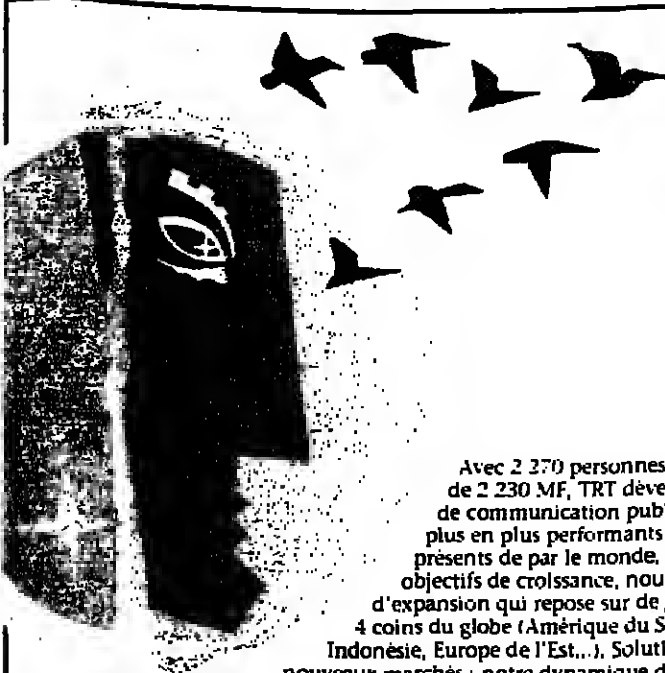
La qualité de nos produits, l'évolution de notre offre, notre dimension internationale, font de ce poste, immédiatement attractif sur le plan de la rémunération, un challenge passionnant pour des candidats à fort potentiel.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et prétentions à notre conseil : C-TEAM CNIT BP 240 2, place de la Défense 92053 Paris-La Défense.



RETROUVEZ CES ANNONCES SUR 36.15.LM

Secteurs de Pointe



INGÉNIEURS COMMERCIAUX, LE MONDE ENTIER SE FERA L'ÉCHO DE VOTRE SUCCÈS.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Avec 2 270 personnes et réalisant un CA de 2 230 MF, TRT développe des réseaux de communication publics et privés de plus en plus performants, de plus en plus présents de par le monde. Pour réaliser nos objectifs de croissance, nous avons une stratégie d'expansion qui repose sur de grands projets aux 4 coins du globe (Amérique du Sud, Australie, Indonésie, Europe de l'Est...). Solutions originales et nouveaux marchés : notre dynamique de succès trouve son écho dans le monde entier.

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école ou universitaire et vous avez des connaissances en télécom. Vous avez une première expérience ou vous êtes plus confirmé. Venez partager notre passion des télécoms au sein d'une de nos activités : radiomobile, carte à puce, télécommunications publiques (faisceaux hertziens, systèmes de réseaux) et télécommunications d'entreprise (commutation, communication de données).

- Ingénieurs marketing gestion de réseaux et faisceaux hertziens**
Responsable de la stratégie et du marketing pour une ligne de produits, vous analysez les marchés, vous établissez leurs spécifications fonctionnelles, vous en assurez la promotion et l'information, participez à la politique de prix, suivez le chiffre d'affaires et les commandes. Anglais nécessaire et allemand souhaité. De préférence, expérience en gestion de réseaux, réseaux de données, faisceaux hertziens. Réf. MG/M
- Ingénieurs projet service export**
Vous coordonnez la préparation des offres techniques pour les ventes et les réalisations à l'exportation d'une gamme de produits, en liaison avec les différents services internes, techniques et commerciaux. Vous jouez un rôle de support technique lors des présentations de produits et des négociations des contrats. Déplacements sur la zone de responsabilité. Confirmé ou avec une première expérience (faisceaux hertziens, téléphonie rurale, équipements de transmissions, multiplexeurs, modems, X25). Anglais indispensable (+ 2e langue : allemand/espagnol/arabe). Réf. PSE/M
- Ingénieurs projet Ventes France**
Vous assurez l'assistance technique aux ingénieurs du département (vente - réalisation - support produits - études) et aux clients. Soutien technique pour la promotion des produits. Activité technico-commerciale - télécommunications - faisceaux hertziens - distribution téléphonique - données sur câbles - systèmes de gestion. Anglais indispensable. Réf. PVF/M
- Chef de service Ventes Europe Sud et Est**
- Chef de service Ventes Asie**
- Chefs de Zone Ventes export : Europe ; Afrique ; Asie - Océanie ; Amérique Latine ; Moyen-Orient**

Sur votre zone géographique, vous êtes responsable des prises de commandes et du contrôle des marges. Vous collaborez étroitement avec les services de l'entreprise : Réalisation, Produits, Juridique, Administratif, Financier, Planification, et avec les clients. Expérience de 5 ans minimum en faisceaux hertziens, téléphonie rurale, transmissions, X25, réseaux de données. Anglais indispensable (+ 2e langue : allemand/espagnol/arabe). Déplacements sur la zone de responsabilité. Réf. CSV

Les postes sont basés à Paris.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, en précisant la référence de la fonction, à Mireille Biot, Chef du Personnel, TRT, 88 rue Brillat-Savarin, 75013 Paris.

Philips en France :
21 000 personnes,
24,5 Mds de F de CA.
Nous rejoindre en entrant
chez TRT, Philips
Communication Systems,
c'est vivre plusieurs vies
professionnelles
et connaître plusieurs
entreprises en une seule.
3615
PHILIPS
JOB

P H I L I P S C E S T D E J A D E M A I N

PHILIPS

RÉUSSIR

AU CŒUR DE L'INGÉNIERIE INDUSTRIELLE

Ingénieur électricien

Dans le cadre de projets particulièrement créatifs et motivants, USSI INGENIERIE renforce le potentiel de sa filière Electronique et Calculs Scientifiques.

Dans le cadre de projets importants, vous êtes chargé des études de matériels électriques en haute et basse tension (transformateurs, onduleurs, tableaux...), de l'élaboration des dossiers de consultation et du suivi des fournisseurs. Débutant ou première expérience, vous êtes diplômé d'une grande école à dominante électrique (IEG, Supélec...). La pratique de l'anglais serait un plus. Des déplacements sont à prévoir. (réf. M/92.06)

Ingénieur en calculs scientifiques

Vous êtes chargé des calculs et des analyses de comportement des structures d'ouvrages de Génie civil en béton armé, en béton précontraint en construction métalliques... Débutant ou première expérience (industrielle ou R & D), diplômé d'une grande école ou université à spécialisation mécanique appliquée à la conception et à la construction, vous maîtrisez des logiciels de calculs par la méthode des éléments finis (SYSTUS, SYMPE, HERCULE...) et vous avez une bonne connaissance en génie parasismique ainsi que de l'analyse des contraintes selon la réglementation (BAEL, BPEL, RCCG, CM66...). (réf. M/91.03)

Ces postes sont basés en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo), sous référence choisie, à USSI INGENIERIE, Direction du Personnel, 115 av. Aristide-Briand, 92224 Bagneux.

USSI INGENIERIE
RESEAU EURISYS
L'EXPERIENCE ET L'INNOVATION

L'ingénierie française sourit aux ambitieux





L'INGENIERIE DIVERSIFIEE
De l'agro-alimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'immobilier à l'ingénierie immobilière : Technip, c'est tout un univers d'opportunités.

NOTRE MÉTIER EST UNIQUE
C'est l'ingénierie et la construction. Des vocations professionnelles multiples, des moyens, des projets, des réalisations clé en main : Technip, c'est une grande aventure professionnelle.

EN EUROPE ET DANS LE MONDE
5 000 personnes dans le monde, des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 6 milliards de chiffre d'affaires, faites le calcul, nous sommes bien numéro 1.

INGENIEURS D'ETUDES INSTALLATION ET TUYAUTERIE

Vous êtes indiscutablement un professionnel ayant largement démontré dans une structure d'ingénierie ou dans un BE ses capacités à coordonner les études d'Installation-Tuyauterie d'ensembles industriels complexes, dans le respect des plannings, des coûts et de la qualité. Nous vous proposons aujourd'hui d'élargir et d'internationaliser votre savoir-faire en assumant la responsabilité technique et l'encadrement de nos projets dans un environnement à forte implication CAO.

De formation supérieure, vous êtes bien sûr mobile géographiquement et vous maîtrisez l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence T313, à Technip, Division du Personnel, Cedex 23, 92090 Paris-La Défense (confidentialité assurée).


TECHNIP